

# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15554 - 7 F

SAMEDI 28 JANVIER 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Le FMI va accorder au Mexique un prêt d'une ampleur sans précédent

L'institution financière devrait ouvrir une ligne de crédit de plus de 40 milliards de francs pour appuyer le plan Zedillo

LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL vole au secours du Mexique, en proie depuis le 20 décembre 1994 à une crise financière de grande ampleur qui déstabilise l'ensemble des marchés des capitaux. Le FMI s'apprête à débiter, le 1<sup>er</sup> février, le plus gros prêt de son histoire - l'équivalent de plus de 40 milliards de francs - pour soutenir le plan d'assainissement économique présenté par le gouvernement mexicain (rigueur salariale, réduction de l'inflation, du déficit budgétaire et des paiements courants, restriction du crédit).

Le geste exceptionnel du FMI a été annoncé simultanément à Washington par son directeur général, Michel Camdessus, et à Mexico par le ministre des finances, Guillermo Ortiz. Manifestement, c'est un effet psychologique qui est recherché, pour rassurer des opérateurs financiers devenus méfiants non seulement à

l'égard du Mexique, encore présenté voici quelques mois comme le miracle de l'Amérique latine, mais envers les « pays émergents » d'Asie et même les grands pays industriels - de l'Italie au Canada en passant par la Suède - dont la gestion n'est pas jugée assez orthodoxe.

En intervenant de façon aussi spectaculaire et rapide, le FMI tente de contrebalancer l'attentisme américain dans cette affaire : après avoir annoncé dans un premier temps une aide de 9 milliards de dollars pour aider le Mexique à reconstituer ses réserves de change, le Trésor américain s'est engagé sur un soutien de 40 milliards de dollars (220 milliards de francs) en garantie de crédit, que la majorité républicaine au Congrès rechigne à présent à voter. Le président Bill Clinton, dans un discours adressé au Forum économique de Davos, a averti que, si le Congrès refusait l'aide promise au

Mexique, cela pourrait entraîner une contagion incontrôlable.

C'est la deuxième fois que le Mexique est à l'origine d'une grave crise financière internationale. En août 1982, il avait annoncé qu'il ne pouvait plus faire face à ses échéances, déclenchant ainsi la « crise de la dette » qui a pesé pendant plus de dix ans sur les économies latino-américaines et fragilisé les banques créancières. La différence, cette fois, c'est que les « marchés financiers » sont constitués de fonds de pension qui peuvent déplacer d'un jour à l'autre des milliards de dollars d'investissements.

L'annonce du prêt de dix-huit mois du FMI, le plus gros depuis celui qui avait été octroyé à l'Inde en 1981, a, semble-t-il, un peu tranquillisé les esprits, et le peso mexicain s'est raffermi, revenant à 5,52 pour un dollar contre 5,7 la veille.

Lire pages 5 et 17

## Bernard Tapie reste virtuellement inéligible

La cour d'appel de Paris a rejeté la requête du député Radical



Lire nos informations pages 17 et 34

## Le silence de M. Walesa sur les juifs ternit les cérémonies d'Auschwitz

LES CÉRÉMONIES commémorant la libération, il y a cinquante ans, du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau en Pologne - où près d'un million et demi de juifs ont été assassinés par les nazis - se sont ouvertes, jeudi 26 et vendredi 27 janvier, dans un climat lourd de tensions et d'incompréhensions. La principale responsabilité en revient aux autorités polonaises qui, ont semblé vouloir gommer la spécificité juive de l'Holocauste.

Ainsi, dans les discours qu'il a prononcés jeudi à Cracovie, le président polonais, Lech Walesa, s'il a dénoncé le « totalitarisme » nazi, n'a pas prononcé une seule fois le mot « juif ». Jean Kahn, président du Congrès juif européen, s'est élevé contre cette manipulation de l'histoire. Et, devant le refus de la Pologne officielle de reconnaître la singularité de l'Holocauste, les représentants des communautés juives ont organisé leur propre manifestation. François Mitterrand, qui avait reçu une lettre d'invitation du président polonais, avait refusé de participer à ces cérémonies, estimant qu'il appartenait aux anciens déportés, de commémorer la libération des camps.

Lire pages 3 et 34

## La cause des enfants



James Grant

C'EST une très grave maladie qui a obligé James Grant, l'infatigable directeur général de l'Unicef, à abandonner, à soixante-douze ans, son combat pour la cause des enfants et à se démettre, jeudi 26 janvier, de ses fonctions. Nommé en 1980, il a immédiatement donné son empreinte à cette grande maison onusienne, en la réorganisant pour la rendre plus proche « du terrain », et en mettant l'accent sur des méthodes simples et peu coûteuses (réhydratation par voie orale, vaccination, allaitement au sein) permettant de sauver des millions d'enfants de la mort ou de leur éviter des maladies invalidantes.

Pour ce « fonctionnaire international remarquable », comme le qualifie Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, rien n'était impossible, même d'arrêter une guerre pendant plusieurs jours afin de procéder à des vaccinations. Il était convaincu de l'importance de l'accès des petites filles - les futures mères - à l'éducation et n'a pas ménagé ses efforts en ce sens. On lui doit également le coup de ponce qui a permis que la convention internationale des droits de l'enfant soit enfin rédigée et ratifiée par un très grand nombre de pays. Ce sera à son successeur de veiller à ce qu'elle ne sombre pas dans l'oubli.

Lire page 34

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 BFs ; Danemark, 25 Dk ; Espagne, 200 Ptas ; France, 100 F ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 100 Ir£ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Pays-Bas, 100 Gld ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 100 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 100 Sfr ; Taiwan, 100 Nts ; USA, 100 \$ ; Venezuela, 100 Bs.



## Les brevets du vivant entre éthique et industrie

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

Un pas important vient d'être franchi pour favoriser le développement des biotechnologies au sein de l'Union européenne. Lundi 23 janvier, le conseil des ministres des Quinze et le Parlement européen, jusque-là en désaccord, ont trouvé une formulation de compromis pour renforcer la protection juridique des inventions biotechnologiques.

La directive, en discussion depuis six ans, relève de la « codécision » instaurée par le traité de Maastricht. Elle doit donc être adoptée conjointement par le conseil et le Parlement, et sera formellement approuvée en février. Réclamée avec insistance par l'ensemble de l'industrie, qui a besoin de sécurité pour investir et rattraper son retard vis-à-vis des États-Unis, elle clarifie les conditions dans lesquelles des inventions biotechnologiques peuvent être brevetées et bénéficier d'un niveau égal de protection d'un bout à l'autre de l'Union.

La directive précise ce qui est brevetable ou pas, ainsi que l'étendue de la protection assurée. Alors que les experts de la Commission et des États membres s'étaient jusqu'ici canton-

nés à une discussion technique, évitant prudemment d'aborder sa dimension éthique, le Parlement européen a mis les pieds dans le plat, plaçant la brevetabilité du corps humain au centre des débats et souhaitant la limiter au maximum. Il s'agit là, en effet, d'une industrie peu ordinaire, où les chercheurs touchent au vivant, bricolent des espèces nouvelles. Même si l'industrie pharmaceutique y investit des sommes énormes, l'opinion publique, qui redoute les débordements possibles de telles expériences, souhaite un encadrement très strict.

Le texte, qui se fonde sur le principe excluant tout droit d'appropriation sur un être humain, indique que « le corps ou des éléments du corps en tant que tels, par exemple un gène, une protéine ou une cellule à l'état naturel dans le corps humain, y compris les cellules germinales et les produits résultant directement de la conception, doivent être exclus de la brevetabilité ». Elle opère toutefois une distinction entre les éléments d'origine humaine « en tant que tels » et ceux qui sont obtenus, à partir du corps humain, par manipulation. Ainsi, le texte note qu'« une invention incluant des éléments susceptibles d'ap-

plication industrielle et obtenus par un procédé technique à partir du corps humain, de manière telle qu'ils ne soient plus directement liés à un individu spécifique, ne peut être exclue de la brevetabilité ».

Cette formulation de compromis permet de sauvegarder les intérêts et la compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne, mais elle laisse en suspens de nombreux problèmes spécifiques. Parmi les plus urgents : trouver un accord international pour protéger les retombées industrielles du programme « Génome humain », désormais entré dans sa phase industrielle. Un thème autour duquel viennent de se réunir à Paris, les 26 et 27 janvier, une centaine de biologistes, juristes et industriels, afin de s'entendre sur les principes de base qui permettraient de concilier « l'éthique des recherches sur le génome et leurs applications, la nécessité de préserver la libre circulation de l'information scientifique et la reconnaissance des droits de propriété ».

Philippe Lemaître

Lire page 25

## Le pouvoir sans partage des deux cents gérants

IL Y AVAIT les deux cents familles, symbole du capitalisme des maîtres de forge de l'entre-deux-guerres. Il y a aujourd'hui les deux cents gérants des plus importants fonds d'investissement de la planète, pour la plupart anglo-saxons et japonais. Ils donnent le ton des mouvements de capitaux et font ou défont les monnaies et les économies. Leur toute-puissance, réelle ou supposée, ne se limite pas à quelques pays : elle ne connaît pas les frontières. « Nous vivons une époque où ce que la Maison Blanche redoute le plus, ce ne sont pas des communistes hostiles, mais de belliqueux gérants de portefeuilles », écrivait l'hebdomadaire *Newsweek* du 10 octobre 1994. Bill Clinton, intervenant de Washington au Forum économique international de Davos, s'est interrogé, jeudi 26 janvier, sur « l'incroyable brutalité de marchés fonctionnant 24 heures sur 24 ». Le pouvoir des gérants est devenu sans partage avec la révolution financière des années 1990, qui s'est traduite par une mobilité totale des investissements et des besoins croissants de capitaux.

La matière première la plus indispensable, la plus recherchée, n'est pas le pétrole, l'uranium ou

l'or, mais le capital. Il coûte de plus en plus cher, les taux d'intérêt réels (hors inflation) sont de plus en plus élevés et il n'y en a pas assez pour tout le monde. D'un côté, les États occidentaux ont vu leurs dettes publiques et leurs déficits atteindre des niveaux record et, de l'autre, en l'espace de cinq ans, plus de cinquante pays en voie de développement, appelés désormais « émergents », ont créé des marchés financiers. Près de trois milliards d'individus ont quitté subitement des économies marxistes pour entrer dans le capitalisme sauvage à l'est de l'Europe ou en application du socialisme de marché à la chinoise.

Dans le même temps, les bailleurs de fonds traditionnels, à l'exception du Japon et de la Suisse, sont devenus débiteurs. L'Arabie saoudite en est un bon exemple, tout comme l'Allemagne qui, avant la réunification, exportait 80 milliards de dollars (420 milliards de francs) par an et aujourd'hui en importe. Quant au taux d'épargne, il a eu plutôt tendance à diminuer un peu partout dans le monde.

Eric Leser

Lire la suite page 17

## Attaques contre le franc

Le franc a été attaqué, vendredi 27 janvier, dans la matinée sur les marchés des changes. Il est tombé autour de 3,47 francs pour un deutschemark, son plus bas niveau depuis quatorze mois.



## Paroles du Caire

Sur les treize millions d'habitants de la capitale égyptienne, près de huit millions empruntent chaque jour les transports en commun : le métro, les bus ou les taxis collectifs sont des lieux de colères, de rires, de confidences.

## La dernière incartade d'Eric Cantona

L'agression d'Eric Cantona contre un supporter britannique est sévèrement condamnée par la presse d'outre-Manche. Le joueur français pourrait être suspendu par son club de Manchester United.

## Les concours d'architecture en question

Le choix de l'équipe Macary-Zublena-Regimbal pour la construction du Grand Stade, de préférence à Jean Nouvel, élu par le jury, fait rebondir la polémique sur les procédures d'attribution des chantiers.



**RUSSIE** A Moscou, le rouble a franchi, jeudi 26 janvier, le record historique de 4 000 roubles pour un dollar. En adoptant un budget jugé démagogique par les experts, la

Chambre basse du Parlement russe a pris le risque de relancer encore l'inflation. En Tchétchénie, alors que les combats se poursuivent, Russes et Tchétchènes ont procédé, jeudi, à

l'échange de quatre-vingts prisonniers. La mission de l'OSCE devait quitter Moscou vendredi. Sergueï Kovalev, le député de la Douma opposé à l'intervention militaire qui

souhaitait accompagner les émissaires, a fait savoir que les autorités russes cherchaient à l'en empêcher. A Washington, le ministre français des affaires étrangères, Alain

Juppé, et le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, semblaient avoir rapproché leurs points de vue tant sur la Tchétchénie que sur la Bosnie et l'Algérie.

## Le rouble est tombé à son plus bas niveau historique face au dollar

L'effondrement de la monnaie russe - 4 000 roubles pour 1 dollar - marque l'échec de la politique de stabilisation du gouvernement, notamment son incohérence en matière financière et sa lenteur à réformer les institutions

### MOSCOU

de notre correspondant

Une guerre coûteuse en Tchétchénie, une inflation qui repart de plus belle, des bruits de renationalisations, des investissements à la baisse et un rouble qui a dépassé, jeudi 26 janvier, son plus bas niveau historique, en crevant le plafond de 4 000 roubles contre un dollar. Tel est l'état des lieux. « Soyons francs, les gens ne croient pas à la stabilisation économique. Dans ces conditions, une politique cohérente et stable est d'autant plus importante ; tout mouvement en arrière, tout écart par rapport à la ligne stratégique des réformes sont inadmissibles. » Ce n'est pas un appas, un « réformateur radical », mais le premier ministre russe « conservateur », Victor Tchernomyrdine, qui parle, mercredi 25 janvier, devant des représentants du ministère des finances. Le chef du gouvernement reconnaît que les « mauvais calculs et les erreurs » de son gouvernement, notamment son incohérence en matière financière, sa lenteur à réformer les institutions, « se sont traduits par un échec de la stabilisation qui s'était engagée à l'automne ».

Après cet étonnant mea culpa, qui contredit la thèse officielle du « camp » contre le rouble (notamment le « mardi noir » du 11 octobre 1994, jour où la monnaie russe avait perdu 21 % en une séance), le premier ministre a répété ses promesses. 1995 sera l'année de la stabilisation, celle où la « dynamique inflationniste sera brisée ». Pourtant, l'inflation a déjà, très mal, commencé, « par une forte spirale des anticipations inflationnistes », a reconnu M. Tchernomyrdine. Depuis le début de l'année, la monnaie russe s'effrite jour après jour : elle a perdu près de 12 % de sa valeur. Car l'inflation, sérieusement freinée au premier semestre de 1994, est repartie : plus de 16 % en décembre 1994 et 10 % pour les quinze premiers jours de 1995.

Paradoxalement, le « record » établi jeudi par le rouble serait un signe d'espoir. Selon les analystes, cette fois-ci, c'est la Banque centrale qui a fait baisser la monnaie, achetant massivement des dollars, pas seulement de la FMI, n'a pas de doute pour reconstituer ses réserves en devises après s'être battue pour empêcher des baisses brutales au début du

mois. Le montant des réserves en devises de la Banque centrale reste un secret bien gardé. Elles sont jugées « substantielles » et proches de 6 milliards de dollars par certains analystes ; « faibles » et inférieures à 2 milliards de dollars, par d'autres. « Les attaques sur le rouble ont été stoppées », a jugé le responsable de la politique économique du gouvernement, Anatoli Tchababais. Mais la relative stabilisation de la chute du rouble s'explique aussi par d'autres facteurs.

### FRÉNER L'INFLATION

Depuis un mois, la Banque centrale de Russie (BCR) a pris une série de mesures. Le taux auquel elle refinancie les banques a été relevé à 200 %. Elle a aussi limité le montant de devises que les banques privées russes peuvent acheter.

Les banques commerciales ont été obligées de déposer à la BCR l'équivalent en roubles de 2 % de leur avoirs en devises. A court de roubles, les banques ont dû en acheter, limitant ainsi la baisse du rouble. Car un autre artifice a été utilisé pour assécher le marché des devises et pour limiter l'émission monétaire, donc l'inflation puis la chute du rouble. Le gouvernement russe vend, de plus en plus difficilement, des bons du Trésor à court terme et à un fort taux d'intérêt (300 %) pour combler son déficit budgétaire. Près de 500 millions de dollars (2 000 milliards de roubles) auraient été ainsi aspirés depuis le début de l'année. Mais, si l'inflation n'est pas rapidement jugulée, ce système menace de s'effondrer.

Tout dépendra donc de la capacité, pas encore démontrée, du gouvernement à limiter son déficit budgétaire, à freiner l'inflation, à financer ses dépenses par des emprunts (notamment à l'Ouest) et non pas par la planche à billets. Près de 13 milliards de dollars du déficit (sur 18,3 milliards) doivent être financés par des prêts internationaux. « L'Occident est l'otage de la politique russe », a estimé Sergueï Alexachenko, le vice-ministre des finances. Pour sauver le président Eltsine, qui doit affronter des élections législatives en décembre 1995 et présidentielle en juin 1996, « l'Occident en général, pas seulement la FMI, n'a pas de doute pour reconstituer ses réserves en devises après s'être battue pour empêcher des baisses brutales au début du



tique ». Pourtant, ce responsable des finances admet que la Russie « flotte », que « personne ne peut dire quelle est la direction de la politique économique aujourd'hui ». Venu négocier un prêt stand-by de 6,4 milliards de dollars, qui pourrait ouvrir la voie à d'autres financements internationaux, le Fonds monétaire international semble perplexe. Un des membres de sa délégation estime ainsi, sous le couvert de l'anonymat, qu'« il n'est pas facile de voir dans quel sens le vent va souffler ».

Le gouvernement russe et plus

encore le Parlement n'en finissent plus d'envoyer des signaux contradictoires. Cette confusion peut avoir deux origines. Pour certains analystes, elle reflète une véritable bataille, qui s'est, depuis longtemps, engagée au sommet entre les « réformistes », parfois libéraux, et les « conservateurs », souvent autoritaires. Pour d'autres, elle est l'effet d'un subtil jeu préélectoral, où le but est de flatter le nationalisme supposé d'une population épuisée par des réformes contestées à cause de la corruption et de la criminalité,

tout en conservant le soutien financier occidental. Quel qu'il en soit, le brouillard reste épais, même si le vent semble aujourd'hui souffler de nouveau dans le sens des « réformateurs ».

### UN BUDGET « IRRÉALISTE »

Après s'être prononcé pour des renationalisations, Vladimir Poutine, le nouveau responsable des privatisations, a été remplacé jeudi 26 janvier, par un « réformiste radical », Piotr Mostovoi, l'ancien adjoint du très réformiste premier vice-premier ministre en charge de l'économie, Anatoli Tchoubaïs. Mais, même si les étrangers ont eu, le jour même, de nouveau accès à l'Agence de privatisation (où ils étaient interdits par M. Poutine), cette nomination n'est qu'un intérim et, selon la formule de l'opposant et réformiste Grigori Iavlinski, « personne ne sait si quel qu'un venant d'un zoo ou d'un cirque ne sera pas nommé » à la place du géologue Poutine. Son passage à la « privatisation » aurait coûté à la Russie des « centaines de millions de dollars, qui n'ont pas été investis » par peur, selon un haut responsable des finances russes, qui montre le plongeon des principales actions russes. A ces pertes supposées s'ajoute le fait que le ralentissement d'investissements étrangers déjà ridicules : après un « record » de 230 millions de dollars en septembre 1994, ils sont tombés à 150 millions de dollars en octobre, 90

millions en novembre, puis 50 en décembre.

La Douma, Chambre basse du Parlement, a ajouté un grain de folie - d'« absurdité » - selon M. Tchoubaïs - à ce tableau déjà tourmenté. Aussitôt après avoir adopté, mercredi 25 janvier, en seconde et avant-dernière lecture, un budget révisé, elle l'a aussitôt sabordé. Les députés ont en effet voté une loi, en troisième et dernière lecture, triplant quasiment le salaire minimum qui sert de base de calcul pour tous les salaires d'Etat. Cette mesure populiste accroît le déficit budgétaire de plus de 50 %. M. Tchoubaïs espère que le Conseil de la Fédération, la Chambre haute où siègent des représentants des régions (dont les budgets seront les plus affectés), va repousser cette augmentation.

Cependant, même dans sa forme actuelle, le budget est déjà jugé « irréaliste » par beaucoup d'experts, notamment parce que peu de Russes paient des impôts (pas même une fondation de sport parrainée par Boris Eltsine). Il risque fort de ne pas être respecté, même dans ses grandes lignes. De plus, le budget doit subir une ultime lecture, article par article, où les différents groupes de pression, bien représentés au Parlement, vont pouvoir s'exprimer. Le Parti agrarien réclame des subventions pour l'agriculture, les militaires des fonds pour l'armée, le ministère de l'Intérieur et l'ex-KGB pour leurs polices. Tous sont engagés, sans enthousiasme, dans les « opérations » en Tchétchénie et vaudront sans doute se faire payer.

Certes, le projet révisé de budget, avec 61 milliards de dépenses, 42,5 milliards de dollars de recettes et un déficit de 18,3 milliards de dollars (7,7 % du PIB), inclut maintenant 800 millions de dollars supplémentaires pour le coût « officiel » du conflit tchétchène. Mais les experts indépendants pensent que cette guerre non déclarée peut coûter jusqu'à un milliard de dollars par mois. Plus grave peut-être pour le Kremlin, l'« opération de simple police » en Tchétchénie n'a pas amélioré la position politique de Boris Eltsine ni détourné l'attention des difficultés économiques. Elle n'a fait que les aggraver.

## Boris Eltsine dans ses œuvres

**OPTIMISTE** : tandis qu'à Moscou le rouble franchissait, jeudi 26 janvier, la barre des 4 000 roubles pour un dollar, Boris Eltsine, en visite à Lipetsk, une ville industrielle de la Russie du centre, a prédit « la stabilisation de l'économie russe d'ici la fin de l'année ».

Martial : évoquant la fausse alerte provoquée, mercredi, par le tir d'une fusée scientifique norvégienne qui s'est abîmée dans l'océan Arctique, le président russe a déclaré avoir utilisé « pour la première fois la mallette noire » qui le relie à ses chefs militaires.

Le président Eltsine, dont l'aptitude à diriger le pays a été plusieurs fois mise en cause depuis le début de la crise tchétchène, a avancé la thèse d'une provocation occidentale destinée à « tester l'aptitude de notre armée, accusée de faiblesse par les médias », mais « l'armée a fait son devoir », a-t-il précisé.

Humain : au cours d'une rencontre avec « les

travailleurs du combinat métallurgique de Lipetsk », le chef de l'Etat a « encouragé » ces derniers « à passer des questions sur le conflit en Tchétchénie ». Reconnaissant être « lui aussi très ému par ce conflit », le président russe a affirmé qu'il faisait « le maximum pour régler cette affaire par la voie pacifique ».

### ÉMISSAIRES

Pour ne pas être en reste avec son président, Andreï Kazyrev, le ministre russe des affaires étrangères, a la veille du départ de la délégation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour la Tchétchénie, a indiqué que « les émissaires de l'OSCE pourront voir ce qu'ils veulent », avant de préciser, toutefois : « A l'exception des lieux où leur vie serait en péril ».

Marie Jégo

Jean-Baptiste Naudet

## A Washington, le plaidoyer sans espoir du ministre tchétchène des affaires étrangères

### WASHINGTON

de notre correspondant

Il y a quatre mois, selon de bonnes sources, des membres de l'ambassade russe à Washington s'adressaient divers membres du Congrès sur la réaction des milieux politiques américains et de l'administration à une éventuelle intervention militaire russe en Tchétchénie. C'était en septembre 1994, peu avant la visite de M. Eltsine aux Etats-Unis, qui se présentait sous les meilleurs auspices, et personne n'y prêtait grande attention.

Il y a quelques semaines, alors que Moscou venait de lancer son offensive en Tchétchénie, un diplomate russe à Washington appela un journaliste américain et lui demanda, sous le sceau de la confidentialité, s'il avait connaissance de la présence d'un émissaire tchétchène à Washington et s'il pensait que celui-ci serait reçu par l'administration. Une telle perspective, à l'époque sans fondement, inquiétait apparemment beaucoup le diplomate.

Jeudi 26 janvier, l'émissaire tchétchène était à Washington, mais il ne faisait plus peur à personne. Chamsedine Yousouf, respectable sexagénaire contraint de voyager sous passeport soviétique, Tchétchène né en Jordanie et présent

ces derniers temps à Grozny aux côtés du président Djokhar Douaev, dont il est le ministre des affaires étrangères, a défendu la cause de son pays avec conviction et émotion, lors d'une réunion à la fondation Carnegie ; mais aujourd'hui, dans la capitale américaine, c'est une cause perdue.

### « LA LIBERTÉ »

La prise de Grozny, si laborieuse soit-elle, paraît difficilement évitable ; la poursuite des bombardements russes une semaine après que le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, se fut déclaré « encouragé » à Genève par les assurances de son homologue russe Andreï Kazyrev ne provoque guère de remous ; les lugubres images de cadavres dans la neige ont disparu des petits écrans. Et M. Eltsine, constate-t-on avec soulagement à Washington, refait surface sur la scène politique intérieure à Moscou. Tout au plus M. Christopher a-t-il réitéré jeudi ses appels à une « réconciliation qui prenne en compte les vues du peuple tchétchène ».

Après avoir vu quelques membres du Congrès, M. Yousouf devait être reçu vendredi par un représentant du département d'Etat. A un niveau modeste, par un diplo-

mate du département des droits de l'homme plutôt que par un des fonctionnaires du département des relations avec la Russie, comme cela avait été prévu à l'origine. Le message est clair : l'entretien n'est pas d'ordre politique, mais humanitaire. Chamsedine Yousouf, a expliqué la Maison Blanche, est reçu à Washington en tant que citoyen russe et « Tchétchène inquiet ». « Notre position est que la Tchétchénie fait partie de la Russie et que la Russie a déjà un ministre des affaires étrangères ».

Inquiet, Chamsedine Yousouf l'est assurément. Et pourtant, dit-il, « la guerre entre la Russie et la Tchétchénie n'a pas commencé. Nous pouvons brûler Moscou, nous avons les gens pour ça. Les Tchétchènes ne feront pas sauter les pipe-lines. Nous ne voulons pas nous battre contre le peuple russe, mais contre le régime d'Eltsine ». Les négociations avec le président russe ne sont plus possibles, ajoute-t-il : « Il n'a pas de parole, il boit et c'est un chef mafieux ». Les projets du général Douaev, avec lequel il est en contact quotidien ? « La liberté ». Le palais présidentiel est détruit et il a dû déplacer son QG, « mais il ne fuira pas Grozny : il n'a nulle part où aller ».

Sylvie Kauffmann

## Rapprochement diplomatique entre la France et les Etats-Unis

### WASHINGTON

de notre correspondant

La visite qu'ont effectuée, le jeudi 26 janvier à Washington, le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, et le commissaire européen chargé de la politique commerciale, Leon Brittan, n'a pas apporté de solutions concrètes aux différends entre les Etats-Unis et l'Union européenne sur les questions commerciales. Mais elle a permis de constater un net rapprochement avec Paris sur la Bosnie, la Tchétchénie et l'Algérie.

M. Juppé, qui a rencontré le secrétaire d'Etat Warren Christopher et le conseiller de Bill Clinton pour les affaires de sécurité nationale, Anthony Lake, a constaté une « prise de conscience plus claire » du fait que, dans la « mouvance islamiste » en Algérie, existe une composante terroriste « avec laquelle le dialogue n'a pas de sens ».

S'agissant de la Bosnie, le ministre a souligné que des « progrès réels » ont été accomplis : le cessez-le-feu est « à peu près respecté, à part à Bihac, et parfois autour de Sarajevo ». La liberté de manœuvre de la Force de protection des Nations unies (Forpronu) est, dans l'ensemble, rétablie, et plusieurs pays, dont la France, s'em-

placent à la renforcer par des contingents supplémentaires. Les prochains mois seront cependant « décisifs » et Paris voit au moins trois motifs d'inquiétude : l'expiration du mandat de la Forpronu fin mars en Croatie, l'échéance du cessez-le-feu fin avril qui coïncide avec le début du printemps, période traditionnelle de recrudescence des combats, enfin la pression du Congrès en faveur d'une levée de l'embargo sur les armes.

### « RÉCONCILIATION POLITIQUE »

Washington est d'accord avec Paris et Londres pour relancer rapidement les négociations malgré l'échec récent du groupe de contact. Il s'agit de provoquer un « choc », qui pourrait prendre la forme, à terme, d'une nouvelle conférence internationale. La France a noté avec intérêt la mission entreprise par l'envoyé spécial américain Charles Thomas à Pale (la « capitale » des Serbes de Bosnie), qui tranche avec la position passée de Washington, systématiquement favorable aux Musulmans.

Le gouvernement américain, pour sa part, est convaincu des dangers que représenterait une levée de l'embargo, réclamée par les républicains. A propos de la me-

nace d'une suppression de la contribution financière américaine aux opérations de l'ONU, M. Juppé a déclaré : « Voir un pays comme les Etats-Unis s'exonérer des résolutions du Conseil de sécurité constituerait un événement d'une très grande portée internationale », a-t-il insisté. Warren Christopher a tenu le même discours, jeudi, devant la commission des relations internationales de la Chambre des représentants.

S'agissant du conflit tchétchène et des relations avec la Russie, Français et Américains sont d'accord pour considérer Boris Eltsine comme le garant des réformes et « personne n'a l'intention de remettre en cause l'intégrité et la souveraineté de la Russie », a souligné M. Juppé. Le ministre des affaires étrangères a noté cependant que Moscou n'a pas tenu ses engagements sur le respect des « droits de l'homme et des principes démocratiques ».

Si les Américains emploient un ton moins ferme, les deux pays sont d'accord pour souhaiter un arrêt des hostilités, et, comme l'a déclaré jeudi Bill Clinton, un processus de « réconciliation politique ».

Laurent Zecchini

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



## La commémoration de la libération d'Auschwitz ou les malentendus d'un cinquantenaire

Le président Walesa dénonce l'horreur des camps sans prononcer une seule fois le mot « juif »

Les cérémonies commémorant le cinquantenaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz se sont ouvertes,

jeudi 26 janvier, dans un climat difficile. Alors que 90 % des victimes d'Auschwitz ont été des juifs, les autorités polonaises ne leur ont ac-

cordé qu'un temps de prière de deux minutes, égal à celui alloué aux catholiques, protestants ou orthodoxes.

**AUSCHWITZ**  
de notre envoyé spécial  
C'était-il possible, cinquante ans après la libération du camp d'Auschwitz, de commémorer l'événement dans le silence et la dignité ? Les cérémonies officielles qui ont commencé jeudi 26 janvier à Cracovie ne permettent pas de répondre par l'affirmative. Elles ont malheureusement permis de constater que les tensions qui n'ont jamais cessé d'opposer les descendants des victimes juives et les autorités polonaises sur le sujet sont toujours bien vivantes.

Dans un discours prononcé à l'université Jagellonne, devant un parterre de délégations étrangères et de Prix Nobel, le président polonais, Lech Walesa, a dénoncé la barbarie nazie et le totalitarisme sans mentionner une seule fois les juifs. Les nazis, a-t-il dit en parlant de la signification historique d'Auschwitz, ont voulu « déshériter la force intellectuelle et spirituelle » de la nation polonaise, en emprisonnant les élites du pays après l'invasion de septembre 1939. Des juifs, pas un mot.

Déçu par l'attitude d'indifférence des autorités de Varsovie à leur égard, les survivants juifs et les descendants des victimes du camp ont organisé, jeudi 26 janvier, une rencontre séparée au camp

d'Auschwitz-Birkenau, qui représente pour eux le plus grand cimetière juif au monde - plus de 90 % des victimes du camp ont été des juifs. Les 1 500 personnes présentes à l'invitation du Congrès juif européen, présidé par Jean Kahn, ont récité le kaddish, la prière des morts, et ont tenté de se recueillir en paix malgré le crépitemment des flashs et l'afflux des équipes de télévision. Était également présent le président de la République fédérale allemande, Roman Herzog, qui n'a pas pris la parole.

D'après le programme de la cérémonie officielle, qui devait s'achever par un grand rassemblement à Auschwitz-Birkenau vendredi 27 janvier, il n'avait pas été prévu que les juifs puissent réciter leur prière plus de deux minutes, au même titre, par ailleurs, que les catholiques, les protestants et les orthodoxes. Plusieurs représentants des organisations juives ont décidé de boycotter cette rencontre.

Les multiples malentendus autour de la mémoire d'Auschwitz n'ont pas cessé d'entacher la bonne marche de cette cérémonie. Au château Wawel de Cracovie, les délégations de plus de dix pays et sept Prix Nobel, dont Elie Wiesel, ont tenté de mettre au point le texte d'un appel solennel qui devait

être lu vendredi devant l'entrée principale du camp. Une fois de plus, ce texte, préparé par les collaborateurs du président Walesa, ne faisait pas mention des juifs. Il a fallu qu'Elie Wiesel intervienne personnellement auprès du président polonais pour obtenir une rectification.

L'exercice a très vite frisé l'indécence quand les représentants de la Russie ont souhaité que fut indiqué de manière plus nette le rôle déterminant de l'armée rouge dans la libération du camp. A ce moment-là, un représentant britannique a exigé qu'un passage soit consacré à la Royal Air Force et qu'un évêque catholique, la délégation britannique constatant qu'elle pouvait tirer profit du débat, a alors dénoncé l'élargissement rapide de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale. Enfin, la délégation bosniaque a quitté la salle quand le représentant de la Fédération yougoslave, le président Zoran Djindjic, a pris la parole. On ne savait toujours pas, jeudi soir, si le texte final de l'appel ferait mention de la guerre en ex-Yugoslavie.

Ces signes d'énervement, ajoutés au caractère un peu mondain de la cérémonie (l'ambiance rappelle parfois celle d'un sommet international du type G7), limitent évidemment la portée universelle de

cette date anniversaire, comme le regrette Michel Friedmann, membre du Conseil central des juifs d'Allemagne, qui a perdu une partie de sa famille à Auschwitz. Pour Jean Kahn, président du Congrès juif européen, il serait dommage qu'on assiste à une nouvelle « récupération de la mémoire d'Auschwitz ». La première avait été catholique (Auschwitz, symbole comparable à la souffrance de Jésus), la seconde avait été communiste (Auschwitz, symbole antifasciste), la troisième pourrait être nationale-polonaise.

Lucas Delattre

La Grèce n'a pas été représentée aux commémorations d'Auschwitz. Le chef de la diplomatie grecque, Karolos Papoulias, a refusé d'assister aux cérémonies organisées vendredi 27 janvier en Pologne pour le cinquantenaire de la libération du camp nazi parce que le drapeau de la Macédoine devait y être hissé. La Grèce exige que l'ex-République yougoslave abandonne son nom et son drapeau sur lequel est frappé, sur fond rouge, le soleil de Vergina, symbole de l'antique dynastie macédonienne. De nombreux intellectuels ont protesté contre cette décision. (AFP)

## Giulio Andreotti devant la justice palermitaine

Des « repentis » l'accusent de liens avec la Mafia

**ROME**  
de notre correspondant  
Accusé d'association mafieuse, Giulio Andreotti, l'homme politique le plus puissant de ce dernier demi-siècle d'histoire italienne, était-il vraiment le « correspondant » de Cosa Nostra dans les allées du pouvoir ? Celui qui, avant d'être sénateur à vie, fut sept fois président du Conseil et trente-six fois ministre, a-t-il été le « parrain politique » des boss siciliens ? Les preuves se trouvent peut-être dans les huit volumes de l'énorme dossier, rassemblé en vingt-deux mois d'enquête, où se mêlent, parmi un bon millier de dépositions et les témoignages accusateurs d'une vingtaine de « repentis » de la Mafia, des rapports fournis par le FBI américain.

Une première estimation devait en principe être faite vendredi 27 janvier à Palerme, où le juge pour les enquêtes préliminaires, Agostino Grima, devait décider, au vu des documents fournis, s'il y a matière à procès, ou s'il est préférable de classer l'affaire. Ce qui revient à dire - même dans le cas très probable d'un énième renvoi de quelques jours des audiences préliminaires, à la demande de la défense - que l'heure de vérité est enfin proche. A travers les zones d'ombre de la carrière de Giulio Andreotti, ce démocrate-chrétien à l'intelligence sophistiquée, qu'on appelait « l'Inimitabile », pour ses jongleries avec les crises ministérielles - et peut-être ses pactes tacites, au nom de l'anticommunisme, aux confins de la légalité et de la Mafia -, ce sont les fondements mêmes de la première République que la justice se propose d'éclaircir.

L'accusation est en grande partie fondée sur des déclarations de « repentis », dont M. Andreotti conteste la bonne foi et la crédibilité. Pourtant, trois d'entre eux ont apporté jusqu'à la aide précieuse à la justice. Il s'agit de Totino Buscetta, qui collabora depuis 1984, et de l'ex-chimiste de génie du trafic de l'opium, Francesco Marino Mannoia. Interrogés aux Etats-Unis, où ils sont installés, les deux hommes ont raconté que M. Andreotti, surnommé le zio (oncle) dans la Mafia, a rencontré personnellement à trois reprises les « parrains » palermitains, entre la fin des années 70 et le début des années 80. Et ils racontent tout, les lieux, les conversations, les me-

naces, comme celles qu'aurait proférées au printemps 1980 le « parrain » Stefano Bontade, dans la villa discrète où il reconstruit M. Andreotti : « En Sicile, c'est nous qui commandons. Si vous ne voulez pas que nous retirions nos votes à la DC, faites ce que l'on vous dit... » Difficile à croire ? Pourtant, le troisième « repenti », Baldassarre Di Maggio, celui qui permit la capture du « parrain » de la Mafia, Toto Riina en janvier 1993, racontera bien pis : une rencontre dont il fut le témoin, entre le zio et Riina, en 1987, où les deux hommes échangeaient le rituel baiser mafieux, en signe de respect répro-

**MAUVAISES FREQUENTATIONS**  
Folle rétorquent les défenseurs de M. Andreotti, qui font valoir qu'un président du Conseil ne se déplace jamais sans escorte. Pourtant, les derniers témoignages rapportés récemment au dossier contrediraient sérieusement la défense : il y aurait des « trons » incriminés dans l'emploi du temps de l'ex-président du Conseil ; d'autres témoins paient de déplacements par avions privés, échappant aux contrôles officiels. D'autres enfin apporteraient la preuve qu'en dépit de ses dénégations, M. Andreotti connaissait parfaitement des personnages charnières de la Mafia, comme les cousins Nino et Ignazio Salvo, qui à plusieurs reprises l'auraient fait bénéficier de leurs discrètes voitures blindées, lors de ses visites en Sicile.

Soupçonné déjà d'avoir fait « ajuster » (terme mafieux) favorablement des procès en cassation, d'avoir été le commanditaire de l'assassinat à Rome en mars 1979 du procureur Antonio Di Stefano - car de dernier on savait trop sur les dessous politiques de l'assassinat du leader DC Aldo Moro par les Brigades rouges -, Giulio Andreotti a fini par mériter son surnom de Belzebuth. Pourtant, sous l'avalanche d'accusations, celui qui, il n'y a pas si longtemps, se plaisait à ironiser - « en Italie, on me tient pour responsable de tout, sauf des guerres puniques » -, a perdu tout sens de l'humour. Et c'est un homme aux uers épreuves qui s'est défendu ces derniers jours dans les journaux, dénonçant un hypothétique et peu convaincant « complot » contre lui.

Marie-Claude Decamps

## L'affaire des Groupes antiterroristes de libération est débattue pour la première fois au Parlement espagnol

MADRID

**L'affaire des GAL** (Groupes antiterroristes de libération) s'est déplacée, jeudi 26 janvier, sur le terrain parlementaire avec la comparution de Juan Alberto Belloch, ministre de la Justice et de l'Intérieur, au Congrès des députés. Cet ancien magistrat, ardent défenseur des droits de l'homme, est venu expliquer pourquoi il était normal qu'un délinquant puisse donner le même jour trois entretiens séparés à la télévision et à deux journaux. En l'occurrence, il ne s'agissait pas de l'homme qui prisonnier prisonnier Julian Sancristobal était directeur général de la sécurité au ministère de l'Intérieur et est aujourd'hui soupçonné d'avoir quelque chose à voir avec cette organisation anti-ETA. Ses déclarations avaient fait grand bruit puisqu'il accusait le juge Baltasar Garçon d'avoir participé à « une conspiration » pour renverser le chef du gouvernement Felipe Gonzalez.

Juan Alberto Belloch a déploré le contenu de ces entretiens tout en assumant la responsabilité d'avoir permis leur réalisation. Ses explications ont donné lieu à des échanges particu-

lièrement virulents avec l'opposition. Federico Trillo, président du groupe parlementaire du Parti populaire (PP, droite), a reproché au ministre de n'avoir pas présenté sa démission. M. Belloch a expliqué qu'il avait uniquement l'intention de démissionner. Il a réaffirmé que le gouvernement « soutient qu'aucun intérêt juridique ne justifie l'utilisation de moyens non conformes au droit ». « Les imputations contre le gouvernement sur les GAL », a souligné M. Belloch, « sont fausses et doivent être démenties ».

Ce débat était le premier sur ce scandale qui empoisonne le gouvernement socialiste. Jusqu'à présent, Felipe Gonzalez ne s'est jamais exprimé sur le sujet devant les députés, en dépit des demandes de l'opposition.

Actuellement, l'enquête judiciaire sur ce dossier est paralysée. L'un des inculpés, Juan de Justo, ancien secrétaire particulier de Rafael Vera, ex-secrétaire d'Etat à la sécurité, tente en effet de récusar le juge Garçon, qui fut pendant six mois l'un des responsables du ministère de l'Intérieur, et ne saurait être à la fois juge et partie. En attendant que les autorités judiciaires se prononcent, le dossier des GAL a été

transmis à un autre magistrat. Quel qu'il en soit, la voie est désormais libre pour une possible inculpation de Rafael Vera puisque le Tribunal suprême a estimé qu'il ne bénéficiait pas de l'immunité en raison de ses fonctions gouvernementales.

On s'attend donc à une prochaine comparution de l'ancien secrétaire d'Etat devant la justice. « Ce que je désire désormais est que l'on me mette en prison, à-t-il déclaré au quotidien El País, car c'est le seul moyen de pouvoir me repérer et que l'on cesse de répandre des rumeurs sur mon compte. Tout ce que je dis est sans fondement. On ne pourra m'accuser de rien... Comme je suis convaincu de mon innocence, je me défendrai bec et ongles ».

Cet homme qui a été pendant onze ans l'artisan de la lutte antiterroriste reconnaît néanmoins que luttant pour la sécurité de l'Etat, il a été obligé à descendre « dans les égouts » et qu'il « est facile de remuer la merde ». « Les affaires de sécurité sont toujours, dit-il, ténébreuses et entourées d'une espèce de brume ».

Michel Bole-Richard

## Zagreb compte sur Belgrade pour faire pression sur les Serbes de Krajina

**QUINZE JOURS** après que la Croatie ait mis en demeure l'ONU de redresser, à partir du 31 mars, ses quelque quinze mille « casques bleus » déployés depuis deux ans dans le pays, tous les scénarios semblent possibles. Le plus pessimiste : la reprise de la guerre et son extension, en cas d'intervention de la Serbie venant prêter main-forte à ses frères indépendantistes de Croatie ; ou le plus optimiste : une accélération du processus de règlement politique de ce conflit déclenché pendant l'été 1991.

A en croire les progrès enregistrés ces dernières semaines dans le rétablissement des relations entre les deux parties en conflit - les autorités croates d'une part et les Serbes sécessionnistes de Krajina d'autre part - l'avenir serait plutôt encourageant. La réouverture le 21 décembre d'un tronçon de l'autoroute transversale croate qui passe par des territoires sous contrôle serbe, comme la remise en service le 26 janvier de l'oléoduc reliant les ports croates de l'Adriatique à l'Europe centrale, fermés depuis trois ans, marquent un grand pas en avant. Hrvoje Saradin, le plus proche collaborateur du président croate, Franjo Tudjman, s'en est félicité. Pour lui, « le processus de normalisation des relations et de réintégration de la Krajina à la Croatie sont en plein essor ».

La Croatie exige le retrait des « casques bleus » qui, selon elle,

n'ont fait que « favoriser l'occupation d'une partie de ses territoires ». L'objectif, c'est d'accélérer « le processus de réintégration » de la Krajina et le retour dans leur foyer des quelque 250 000 Serbes chassés de ces zones. Si Zagreb a signifié sa volonté de régler le litige « par la voie pacifique », le président Tudjman a cependant averti que « si cela était nécessaire » son armée reprendrait la Krajina « par la force ». Le risque réel d'une reprise des hostilités en cas de départ des « casques bleus » a provoqué un vent de panique dans la communauté internationale. Au point que le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali a qualifié de « désastreuse » la décision apparemment « irrévocable » de Zagreb, et a menacé d'évacuer les « casques bleus » de Bosnie en cas de retrait de la Forprohm de Croatie.

D'abord circonspecte, la Serbie a également contribué à l'inquiétude générale en évoquant, cette semaine, le « danger extrême » d'un nouveau conflit serbo-croate. Le président serbe, Slobodan Milosevic, a précisé que le retrait de la Forprohm « compromettrait les résultats acquis dans le processus de paix et ouvrirait la possibilité d'un embrasement aux conséquences imprévisibles ».

Pour l'homme fort de Belgrade « éliminer le plan Vance en tant que facteur de blocage de l'escalade mi-

litaire serait un pas vers la guerre au moment où les progrès dans le processus de normalisation des relations entre les deux parties mène à la paix ».

Ces progrès auxquels personne ne croit plus ont contribué à relancer, à Zagreb comme à Belgrade, les spéculations sur un marché secret entre les deux présidents. En échange de la restauration de l'autorité croate sur la Krajina, le président Tudjman aurait, selon ces rumeurs, promis à Slobodan Milosevic de ne plus donner son soutien au gouvernement bosniaque. Quoi qu'il en soit, un rapprochement s'est opéré ces dernières semaines entre Belgrade et Zagreb puisque la très officielle agence serbe, Tanjug, vient de confirmer la visite à Belgrade du ministre croate des affaires étrangères pour le début du mois de février.

**UN NOUVEAU PLAN**

S'il est difficile de croire à une reconnaissance prochaine de la Croatie par Belgrade, un nouveau plan élaboré dans les chancelleries occidentales prévoit, à terme, la reconnaissance mutuelle des deux pays.

Le ministre des affaires étrangères de Croatie, Mate Granic, affirme qu'en échange d'un renoncement à l'indépendance des Serbes de Krajina obtiendraient « le plus haut degré d'autonomie politique » dans deux des régions qu'ils

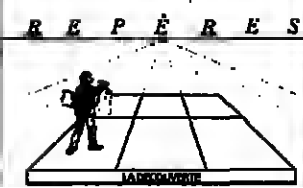
contrôlent actuellement et où ils étaient effectivement majoritaires avant les hostilités. D'autres sources précisent également que les Serbes bénéficieraient même, en vertu de ce plan, d'une « mini-Constitution » leur permettant de créer leur propre police, d'utiliser leurs emblèmes. Mais ce « gouvernement autonome » ne pourrait avoir aucune compétence sur la politique étrangère du pays. Les autres régions actuellement aux mains des Serbes de Krajina seraient réintégrées progressivement à la Croatie dans les trois à cinq ans, sous la surveillance d'observateurs internationaux.

Si Zagreb semble favorable à ce nouveau plan de paix pour la Croatie, les Serbes de Krajina n'y voient qu'une invitation à la capitulation. Leurs leaders ont rencontré en milieu de semaine leurs homologues serbes de Bosnie pour s'assurer de leur soutien en cas de reprise du conflit en Croatie. « Nous ne menaçons personne mais nous ferons tout pour sauvegarder la souveraineté de notre république serbe de Krajina », a déclaré Milan Martić, le président de cette entité autoproclamée sur un tiers des territoires de la Croatie. L'influence de Slobodan Milosevic, notamment la façon dont il répondra à la stratégie de son homologue croate, semble une fois encore devoir être déterminante.

Florence Hartmann

## DES EXPERTS INDEPENDANTS

OFCE  
L'économie française 1995



Un bilan rigoureux et accessible  
par l'Observatoire français  
des conjonctures économiques

Repères  
l'excellence en poche

LA DÉCOUVERTE

128 pages  
15 F



# Une bataille de performances pour le passage à l'union monétaire

Deux conceptions de l'Europe s'affronteront lors de l'examen des critères de convergence exigés par le traité de Maastricht. Dans la procédure méticuleuse qui s'engage, la décision ne sera pas automatique

Aujourd'hui une pression s'exerce, notamment du côté français, pour ne plus retarder le passage à l'union économique et monétaire européenne et à la monnaie unique prévue par le traité de Maastricht.

Mais cela suppose des choix tant politiques qu'économiques. Parmi les premiers, figure la façon de réaliser à la fois l'approfondissement de l'union et son « élargissement » aux nouvelles démocraties de l'Est.

Les seconds tiennent à la nécessité de satisfaire à une série de critères de rigueur de gestion économique et monétaire : réduction de l'endettement et des déficits publics en tout premier lieu, l'inflation étant

déjà maîtrisée dans la plupart des pays. Le président de l'institut monétaire européen, Alexandre Lamfalussy, ne tient pas l'échéance de 1997 pour « impossible » mais, dans un entretien publié par Le Figaro

du 25 janvier, il souligne la nécessité de renforcer la lutte contre les déficits, face à la montée des dépenses sociales, et s'inquiète des risques que fait naître le niveau élevé du chômage.

IL Y A UN AN, personne n'aurait osé parier le moindre centime sur les chances de voir se former dès 1997 une union monétaire en Europe. En ce début d'année 1995, le climat a changé. Non seulement MM. François Mitterrand et Edouard Balladur appellent - chacun à sa manière - à la création rapide d'une monnaie unique, mais le groupe d'experts mis en place par la Commission de Bruxelles sous la présidence de Cees Maas, un financier néerlandais, vient de faire savoir que l'introduction de l'écu dans le courant de 1997 pouvait être envisagée (Le Monde daté 22-23 janvier).

Comme l'on assure que Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, estime lui aussi possible d'ici trois ans le sac dans l'Union monétaire, on semble assister, particulièrement à Paris, à une prise de conscience de la nécessité de relancer à nouveau l'ouvrage européen. Cette prise de conscience, il est vrai, a été favorisée par la crise médicale, qui a donné à réfléchir en Europe. L'action des gouvernements trouve maintenant appui sur l'assentiment « technique » des économistes et des banquiers, qui mesurent mieux que d'autres les immenses difficultés pratiques de la grande opération : informatique et comptabilité des entreprises, impression et distribution des billets, notamment dans les appareils automatiques.

Cette façon d'attiser l'Europe monétaire apparaît cependant encore trop ambiguë, à bien des égards, pour être tout à fait convaincante. Les appels récents lancés par M. Mitterrand devant le Parlement de Strasbourg, s'ils sont ceux d'un européen convaincu, sont aussi ceux d'un président de la République arrivé en fin de mandat. Peu désireux de faciliter la tâche de son probable successeur, en l'occurrence M. Bal-

ladur, il pousse celui-ci à se prononcer sur la monnaie unique, question piège rendue d'autant plus dangereuse à manier qu'elle divise profondément la majorité politique en France et suscite pas mal d'inquiétude dans l'opinion publique allemande. Le moindre faux pas - par excès ou par défaut d'euphorisme - risque donc de se payer cher. Quant aux experts, s'ils sont maintenant plus nombreux à croire possible l'entrée en union monétaire dans deux ans, l'unanimité est très loin d'être faite sur le sujet. Alexandre Lamfalussy, l'un des meilleurs d'entre eux, qui préside aux destinées de l'institut monétaire européen (IME) et a en charge la préparation de la future banque centrale européenne (BCE) et l'Union monétaire, a laissé entendre à deux reprises ces dernières semaines que le passage à la monnaie unique lui semblait très peu probable avant la fin du siècle.

## LE PRÉCÉDENT DANOIS

A l'évidence, la relance européenne qui se fait jour est menacée de rapide déconvenue si ne sont pas posées et résolues les difficiles questions - économiques mais surtout politiques - qui attendent la Commission et le Conseil européen l'année prochaine. Il s'agit alors de déterminer si, oui ou non, un nombre suffisant de pays - huit sur quinze en l'occurrence - sont prêts à former une union monétaire, c'est-à-dire à fixer entre eux et de façon irrévocable les parités de changes de leurs monnaies.

Les graves tensions que subissent actuellement la lire et la peseta rendent encore un peu plus difficile la création d'une Union monétaire. À l'heure où l'arrivée du solide schilling autrichien met à l'épreuve le retour de la croissance économique en Europe va faciliter la tâche des gouvernements engagés dans des politiques

## Peu de pays sont prêts

Points satisfaisants fin 1994 aux critères de l'Union monétaire	Besoins (+) ou excédents (-) de financement des administrations publiques (en % du PIB)		Dette brute des administrations publiques (en % du PIB)		Évolution des prix à la consommation (en %)	
	1994	1995	1994	1995	1994	1995
ALLEMAGNE	2,9	-2,4	56,4	59,4	2,2	2,2
FRANCE	-5,6	-4,9	50,4	53,4	1,9	1,9
ITALIE	-9,6	-8,6	123,7	126,8	4	3,5
GRANDE-BRETAGNE	-6,3	-4,6	50,2	52,4	2,9	2,9
ESPAGNE	-7	-6	63,5	65,8	4,9	4,5
PAYS-BAS	-3,8	-3,5	78,9	78,8	2,4	2,4
BELGIQUE	-5,5	-4,7	140,1	138,7	2,5	2,5
LUXEMBOURG	11,3	+1,6	9,2	9,8	2,5	2,5
DANEMARK	-4,3	-3	78	78	2,1	2,1
PORTUGAL	-6,2	-5,8	70,4	71,7	5,5	4,6
GRÈCE	-14,1	-13,3	121,3	125,4	10,8	9,5
IRLANDE	2,4	-2	89	83,7	2,7	2,7

\* estimations \*\* prévisions.  
Les pays doivent aussi ne pas dépasser le taux d'inflation à long terme des trois États ayant l'inflation la plus faible, et leur monnaie doit être convertie dans les monnaies de l'UE.

Source : Commission européenne, nov 1994

d'assainissement. On se souvient du cas du Danemark, passé grâce à la reprise mondiale d'un déficit public atteignant 9,1 % de sa richesse nationale en 1982 à un excédent important quatre ans plus tard (+3,4 % du PIB en 1986).

L'Allemagne s'inquiète par ailleurs des divisions de l'actuelle majorité en France à propos de l'Europe monétaire, alors que l'« élargissement » de l'Union vers l'Est lui semble à la fois indispensable et plein de dangers : coûts financiers des aides à apporter à travers les fonds de cohésion ou les fonds structurels, exacerbation des nationalismes... L'« élargissement » pour l'Europe doit être compensé par un « approfondissement » qui ne pourra se faire sans la France et sera de nature politique. Tel est probablement le sens qu'il faut donner au document de réflexion du groupe chrétien-démocrate du Bundestag publié en septembre dernier, préconisant la constitution d'un nouveau dur monétaire formé de cinq pays : Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg. « Une lettre recommandée à la France », estiment certains. L'inquiétude de notre voisin d'outre-Rhin appelle en tout cas des clarifications rapides.

Parmi les nombreuses questions auxquelles les chefs d'Etat et de gouvernement devraient apporter réponse, tout spécialement MM. Balladur et Kohl, figure la conjonction, ou non, de l'entrée en union monétaire et du lancement de l'écu. Le traité de Maastricht dit seulement qu'une fois les taux de conversion « irrévocablement fixés », l'introduction de l'écu en tant que monnaie unique devrait être « rapide ». Voilà bien un premier et très difficile débat à ouvrir entre ceux qui estiment que les deux opérations doivent être très proches dans le temps - c'est clairement l'avis du groupe Maas - et ceux qui, comme Alexandre Lamfalussy, estiment que mieux vaudrait séparer nettement les deux étapes.

Débat qui en fait renaître un autre, opposant partisans d'une monnaie unique et partisans d'une monnaie commune. M. Balladur avait jadis penché pour cette dernière solution, qui serait de toutes façons adoptée, pendant au moins quelques mois, voire plus,

viendrait entre ceux qui estiment que les deux opérations doivent être très proches dans le temps - c'est clairement l'avis du groupe Maas - et ceux qui, comme Alexandre Lamfalussy, estiment que mieux vaudrait séparer nettement les deux étapes.

## Des critères sacro-saints

En jugeant le traité de Maastricht conforme à la Constitution allemande, le tribunal constitutionnel de Karlsruhe a singulièrement limité la marge d'appréciation des dirigeants politiques, en particulier en ce qui concerne les critères de convergence. Les juges ont en effet indiqué que le traité n'autorisait pas le conseil des ministres de l'Union européenne « à s'écarter de la base de décision que constituent les recommandations prévues (...) et partant des critères de convergence ». Ils ont, d'autre part, souligné la valeur de l'engagement pris par le gouvernement allemand fin 1992, au moment de la ratification du traité de Maastricht : le Bundestag devra être consulté avant le passage à la monnaie unique et vérifier le respect de ces critères.

dans le cas où l'Union monétaire se ferait dès 1997 : l'écu coexisterait un certain temps avec les monnaies nationales, presque personne n'envisageant sérieusement la possibilité d'un « big bang », c'est-à-dire l'abandon du jour au lendemain du franc, du mark, du florin... Le débat perdrait de son acuité si la création de l'Union monétaire ne se faisait pas en 1997 - première date envisagée par le traité de Maastricht - mais en 1999.

Les ambiguïtés de la relance européenne ne s'arrêtent pas là. Si on

imagine mal la création rapide d'un nouveau dur monétaire constitué entre cinq pays, comme le proposait - pour des raisons probablement surtout politiques - le document du groupe parlementaire de la CDU, la question se pose de savoir quels pays pourraient constituer dès 1997 une Union monétaire.

## SEUL LE LUXEMBOURG...

Sur la base des critères chiffrés de Maastricht, c'est-à-dire avant interprétation, seul le Luxembourg serait actuellement candidat. Sur leurs lancées actuelles, s'ajouteraient probablement d'ici à l'année prochaine, outre la France et l'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas et l'Autriche. Manqueraient donc deux pays pour constituer la majorité requise (huit) pour la création d'une Union monétaire en 1997.

Le traité prévoit dès l'année prochaine une sorte d'examen de passage des pays candidats à l'Union en 1997, examen qui prendra la forme de deux rapports, l'un de la Commission, l'autre de l'IME. Ces rapports diront notamment quels pays ont réalisé « un degré élevé de stabilité des prix », ceux qui n'accusent pas de déficits excessifs de leurs finances publiques, respectent les marges normales de fluctuation des changes dans le système monétaire européen. Le caractère durable de la convergence économique sera également jugé sur les taux d'intérêt nominaux à long terme qui, pendant un an avant l'examen, ne devront pas dépasser de plus de deux points celui des trois États réalisant les meilleurs résultats en matière d'inflation. Ces rapports seront d'abord

mais automatique. En ce qui concerne les finances publiques, le traité de Maastricht ne dit pas qu'un pays dont le déficit annuel des administrations dépasserait la norme de 3 % du PIB ou la dette publique celle de 60 % - deux critères retenus - serait éliminé. Le traité prévoit que seront pris en compte les efforts faits pour ramener les ratios de déficit ou de dette « à un niveau proche de la valeur de référence ».

## UN DÉBAT INCERTAIN

Enfin, comme il sera tenu compte des tendances à moyen terme de l'évolution des finances publiques, on peut penser que dans l'examen de passage, la note finale distinguera déficits conjoncturels et déficits structurels. Dans la mesure où les travaux de la Commission de Bruxelles démontrent que l'aggravation des déficits publics au début des années 90 s'explique pour l'essentiel par la récession, qui a notamment entraîné une chute des recettes fiscales, plusieurs pays pourraient entrer dans l'UE malgré des ratios « objectivement » mauvais (lire ci-dessous).

C'est probablement sur ce champ des critères que se livrera une très dure bataille de performances. Car si l'Allemagne a accepté à la surprise générale de sacrifier le mark à l'écu lors de la signature du traité de Maastricht, ses dirigeants rappellent à la moindre occasion qu'ils ne transigeront pas sur le respect des critères de convergence, seule preuve selon eux que les pays participants à l'Union monétaire peuvent économiquement soutenir un taux de change commun. En d'autres termes, deux conceptions de l'Europe s'affronteront durement l'année prochaine lors de l'examen des critères. La première, restrictive, représentée par l'Allemagne, qui retiendra en priorité les niveaux atteints dans chaque pays ; la seconde représentée par l'Italie ou l'Espagne, qui retiendront surtout les tendances.

Quelle sera la position de la France, partagée entre sa volonté de privilégier ses relations avec l'Allemagne et son souci de rééquilibrer vers le sud une Europe trop nordique ? Un débat incertain s'engage, dont les aspects économiques dissimulent mal les enjeux politiques majeurs, le plus important étant de savoir si l'Italie et la Belgique - dont le déficit public est important - feront ou non partie de la liste des premiers élus. Les déclarations répétées de John Major excluent pratiquement la candidature britannique.

Alain Verhulst

## L'art et la manière d'accommoder les déficits

Parmi les critères de convergence retenus par le traité de Maastricht, l'état des finances publiques figure en bonne place. Ces critères portent sur les déficits annuels (flux) et les dettes publiques (stocks).

Les déficits annuels concernent pour chaque pays l'ensemble des APU (administrations publiques), c'est-à-dire le secteur public. Sont pris en compte non seulement le « besoin de financement » des États pour leur budget mais aussi ceux des collectivités locales et de la Sécurité sociale, à l'exclusion - la précision est importante - des entreprises publiques. Les calculs sont faits sur des bases homogènes pour tous, qui sont les bases de la comptabilité nationale, auxquelles se réfère le système européen des comptes économiques intégrés (SEC), lui-même rattaché au système de comptabilité nationale des Nations unies (SCN). Le SEC révisé pour 1995 sera contraignant, contrairement à l'ancien SEC, qui datait de 1979.

Les chiffres de déficits publics et de dettes publiques retenus lors

de l'examen de passage de 1996 seront dans bien des cas très différents des résultats publiés depuis des années par les différents gouvernements. Pour au moins deux raisons. La première est que les statistiques en flux habituellement fournies concernent les seuls déficits budgétaires des États (ainsi l'Allemagne ne compte pas dans ses présentations les énormes besoins de financement de ses différents fonds qui, pour 1994, portaient son déficit global à près de 7 % du PIB en terme de comptabilité publique). La seconde raison est que les concepts de comptabilité nationale auxquels se réfère le traité de Maastricht diffèrent très sensiblement des concepts de comptabilité publique utilisés par les gouvernements, notamment dans la prise en compte - à côté du jeu revenus-dépenses - des variations de patrimoine.

C'est ainsi qu'en comptabilité nationale, les fonds tirés des privatisations ne constituent pas des recettes, pas plus que les dotations en capital ne constituent des dépenses. Ces mouvements sont

considérés comme des variations de patrimoine. Le déficit budgétaire de la France en 1994 sera donc alourdi d'une cinquantaine de milliards de francs en comptabilité nationale, puisque la présentation qui en avait été faite par Bercy sur la base de la comptabilité publique avait inscrit 55 milliards de francs de recettes et 5 milliards de dépenses (sous forme de dotations en capital aux entreprises publiques).

## SURPRISES

Autre conséquence, en termes de dette publique cette fois : la reprise par l'Etat fédéral allemand des dettes de plusieurs fonds créés lors de la réunification, notamment celui de la Treuhandanstalt, l'office de privatisation des entreprises dans les Länder de l'Est. Ces dettes qui, pour des raisons discutables, n'entraient pas jusqu'à présent dans le calcul des déficits publics annuels, vont venir brusquement gonfler de 400 milliards de marks la dette publique allemande, qui atteindra ainsi 2 100 milliards de marks, soit 60 %

du PIB. La limite autorisée par les critères de Maastricht ?

Dans les efforts qu'ils font pour homogénéiser les calculs, les statisticiens vont de surprise en surprise : non seulement les PIB (produits intérieurs bruts) ne sont pas toujours bien calculés, ce qui est gênant puisqu'ils constituent le dénominateur des ratios Maastricht, mais le calcul des taux d'inflation laisse à désirer, les indices nationaux n'étant pas totalement comparables. Cela est particulièrement vrai pour les indices français et allemands qui notamment ne prennent pas en compte de la même façon les loyers et les assurances. Le problème a été jugé si important (la mesure de l'inflation est au cœur des politiques actuelles) qu'un indice européen harmonisé des prix à la consommation verra le jour dans chaque pays en janvier 1997. Liberté étant laissée aux différents gouvernements de maintenir ou de supprimer leurs anciens indices nationaux.

Al. V.

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PRÉFECTURE DE LA CHARENTE**

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES - 2<sup>e</sup> Bureau

**AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE**  
RN 141 de Cognac à Chasseneuil-sur-Bonnieure

Par arrêté du 29 décembre 1994 du préfet de la Charente, a été prescrite l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à :

- la déclaration d'utilité publique des travaux consistant :  
l'aménagement à deux fois deux voies de la RN 141 entre la sortie de Cognac et la sortie de Chasseneuil-sur-Bonnieure ;  
les ouvrages et installations induits par le classement en route express (rétablissement des communications, aires, aménagements, infrastructures de substitution...)
- Ces travaux concernent les communes de Cognac-la-Pellée, Bourg-Charente, Malines, Gondreville, Fousignac, Jarnac, Tréac-Lautrait, Mézières, Moulidars, Hiersac, Saint-Saturnin, Asnières-sur-Nouère, Fléac, Angoulême, Saint-Yrieix, Gond-Pontouvre, Champagnac, Ruelle-sur-Touvre, Morsac, Brie, Saint-Projet-Saint-Constant, Rivière, La Rochefoucauld, Taponnat-Fléurignac et Chasseneuil-sur-Bonnieure ;
- la modification de la déclaration d'utilité publique du 12 septembre 1991 relative aux travaux de la déviation de Vallières (suppression de la bretelle de sortie depuis Jarnac vers Bourg-Charente) ;
- l'attribution du statut de route express aux sections de la RN 141, Cognac-Angoulême et Angoulême-Chasseneuil-sur-Bonnieure ;
- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de : Asnières-sur-Nouère, Brie, Champagnac, Fléac, Gond-Pontouvre, Jarnac, La Rochefoucauld, Saint-Saturnin et Saint-Yrieix.

Les dossiers d'enquête sont déposés pendant un mois, du 13 février au 15 mars 1995 inclus, dans les mairies susvisées, où ils peuvent être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Les observations peuvent être consignées sur les registres ouverts à cet effet ou être adressées par écrit avant la clôture de l'enquête, à M. POUGET, président de la commission d'enquête à la préfecture de la Charente.

Cette commission, désignée par le tribunal administratif de Poitiers, est composée de :  
M. Edmond POUGET, président, ingénieur général des ponts et chaussées en retraite, de M. Robert LOUBES, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite, de M. Jean VALETTE, ingénieur EDF en retraite, de M. Guy DONIZIEU, directeur territorial en retraite et de M. André DELAHAYE, officier de gendarmerie en retraite.

La commission d'enquête ou un membre de celle-ci siège à la mairie des communes suivantes les :

- jeudi 13 février 1995 : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à JARNAC ; de 9 h à 12 h à GONDREVILLE ; de 14 h à 17 h à MÉZIÈRES ;
- jeudi 14 février 1995 : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à SAINT-YRIEIX ; de 9 h à 12 h à MAINÈRE ; de 14 h à 17 h à SAINT-SATURNIN ;
- jeudi 15 février 1995 : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à FLÉAC ; de 9 h à 12 h à HIERAC ; de 14 h à 17 h à MOULIDARS ;
- jeudi 16 février 1995 : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à CHASSENEUIL-SUR-BONNIEURE ; de 9 h à 12 h à GOND-PONTOUVRE ; de 14 h à 17 h à CHAMPAGNAC ;
- jeudi 17 février 1995 : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à BRIE ; de 9 h à 12 h à SAINT-PROJET-SAINT-CONSTANT ; de 14 h à 17 h à RIVIÈRES ;
- jeudi 20 février 1995 : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à LA ROCHEFOUCAULD et TAPONNAT-FLÉURIGNAC ; de 14 h à 17 h à BOURG-CHARENTE et MÉZIÈRES ;
- jeudi 21 février 1995 : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à ASNIÈRES-SUR-NOUÈRE et FOUSSIGNAC ; de 14 h à 17 h à TRIAC-LAUTRAIT et MOULIDARS ;
- jeudi 22 février 1995 : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à SAINT-SATURNIN et CHAMPAGNAC ;
- jeudi 23 février 1995 : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à SAINT-YRIEIX ; de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à BRIE ; de 9 h à 12 h à HIERAC ; de 14 h à 17 h à MOULIDARS ;

A l'issue de l'enquête, la copie du rapport de la commission d'enquête sera déposée à la préfecture de la Charente, à la sous-préfecture de Cognac, à la sous-préfecture de Confolens et dans toutes les mairies susvisées. Toute personne intéressée pourra en demander communication.

Angoulême, le 29 décembre 1994  
P/E Préfet, le secrétaire général,  
Philippe PAOLANTONI



union monétaire  
convergence  
ne sera pas automatique

## Le Mexique devrait obtenir le plus gros prêt de l'histoire du FMI

Plus de 40 milliards de francs

LE FONDS monétaire international (FMI) s'apprête à accorder le plus important prêt de son histoire au gouvernement mexicain. L'énormité de cette ligne de crédit - 5,2 milliards de dollars de tirage spécial (DTS) équivalant à 7,75 milliards de francs, soit plus de 40 milliards de francs, qui sera probablement ouverte au Mexique lors du prochain conseil d'administration du FMI, le 1<sup>er</sup> février, dit assez l'inquiétude des autorités financières. « Le montant sans précédent de cet accès aux ressources du FMI et l'accélération du processus d'octroi de ces ressources reflètent le besoin urgent de remettre l'économie mexicaine sur le chemin de la croissance soutenue et de rétablir la confiance », écrit le directeur général du FMI dans un communiqué publié jeudi 26 janvier.

Le 5 janvier, les autorités mexicaines ont officiellement demandé l'aide du FMI. C'est au vu du programme économique d'urgence, « fort, cohérent et crédible », du gouvernement d'Ernesto Zedillo, que M. Camdessus a demandé au Fonds de décaisser ce prêt, le plus important depuis les 5 milliards de DTS attribués à l'Inde en 1981. A Mexico, le ministre des finances, Guillermo Ortiz, a quelque peu anticipé, en annonçant dès jeudi l'octroi du prêt, précisant qu'il correspondait à 300 % de la quote-part à laquelle le Mexique a normalement droit. Selon le ministre mexicain, l'accord avec le FMI prévoit trois révisions, en juillet et novembre 1995 et mai 1996, afin de vérifier « l'état d'avancement de la stabilisation des marchés financiers et des changes, ainsi que le comportement des prix et l'évolution des fi-

nances publiques ». Dans sa lettre d'intention au FMI, le gouvernement mexicain s'engage notamment à réduire de moitié l'actuel déficit de la balance des paiements courants, pour le ramener à 14 milliards de dollars (soit 4,3% du PIB), et à contenir l'inflation en dessous de 19%. Les augmentations de salaires seront limitées à 7% et la croissance des dépenses publiques et du crédit intérieur sera freinée.

La crise mexicaine a été déclenchée par une dévaluation brutale du peso, le 20 1994 : le taux de change fixe avec le dollar américain était devenu intenable du fait d'une création monétaire intense et de l'accroissement de la dette intérieure, notamment par l'émission de bons du Trésor, titres d'Etat liés au dollar. Le Mexique avait déjà été à l'origine de la « crise de la dette » en 1982. C'est sans doute la raison pour laquelle les coffres internationaux s'ouvrent en grand pour l'aider. Mais les aides annoncées sont de nature différentes. Il y a eu d'abord, fin décembre 1994, l'octroi de 18 milliards de dollars, dont 9 de la part des Etats-Unis, pour consolider les réserves de change du Mexique.

Puis a été annoncée l'énorme contribution américaine de 40 milliards de dollars en garantie de la dette publique mexicaine, toujours en souffrance au Congrès (lire ci-contre). Enfin, l'argent qui sera selon toute vraisemblance décaissé par le FMI sera, lui, disponible immédiatement, et pour les dix-huit mois nécessaires au gouvernement mexicain pour mener à bien son plan d'urgence.

S. GH.

## M. Boutros-Ghali appelle les milieux d'affaires à élaborer un « nouvel ordre social transnational »

Pour le secrétaire général de l'ONU, les multinationales ne doivent pas oublier l'intérêt général

La reprise qui se dessine peut-elle être mise en cause par les crises monétaires qui se propagent avec une extrême rapidité sur les marchés ? Bon

nombre d'économistes, avant même la chute du peso mexicain, jugeaient nécessaire d'établir de nouvelles « règles du jeu ». Au Forum de Davos,

Raymond Barre a redouté que les leaders politiques soient plus préoccupés par les problèmes intérieurs que par ces enjeux internationaux.

DAVOS (Suisse)

de notre envoyé spécial

Ce début d'année aurait dû, théoriquement, être placé sous le signe de l'optimisme retrouvé sur la scène économique internationale. Embellissant le pas aux Etats-Unis, qui continuent d'afficher une insolente croissance après deux années de retour à une meilleure fortune, l'Europe s'était engagée à son tour, en 1994, dans le cycle de la reprise, après avoir subi, en 1993, sa plus grave récession depuis la deuxième guerre mondiale. Même le Japon, longtemps à la traîne, reprenait quelques couleurs.

Mais il a suffi que s'effondre le peso mexicain et que battent de l'aile la lire italienne, la peseta espagnole et la couronne suédoise pour que les marchés perdent à nouveau le nord. Le tremblement de terre de Kobe, aux effets encore incertains sur l'économie nipponne, a achevé de distiller le doute dans les esprits, et les économistes, s'inquiétant à l'idée que la longue période d'expansion dans laquelle semble engagée, à présent, l'économie mondiale soit soumise aux caprices des taux de change sur lesquels les gouvernements n'ont plus prise.

« Peut-être faudra-t-il faire l'expérience d'un nouveau krach pour que soient définies de nouvelles règles du jeu », estime Raymond Barre, vivement préoccupé par l'instabilité des marchés financiers qu'il pense « difficile à réguler ». Rapporteur de l'édition 1995 du Forum de Davos, qui a lieu du 26 au 31 janvier sur le thème des défis que devra affronter la croissance, l'ancien premier ministre admet qu'une meilleure coopération s'est établie ces

dernières années entre les autorités monétaires et les banques centrales des principaux pays. Mais, a-t-il déploré le 26 janvier, à l'occasion de la séance d'inauguration de cette manifestation, qui réunit près d'un millier de participants, dont une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement, « les leaders politiques sont davantage intéressés par les problèmes internes que par les enjeux internationaux ».

d'inscrire les perspectives de l'intérêt général et du bien-être collectif dans leurs stratégies économiques. Cette participation des entreprises à l'élaboration d'un nouvel ordre social transnational est d'autant plus importante que l'affaiblissement des moyens de contrôle étatiques, la plus grande perméabilité des territoires et l'émission des intérêts économiques nationaux obligent à inventer de nouvelles règles et de nouvelles

former un conseil de sécurité économique susceptible de se substituer à l'actuel G 7, le groupe des sept principaux pays industrialisés, suspecté de défendre avant tout les intérêts des pays membres, de préférence aux intérêts globaux de la planète.

En réponse aux propos de M. Boutros-Ghali, le président Clinton, qui intervenait en direct de Washington par liaison satellite, s'est dit convaincu aussi du besoin de reconsidérer le rôle et le fonctionnement des institutions financières internationales, dont il ne remet en cause ni le bien-fondé ni l'existence, surtout au vu de la dernière crise qui a fortement secoué les marchés après la décision du président Zedillo de dévaluer le peso. Tout en réaffirmant sa confiance dans les fondements de l'économie mexicaine, qu'il juge « robuste », Bill Clinton a cependant souligné que ce coup de torchon obligeait à s'interroger sur la faculté d'adaptation des économies mondiales à un environnement radicalement transformé par la globalisation et par la déréglementation. L'hôte de la Maison Blanche a défendu avec vigueur le plan d'aide financière de quelque 40 milliards de dollars que Washington entend apporter au gouvernement mexicain pour l'aider à surmonter la crise financière que traverse le pays. Il s'est dit convaincu que ce montage, « qui est bon pour l'Amérique » et qui constitue « le remède à prendre avant que le mal s'étende », serait bientôt adopté par le Congrès.

Serge Marti

### Un « conseil de sécurité économique »

Le secrétaire général des Nations unies souhaite donner à l'ONU un rôle plus actif dans le développement et la mettre en état de prévenir les crises économiques et sociales. Pour y parvenir, une commission sur le « gouvernement global » a été chargée de proposer une adaptation des institutions. Elle propose notamment, dans son pré-rapport, la création d'un « conseil de sécurité économique » : composé de personnalités politiques, il aurait un rôle délibératif dans les domaines de l'économie, de la vie sociale et de l'environnement. Le conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), « qui ne se justifie plus », serait en revanche supprimé.

Cette nécessité de lier étroitement l'économie au politique, sur le plan mondial, pour éviter de voir les sociétés définitivement dépassées par une globalisation des activités économiques et financières qui n'a pas que des effets heureux, a aussi été au centre de l'intervention de Boutros Boutros-Ghali. Dans un discours consacré à la « société globale », le secrétaire général des Nations unies a estimé que les entreprises transnationales, « aujourd'hui lieu de pouvoir fondamental à l'échelle de la planète », devaient être associées plus étroitement aux décisions internationales. « Mais, a-t-il ajouté, dans le même temps, elles doivent accepter

pratiques dans le domaine de la concurrence », a estimé M. Boutros-Ghali, soulignant sa volonté de « faire participer les grands responsables économiques privés à l'élaboration de ces règles ».

Le secrétaire général de l'ONU a rappelé à cette occasion que la commission sur le « gouvernement global », constituée, sous son égide, pour réfléchir à la forme que pourrait prendre une sorte de « nouvel ordre politico-économique mondial », remettra ses conclusions au mois de mars. D'ores et déjà, un pré-rapport, dont le contenu a été diffusé à Davos, comporte un certain nombre de propositions en ce sens, parmi lesquelles le projet de

## Les 4 leçons d'économie

### 1<sup>re</sup> leçon

**10 000 F**



**Renault 5**

**pour 666 F par mois\*\***

### 2<sup>e</sup> leçon

**11 000 F**



**Twingo**

**pour 777 F par mois\*\***

### 3<sup>e</sup> leçon

**11 000 F**



**Clio**

**pour 888 F par mois\*\***

### 4<sup>e</sup> leçon

**12 000 F**



**Renault 19**

**pour 999 F par mois\*\***

Prix pour une Renault 5 Five 3 portes, tarif 2119, au 01/01/95 : 53 300 F. \* Moins 5 000 F d'aide de l'Etat et 5 000 F d'aide de Renault, si vous possédez un véhicule de plus de 10 ans. \*\* Exemple de crédit DIAC sur 60 mois, pour une Renault 5 Five 3 portes, avec un apport comptant de 24 600 F duquel vous pouvez déduire, si votre voiture a plus de 10 ans, 5 000 F d'aide de l'Etat plus 5 000 F d'aide complémentaire Renault. Montant financé : 28 700 F, soit 60 mensualités de 666 F. Coût du crédit : 39 960 F. Coût total de l'achat à crédit : 64 560 F. TEG : 13,90 %. Sous réserve d'acceptation du dossier de financement par la DIAC, S.A. au capital de F 400 000 000, 14, avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-le-Grand. RCS Bobigny B 702 002 221. Offre réservée aux particuliers. Modèle présenté : Renault 5 Five AM 95.

Prix pour une Twingo, tarif 2119, au 01/01/95 : 57 000 F. \* Moins 5 000 F d'aide de l'Etat et 6 000 F d'aide de Renault, si vous possédez un véhicule de plus de 10 ans. \*\* Exemple de crédit DIAC sur 60 mois, pour une Twingo, avec un apport comptant de 23 500 F duquel vous pouvez déduire, si votre voiture a plus de 10 ans, 5 000 F d'aide de l'Etat plus 6 000 F d'aide complémentaire Renault. Montant financé : 33 500 F, soit 60 mensualités de 777 F. Coût du crédit : 46 620 F. Coût total de l'achat à crédit : 70 120 F. TEG : 13,90 %. Sous réserve d'acceptation du dossier de financement par la DIAC, S.A. au capital de F 400 000 000, 14, avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-le-Grand. RCS Bobigny B 702 002 221. Offre réservée aux particuliers. Modèle présenté : Twingo AM 95. (Toit ouvrant en option.)

Prix pour une Clio RL 1.21 3 portes, tarif 2119, au 01/01/95 : 63 300 F. \* Moins 5 000 F d'aide de l'Etat et 6 000 F d'aide de Renault, si vous possédez un véhicule de plus de 10 ans. \*\* Exemple de crédit DIAC sur 60 mois, pour une Clio RL 1.21 3 portes BVM 4 vitesses, avec un apport comptant de 25 050 F duquel vous pouvez déduire, si votre voiture a plus de 10 ans, 5 000 F d'aide de l'Etat plus 6 000 F d'aide complémentaire Renault. Montant financé : 38 250 F, soit 60 mensualités de 888 F. Coût du crédit : 53 280 F. Coût total de l'achat à crédit : 78 330 F. TEG : 13,90 %. Sous réserve d'acceptation du dossier de financement par la DIAC, S.A. au capital de F 400 000 000, 14, avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-le-Grand. RCS Bobigny B 702 002 221. Offre réservée aux particuliers. Modèle présenté : Clio RN 5 portes 1.21 AM 95.

Prix pour une Renault 19 Prima 1.41 3 portes, tarif 2119, au 01/01/95 : 73 000 F. \* Moins 5 000 F d'aide de l'Etat et 7 000 F d'aide de Renault, si vous possédez un véhicule de plus de 10 ans. \*\* Exemple de crédit DIAC sur 60 mois, pour une Renault 19 Prima 1.41 3 portes, avec un apport comptant de 29 970 F duquel vous pouvez déduire, si votre voiture a plus de 10 ans, 5 000 F d'aide de l'Etat plus 7 000 F d'aide complémentaire Renault. Montant financé : 43 030 F, soit 60 mensualités de 999 F. Coût du crédit : 59 940 F. Coût total de l'achat à crédit : 89 910 F. TEG : 13,90 %. Sous réserve d'acceptation du dossier de financement par la DIAC, S.A. au capital de F 400 000 000, 14, avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-le-Grand. RCS Bobigny B 702 002 221. Offre réservée aux particuliers. Modèle présenté : Renault 19 RT 5 portes 1.81 AM 95 avec options.



**RENAULT**  
LES VOITURES  
A VIVRE



## Les « étudiants-soldats » avancent vers la capitale afghane

Une nouvelle force islamiste, les « talibs », est en passe de bouleverser les données de la guerre civile

La situation politico-militaire peut évoluer à Kaboul, alors que, depuis la fin de 1994, des milliers de talibs font mouvement à partir du sud

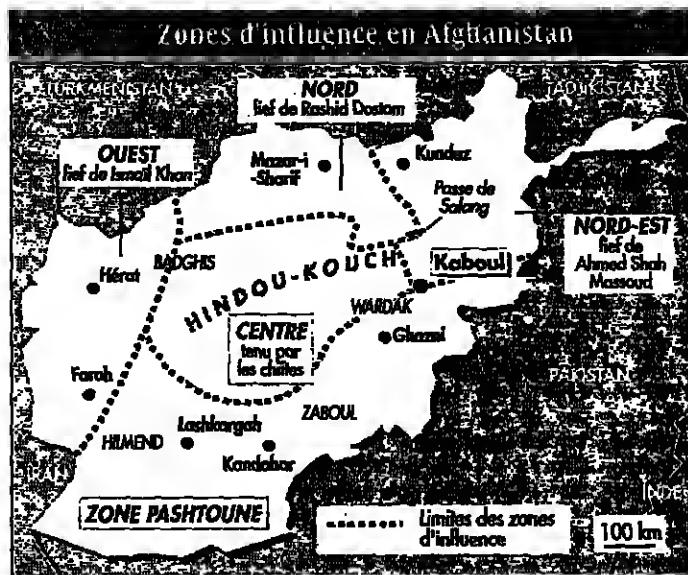
du pays. Très peu connus, ces « étudiants-soldats », apparemment bien armés et entraînés, pourraient être soutenus par le Pakistan.

L'émergence de cette nouvelle force devrait redistribuer les cartes dans la guerre civile qui déchire l'Afghanistan.

DEPUIS PRÈS DE TROIS ANS que les factions islamiques ont renversé le régime né de l'invasion soviétique, l'Afghanistan n'a pas réussi à reconstruire un pouvoir central. L'essentiel du pays demeure dominé par les mêmes hommes, ou les mêmes forces, qui ont pris la succession du président communiste Najibullah, en avril 1992.

Les uns et les autres entretiennent entre eux des relations belliqueuses ou amicales, au fil d'alliances changeantes. L'ouest se trouve sous la houlette d'Ismail Khan, « émir » d'Hérat, en accord avec Kaboul ; le nord, sous celle du général Rashid Dostom, « patron » des milices ouzbèkes à l'époque marxiste avant le rapprochement avec le Hezb, le parti intégriste ; le centre, sous celle des chakhs du Wahdat, et une bonne partie du nord-est, sous celle du général Massoud, « commandant » de celui qui occupe à Kaboul la fonction présidentielle, M. Rabbani.

L'essentiel de ces territoires est demeuré presque toujours paisible, sauf frictions frontalières. Cette situation a permis un début de reprise économique, au moins dans les campagnes. Juste au nord de la montagne Hindou-Kouch, pourtant, des combats sporadiques ont lieu depuis des mois, alors que le général Massoud tente en vain d'assurer durablement la jonction entre le débouché septentrional de la passe du Salang et l'importante ville de Kunduz, dont il s'était emparé, en 1994, et qui était alors aux mains d'une nébuleuse de groupes intégristes. Ces derniers jours, in-



dique l'AFR des avions venus de Mazhar, bastion du général Dostom, y bombardent des positions « présidentielles ».

Quant à Kaboul, elle est, depuis avril 1992, le théâtre de combats incessants, qui ont fait plus de 20 000 morts. Massoud contrôle la plus grande partie de la capitale, tandis que le chef du Hezb, Hezmatyar, n'a pas renoncé à s'en emparer depuis ses positions situées au sud et à l'est de la ville. L'un et l'autre ont noué les alliances les plus improbables.

Mais les plus grandes manœuvres ont lieu, en ce moment, dans le sud et le sud-est de l'Afghanistan, dans le pays pashtoun,

sur lequel nul n'avait réussi, jusqu'à la fin de 1994, à s'imposer à des confédérations de tribus querelleuses. Or, depuis le début de novembre, un étonnant mouvement, celui des talibs (« étudiants » en religion musulmane), fort de quelques milliers d'hommes et d'appareils très bien armés et entraînés, y fait régner la loi islamique (charia). Ils se sont emparés de Kandahar, principale cité méridionale, puis ont poussé vers l'est jusqu'à Lashkargah, chef-lieu de la province désertique du Helmand. Un trait de leur administration a frappé les esprits : ils ont annoncé l'interdiction de la production d'opium — dans une zone (le

« croissant d'or ») où se cultive près de la moitié du pavot d'un pays réputé premier producteur mondial.

Les talibs avancent maintenant vers le nord-est, en direction de Kaboul. Après avoir envahi la province de Glazni, traditionnellement verrou de la capitale, situé à seulement 150 kilomètres, ils indiquent l'AFR, aux côtés du gouverneur de la province, Qari Baba, allié de l'ex-président Burhanuddin Rabbani et du général Ahmed Shah Massoud, les talibs auraient combattu victorieusement les forces de Gulbuddin Hekmatyar. Ils auraient même déjà pris pied dans le Wardak, en partie contrôlé par le Hezb.

C'est dire que, pour la première fois depuis 1992, le chef intégriste Hekmatyar, si difficile à déloger, risque de se trouver en position très précaire, pris en tenaille entre les hommes de Massoud, qui tiennent Kaboul, et les talibs montés du sud. Si ces faits devaient se confirmer, ils marqueraient le début de réalignements extérieurs.

En effet, le Pakistan a longtemps eu M. Hekmatyar pour grand allié. Depuis deux ans au moins, Islamabad se dit « neutre », mais peu d'observateurs croient que ses services secrets le soient vraiment. Or il est presque sûr que la poussée des talibs aurait été impossible sans appuis pakistanais. C'est dire que l'Afghanistan est sans doute entré dans une phase nouvelle d'agitation politico-militaire.

Jean-Pierre Clerc

## L'Iran s'enfonce dans la crise économique

LE RIAL, la monnaie iranienne, est à l'image de l'économie du pays : elle s'effondre. Cette semaine, en quarante-huit heures, elle a perdu 10 % de sa valeur face aux principales devises, et près du double vis-à-vis de l'euro. Depuis le début de l'année, la chute frise les 40 % par rapport au dollar. Il y a deux ans, la devise iranienne s'échangeait contre 70 rials. Mercredi 25 janvier, il en fallait près de 4 000 sur le marché noir.

En apparence, tous ces remous laissent le gouvernement de Téhéran, son « prestige », au bout du compte, intact. La question reste posée alors que la libéralisation de l'économie, menée, ces dernières années, par le président Rafsanjani s'avère être un échec : le niveau de vie a diminué de 50 %.

L'inflation s'emballe. En 1994, elle a été deux à trois fois plus élevée que ne l'indiquent les chiffres officiels (28 %). Et depuis la valse des étiquettes ne se dément pas alors même que quantités de produits sont subventionnés. En mars, un doublement des prix du carburant est prévu qui va automatiquement alimenter d'autres hausses, à moins que le gouvernement ne fasse machine arrière de peur d'être désavoué par la rue. Les craintes ne sont pas infondées : début novembre, à l'initiative

de quelques centaines d'étudiants, la commémoration de l'assassinat de l'ambassadeur américain de 1979 a tourné à la manifestation antigouvernementale. En province aussi, des troubles ont eu lieu ces derniers mois.

Les prix flambent mais les étalages restent souvent vides même s'agissant de produits de première nécessité. La population tient les commerçants — alliés de Rafsanjani — qu'elle accuse de provoquer des pénuries pour faire monter les prix. Le gouvernement a promis de créer une chaîne de distribution d'État groupant un million de magasins à l'enseigne du « Bénéfice » (Refa). Les prix pratiqués y seront bas, mais les iraniens doutent qu'elle soit jamais le jour. Les privatisations témoignent, elles aussi, de l'impasse du pouvoir à passer d'un modèle dirigé — hérité du régime du Chah — à un modèle libéral, ouvert sur l'étranger. En quatre ans, moins d'une vingtaine de sociétés ont été privatisées à la Bourse de Téhéran. Mais la plupart sont tombées à bon prix dans le giron d'un clan d'affairistes proches du pouvoir, sont plus nombreuses.

LE FARDEAU DE LA DETTE

L'investissement étranger aurait pu être l'instrument d'un changement de politique économique. Mais, en dépit des efforts de l'équipe dirigeante, les rares candidats renouent devant les incertitudes politiques, la lourdeur des procédures d'ap-

probation et, surtout, la suspicion vis-à-vis des investissements étrangers au sein de l'opinion publique. Dans ces conditions, l'économie reste dominée par le pétrole, qui assure environ les deux tiers des recettes en devises. Or, même dans ce secteur, fermé de longue date aux compagnies étrangères, le pouvoir n'a pas réussi à atteindre ses objectifs. L'an dernier, le ministre du pétrole, Gholamreza Aghazadeh, avait affirmé que l'Iran serait en mesure de produire 4,5 millions de barils/jour (225 millions de tonnes/an) au début de 1995. L'échéance vient d'être repoussée à l'an 2000.

La difficile relance de la production de pétrole survient alors que l'Iran est aux prises avec une dette extérieure évaluée à une trentaine de milliards de dollars (160 milliards de francs). L'équivalent de trois ans de revenus pétroliers. Pour alléger le fardeau, l'Iran n'a pu se tourner vers le Fonds monétaire international (FMI) avec lequel les points sont rompus. Toute une série de réajustements bilatéraux ont donc été négociés en 1994 avec les pays créanciers, de l'Allemagne au Japon en passant par la France, — au grand dam des États-Unis qui y voient une aide au régime des mollahs. Mais il s'agit d'un cadeau empoisonné. Dès 1996, l'Iran devra rembourser près de 6 milliards de dollars par an. On ne sait trop où les dirigeants tireront l'argent.

Jean-Pierre Tuquoi

## Le président algérien lance un appel aux « partis légaux »

LE PRÉSIDENT Liamine Zerroual a implicitement rejeté, jeudi 26 janvier, dans un communiqué, l'« offre de paix » élaborée, à Rome, par les principaux partis de l'opposition, y compris les islamistes. Il a lancé un appel à la concertation aux « partis légaux » — ce qui exclut l'ex-Front islamique du salut (FIS) — pour préparer l'élection présidentielle, prévue pour cette année.

La présidence d'État a adressé un mémorandum à « l'ensemble des partis politiques légaux, aux organisations et à des personnalités nationales », qui ont deux semaines pour se prononcer sur l'organisation du scrutin. Le ministre des affaires étrangères, Mohamed Salah Dendrami, a précisé, à Rome, que cette élection pourrait être organisée en juillet. Le dialogue entre l'opposition et le pouvoir continuera sous forme de rencontres « avant que le projet de loi électorale révisé ne soit soumis au Conseil national de transition » (CNT), qui fait office

de Parlement désigné, a indiqué le communiqué.

Cette invitation lancée aux formations de l'opposition met en évidence la stratégie présidentielle, affichée depuis près de trois mois, favorable à l'organisation rapide d'une élection présidentielle et hostile à la « plate-forme » politique que les partis d'opposition ont récemment mise au point à Rome et qui lance l'idée d'une « conférence nationale » avant tout scrutin.

Alain Juppé a réaffirmé la position française, jeudi, à Washington, en précisant que « un dialogue politique » il a estimé qu'il était nécessaire de « maintenir la pression » pour mettre fin à la violence.

Le ministre des affaires étrangères a souligné que les positions des États-Unis et de l'Europe, en particulier de la France, sur la question algérienne, « se sont beaucoup rapprochées ou sont devenues plus proches ».

## Le Parti communiste vietnamien veut un « Etat de droit socialiste »

DEPUIS qu'il s'est lancé dans l'expérience des réformes économiques, le Vietnam est confronté à des ajustements politiques qui mettent à mal l'orthodoxie marxiste-léniniste. Ce « renouveau » (doi moi), qui tend notamment à renforcer les structures de l'État, a été au cœur des débats du huitième plénum du comité central du Parti communiste vietnamien (PCV), qui vient de s'achever à Hanoi. Le communiqué officiel fait état de la nécessité « d'éclaircir et de perfectionner l'appareil d'État » dans le but d'instaurer un « État de droit socialiste ». Pour originalité qu'elle soit dans le vocabulaire d'un Parti communiste au pouvoir, cette formule d'« État de droit » n'est pas franchement nouvelle au Vietnam. Le premier ministre, Vo Van Kiet, avait déjà déclaré au Monde, le 15 octobre 1991 : « Pas à pas, nous construisons un État de droit ». Le communiqué du plénum précise que « ce long processus » s'inscrit dans le cadre de « la rénovation du système politique liée

étroitement à la rénovation du parti ». Le texte ajoute que les efforts porteront sur une « amélioration des activités du législatif, de l'exécutif et du judiciaire pour qu'ils correspondent à la rénovation socio-économique ». Au cours des débats, le poids de la bureaucratie, le gaspillage et la corruption ont été dénoncés. Do Muoi, secrétaire général du PCV, est allé jusqu'à réclamer une purge des « mandarins de la révolution » corrompus.

En marge du plénum, les milieux réformateurs ont poussé la critique jusqu'à mettre en cause le monopole du parti sur l'appareil d'État, répliquant ainsi à la thèse officielle selon laquelle le PCV est « le seul capable » de diriger le pays face aux « manœuvres de sabotage de l'impérialisme ». La dénonciation de cet « impérialisme » n'empêche pas, toutefois, les autorités vietnamiennes de s'engager vers l'ouverture prochaine — avant la fin du mois, selon une source officielle — de bureaux de liaison avec les États-Unis. — (AFP Reuter.)

## Les Somaliens s'engagent à ne pas gêner le départ des « casques bleus »

NAIROBI. Une délégation politique et militaire américaine s'est rendue, jeudi 26 janvier, à Mogadiscio pour s'entretenir avec les principaux chefs de guerre somaliens de la phase finale du retrait des troupes de l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM). Selon Dan Simpson, ambassadeur des États-Unis en Somalie, basé à Nairobi, « nous ne sommes pas engagés à ce qu'il n'y ait pas d'entrave à notre mission et nous promet leur pleine coopération ».

Attendu pour la fin février, le départ des 8 000 derniers « casques bleus » se fera sous la protection d'un imposant détachement multinational placé sous commandement américain. Baptisée « United Shield » (Bouclier unifié), cette nouvelle opération déploiera, sur mer et sur terre, des troupes américaines (7 à 8 000), italiennes, françaises, pakistanaïses, britanniques, malaisiennes et bangladaïses.

Selon les émissaires américains, leurs interlocuteurs somaliens ont demandé à ce que la communauté internationale ne tourne pas le dos à la Somalie. « Nous les avons assurés que la Somalie continuera à bénéficier de l'assistance étrangère, si les conditions de sécurité le permettent », a déclaré M. Simpson, qui n'a pas écarté la perspective d'une reprise des combats entre les différents clans après le départ des forces étrangères. — (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **GRANDE-BRETAGNE** : « D'importants progrès » sur l'avenir de l'Ulster ont été réalisés, jeudi 26 janvier, lors des entretiens entre Sir Patrick Mayhew, ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, et le chef de la diplomatie irlandaise, Dick Spring. Les deux hommes se rencontreront de nouveau dans les prochains jours pour revoir en détail « quelques zones de complexité sur lequel du travail supplémentaire est requis », a déclaré Sir Patrick. De source proche des négociations, on indique que l'objectif de début février reste tout à fait réaliste pour la présentation d'un document final, lors d'un sommet qui réunira les premiers ministres irlandais, John Bruton, et britannique, John Major. — (AFP)

■ **IRLANDE DU NORD** : un prêtre catholique a été inculpé, jeudi 26 janvier, par un tribunal de Downpatrick pour dix-huit attentats à la pudeur commis sur de jeunes garçons entre janvier 1990 et mars 1994. Le Père Daniel John Curran, 44 ans, a en outre été inculpé de coups et blessures. Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire jusqu'à sa comparution le mois prochain devant le même tribunal.

■ **ALLEMAGNE** : Les Verts ont obtenu, douze ans après leur entrée au Bundestag, jeudi 26 janvier, qu'un de leurs députés siège dans la très fermée commission parlementaire de contrôle des services de renseignement. Ce député, Manfred Such, est un ancien commissaire principal de la police judiciaire. Avec le soutien des chrétiens démocrates, les Verts avaient déjà obtenu en décembre une des vice-présidences du nouveau Bundestag.

■ **ÉTATS-UNIS** : la Chambre des représentants a approuvé, jeudi 26 janvier, par 300 voix contre 132, un amendement à la Constitution obligeant le gouvernement fédéral à équilibrer son budget d'ici à l'an 2002. Cet amendement, pour entrer en vigueur, devra encore être approuvé par le Sénat, lui aussi à majorité républicaine depuis les législatives de novembre, et par les trois-quarts des États. — (AFP)

■ **CANADA-FRANCE** : « Vive la Bretagne libre ! ». Un avion a survolé la ville de Québec, jeudi 26 janvier, en tirant cette banderole. Il avait été loué par un petit groupe d'anciens combattants canadiens de la seconde guerre mondiale, qui ont manifesté pour déstabiliser à la France « de se mêler de ses affaires » et de ne pas soutenir la souveraineté du Québec, comme le lui demandait le premier ministre de la province, Jacques Parizeau, si le « oui » l'emporte à l'issue d'un prochain référendum. Ce dernier, en visite à Paris, a été reçu le même jour par le président François Mitterrand et par le premier ministre Édouard Balladur. — (AFP)

■ **BOSNIE** : Sarajevo a protesté auprès du gouvernement polonais contre l'invitation envoyée à Slobodan Milosevic, le président de Serbie et à « la prétendue Yougoslavie » (Serbie et Monténégro) à l'occasion du cinquantième de la libération d'Auschwitz. « Nous nous rappelons que des camps de concentration ont été établis en Bosnie-Herzégovine sous la protection des gens que vous invitez », précise la note officielle envoyée mercredi 25 janvier à Varsovie. Le président de la mini-fédération yougoslave, Zoran Ljilic, accompagné de son ministre des Affaires étrangères, Vladislav Jovanovic, ont assisté, vendredi, aux cérémonies. — (AFP)

■ **SLOVÉNIE** : la nomination du libéral-démocrate Zoran Thaler au poste de ministre des affaires étrangères a été approuvée, jeudi 26 janvier, par le parlement slovène. Cette nomination a été proposée par le premier ministre également libéral-démocrate, Jancie Dramevsek. A 33 ans, M. Thaler est le plus jeune des ministres de l'actuel gouvernement de coalition, formé après les législatives de décembre 92. Il succède au chrétien-démocrate Ljudez Peterle, qui avait démissionné de ses fonctions en septembre dernier en raison d'un différend avec les libéraux-démocrates de M. Dramevsek. — (AFP)

■ **ISRAËL** : Avi Pazner a été nommé nouvel ambassadeur à Paris, a annoncé, jeudi 26 janvier, le ministre des affaires étrangères, M. Pazner, 58 ans, qui était ambassadeur à Rome depuis novembre 1991, et qui fut longtemps conseiller de presse de l'ancien premier ministre Itzhak Shamir, remplacera Yehouda Lancy. Il a joué un rôle primordial dans l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et le Vatican en 1994. — (AFP)

■ **JORDANIE** : le gouvernement a décidé d'ouvrir un bureau de liaison à Gaza, au terme de la visite de Yasser Arafat dans le royaume, jeudi 26 janvier. Le chef de l'Autorité palestinienne et le roi Hussein ont signé sept accords de coopération dans les domaines de l'administration, de l'éducation, des banques, du commerce, du transport, des communications et de la culture. Le différend sur Jérusalem fera l'objet de discussions ultérieures, a déclaré un porte-parole palestinien. — (AFP)

■ **SIERRA LEONE** : sept religieuses étrangères, enlevées la veille à moins de cent kilomètres au nord de Freetown, ont été relâchées, jeudi 26 janvier, par le Front révolutionnaire uni (RUF), la principale organisation rebelle en Sierra Leone. Au début de la semaine, le RUF avait déjà libéré, en Guinée, un ressortissant russe qu'il détenait depuis mai 1994. Dix étrangers restent néanmoins aux mains de la rébellion, tous capturés depuis le 7 novembre. — (AFP)

■ **GABON** : fuyant Libreville sous menace d'expulsion, quelque 800 ressortissants de différents pays ouest-africains, qui attendaient de débarquer au port de Cotonou, ont été refoulés par les autorités béninoises, a-t-on appris, jeudi 26 janvier. Ces clandestins avaient quitté le Gabon à la suite de la décision des autorités de ce pays d'expulser, à compter du 1<sup>er</sup> février, tous les étrangers en situation irrégulière (Le Monde du 27 janvier). Au début de la semaine, un millier de ces « boat people », nigériens en majorité, avaient été accueillis à Lagos après avoir été refoulés de Cotonou. Vingt-deux autres personnes ont été relâchées, jeudi, de Côte d'Ivoire. — (AFP)

■ **INDE** : huit personnes ont été tuées et une soixantaine blessées, jeudi 26 janvier, au Cachemire, dans l'explosion de trois bombes dans un stade bondé de la ville de Jammu, alors que se déroulaient les cérémonies du quarante-cinquième anniversaire de la proclamation de la République. Deux organisations séparatistes musulmanes ont revendiqué l'attentat. Le gouverneur de l'État, K. V. Krishna Rao, a mis en cause la responsabilité des services de renseignement pakistanais. — (AFP)

■ **CORÉE** : une relance du dialogue nord-sud, interrompu par la mort de Kim Il-sung, a été proposée, mercredi 25 janvier, par Pyongyang et Séoul. La Corée du nord a émis l'hypothèse d'une « grande conférence nationale », le 15 août, cinquantième anniversaire de la fin de l'occupation japonaise. Hostile à ce « rassemblement de masse », la Corée du sud a proposé de reprendre le dialogue au plus tôt, et à un « haut niveau ». — (AFP)

هكذا من الأصل



**PRÉSIDENTIELLE** Le Parti républicain, engagé dès décembre 1993 derrière Edouard Balladur pour l'élection présidentielle, doit confirmer, samedi 28 janvier, à

Lyon, lors de la réunion de son conseil national, son soutien au premier ministre. Ses dirigeants espèrent imposer François Léotard au poste de premier ministre si M. Bal-

ladur est élu. **« REFONDATION »**. Porte-parole de l'UDF, Jean-Pierre Raffarin estime indispensable la « refondation » du PR pour résister à la double menace de la formation

d'un parti présidentiel, préparée par Nicolas Sarkozy, et du « grand centre » souhaité par François Bayrou. **« AFFAIRES »**. Alors que l'ins-

truction du dossier du financement du PR suit son cours au tribunal de Paris, Gérard Longuet, ancien président du parti, publie un livre dans lequel il met en cause Pierre Méhaignerie, ministre de la justice.

## Le Parti républicain apportera un soutien massif à M. Balladur

La deuxième formation de la majorité, affaiblie par l'affaire de son financement, espère néanmoins imposer l'un des siens au poste de premier ministre après l'élection présidentielle

UNE FOIS ENCORE, le Parti républicain va sacrifier au rite des grands-messes unanimes, inspirées de celles pratiquées par ce RPR dont il a été si longtemps jaloux. Quel que soit le souci de pluralisme affiché par la direction du PR, le soutien qui sera apporté à Edouard Balladur, samedi 28 janvier, dans la banlieue de Lyon, risque en effet d'être écrasant.

L'engagement du conseil politique derrière le premier ministre, pris dans l'indifférence des prises de position des ministres et des parlementaires, et celle des comités de soutien, relève en tout état de cause de l'exercice obligé. La candidature de Jacques Chirac, celle de Raymond Barre, député (apparenté UDF) du Rhône, ou celle de Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes, que le PR vient taquiner sur leurs terres, ne devraient pas troubler un consensus attendu. Ce ralliement franc et massif pour M. Balladur ne dissimulera pourtant pas les fissures qui menacent la maison PR.

Ces difficultés devraient être symbolisées par l'image éclatée du trio composé par François Léotard, Gérard Longuet et Alain Madelin, auquel se résuma pendant plus de dix ans le PR.



Premier porte-parole du néo-libéralisme, à droite, au début des années 80, le Parti républicain se retrouve aujourd'hui dépourvu du programme qui pourrait le distinguer des autres familles de la droite. Le paradoxe veut qu'aujourd'hui sa « boîte à idées », Alain Madelin, soit le seul ministre UDF à avoir apporté son soutien à Jacques Chirac. Après

avoir lancé en fanfare son propre mouvement, Idées-Action, M. Madelin marque le pas et s'en retourne aux vieilles sources américaines, comme en témoigne sa curiosité pour Newt Gingrich, le nouveau speaker, controversé et populiste, de la Chambre des représentants des États-Unis. Président en titre du PR jusqu'à l'élection présidentielle, Gérard

Longuet a été réduit à l'impuissance, depuis sa démission du gouvernement, par le dossier du financement du PR et les investigations du juge Renaud Van Ruymbeke. L'« affaire » restera une nouvelle fois dans le non-dit, même s'il ne suffit pas à la direction de nier en bloc pour dissiper le malaise tenace qui s'est progressivement répandu dans le parti. Un malaise sera encore alimenté par la longue phase judiciaire dans laquelle est engagé le PR et les tensions qui apparaissent déjà entre M. Longuet et son trésorier, Jean-Pierre Thomas.

**M. LÉOTARD, LE « TUEUR »**. Épargné jusqu'à présent par ces déboires, François Léotard doit aujourd'hui faire la preuve de la justesse de son intuition. Premier des ministres de poids du gouvernement, avec Simone Veil, à s'être engagé pour Edouard Balladur, en décembre 1993, le ministre de la Défense n'a pas pour autant l'assurance que pourvoir retirer, le moment venu, les dividendes d'un investissement qui était alors à hauts risques. Prompt à dénoncer, en septembre 1994, les « snipers » de la

majorité, M. Léotard a vu son rôle réduit, pour l'instant, aux dimensions d'un « tueur », selon sa propre expression, puisqu'il est intervenu avec la même rudesse contre les initiatives de Charles Millon, candidat conditionnel à l'élection présidentielle, ou contre les critiques de Raymond Barre. « Premier ministre »,

Bayrou de constituer, sur les ruines de l'UDF, un parti du centre qui serait le pendant d'un RPR ramené à des dimensions plus modestes risque de susciter un tout autre attrait tant il respecte l'ordonnement actuel de la majorité, dicté par le mode de scrutin majoritaire que François Léotard envisage, de fait, de

### Le poids du PR

Le Parti républicain revendique aujourd'hui un peu plus de cent cinquante parlementaires - cent neuf députés, dont le président du groupe UDF, Charles Millon, et quarante-trois sénateurs, pour la plupart membres du groupe des Républicains et Indépendants, présidé par Marcel Lucotte -, dix-huit présidents de conseils généraux et dix-sept maires de villes de plus de trente mille habitants. Sept de ses dirigeants appartiennent au gouvernement d'Edouard Balladur : François Léotard, José Rossi, Alain Madelin, Jean Fauch, Hervé de Charette, Pascal Clément et Alain Lamassourie. Présidé par Gérard Longuet depuis 1992, François Léotard restant président d'honneur, le PR a changé de secrétaire général en juin 1994 : José Rossi, alors député de Corse-du-Sud et tête de file des partisans d'un éphémère « groupe autonome » du PR à l'Assemblée, a remplacé Philippe Vasseur, député du Pas-de-Calais, devenu vice-président, tout comme Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

comme Nicolas Sarkozy ou Charles Pasqua, M. Léotard n'a pas la maîtrise de son destin. L'hégémonie de l'actuel premier ministre, si elle devait perdurer, le placerait dans une telle situation de force que le PR, et son véritable dirigeant, s'en trouveraient alors dépourvus d'utilité. De plus, par ses prises de position répétées en faveur de la dissolution et de la constitution d'un grand parti conservateur, François Léotard s'est engagé sur une perspective qui passe nécessairement par la disparition du Parti républicain. Le projet de François

modifier la direction du Parti républicain, qui repose aujourd'hui sur François Léotard et sur José Rossi, ministre de l'Industrie et secrétaire général, a d'ores et déjà pris conscience des difficultés qu'ils devront affronter après l'élection présidentielle. Une grande convention sera ainsi organisée, en juin ou en septembre, pour tenter une refondation du style de celle qui avait été opérée en 1977, au lendemain d'élections municipales infructueuses.

G. P.

### Jean-Pierre Raffarin, membre du bureau politique du PR « La rénovation est nécessaire »

« Quel est à vos yeux, pour le PR, l'enjeu du conseil national de Lyon ? »

« Tout d'abord, ce conseil national ne peut pas être joyeux. C'est dur aujourd'hui d'être militant du Parti républicain. C'est particulièrement difficile pour ceux qui ont la mémoire de sa création, à François, en 1977, et qui conservent pour leur parti affection et gratitude. Il est profondément triste de voir un homme d'Etat comme Gérard Longuet fané dans sa course. Contrairement aux apparences, l'enjeu du conseil national ne peut être l'annonce du soutien d'un parti aujourd'hui affaibli à un candidat aujourd'hui favori. Il s'agit, à l'opposé, de proposer au prochain président un contrat de confiance avec un parti renouvelé et élargi, garant des nobles ambitions de ses vrais chefs : les militants. »

« Pensez-vous que le PR doive se renouer ? »

« Cela me paraît nécessaire. Au fond, l'espace UDF doit être notre ambition. L'UDF a mieux réussi à rendre politiquement cohérent son espace politique qu'à bâtir un appareil partisan techniquement performant. L'égoïsme des composantes a mis à l'efficacité de la confédération. Pourtant, sur le plan du message des valeurs, le président de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing, avec obstination et imagination, a su développer et exprimer nos convergences sur l'emploi, l'économie, la décentralisation et l'impartialité de l'Etat notamment. Maintenant, le contenu politique du centre droit est incontestable. La campagne présidentielle se localisera sur ce terrain, même si l'UDF était contrainte de rester silencieuse. D'autres jardiniers veulent venir cultiver nos terres. Nicolas Sarkozy, sur notre droite, et François Bayrou, au centre, sont des amis conquérants. »

« Comment le PR peut-il conserver son influence au centre droit ? »

« C'est possible aux conditions d'une profonde rénovation et d'une large ouverture. L'élargissement commence par la reconnaissance du pluralisme interne et notamment des positions personnelles de certains d'entre nous pour la prochaine présidentielle. En juin, nous aurons besoin d'Alain Madelin avec ceux de ses amis de campagne qu'il aura su convaincre, de Charles Millon et de sa démarche de convictions si opposée aux habitudes obsessionnelles d'ambition et de division, d'Hervé de Charette et de son esprit de réforme ainsi que de ses clubs utiles et fertiles. Nous élargirons le PR notamment en accueillant les nouveaux européens et les vrais décentralisateurs. Les jeunes députés peuvent être nos meilleurs recruteurs. »

« Comment envisagez-vous cette rénovation ? »

« La rénovation passe par un audit d'organisation, un renforcement de la démocratie interne, une ouverture de la direction, un renouveau de la communication avec notamment un changement de nom. Pour renforcer l'« UDF-espace », nous sommes prêts à participer à la construction d'un nouveau parti comme nous l'avons fait en renouant les républicains indépendants en 1977. Si, au centre droit, l'émergence de ce pôle renouvelé et élargi se révélait impossible, il faudrait alors structurer la branche libérale nécessaire à la réussite de la transformation de l'UDF en une CDU à la française. C'est de cela que le prochain président de la République aura besoin. »

Propos recueillis par Gilles J. Paris

## Les finances du parti entre les mains de la justice

UN PRÉSIDENT, Gérard Longuet, mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux, après avoir été contraint de quitter le gouvernement ; un trésorier, Jean-Pierre Thomas, épinglé pour le même motif par un juge d'instruction chargé de dossiers où se mêlent la politique et l'affairisme ; une cascade de révélations, de soupçons et de contradictions : c'est un PR secoué par les affaires, et dont les dirigeants n'ont pas fini de s'expliquer sur leurs méthodes de financement, qui apporte son soutien au candidat qui a solennellement promis, en annonçant sa candidature, de « restaurer la morale civique » et de « lutter contre la corruption ».

Ouvert il y a plus d'un an par le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke, le dossier du financement du PR, aujourd'hui confié au juge d'instruction parisien, Mireille Filippini, comprend trois volets particulièrement épineux pour MM. Longuet et Thomas. Le premier concerne l'alimentation des comptes du parti en argent liquide. Sur les 28 millions de francs repérés par les enquêteurs, la plus

grande partie est soit amnistiée, soit prescrite. Restent 2,8 millions de francs, perçus après l'expiration de la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis.

Le deuxième volet porte sur le fonctionnement du Groupement des régies réunies (GRR). Cette « pompe à finances » du PR, qui fonctionnait officiellement comme une régie publicitaire, a reçu, entre 1988 et 1992, près de 20 millions de francs d'une filiale de la Compagnie générale des eaux, la Société française de radiotéléphonie (SFR). Or, il se trouve qu'en décembre 1987 cette entreprise avait obtenu un marché de radiotéléphonie très convoité alors que M. Longuet était ministre des P et T. Le président du PR a toujours affirmé qu'il n'y avait dans cette affaire aucune relation de cause à effet.

Restent - troisième volet - les montages juridiques et les tractations financières qui ont permis aux dirigeants du PR, en 1986 et 1988, d'acquiescer les locaux qui servent de siège à leur parti, rue de l'Université, à Paris. C'est ici qu'ont été mis en évidence les avantages finan-

ciers consentis au PR par une autre filiale de la CGE, la SARI du promoteur Christian Pelletier, ainsi que par la société immobilière de Michel Mauger, la Cogedim. C'est aussi ici que Michel Rey, l'ancien PDG de la Sages, affirme avoir négocié à l'occasion de la vente de son appartement au PR un dessous-de-table de 6 millions de francs avec MM. Longuet et Thomas. Cette commission avait conduit les enquêteurs, via la Suisse et le Luxembourg, à un réseau de comptes panaméens gérés par Alain Cellier, un banquier proche de M. Longuet.

Dans toutes ces affaires, la responsabilité a été partagée entre M. Longuet, l'ancien trésorier du PR, et son successeur en titre, M. Thomas. Alors que ce dernier expédie les affaires courantes, M. Longuet s'est réservé certaines opérations. Il a aussi gardé la haute main sur certains comptes bancaires. Ce pilotage en double commande fait dire aujourd'hui à l'un : « Voyez le trésorier ! », à l'autre : « Voyez Gérard Longuet ! »

Roland-Pierre Partigaux

## La charge de M. Longuet contre le garde des sceaux

IL Y A DIX ANS, ils formaient ce qu'on appelait alors « la bande à Léo », du nom du chef de file qu'ils s'étaient choisis, François Léotard. Cette dizaine d'hommes inventait un nouveau personnage politique : le « quadra ». Gérard Longuet résume leur destin au début de son livre, *L'Épave de vérité* (éditions Plon) : « Génération politique issue d'un aîné - Valéry Giscard d'Estaing - et qui prépare la victoire d'un candidat qui n'est pas non plus l'un des siens - Edouard Balladur ».

Démisionnaire du gouvernement, le 14 octobre 1994, parce qu'il était menacé de mise en examen dans l'affaire du financement du Parti républicain, l'ancien ministre de l'Industrie, des postes et des télécommunications n'a pas gaspillé ce loisir forcé. En trois cents pages rédigées sans façon par l'« être de l'ora » qu'il s'exerce d'être, M. Longuet raconte le parcours d'un adolescent d'extrême droite des années 60, devenu l'un des brillants cadets de la République giscardienne avant de tenter, pour son propre compte, l'aventure du pouvoir. Celle-ci l'a conduit à devoir rendre des comptes fastidieux devant un juge d'instruction et devant l'opinion.

A lire M. Longuet, on ne doute pas qu'il méritait mieux. On se dit, aussi, qu'il n'y a pas d'autre auteur à son infortune que lui-même. L'ancien président du PR, toujours président du conseil régional de Lorraine, a beau invoquer la pression des médias ; chez François Mitterrand - avec lequel il lui est arrivé

d'échanger les souvenirs d'une même « jeunesse française », à trente ans d'intervalle - à l'appui de ses critiques sur le fonctionnement de la justice ; laisser entendre que le cynisme a eu sa part dans la décision de M. Balladur de le pousser hors du gouvernement - « Votre décision m'arrange plus qu'elle ne vous arrange », aurait admis le premier ministre ; charger le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, qui se serait montré incapable de défendre la présomption d'innocence : « Il ne parvient pas à convaincre que les

explications qui lui sont demandées sont sans motif ».

Tout en réclamant le bénéfice du secret de l'instruction, M. Longuet présente une défense à ciel ouvert qui, bien qu'il s'efforce de la faire paraître à l'aveugle, fait sa part à l'aveugle. M. Méhaignerie, ancien président du CDS, fait principalement les frais de l'attaque du ministre démissionnaire. « Il est courageux pour le président du CDS de poursuivre lui-même une formation voisine et amie, qui n'a jamais fait que ce que tous les partis, y compris le sien, ont employé comme

## M. Méhaignerie est « serein » mais « attristé »

LA RÉPONSE se veut sans appel : « Le ministre de la justice est d'une parfaite et absolue sérénité », assure l'entourage de Pierre Méhaignerie. Car si le garde des sceaux refuse de polémiquer avec l'ancien ministre de l'Industrie, ses proches n'entendent pas laisser sans réponse les accusations de Gérard Longuet. Sur le fond, l'entourage de M. Méhaignerie fait remarquer qu'il était « hors de portée » de la chancellerie d'arrêter le cours de la justice. Il ajoute que, de plus, cela aurait été contraire « à la politique constante menée par le garde des sceaux depuis la constitution du gouvernement ». Cet entourage affirme aussi que celui qui était encore ministre de l'Industrie n'a été traité « ni avec dédain ni avec malhonnêteté » par les collaborateurs du ministre de la justice : « A

tout instant, sa situation et ses éventuelles issues lui ont été clairement expliquées. C'est lui qui a choisi une certaine forme de défense qui l'a conduit à démissionner du gouvernement à un mauvais moment ». En clair, M. Longuet a eu tort de demander un « sursis » au premier ministre. La réplique aux accusations sur les conditions d'achat du siège du CDS est tout aussi nette. Les proches de celui qui était à l'époque le président du mouvement centriste rappellent que leur parti a déjà répondu sur ce point (Le Monde du 25 octobre 1994), que, pour financer ses nouveaux locaux, celui-ci a vendu, notamment, l'appartement qu'il possédait au plus haut de la vague spéculative, et que pour le reste, il a emprunté au Crédit mutuel. Pour eux, il n'y a donc eu aucun « cadeau » de promoteurs im-

mobiliers. Certes, le CDS a acheté ses nouveaux bureaux à une entreprise du groupe de Christian Pellerin, « mais, disent-ils, il ne nous a consenti aucun avantage, si ce n'est un geste commercial car il voulait absolument vendre ce bâtiment ». Ce geste est l'acceptation que l'indemnité d'occupation, due pendant les cinq ou six mois où le local a été occupé par le mouvement centriste, avant qu'il ne le paye, ne soit pas versée chaque mois, mais capitalisée « avec indemnité de retard ».

M. Méhaignerie est donc « parfaitement tranquille », assurent ses proches, mais aussi « attristé » par cette polémique, car, assure son entourage, « il n'a personnellement rien contre M. Longuet ».

Th. B.



## Les chiraquiens accusent les balladuriens de gonfler le nombre des ralliements dont ils bénéficient

Les élus qui soutiennent le premier ministre se réunissent à Paris

A la veille de la rencontre des élus soutenant Edouard Balladur, organisée, samedi 28 janvier, dans un grand hôtel de Paris, les balladuriens

accentuent leur pression sur les chiraquiens. Les seconds reprochent aux premiers de faire « de la gonflette » en annonçant des rallie-

ments d'élus RPR à leur cause. Les amis du premier ministre annoncent, pour leur part, d'autres « surprises ».

UN CERTAIN ENFERMEMENT est perceptible dans les rangs néo-gaullistes. La bonne conduite espérée par Alain Juppé, président par intérim du RPR, commence à être mise à mal. Les chiraquiens accusent le camp d'en face de faire « de la gonflette » dans le recensement des parlementaires qui soutiennent la candidature du premier ministre : les balladuriens laissent entendre que les amis du maître de Paris vont bientôt découvrir, eux, que leur liste d'élus soutenant la candidature de Jacques Chirac date un peu. Si des défections sont distillées au compte-gouttes, en revanche, une rafale de réactions négatives a été tirée, jeudi 26 janvier, par des élus qui estimaient avoir été indûment enrôlés dans la troupe balladurienne.

Ainsi, deux députés, Yves Marchand (UDF-CDS) et Lucien Brenot (app. RPR), ont fait savoir qu'ils soutenaient M. Chirac alors que leurs noms figuraient sur une liste d'élus apportant leur soutien à Edouard Balladur. De même, Paul Blanc (RPR), sénateur des Pyrénées-Orientales, a démenti s'être « engagé auprès d'Edouard Balladur », en précisant qu'il n'a pas encore fait son

choix. Enfin, Francis Galizi (UDF-CDS), député des Alpes-de-Haute-Provence, et François d'Harcourt (UDF-AD), député du Calvados, ont fait savoir qu'ils soutiendraient une candidature issue des rangs de l'UDF, et non pas celle d'Edouard Balladur, comme cela a été annoncé.

A la publication, mercredi 25 janvier, de cette longue liste de parlementaires de la majorité (plus de 400) par l'état-major du premier ministre-candidat, M. Juppé a répondu, au terme d'une réunion du bureau politique, le soir même, en indiquant que la « très grande majorité des élus - parlementaires ou non - et des cadres du RPR apportent leur soutien à Jacques Chirac ». Selon les chiffres publiés par le mouvement, ils sont 168 députés, 56 sénateurs, 12 députés européens, 241 conseillers régionaux, 618 conseillers généraux, 1350 maires, 96 secrétaires départementaux, 37 députés départementaux à la jeunesse et 493 secrétaires de circonscription du RPR à soutenir M. Chirac.

Ancien premier ministre, Maurice Couve de Murville a réaffirmé son soutien au maître de Paris. Michel Debré, autre ancien premier mi-

nistre, avait fait le même choix dès novembre. Les responsables des sections d'entreprise RPR de Citroën, Peugeot et Renault ont décidé, eux aussi, d'apporter leur soutien à l'ancien président du RPR.

LA « TRISTESSE » DE M. DEBRÉ

Pour sa part, M. Balladur s'est rendu, jeudi, au siège de son état-major de campagne situé près de l'hôtel Matignon à Paris. Il a reçu, dans l'après-midi, le soutien de douze jeunes députés RPR et UDF, se présentant comme « les mousquetaires » du premier ministre. Ils vont faire campagne auprès de la jeunesse. Le groupe comprend six RPR : Gautier Audinot (Somme), Bernard Carayon (Tarn), Michel Hénault (Loire-Atlantique), Thierry Mariani (Vaucluse), Georges Tron (Essonne), François Vannson (Vosges) et six UDF : Emmanuelle Bouquillon (Aisne), Eric Duboc (Vienne), Renaud Dutrell (Aisne), Nicolas Forissier (Indre), Yves Nicolas (Loire) et Daniel Picotin (Gironde).

Par ailleurs, le groupe de l'Union centriste du Sénat (63 membres) a décidé, à la quasi-unanimité, d'apporter son soutien à M. Balladur.

Seuls Christine Boutin (Yvelines), Raymond Barre (Rhône), Jean-Yves Cozan (Finistère), Claude Gosselin (Paris), Jean Gravier (Allier), Yves Marchand (Hérault) et Dominique Paillé (Deux-Sèvres) n'ont pas suivi le groupe.

Invité de RTL, vendredi matin, Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, a affirmé que Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole de M. Balladur, lui avait déclaré, au cours d'un petit déjeuner en tête-à-tête, le 12 janvier, qu'« Edouard Balladur allait gagner, car il avait fait une alliance qui va du Front national aux centristes ». M. Debré a ajouté : « J'ai quitté le petit déjeuner en étant un peu triste, car je trouve que lorsqu'on se dit gaulliste, on ne fait pas de telles alliances ». En réponse, M. Sarkozy conseiller de « l'accorder aucun crédit aux affirmations de Jean-Louis Debré ».

Le 21 janvier, sur Sud-Radio, Jean-Marie Le Pen, président du parti d'extrême droite, avait opposé « l'astrologie de Jacques Chirac » à l'égard du Front national à l'appel au rassemblement du premier ministre.

Olivier Biffaud

## Le maire de Marseille se rallie à M. Balladur

Le va-tout municipal de Robert Vigouroux

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Robert Vigouroux a franchi le Rubicon. Héritier de Gaston Defferre à la mairie de Marseille, en 1986, puis, après son exclusion du PS, en janvier 1989, pour cause de dissidence, membre de la majorité présidentielle, il a décidé de se rallier à la candidature de M. Balladur (Le Monde du 27 janvier). Dans une déclaration, jeudi 26 janvier, le maire de Marseille a brièvement justifié sa prise de position. « Pour représenter la France, a-t-il souligné, il faut un homme calme, réfléchi, respecté, mais aussi déterminé », ajoutant qu'une fois l'élection à la présidence de la République passée, « il faut un homme capable de consensus, ayant, bien sûr, ses convictions, mais sans être inflexible ». Après avoir rappelé qu'il avait été élu maire de Marseille et sénateur des Bouches-du-Rhône, « en dehors d'un parti politique », il a affirmé qu'il n'avait « jamais renié [sa] propre pensée sur la société » et a observé que M. Balladur n'était pas, lui-même, « candidat d'un parti ».

A moins de cinq mois du scrutin municipal, sa déclaration n'a pas manqué d'être interprétée comme une « manœuvre » à caractère local. Le maire de Marseille a rompu les derniers liens qui le

rattachaient à la gauche. Après son triomphe aux élections municipales de 1989, il avait posé des conditions exorbitantes pour reprendre sa place au PS puisqu'il exigeait la dissolution de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. Elu sénateur, en septembre 1990, il avait toutefois opté pour son rattachement administratif au groupe socialiste de la Haute Assemblée. Par la suite, il était resté sur l'Aventin jusqu'en juillet 1994 où il s'était inscrit au groupe du Rassemblement démocratique et européen. Les élections municipales approchant et sa position dans les sondages apparaissant très précaire - le dernier en date, en décembre 1994, ne lui promettait qu'un score compris entre 12 et 15 % -, M. Vigouroux avait proposé, dans un premier temps, un « partenariat politique » qui n'excluait que l'extrême droite et le « populisme » incarné par Bernard Tapie. Mais cette suggestion avait été repoussée par le chef de file de la droite marseillaise, Jean-Claude Gaudin.

Tentant, coûte que coûte, d'élargir son audience vers la majorité, le maire de Marseille avait tenté de séduire le jeune député et patron du RPR local, Renaud Muselier. Là aussi, sans succès. Il ne lui restait plus que ce ralliement, politiquement scabreux, à M. Balladur, en espérant brouiller les

cartes à droite. Tout en se réjouissant « vivement » de ce soutien et en admettant qu'il était de nature à « entraîner des modifications dans la vie politique locale », M. Gaudin a rassuré ses partenaires, en particulier du RPR, de la solidité de l'union de la majorité. « Nous serons ensemble, et seulement ensemble. Si M. Vigouroux nous rejoint, il devra respecter les règles de notre camp ». Si des négociations devaient avoir lieu entre le maire de Marseille et la droite, elles ne pourraient être menées qu'au plan national. Or, la commission d'investiture de la majorité est présidée par M. Gaudin, lui-même. M. Vigouroux a-t-il pris des garanties à Matignon ? Il l'a démenti jeudi soir, lors d'une réunion des élus de sa majorité municipale. L'un d'eux, Christian Poitevin, adjoint à la culture, a démissionné de son mandat « pour ne pas le caudonner, ni directement ni indirectement ».

A gauche, Lucien Weygand, président (PS) du conseil général, s'est contenté de prendre acte du fait que M. Vigouroux s'était « exclu de la gauche ». Michel Vauzelle s'est dit « attristé » de la décision de M. Vigouroux en observant qu'il s'était servi « d'un fusil à un coup ».

Guy Porte

## 200 000 emplois seront créés en 1995, selon l'Unedic

L'UNEDIC a confirmé, jeudi 26, à l'issue de la réunion de son bureau, une « tendance certaine à la stabilisation du chômage ». Les dirigeants du régime d'assurance-chômage estiment à 200 000 le nombre d'emplois créés cette année dans le secteur marchand. Le nombre de chômeurs indemnisés a baissé de 4,1 %. Ces bons résultats, liés à la reprise de la croissance mais également à la création, en juillet 1993, d'une « allocation unique dégressive » très pénalisante pour les chômeurs, se sont répercutés sur les comptes de l'Unedic. « L'exercice 1994 va se traduire par un excédent net de 5,7 milliards de francs », a annoncé Denis Gautier-Sauvagnac, président de cette organisation au titre du CNPF. Il a même atteint 8,7 milliards de francs,

mais, « en bons gestionnaires, nous devons procéder à des provisions de 3 milliards par an pour rembourser notre emprunt de 22 milliards ».

Les partenaires sociaux ont également étudié les mesures en faveur d'une « activation » des dépenses d'indemnisation, en application de l'accord de juin 1994 permettant aux entreprises de faire travailler une personne au chômage depuis au moins huit mois, celle-ci continuant à percevoir son indemnité de chômage. L'Unedic va consacrer 500 millions à cette expérience, qui commence à séduire les entreprises. Elle a déjà approuvé onze projets proposés par des Assedic. L'assurance-chômage a un second défi à relever cette année, selon M. Gautier-Sauvagnac : une « meilleure coordination » entre les Assedic et l'ANPE. Il s'agit, selon lui, de « répondre à trois préoccupations immédiates du demandeur d'emploi au moment de son licenciement : quelle sera son allocation, quand vais-je la toucher et pendant combien de temps ». Il n'est pas question de fusionner les deux organismes, mais plus modestement de « rapprocher les guichets » et de « simplifier la vie des chômeurs ». Souhaitée par le ministre du travail et le CNPF, cette réforme devrait être expérimentée « dès le printemps », dans six sites (région parisienne, Sud-Est, Nord) et pendant neuf mois.

Jean-Michel Bezat

## L'armée de l'air menace d'acheter un avion de transport américain

L'ARMÉE DE L'AIR française ne pourra pas acheter à la fois le Rafale et l'avion de transport futur (ATF), successeur du Transall et cocon en coopération européenne, si son budget n'est pas augmenté après l'août 2000. A la place de l'ATF, elle commandera des appareils américains Hercules C-130J, à l'exemple de ce que vient de faire la Royal Air Force en Grande-Bretagne. Cette menace, lancée en début de semaine, émane du général Jean-Philippe Douin, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Dans le cadre de la programmation militaire 1995-2000, adoptée par le Parlement au printemps 1994, la part du budget qui revient à l'armée de l'air, au sein des dépenses nationales de défense, chute de 21 % à 19,5 % en fin de période. La hausse annuelle prévue est pratiquement nulle. Les conséquences de cet état de fait, selon le général Douin, sont particulièrement nettes en ce qui concerne les commandes d'avions de combat : le Mirage 2000, en attendant le Rafale, ne sont plus achetés qu'à raison de douze exemplaires neufs par an, au lieu des vingt qui sont nécessaires à partir de 2000 si le gouvernement veut conserver - comme il l'a décidé - entre trois et quatre-vingts et quatre cents appareils en unités.

« Si on maintient l'armée de l'air à son niveau budgétaire actuel, a notamment expliqué le général Douin, nous ne pourrions pas finan-

cer à la fois le Rafale et l'avion de transport futur après l'an 2000 », dès lors que la flotte de Transall va commencer à diminuer de sept appareils par an en raison de leur âge. Le chef d'état-major de l'armée de l'air a fait ses calculs : quarante-huit Transall parmi les plus anciens devraient progressivement disparaître et la France, pour ses actions extérieures, ne disposera plus que de vingt et un Transall de nouvelle génération et de douze avions Hercules C-130J acquis aux Etats-Unis dans les années 80.

Dans ces conditions, le général Douin a établi ses priorités. Il n'est pas question d'abandonner le Rafale, dont le coût unitaire est de quelque 300 millions de francs l'unité. Et, en revanche, l'armée de l'air française se tournera vers l'achat à Lockheed de l'avion de transport Hercules C-130J (la nouvelle version modernisée) « si son budget entre 2000 et 2006 n'est pas revu à la hausse par rapport aux crédits attribués en parallèle aux deux autres armées ». Pour un même nombre d'exemplaires, une flotte de C-130J est évaluée à quelque 20 milliards de francs, au lieu de 40 milliards pour l'ATF, produit en coopération européenne.

En règle générale, avertit le chef d'état-major de l'armée de l'air à l'adresse des industriels français, « il faut essayer d'abaisser les coûts et ne pas vouloir tout faire ou tout modifier en même temps. A vouloir augmenter le coût des matériels, le client en achètera moins ».

## Jean-Marie Le Pen sera l'invité de Gérard Carreyrou à « 7/7 »

Jean-Marie Le Pen, président du Front National, a gagné, mais Anne Sinclair ne perdra pas la face. Le leader de l'extrême droite qui se plaignait depuis longtemps d'être écarté de « 7/7 », l'émission politique phare de TF 1, va y figurer pour la première fois, le 26 février. Quant à Anne Sinclair, qui anime l'émission mais qui refuse depuis longtemps tout contact avec le leader du Front national, elle sera absente du plateau. Elle sera remplacée pour l'occasion par Gérard Carreyrou, directeur de l'information de TF 1. Anne Sinclair « a estimé que, compte tenu de [ses] relations personnelles avec Jean-Marie Le Pen, joindre notamment de procès successifs, je ne pourrais pas l'interroger sereinement ». Les recommandations du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) sur l'« équilibre » des temps de parole en période de pré-campagne électorale obligeaient TF 1 à inviter le président du Front national sur le plateau de « 7/7 ». « Anne Sinclair a réitéré son souhait de ne pas l'interroger, on a donc trouvé cette solution qui semble convenir à tout le monde », explique Gérard Carreyrou. Anne Sinclair ne s'était fait remplacer qu'une fois dans l'histoire de l'émission, pour raisons de santé, il y a six ans.

## La place des associations de retraités

Les associations autonomes de retraités souhaitent être représentées dans les organes de gestion des caisses de sécurité sociale, mais les syndicats estiment qu'ils assurent directement cette représentation. Or Edouard Balladur, mardi 24 janvier lors d'une réunion organisée par le mensuel Notre temps, s'est prononcé pour que « les retraités puissent se faire écouter au sein des organismes qui traitent de leurs problèmes spécifiques ». Président, jeudi 26, le comité national des retraités et personnes âgées (CNRPA), Simone Veil, ministre des affaires sociales, chargée par le premier ministre de la responsabilité d'un groupe de travail sur le sujet, s'est engagée à faire connaître très rapidement sa position. Elle a toutefois fait part de sa « perplexité, compte tenu des positions contradictoires et apparemment irréductibles soutenues par les associations autonomes de retraités et par les partenaires sociaux sur cette question, au moins lorsque le débat porte sur l'accroissement de la représentation des retraités dans certaines instances comme le Conseil économique et social ou les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale ».

■ SOCIAL : les ministres du travail des quinze pays de l'Union européenne se réuniront le 30 mars à Paris, pour une « conférence sociale européenne » sur le thème « Créer des emplois : comment ? ». Michel Giraud a arrêté les modalités de cette conférence avec Padraig Flynn, commissaire européen aux affaires sociales, François Perigot, président du patronat européen (Unice), Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), et Antonio Castellano, président des entreprises publiques européennes. Cette conférence qui doit promouvoir « la dimension sociale de l'Union européenne » avait été souhaitée par Edouard Balladur après le sommet d'Essen en décembre.

■ AGRICULTURE : Le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) s'est félicité jeudi 26 janvier des « soixante-et-onze acquis » obtenus en 1994, ainsi que des textes parus le même jour au Journal officiel qui élargissent et assouplissent les conditions d'installation des jeunes paysans. « La réforme de la PAC (politique agricole commune) n'a pas été la fin du monde annoncé, il faut arrêter la sinistrose », a déclaré la présidente du syndicat agricole, Christiane Lambert, dans une intervention résolument optimiste prononcée à cinq jours des élections aux chambres d'agriculture.

DÉPÊCHES

■ LOGEMENT SOCIAL : Michel Noir, maire de Lyon, a estimé, jeudi 26 janvier, que les crédits consacrés dans la dernière loi de finances au logement social réduisaient de 23 % les prêts locatifs aidés (PLA) et de 50 % les prêts pour la réhabilitation des logements anciens (Palo). Cette baisse risque de « conduire à l'explosion », a estimé le député (non-inscrit) qui affirme ne pas avoir voté ces dotations lors de leur examen à l'Assemblée nationale. Il a réclamé la convocation, en juin prochain, d'un « collectif budgétaire pour le logement social ». « Ce problème est d'une plus grande ampleur que la réquisition des logements », a poursuivi M. Noir, critiquant « l'orage médiatique » du maire de Paris sur cette question.

■ ILE-DE-FRANCE : les élus Verts du conseil régional d'Ile-de-France demandent la révision du schéma directeur d'aménagement de la région (SDRIF). Ils ont rappelé, jeudi 26 janvier, ses engagements à Michel Giraud, président (RPR) de la région et ministre du travail : en mai 1994, M. Giraud avait fait adopter par le conseil régional un texte indiquant que le SDRIF devrait être révisé conjointement par l'Etat et le conseil régional, « dès la modification du code de l'urbanisme résultant de la nouvelle loi d'aménagement ». Le Conseil constitutionnel, auquel a été soumis la loi, devait faire connaître sa décision vendredi.

■ PARIS : Georges Sarre, député et conseiller de Paris, a présenté jeudi 26 janvier les titres des listes que le Mouvement des Citoyens (MDC) présentera aux élections municipales à Paris. Outre Georges Sarre dans le onzième arrondissement, Jean-Yves Autier dans le vingtième et Jean-Louis Gonneau dans le dix-septième, le MDC a décidé de présenter un candidat dans les treize autres arrondissements de la capitale. Cependant, M. Sarre a rappelé que l'objectif du MDC est de « constituer dans chaque arrondissement des listes de rassemblement de l'opposition municipale, allant des écologistes aux communistes en passant par les socialistes, les radicaux, les grandes associations parisiennes et le Mouvement des Citoyens ».

■ VERTS : Dominique Voynet, candidate des Verts à l'élection présidentielle, a fait part de « sa disponibilité » aux électeurs du Parti socialiste désorientés par les querelles internes au sein de leur parti et leur a proposé, jeudi 26 janvier à Montauban (Tarn-et-Garonne), « un projet de transformation de la société » intégrant « la protection de l'environnement » en « s'enrichissant des idées du mouvement ouvrier, de celui des femmes » ainsi que des idées antiracistes. Elle a également déclaré qu'il est « improbable » qu'elle appelle à voter pour le premier ministre au second tour compte tenu de « l'action (de son) gouvernement ».

## La date limite pour les déclarations de revenus est fixée au 2 mars

Les contribuables devront adresser à leur centre des impôts au plus tard le 2 mars à minuit leur déclaration de revenus de 1994. De couleur bordeaux, les formulaires vont parvenir à leurs destinataires d'ici à la mi-février. Comme à l'ordinaire, il s'agit de deux sortes : il existe un modèle simplifié de quatre pages que la direction générale des impôts (DGI) compte adresser à 22 millions de foyers fiscaux et un modèle normal de six pages, destiné aux 6 millions de foyers qui ont des revenus particuliers (revenus fonciers, certaines plus-values...). La DGI a mis en place divers services minitel (3615 TRSERVICE) et téléphonique (36 67 10 10) à la disposition des contribuables, qui devront évidemment tenir compte des nouvelles mesures fiscales applicables aux revenus de 1994 (Le Monde du 13 janvier). En présentant la nouvelle feuille d'impôt, la DGI a confirmé que le nombre des contribuables à l'impôt sur le revenu ne cessait de diminuer.

Connaissez-vous vraiment les hommes politiques ?

**3617 POLITISCOP**

5,48 F.T.C. la minute

**2000 biographies détaillées** parlementaires, élus locaux, cabinets, haut-fonctionnaires, journalistes...

هذا من الاصل



## Les véritables restructurations hospitalières ne commenceront qu'après les municipales

Un an après l'annonce de la fermeture de 22 000 lits, le gouvernement joue la prudence

Deux colloques qui viennent d'avoir lieu à Rennes (« Santé publique et territoires », 25-26 janvier) et à Paris (« Hôpitaux et géographie

des soins » 25-27 janvier) ont montré l'importance de l'enjeu sanitaire dans l'aménagement du territoire. Après l'annonce de la fermeture de

22 000 lits, le gouvernement s'engage dans une politique des petits pas. Mais les hôpitaux n'échapperont pas à une cure d'austérité.

LA RÉFLEXION sur la place de l'hôpital dans la cité est loin d'être terminée, comme en témoignent les deux colloques nationaux qui viennent de se tenir à Rennes et Paris. Ballotté entre les exigences parfois contradictoires de la maîtrise des dépenses de santé, du renforcement de la sécurité du système de soins et de l'aménagement du territoire, le gouvernement est passé en quelques mois du volontarisme à la politique des petits pas.

Après avoir fait voter, fin 1993, une loi renforçant les pouvoirs de l'Etat en matière de suppression de lits, le premier ministre annonçait il y a un an la fermeture de vingt-deux mille lits d'ici 1994. Cette décision tombe alors au plus mauvais moment. Dans de nombreuses régions en effet, la direction des affaires sanitaires et sociales (DASS) et les responsables hospitaliers s'opposent déjà sur les schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS) destinés à redéfinir la place et le rôle de chaque établissement public et privé afin d'assurer « une satisfaction optimale des besoins de la population ».

### INÉGALITÉS CRIANTES

Cette annonce intervient aussi au moment où Charles Pasqua élabore son projet de loi sur l'aménagement du territoire et où d'autres secteurs de la santé, comme le système de transfusion sanguine, sont également engagés dans un délicat processus de réformes. Sous le feu croisé des élus locaux de tous bords, des syndicats et des médecins, qui brandissent tout le spectre de la « désertification sanitaire », des suppressions d'emplois et de la baisse de la qualité des soins, le gouvernement change vite de discours et de ton.

« Il faut faire très attention à ne pas faire disparaître l'employeur principal de certaines communes », tempère Edouard Balladur. Une circulaire du ministre des affaires sociales vient rapidement préciser que toute restructuration doit se faire dans la concertation et « le respect de la politique d'aménagement du territoire ». Le problème n'en demeure pas moins entier. Sur 360 000 lits d'hospitalisation publique, 60 000 sont excédentaires (en médecine, chirurgie et obstétrique).

Ces surcapacités sont d'autant moins justifiées que la géographie

sion de 12 700 lits et d'une soixantaine de services d'urgence (sur cent) en Ile-de-France entre 1995 et 1999 nécessitera des arbitrages douloureux.

### UNE FORMIDABLE INERTIE

Les restructurations ne sont pourtant pas toujours synonymes de suppressions. Un aménagement équilibré du territoire en matière de santé implique également le développement de zones sous-médicalisées. Ainsi le schéma sanitaire de la région Rhône-Alpes a prévu d'améliorer l'offre de soins dans le sud de l'Ardeche et de la Drôme,

té des comportements vertueux : regroupement d'établissements, partage des activités pour éviter de faire double emploi (un hôpital garde la maternité, un établissement voisin le service de chirurgie), signature de conventions de partenariat entre le public et le privé.

Mais il y a loin de l'objectif des vingt-deux mille lits fermés à sa réalisation. Le volontarisme de Simone Veil s'est, en effet, heurté à la formidable inertie du système hospitalier. Un rapport conjoint des inspections générales des finances, des affaires sociales et de l'administration remis au cours de l'été 1994 au gouvernement jugeait « stupéfiant » que la France consacre 300 milliards par an aux hôpitaux et aux cliniques « sans que leurs activités soient mesurées, les coûts connus et la qualité des soins soigneusement évalués ». Scrupuleux sur l'efficacité des schémas régionaux, les auteurs du rapport invitaient les pouvoirs publics à « reprendre - mais cette fois fermement et en fonction d'une directive nationale - le processus de restructurations ».

Les experts des affaires sociales et du budget reconnaissent qu'après la signature, fin 1993, de la convention médicale entre les caisses de Sécurité sociale et les praticiens libéraux la maîtrise des dépenses hospitalières (la moitié des dépenses d'assurance-maladie) est désormais une priorité. Ils ne cachent pas non plus que le gouvernement devra faire preuve d'une grande détermination s'il veut infléchir durablement la courbe des dépenses. Mais ce sera après l'échéance des élections : présidentielle, et surtout, municipales.

Jean-Michel Bezuat

### Romagne garde sa pharmacie

Romagne, commune d'un millier d'habitants dans le sud de la Vienne, pavloise. Le ministre de la santé, Philippe Douste-Blazy, vient d'accorder, par arrêté, ce que le préfet du département, Yves Mansillon - après le tribunal administratif de Poitiers et le Conseil d'Etat - lui refusait depuis le printemps 1992 : la réouverture de sa pharmacie. Acceptée une première fois, par dérogation en 1991, l'officine avait été fermée sur recours en annulation d'une décision voisine. Cette condamnation avait été immédiatement considérée comme une « injustice » par la population et les élus municipaux avaient démissionné en bloc vingt-cinq mois. Depuis, quatre élections municipales et huit tours de scrutin n'étaient pas parvenus à renouveler l'assemblée. (Corresp.)

hospitalière révèle des inégalités criantes : si le Nord-Pas-de-Calais a besoin d'un renforcement de ses structures de soins, les capacités de Provence-Alpes-Côte d'Azur dépassent d'au moins 25 % ses besoins. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont programmé la fermeture d'environ cent vingt maternités réalisant moins de trois cents accouchements par an. Même justifiées économiquement ou médicalement, ces mesures prêtent très souvent à contestation. Il est vrai que la fermeture ou la reconver-

qui souffrent de trois handicaps : un fort taux de chômage, des bas revenus et une population âgée. Mais comment attirer des médecins à Aubenas ou à Pierrelatte, alors que la France comptait l'an dernier 2 600 postes de praticiens hospitaliers vacants, ce qui vient de contraindre le gouvernement à proposer un statut à 7 500 médecins étrangers exerçant dans les hôpitaux ?

Les restructurations n'ont pourtant pas soulevé que des oppositions. Ici et là, elle ont même suscité

## Bourges rénove son hôpital mais perd son centre de transfusion

de notre correspondant

L'inauguration du nouvel hôpital, le 1<sup>er</sup> décembre 1994, a été fêcée comme la fin d'un mauvais cycle. Dans ce département où la plupart des projets péroraient, on enregistrait enfin une naissance, celle du nouvel hôpital : 50 000 mètres carrés et 530 millions de francs. Imaginée par résonance magnétique, angiographie numérique, coronarographie, scintigraphie et urgences servies par un hélicoptère, l'hôpital a quitté les bâtiments du XVIII<sup>e</sup> siècle pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Vingt mille personnes sont venues saluer l'événement, les élus se sont congratulés, tandis que la direction régionale de l'action sanitaire et sociale (DASS) remettait les choses à leur place : « Il y a quinze ans que l'on parlait de ce nouvel hôpital à Bourges. Les anciens locaux étaient si vét-

tustes que ce n'est pas un luxe pour Bourges, mais une mise à norme, ni plus ni moins. » Tout serait cependant pour le mieux si, depuis quelques mois, n'était menée une réflexion visant à une réorganisation nationale de la transfusion sanguine. Une loi de janvier 1993 prévoit en effet l'amélioration de la sécurité dans ce domaine sur tout le territoire. Du coup, les centres de transfusion sanguine (CTS), jusqu'alors autonomes dans chaque département, se voient regroupés à l'échelon régional.

### CONTRADICTION FLAGRANTE

Dans la région Centre, d'ici deux ans, devraient rester deux centres, Orléans et Tours. Ce qui signifie que Blois, Chartres, Dreux, Châteauneuf et Bourges verraient leur activité fortement réduite.

Une commission composée d'élus, d'associa-

tions et de représentants des CTS proposera le 3 février au préfet la création de deux groupements d'intérêt public possédant chacun un plateau technique, les anciens CTS ne survivant que comme centres de collecte. Bourges, où vingt-cinq personnes, dont deux médecins, viennent de s'installer dans les locaux du nouvel hôpital, hésite entre interrogation et révolte. On se demande ici pourquoi avoir intégré au nouveau bâtiment des locaux qui ont coûté 12 millions de francs et servent peu ; on admet difficilement ce qu'on juge être un gaspillage financier alors qu'un projet rendant complémentaires les deux centres du Cher et de l'Indre n'a pas même été étudié. La DASS et la préfecture de région restent muettes. Pas facile, il est vrai, d'expliquer ce qui ressemble à une contradiction flagrante.

Patrick Martinat

## A Lourdes, Philippe Douste-Blazy joue la complémentarité

TARBES de notre correspondant

Ministre délégué à la santé, mais aussi maire et conseiller général (CDS) de Lourdes, Philippe Douste-Blazy entend marquer sa ville de son empreinte. Il vient d'inaugurer dans la cité mariale le tout nouveau service d'accueil des urgences (SAU) du centre hospitalier, dont il préside le conseil d'administration. Il l'a fait doter des équipements les plus modernes en la matière.

Ce service, d'une surface de mille mètres carrés, comporte notamment deux salles de « déchoage », équipées de moniteurs de surveillance des paramètres vitaux, de défibrillateurs cardiaques et de bras techniques avec fluides médicaux.

Il dispose aussi d'une salle de petite chirurgie, bénéficiant du même équipement, de quatre compartiments où seront soignés blessés et malades, d'une salle de soins externes et d'une salle de consultations externes. Le tout en relation avec un plateau technique médicalisé.

Ce service - qui a, selon le ministre, la même capacité que celui d'un hôpital d'une ville de la taille

de Toulouse - est présenté par Philippe Douste-Blazy comme « un outil performant, fonctionnel et expérimental sur le plan national ».

### PÔLE D'EXCELLENCE

Il répond à la vocation et à la spécificité religieuse de Lourdes, ville accueillant annuellement cinq millions sept cent mille pèlerins, dont vingt mille sont amenés à transiter par les urgences des services hospitaliers.

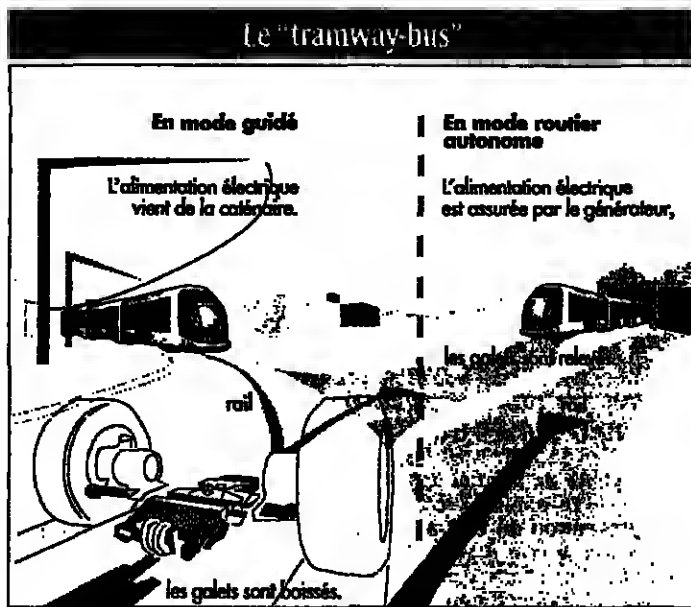
La création du service d'urgences de Lourdes s'inscrit dans les complémentarités interhospitalières plaidées par le ministre délégué à la santé. Celles-ci s'organisent autour d'un pôle d'excellence, actuellement en cours d'élaboration.

Ce pôle débordé les frontières des Hautes-Pyrénées pour s'étendre au département des Pyrénées-Atlantiques : il s'appuie sur un réseau de villes du triangle géographique formé par Pau, la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, Tarbes, celle des Hautes-Pyrénées et Lourdes, dont la constitution, à encore, a été favorisée par Philippe Douste-Blazy.

Jean-Jacques Rollat

## Caen invente un moyen de transport

10 % des habitants ont voulu découvrir la maquette d'un véhicule urbain unique et original



En mode « tramway », il circule sur une voie réservée avec un système de guidage par rail central. Pour retourner aux ateliers, il fonctionne en mode « bus » et roule sur pneus de façon autonome sur n'importe quelle voie.

Infographie La Moquette

### CAEN

de notre correspondant  
Jendi 26 janvier, la maquette grandeur nature du transport sur voie réservée (TVR) - appellation encore provisoire du tramway de Caen - a quitté le pied du château où elle a été exposée pendant un mois. Cette maquette a suscité une vive curiosité, non seulement de la part des Caennais - on estime à 20 000 le nombre de visiteurs, soit 10 % de la population, ce qui est énorme -, mais aussi de la part d'élus d'autres régions françaises : des représentants de Tours, Le Mans, Lorient, Angers, Argentan, Reims, Dijon, Besançon, Montbéliard et Lyon, ainsi que le Belge Pierre Laconte, président de l'Union internationale des transports publics, sont venus participer à une journée d'étude.

L'agglomération caennaise, il est vrai, a voulu innover : elle parle sur un tramway sur pneus guidé par un rail central, véhicule qui n'existe nulle part ailleurs et dont la mise en service est prévue pour 1998. « Notre agglomération de deux cent

mille habitants n'a pas les moyens de se payer un métro comme à Rennes ou un tramway comme à Strasbourg, d'où l'idée d'un tramway nouvelle génération », explique François Solignac-Lecomte, premier adjoint au maire et président du syndicat des transports caennais.

### VINGT-SEPT STATIONS

Les constructeurs ont réfléchi pendant deux ans sur la demande précise de Caen : un transport sur voie réservée, électrique, à grande capacité, à plancher plat intégral, avec une image « moderne ». Après la consultation européenne lancée en février 1993, le choix s'est porté en juin 1994 sur le projet regroupant Bombardier-EuroRail-ANF Industries pour les travaux publics. Le coût estimé approche le milliard de francs, soit 70 millions de francs par kilomètre. Le tramway new look fonctionnera sur une ligne de quatorze kilomètres comprenant vingt-sept stations.

Jean-Jacques Lerosier

## Dix ans de tramway ont changé le visage de Nantes

### NANTES

de notre correspondant  
C'était le 7 janvier 1985 : la première rame du tramway nantais était mise en service sur un tronçon est-ouest de 6 kilomètres. Nantes, ce jour-là, était sous la neige. Seul ou presque, le tramway circulait sans problème : formidable baptême pour un mode de transport qui ne faisait pas encore l'unité et qui ne sera d'ailleurs jamais inauguré : lancé par le maire (PS) Alain Chénard, le tramway n'avait pas les faveurs du successeur de celui-ci, le RPR Michel Chauty. Il faudra attendre l'élection de Jean-Marc Ayrault (PS), en 1989, pour qu'une manifestation officielle vienne enfin saluer l'initiative.

D'emblée, la nouvelle équipe municipale va faire du tramway l'axe central de sa politique de transport, articulant autour de lui un nouveau plan de déplacements dans l'agglomération, profitant de la mise en chantier d'une nouvelle ligne pour remodeler le centre-ville.

LA FIN DU RÉGNE DE LA VOTURE  
Résultat : le tramway a été littéralement plébiscité, depuis son lancement et surtout après la mise en service de la deuxième ligne, qui fait du réseau nantais le plus long de France (26,8 km). Avec cent cinquante mille voyageurs par jour, le succès dépasse aujourd'hui toutes les espérances.

« C'est la fin d'une époque, explique Alain Chénard, aujourd'hui président de la société d'exploitation des transports en commun (Semitam), la fin d'une période de conquête de la ville par la voiture. »

Yves Decaens

Chaque samedi

sur  
**France 3**  
Ile-de-France  
à 13 heures

TEMOINS  
Le magazine de Paris - Ile-de-France

Jean-Jacques CROS (France 3)  
Serge BOLLOCH (Le Monde)

interrogent les personnalités de la région Ile-de-France

Samedi 28 janvier  
Jean-Yves LE GALLOU  
président du groupe Front national  
au conseil régional d'Ile-de-France

**France 3**  
Ile-de-France

**Le Monde**



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 28 JANVIER 1995

**CATASTROPHE** Six morts et deux blessés graves : c'est le bilan de l'accident survenu jeudi 26 janvier à Toul (Meurthe-et-Moselle), lorsque une grue de 85 tonnes s'est effondrée peu

après 16 heures sur le toit d'un lycée. De très violentes et soudaines rafales de vent semblent avoir provoqué la catastrophe. Une information judiciaire devait être

ouverte vendredi 27 janvier, alors qu'une polémique s'engageait sur le fait que les travaux n'aient pas été interrompus en raison des conditions atmosphériques.

■ Coïncidence : le conseil supérieur de l'Éducation nationale approuvait, ce même jeudi, le projet de décret installant un Observatoire de la sécurité des établissements scolaires.

■ De nouvelles intempéries sont prévues dans les jours à venir, alors que les inondations persistent en France dans vingt départements. L'Allemagne et la Suisse sont aussi touchées.

## Après l'accident de Toul, la sécurité du chantier est mise en cause

L'effondrement d'une grue sur un bâtiment scolaire, jeudi 26 janvier, a provoqué la mort de six adolescents. Les enquêteurs cherchent à savoir si les conditions de travail par mauvais temps ont été respectées

### TOUL

(Meurthe-et-Moselle)  
Comme une immense croix, la grue s'est plaquée net sur le lycée professionnel privé de la Doctrine chrétienne récemment rebaptisé « Jean-Baptiste Vatelot », en plein cœur de Toul. Vers 16 h 15, jeudi 26 janvier, le ciel s'est obscurci. « La pluie tapait sur les fenêtres, raconte Sylvie Mazeyrat, une voisine de

l'école. Et puis, il y a eu un souffle d'une violence inouïe. Un vent du Nord, comme un tourbillon, une mini-tornado. Le grutier n'a rien pu faire. Ce n'a pas duré plus de trois minutes. » Pris dans une violente bourrasque de vent, le colosse de fer a tiré vers le ciel ses racines de béton et s'est affalé lentement. Par les fenêtres des classes, des élèves l'ont vu vaciller, puis, soudain, tomber dans leur direction.

Dressée à une trentaine de mètres de l'établissement, la grue a percuté par le haut le toit du bâtiment. Tel un marteau, le contre-poids de la flèche a frappé de ses douze tonnes de béton une salle en soupenne, puis, par la force, a emporté le plancher du troisième étage, celui de la salle des profs. A l'étage en dessous, vingt-cinq élèves de terminale de baccalauréat professionnel travaillaient en cours d'art plastique. Dans le même temps, la pointe de la flèche se couchait sur le toit et débordait du lycée pour finir sa course, désarticulée, sur le mur d'un hôpital de jour voisin.

Le plan rouge a été déclenché. Quelque soixante-dix pompiers et douze médecins sont arrivés rapidement sur les lieux. Des décombres, au terme de recherches qui se prolongeront jusqu'à vendredi 27 heures, les sauveteurs retrouveront les corps de six élèves, quatre filles et deux garçons, âgés de dix-sept ou dix-huit ans, et compteront deux blessés graves, dont le grutier tombé avec sa nacelle dans la cour du lycée, qui seront évacués vers le CHU de Nancy. Quatre autres élèves plus légèrement atteints ou commotionnés seront transportés vers l'hôpital de Toul. A l'ombre de l'église Saint-Gen-

goul, la vieille place du marché où s'élevait la grue est comme toutes ces petites places rondes que les vents mauvais aiment utiliser pour décapiter leur force. Pour l'Office public des habitations à loyer modéré (OPHLM) de la ville de Toul, l'installation participait à la construction de huit bâtiments regroupant vingt-six logements et deux commerces, pour lesquels un permis de construire a été délivré en avril 1994. A proximité, deux grues sur un autre chantier en témoignent, le quartier est en pleine réhabilitation.

« J'ai entendu le grutier (...) Il ne voulait pas monter, il y avait trop de vent »

Comme le vent, la nouvelle du drame s'est vite engouffrée dans les rues de la ville. Dans cette ville de dix-sept mille habitants, beaucoup connaissent l'institution de la Doctrine chrétienne, et outre son école primaire, son lycée professionnel qui accueille environ cent trente élèves

de condition plutôt modeste et prépare à des diplômes professionnels, du BEP au BTS, en bureautique, action commerciale ou secrétariat. Sur place, quand ils ne se taisent pas respectueusement parce que passe une famille effondrée, les Toulousiens s'interrogent et paient. « J'ai entendu le grutier qui discutait avec le chef de chantier, explique un homme. Il ne voulait pas monter, il y avait trop de vent. » Cette grue, installée courant octobre, est un modèle Potain F15-15 doté d'une flèche de cinquante mètres de long. C'est une petite grue. « La consigne du constructeur est de la démonter si le vent atteint 160 km/heure », souligne un ouvrier atterré. D'autres soutiennent qu'il fallait la « mettre en girouette » pour qu'elle n'offre plus de prise au vent à une vitesse du vent bien inférieure à ce chiffre.

Les circonstances exactes de l'accident, ce sera à la justice de les déterminer. Une information judiciaire devait être ouverte vendredi. Dès qu'il a été averti du drame, le procureur de la République de Nancy, M. François Deby, s'est rendu sur les lieux avec deux agents de l'inspection du travail. « Le carnet d'entretien de la grue, qui est soumis à des vérifications périodiques, a été saisi », a-t-il

précisé. Sans attendre, M. Villard, substitut, a commencé des auditions de témoins.

En fin d'après-midi, le ministre de l'Éducation nationale, François Bayrou, s'est rendu sur place, tandis que le premier ministre adressait une lettre au maire de Toul, Jacques Gosso (RPR), pour lui faire part de son « émotion » et de la « très grande tristesse » face à la mort des six jeunes gens. Les obsèques des victimes devaient avoir lieu lundi 30 janvier et le groupe scolaire est fermé jusqu'à cette date. Devant le sable du chantier, à deux pas des parpaings et des fers à béton, des mains amies ont tiré une banderole à la mémoire de Greg, Irène, Marie-Cécile, Sébastien et des deux Laetitia. « morts pour l'argent ». Un drapeau tout entier déchiré pour y supporter sept lettres rouges et capitales. Un seul mot pour réclamer « Justice ».

Jean-Michel Dumay et Monique Raux

MISTRAL. Une école primaire a été évacuée à Marseille, vendredi 27 janvier au matin, par mesure de sécurité, en raison de la présence à proximité d'une grue de chantier, et d'un fort mistral.

### L'engin aurait dû être arrêté

La chute de la grue est-elle due à la négligence humaine ? Pour François Tornambé, secrétaire général de l'organisme professionnel de prévention du BTP à Nancy, cela ne semble faire aucun doute. « Lorsque le vent dépasse 72 km/h, les grues à tour de ce type doivent être arrêtées et mises en girouette afin de moins offrir de résistance au vent. » Or, selon Météo France, le vent atteignait 61 km/h à Nancy en début d'après-midi, et 82 km/h entre 15 et 16 heures. Et les services météorologiques de la base militaire de Toul ont relevé à partir de 16 heures des pointes de 108 km/h.

Le responsable du chantier savait-il que le vent dépassait la vitesse fatidique ? Si la grue ne semblait pas équipée d'un anémomètre lui indiquant la vitesse du vent, François Tornambé précise que « les grutiers sont suffisamment expérimentés pour avoir leurs propres repères ». Les accidents causés par les grues sont plus fréquents qu'on ne le pense : ces dix dernières années, cet organisme a ouvert 258 enquêtes à la suite d'accident et avait recensé 287 victimes dont 83 décès. Dans le cas des grues à tour, un tiers des accidents est provoqué par le vent.

## Un Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires vient d'être créé

Priorité : une enquête sur la présence d'amiante et de pyralène dans les écoles et lycées

AU MOMENT PRÉCIS, jeudi 26 janvier, où se produisait l'effondrement d'une grue sur le bâtiment d'un lycée professionnel à Toul, le Conseil supérieur de l'Éducation nationale (CSE), organisme consultatif regroupant les partenaires du système éducatif, adoptait, à une très large majorité (trente-six voix pour, trois contre et trois refus de vote), le projet de décret de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires.

Ce texte était attendu avec une certaine impatience. Récemment, des organisations syndicales d'enseignants et des associations de parents d'élèves s'étaient inquiétées des lenteurs apportées à son élaboration, un an après la mise en place de la commission Schléret et neuf mois après la publication de son rapport qui préconisait, parmi ses recommandations prioritaires, la création de cette instance (*Le Monde* du 19 janvier). Les blocages subsistant ont été subitement levés. Pour faire aboutir rapidement ce projet, qui était inclus parmi les cent cinquante-huit propositions du contrat pour l'école, François Bayrou, mi-

nistre de l'Éducation nationale, a dû consentir quelques concessions vis-à-vis de partenaires intransigeants.

DES MAIRES, DES ENSEIGNANTS... ET UN ÉLÈVE  
Le nouvel observatoire, qui sera compétent sur les établissements scolaires des premier et second degrés de l'Éducation nationale et de l'agriculture, publiques et privés sous contrat, est désormais assuré « d'accomplir sa mission en toute indépendance », selon son article 2. Si son président est nommé par le ministre pour trois ans, le rapporteur sera élu parmi les quarante-huit membres de cette structure. Ils se répartissent en trois collèges distincts. Parmi les élus et gestionnaires de l'immobilier scolaire, l'Association des maires de France a obtenu les sept représentants qu'elle demandait en gage de sa participation active à cet organisme où siègera la Fédération nationale des organismes de gestion de l'enseignement catholique (FNOGEC). Un deuxième collège est composé des délégués des personnels, syndicats d'enseignants et associa-

tions de parents d'élèves. Enfin, dans un troisième collège, siègeront les représentants de l'État, ceux des chefs d'établissement et quatre personnalités, dont un lycéen.

Cet observatoire disposera de moyens propres pour mener sa mission d'étude des conditions d'applications des règles de sécurité et de vérification de l'état des immeubles et des équipements. Ses conclusions feront l'objet d'un rapport annuel. Pour l'heure, ses investigations ne sont pas étendues au patrimoine de l'enseignement supérieur. M. Bayrou a, toutefois, fait état d'une possible ouverture sur ce point. Avant son adoption définitive, le texte doit encore être soumis au Conseil supérieur de l'enseignement agricole. Le décret adopté, l'observatoire pourrait être installé, estime-t-on au cabinet du ministre, dans le courant du mois de mars avec, parmi ses urgences, l'enquête sur les écoles primaires, puis sur la présence d'amiante et de pyralène dans les bâtiments.

Michel Delberghe

### Une « cohabitation » délicate

Dans son rapport sur l'évaluation des risques majeurs auxquels sont exposés les établissements scolaires, la commission Schléret évoque la sécurité aux abords des écoles, sans retenir spécifiquement les difficultés liées à la « cohabitation » entre un chantier et une école. Cette responsabilité résulte des pouvoirs de police du maire, qui délivre les autorisations d'ouverture de chantiers, après s'être enquis de l'avis de l'inspecteur du travail. Il est clair cependant qu'aucune disposition réglementaire n'est actuellement prévue pour recueillir les observations des établissements susceptibles d'être menacés. Dans le cas de l'accident de Toul, qui s'est produit en centre-ville, dans un entrelacs de ruelles étroites, la conduite de ce type de chantiers aurait nécessité, selon Jean-Marie Schléret, qui s'est rendu aussitôt sur place, des précautions supplémentaires.

Dans l'immédiat, les cours ont été suspendus dans l'établissement au moins jusqu'au début de la semaine prochaine, indique le recteur d'académie William Marois, et des solutions d'accueil sont recherchées dans d'autres établissements de la ville.

La reconstruction ou la remise en état du groupe scolaire Jean-Baptiste-Vatelot, propriété de la congrégation des sœurs de la Doctrine chrétienne, soulevée par ailleurs d'autres difficultés. Géré par une association de gestion, il dépend, pour partie, des trois collectivités responsables, la ville, le département et la région pour chacune de ses activités d'enseignement, primaire, secondaire et professionnelle. Même si les règles de financement des investissements du privé restent strictement encadrées, des mesures d'exception étaient envisagées. Elles seront d'autant plus faciles à adopter que la partie enseignement professionnel de l'établissement est régie par la loi Astier qui accorde une plus grande liberté de financement par les collectivités locales.

## Inondations et tempêtes frappent la moitié nord du pays

LA SITUATION reste extrêmement préoccupante sur le front des intempéries alors qu'une nouvelle perturbation devait traverser le pays vendredi 27 janvier. La pluie tombe depuis maintenant une semaine.

Dans l'Ouest, après une brève accalmie jeudi soir, on s'attendait à une reprise de la montée des eaux, renforcée par les grandes marées du week-end. Selon Météo France, il devait encore tomber vendredi 20 à 30 litres d'eau par mètre carré. Dans le Finistère, à Concarneau, les corps de trois disparus ont été récupérés dans leur voiture dans le port. Mais on recherche encore un Britannique à Gouézec. A Châteaulin, il a fallu établir pendant plusieurs heures un périmètre de sécurité sur une zone de 150 mètres autour d'un magasin où étaient stockés des produits agricoles à base d'ammoniac qui dégageaient des vapeurs toxiques sous l'effet de l'eau.

Dans le Morbihan, à Pontivy, il a fallu évacuer les 60 derniers patients de l'hôpital. A Morannes, dans le Maine-et-Loire, les 80 occupants d'une maison de retraite ont aussi été évacués. En Ile-et-Vilaine, la mairie de Rennes re-

commandait « la vigilance » devant les risques d'inondation. Dans les Côtes-d'Armor, eo Mayenne, dans la Sarthe, en Loire-Atlantique, en Basse-Normandie, dans la Manche, partout l'eau monte. En Eure-et-Loire, l'état d'alerte est maintenu et la ville de Dreux n'a plus d'eau potable depuis trois jours en raison d'un « risque bactérien ». En Seine-Maritime, une coulée de boue a coupé la voie ferrée Bréauté-Fécamp.

### DES RAFALES DE 100 KM/H

Dans le nord et l'est de la France, le spectacle est tout aussi désolant : routes coupées, rues inondées, torrents de boue, sont signalés. Le département des Ardennes a été particulièrement touché par les pluies. Météo France explique qu'une mini-tempête a touché jeudi, en fin d'après-midi, l'est du pays de Dijon à Besançon jusqu'en Alsace, accompagnée de rafales de 100 km/h. Sur le front des inondations, la Meuse a continué de monter et là aussi, des maisons de retraite et une clinique ont dû être évacuées. Dans l'Aisne, en Moselle, dans la Meuse, l'inquiétude

régnait. Mais en Meurthe-et-Moselle, la Chiers est redescendue, jeudi.

En Alsace, relativement épargnée jusqu'ici, le Haut-Rhin a essuyé jeudi dans la soirée un orage court, mais extrêmement violent, qui a provoqué de multiples dégâts sans faire de victimes, en particulier dans la région de Mulhouse. En Franche-Comté, où l'on s'attendait à ce que le Doubs atteigne une cote de 6,35 mètres, le même phénomène a fait s'envoler une vingtaine de toits d'habitations et causé l'effondrement d'un hangar. Il n'y a pas eu de blessés mais un câble de haute tension a été rompu à la suite de la chute d'un pylône. Quatre cents personnes sont privées d'électricité. En Bourgogne, un fort coup de vent a entraîné la chute d'une tôle d'un toit d'un hangar, qui a tué un aveugle.

A Paris, le niveau de la Seine était de près de 4 mètres, seuil qu'elle est susceptible de dépasser. Toutes les voies sur berge sont fermées, rendant la circulation difficile.

L'Allemagne et la Suisse sont touchées elles aussi par les mauvaises conditions climatiques.

## Le programme d'éducation « Socrates » est lancé

Ce dispositif européen de coopération scolaire et universitaire aura un budget de 5,6 milliards de francs sur cinq ans

### BRUXELLES (Union européenne)

Après de rudes négociations, le conseil des ministres des Quinze et le Parlement européen ont décidé, mercredi 25 janvier, d'affecter au programme d'éducation « Socrates » un budget de 890 millions d'écus (5,6 milliards de francs) pour la période quinquennale 1995-1999. Au vu des résultats, ces crédits pourront être révisés dans deux ans. Le Parlement, appuyé par la Commission (Edith Cresson est désormais en charge de ces dossiers), réclamait un peu plus de 1 milliard d'écus.

Par ailleurs, les crédits affectés au programme « Jeunesse 3 » ont été portés à 126 millions d'écus. Ce n'est qu'au terme d'une réunion du « comité de conciliation », qui rassemble une délégation du conseil des ministres et une du Parlement, que ces compromis ont pu être trouvés, les deux instances ne parvenant pas à s'entendre.

« Socrates » est un programme qui rassemble, pour la période 1995-1999, les différentes initiatives de l'Union européenne en matière d'éducation, en particulier l'ancien programme « Erasmus »,

le plus connu, et le programme « Lingua », dont l'objet est l'apprentissage des langues de la Communauté. Les cinq cents universités de l'Union, ainsi qu'environ 1 100 établissements d'enseignement supérieur participeront à « Socrates ». L'objectif de ce programme demeure, comme c'était le cas pour « Erasmus », de favoriser la coopération interuniversitaire et de permettre à une fraction significative des étudiants communaux - la Commission européenne et le Parlement retiennent l'objectif de 10 % - de suivre des cours, durant un semestre ou plus, dans un établissement d'un autre pays.

Dans le cas de la France, ce programme a connu une forte montée en charge. En six ans, 200 000 étudiants en ont profité et 116 000 étaient candidats au départ pour l'année 94-95 (+ 8,3 % par rapport à l'année précédente), ainsi que 8 000 professeurs. Les méthodes de travail dans le cadre de « Socrates » seront quelque peu modifiées. Jusqu'à présent, les universités soumettaient à la Commission des projets mis au point par l'une ou l'autre de leurs facultés. Il est prévu que dorénavant chaque uni-

versité adressera à Bruxelles un programme qui décrira la totalité de sa stratégie de coopération européenne et c'est sur cette base que sera conclu un contrat avec la Commission.

« Socrates », c'est la grande nouveauté, élargit la méthode « Erasmus » au secteur scolaire, 350 000 écoles, 4 millions d'enseignants et 70 millions d'élèves du primaire et du secondaire vont pouvoir être touchés par les programmes européens. L'idée est de faire coopérer des groupes de cinq ou six écoles, sur un thème d'enseignement qu'elles auront choisi, et à partir de là, d'organiser des échanges scolaires (durée 15 jours).

Le programme « Jeunesse pour l'Europe 3 » s'adresse, lui, aux jeunes de 15 à 25 ans en dehors des structures scolaires et universitaires. L'animation culturelle, les séjours dans un autre état membre, la formation d'animateurs socio-éducatifs et l'apprentissage des langues sont quelques exemples d'actions promues, avec un souci particulier en faveur des jeunes défavorisés et menacés d'exclusion.

Philippe Lemaître

هكذا من الأدب



## La consommation de crack augmente parmi les prostituées parisiennes

Chez les toxicomanes les plus démunis, cette drogue est souvent associée à l'héroïne

Une étude de terrain effectuée par l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance (IREP) chez les « travailleurs

sexuels » parisiens révèle une augmentation alarmante de l'usage de crack, étroitement associée à celui de l'héroïne. Ces données cor-

borent les observations de La Boutique, l'une des rares associations qui accueillent les toxicomanes les plus démunis.

LES CHERCHEURS de l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance (IREP) avaient déjà décrit la montée de la consommation de crack dans la capitale (Le Monde du 13 avril 1994). Cette fois, ils se sont attachés à observer les ravages de cette « cocaïne à fumer » dans la population particulière des prostituées. Leur étude consacrée à ces « travailleurs sexuels » a été effectuée de février à septembre 1994. Sur cent cinquante sujets « contactés » par les enquêteurs, cinquante-cinq ont répondu au questionnaire. Premier constat : « Tous ont consommé ou consommé du crack ».

La grande majorité des prostituées interrogées sont dans une situation de précarité (83 %), beaucoup vivent à l'hôtel (41 %) et un tiers n'ont aucun domicile (29 %). Pour 71 % d'entre elles, la prostitution est leur seule source de revenu, les autres bénéficient du RMI ou des allocations familiales d'aide aux parents isolés. Par ailleurs, 60 % n'ont aucune couverture sociale et 56 % ont déjà été incarcérées, 51 % ont déjà fait au moins une surdose et 38 % au moins une tentative de suicide. Plus de la moitié disent ne pas avoir de vie sexuelle privée, un tiers sont contaminés par le virus du sida et un autre tiers présentent un statut sérologique incertain.

Tous les « travailleurs sexuels » interrogés prennent quotidiennement de l'héroïne depuis l'âge de dix-neuf ans en moyenne, qu'ils associent au crack. Les trois quarts de l'échantillon connaissent cette substance depuis 1991 et 65 % en usent tous les jours. Environ un tiers (29 %) dissolvent la préparation dans du jus de citron et l'absorbent. « Ils consomment de l'héroïne parce qu'ils sont dépendants ou pour ne pas être malades », alors que le crack est bon pour le plaisir, ou pour le « flash », précise la recherche de l'IREP. Les deux produits « sont très étroitement associés, l'un permettant d'encourager la consommation de l'autre ». L'arrivée du crack est en outre, selon l'enquête, à l'origine d'un « recrutement de nouveaux sujets pour le travail sexuel ».

Caractérisées par « une accumulation extraordinaire de facteurs sociaux défavorables » combinés à « des situations familiales pathologiques où toutes sortes de traumatismes répétés étaient porteurs d'un devenir hautement menacé », ces

exclus « ne sont nullement en mesure de bénéficier par elles-mêmes des services sociaux et sanitaires », jugés « trop contraignants ». Quant aux institutions spécialisées, elles « ne sont accessibles qu'aux toxicomanes qui formulent une demande de désintoxication », déplacent les enquêtes, qui s'inscrivent de « bébés crack » dans certains services hospitaliers.

« Le seul travail de prévention possible consiste en un travail de rue se basant sur un contact direct entre usagers et travailleurs sociaux », conclut l'IREP, qui insiste sur la nécessité d'une continuité du suivi social et sanitaire et plaide en faveur de lieux facilitant le passage vers des structures au « niveau d'exigence plus élevé ».

Alors que Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé, vient d'annoncer la mise en place d'un groupe de travail chargé d'examiner très rapidement les problèmes posés par la prise en charge des toxicomanes dépendants du crack (en s'appuyant notamment sur « le savoir-faire des équipes de certains départements d'outre-mer »), La Boutique vient de dresser un premier bilan d'activité. Cette structure d'accueil d'un genre pionnier dite « à bas seuil », c'est-à-dire n'exigeant pas de sa clientèle toxicomane l'abandon immédiat de l'usage de drogues, confirme les inquiétudes de l'IREP.

### « LE NETTOYAGE DE STALINGRAD »

Située dans le dix-huitième arrondissement de Paris, à proximité du métro Marx-Dormoy, cette cafétéria-lavabo-bains-douches dont l'accès est gratuit a reçu, entre juillet 1993 et juillet 1994, 1994 personnes : 1598 hommes et 215 femmes. 1188 hommes et 125 femmes ont été traités, et une demi-douzaine d'endroits du même type fonctionnent actuellement en France. Ils accueillent

### La « cocaïne à fumer »

Apparu aux États-Unis au début des années 80 et arrivé en France via les Antilles, le crack est un mélange de chlorhydrate de cocaïne et de bicarbonate de soude ou d'ammoniaque de sodium. Chauffé avant d'être fumé, il provoque à la fois des effets de stimulation psychique et d'anesthésie, mais la violence de l'effet initial s'estompe au bout de quelques minutes. Aussitôt après, le sujet se trouve plongé dans un état de grande tristesse qu'il nomme la « descente » et qu'il le conduit à renouveler la prise de crack. Un gramme de cocaïne (environ 800 francs) équivaut à une dizaine de « cailloux » de crack, vendus 100 francs pièce. Ses ravages sanitaires (troubles neurologiques) se conjuguent à l'apparition de comportements violents.



leurs clients dans des états parfois à peine imaginables.

Les premiers temps, cinq à dix personnes poussaient chaque jour la porte de La Boutique. Elles sont entre soixante et soixante-dix aujourd'hui. L'équipe – quatre personnes dont un psychologue et une éducatrice – a interrogé un échantillon de 176 toxicomanes sélectionnés dans sa clientèle (126 hommes et 50 femmes, entre 25 et 30 ans). Les trois quarts d'entre eux sont de nationalité française, dont « un très grand nombre originaires des DOM-TOM », et 72 % sont sans domicile fixe. 41 % des hommes et 41 % des femmes ont déjà fait l'objet d'une hospitalisation et que 15 % se prostituent régulièrement (56 % d'entre eux n'ont aucun revenu, 27 % perçoivent le RMI, 4 % se déclarent salariés). Parmi les produits consommés, 41 % utilisent le crack, 31 % l'héroïne et 4 % la cocaïne sous sa forme « classique » de poudre.

Pierrette Petit, directrice de l'établissement, explique l'arrivée massive du crack par « le nettoyage de Stalingrad ». « Les dealers sont repoussés du dix-neuvième arrondissement vers le dix-huitième », précise-t-elle. Un peu moins de la moitié des toxicomanes accueillis à La Boutique consomment les drogues dures en les fumant, un tiers se les injectent – 88 personnes disent utiliser chaque semaine plus de trois fois, 34 autres assurent nettoyer quotidiennement leur corps.

« Lieu de repos, de transit et de prévention des risques » pour certains, « tremplin pour entreprendre des démarches » pour d'autres, « l'utilité (de La Boutique) n'a même plus besoin d'être démontrée », conclut Mohammed Tounsi, sociologue et chef de projet, dans son rapport d'activité. Certaines urgences demeurent. Des liens se sont tissés avec d'autres structures spécialisées, un médecin de l'association Charonne s'occupe des visiteurs les plus mal en point, une assistante sociale vient prodiguer ses conseils une fois par semaine. Mais le personnel de La Boutique doit faire face à une demande de soins qui le dépasse. Confrontée à la nécessité d'une hospitalisation d'urgence, l'équipe fait jouer la « débrouille ». Elle a « sollicité à maintes reprises » un poste d'infirmier à temps plein. En vain.

Laurence Folléa

## Le juge Halphen autorisé à enquêter sur l'office HLM de Paris

TRAFIC D'INFLUENCE. Le parquet de Créteil a délivré, jeudi 26 janvier, un réquisitoire suppléant émettant la saisine du juge d'instruction Eric Halphen à des faits de « trafic d'influence ». Le magistrat, qui enquête sur un réseau de fausses factures dans la région parisienne, a désormais la possibilité d'interroger, voire de mettre en examen, d'anciens ou actuels dirigeants de l'office HLM de la Ville de Paris, l'OPAC. Parmi les pièces saisies le 14 décembre par le juge Halphen auprès des services fiscaux de Marseille figurait une série de télécopies provenant de l'OPAC et adressées au promoteur Jean-Claude Méry, homme d'affaires proche du RPR, en détention provisoire depuis le 29 septembre, ainsi que des documents montrant les liens qu'entretenait ce dernier avec Georges Pérol, ex-directeur de l'office HLM et proche de Jacques Chirac (Le Monde du 23 décembre 1994). Alors que la demande de mise en liberté présentée par les avocats de M. Méry devait être examinée par la chambre d'accusation, vendredi 27 janvier, le juge Halphen devrait lui signifier une nouvelle mise en examen, pour « trafic d'influence ».

■ AFFAIRES : la commission des requêtes de la Cour de justice de la République examine le dossier dans lequel sont impliqués l'ancien ministre des affaires sociales, Georges Duflo, son mari, Antoine, et deux membres de son cabinet. M. Duflo est soupçonné d'avoir permis, lorsqu'il était ministre, l'importation en France d'un appareil de radiologie américain (RMN) en échange d'une commission de 2 millions de francs dont une partie aurait servi à financer sa campagne électorale dans le Gard, en 1986. C'est le conseiller rennais, Renaud Van Rymbeke, qui avait instruit ce dossier dans lequel Antoine Duflo, Michel Gagneux, ex-directeur de cabinet de M. Duflo, et Michel Maurice, l'un de ses anciens conseillers, se trouvent mis en examen aux côtés de l'industriel nantais René Trager. La commission des requêtes vérifie si les dossiers qui lui sont soumis justifient que la commission d'instruction de la Cour soit saisie.

### ÉDUCATION

■ MANIFESTATIONS : environ un millier d'aides-soignants, auxiliaires de puériculture et agents hospitaliers et quelque cinq cents étudiants infirmiers ont défilé, jeudi 26 janvier, dans les rues de Paris. Leurs déclarations ont convergé en début d'après-midi devant le ministère de la santé, où elles ont été reçues. Les premiers ont exigé une « claire délimitation des rôles » au sein de l'équipe soignante, la transformation des certificats d'aptitude en diplômes d'État, des rémunérations « convenables » et la titularisation de « tous » les employés précaires. Les seconds ont demandé « de meilleures conditions d'étude », une reconnaissance de leur diplôme au niveau bac + 3, l'alignement de leurs prestations sociales sur celles des étudiants universitaires.

■ UNIVERSITÉS : Claude Allègre, ancien conseiller auprès de Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, nous demande de préciser qu'il est « totalement étranger » au rapport rédigé par Daniel Laurent sur l'enseignement supérieur, et qu'il en « désapprouve de nombreuses recommandations et conclusions » (Le Monde du 25 janvier).

### DÉPÊCHES

■ EUROPOI : la Grande-Bretagne a accepté, jeudi 26 janvier, lors de la réunion informelle des ministres de l'Intérieur de l'Union européenne qui se tenait à Paris, que le terrorisme soit inclus dans les attributions d'Europol, le futur office de police européenne. Toutefois, le terrorisme ne figurera pas dans les attributions d'Europol que deux ans après la ratification de la convention régissant cet office. Les quinze sont convenus d'une réunion, au début du mois de février, d'experts de police et de sécurité afin d'élaborer une stratégie commune.

■ SANS-ABRI : La Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (FNARS) a rendu public, jeudi 26 janvier, un guide répertoriant 1 600 lieux d'accueil, centres d'hébergement et services d'insertion gérés par près de 700 associations. Plus de 34 000 places d'hébergement sont ainsi recensées, dont le quart sont des chambres, studios ou appartements dispersés dans le tissu urbain.

■ IVRESSE : Un automobiliste qui avait été arrêté, mardi 24 janvier, alors qu'il conduisait sans permis et en état d'ivresse, a été condamné, jeudi 26 janvier, par le tribunal correctionnel de Sens (Yonne), à dix-huit mois de prison ferme. René Renaudin, 34 ans, demeurant à Monttereau (Seine-et-Marne), avait déjà été condamné dix-sept fois, dont douze pour conduite en état d'ivresse. Il avait été arrêté au terme d'une course-poursuite avec les gendarmes de Sens.

## Philippe Léotard affirme avoir été « averti » d'une perquisition chez lui

L'ACTEUR et chanteur Philippe Léotard, interpellé et mis en examen en octobre 1994 dans le cadre d'une affaire de trafic et de consommation de cocaïne à La Baule (Loire-Atlantique), aurait affirmé à plusieurs reprises aux enquêteurs et au magistrat instructeur qu'il avait été « averti » la veille de l'arrivée des gendarmes par l'entourage de son frère, François Léotard, ministre de la défense et à ce titre « patron » de la gendarmerie. Le comédien avait été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Le ministre de la défense a précisé, dans un communiqué diffusé jeudi 26 janvier, que « ni lui ni aucun membre de son entourage n'est intervenu » pour avertir Philippe Léotard : « Les propos du comédien ont sans doute été tenus avec l'humour et l'esprit de dérision qu'on lui connaît plutôt que par volonté de contrarier le cours de la procédure. »

## Le procureur général du roi requiert la peine de mort contre six beurs jugés à Fès

FÈS (Maroc) « de notre envoyé spécial » Vive Moulay Hassan, vive Moulay Hassan, vive... Dix fois, vingt fois, Naïma, seule femme poursuivie dans ce procès, a hurlé son slogan pour implorer la clémence d'Hassan II. Le procureur général du roi, qui redonne la position des autorités, venait de réclamer la mort contre six accusés du procès de Fès. Naïma, dix-neuf ans, fait partie de leurs onze complices présumés. Contre eux aussi, le ministère public a fait preuve de la plus grande sévérité en requérant le maximum des peines de prison encourues pour l'aide qu'ils ont apportée aux membres du réseau ayant participé en août 1994 à une campagne d'attentats visant à déstabiliser le Maroc.

Ces réquisitions sont d'autant plus brutales qu'elles arrivent au terme d'une instruction et d'un procès bâclés, bien loin d'avoir établi les responsabilités propres de chacun des accusés (Le Monde des 24, 25 et 26 janvier). Les six jeunes maghrébins promus à la peine capitale ont la particularité d'être tous venus de France, où ils résidaient, pour conduire des actions commandées sur le territoire du royaume chérifien.

Il s'agit des membres du « groupe de Fès » – les Marocains Abdelhamid Garoua et Abderrahman Boujeddi et le Français Kamel Benakcha – qui a tiré sur des policiers

des membres du « groupe de Marrakech » – le Franco-Algérien Stéphane Ali Iddir et le Franco-Marocain Redouane Hamadi – qui est intervenu dans la fusillade meurtrière (deux touristes espagnols tués) de l'hôtel Atlas Asni ; il agit enfin de Marzoug Hamel, du « groupe de Casablanca » chargé d'une action contre les juifs de la ville.

Chacun, dans ces groupes opérationnels, avait des rôles distincts. Qu'ils aient tiré sur quelqu'un ou simplement conduit la voiture utilisée pour une opération, chacun se voit pourtant menacé de peine de mort par le procureur général, comme si l'intention de commettre une action armée en groupe suffisait.

### « Il faut que le Maroc soit ferme et intransigeant »

Pendant les deux heures qu'a duré le réquisitoire, jeudi 26 janvier, Mohamed Bouhou, procureur général du roi, s'est cantonné à des généralités. Selon lui, les accusés appartenaient à « une organisation terroriste » qui a cherché à « déstabiliser le pays, affaiblir son économie et son secteur touristique ».

Le rôle de l'islamisme militant et

militaire, qui animait cette organisation selon le dossier du volet français de l'affaire confiée au juge Bruguière, n'a pas été mis en exergue par le ministère public. Le réseau était dirigé en France par « Rachid », a simplement reconnu le procureur.

Faute d'avoir entendu Rachid, écroué dernièrement en Allemagne, le ministère public n'a pu faire que des suppositions, sans même s'intéresser à ses commanditaires du niveau supérieur. « Le réseau terroriste séjournait à Avignon et son président était Rachid. Il avait des Algériens et quelques Marocains dans ses rangs, qui ont profité de la naïveté et de la misère dans laquelle vivent les jeunes », en France, a résumé à grands traits le procureur. On est bien en deçà des déclarations du ministre de l'Intérieur et de l'Information, Driss Bassri, qui avait, à la mi-septembre, accusé « Rachid » d'être un agent de la Sécurité militaire algérienne.

« Il faut que le Maroc, pays de la démocratie et de l'état de droit, qui respecte l'islam, soit ferme et intransigeant », a ajouté le procureur, en guise de message politique. A l'appui de sa demande de châtiement, il a cité deux versets du Coran : « Dieu ne nous permet pas de tuer l'âme qu'il a créée, sans une raison valable », « Celui qui le fait doit être châtié sévèrement ».

Erich Inciyan

## L'ÉBLOUISSEMENT DES SENS !

**Vol A/R Marrakech 1420F<sup>+</sup>**  
Vol Jumbo Charter

**Itinéraire individuel 4570F<sup>++</sup>**

"Bord Meroc". Vol A/R + 1 nuit à Marrakech + location 7 jours voiture Hertz cat. A + 6 coupons hôtels en demi-pension.

**Circuit en 4x4 dans l'Atlas 4950F<sup>++</sup>**

"La Route de l'Or". Forfait 8 jours/7 nuits : vol A/R Marrakech + circuit 4x4, pension selon programme.

\*Départ 2 mars, retour 9 mars. hors taxes d'aéroport, assurances et frais de dossier. \*Prix par personne, base 2 personnes, départ Paris le jeudi 4.03 au 15.03.95, hors taxes d'aéroport et assurances.

Renseignements et inscriptions dans votre agence de voyages habituelle.

Partir au soleil et demander la lune

jet tours



## Les soldes en série provoquent chez les consommateurs des interrogations sur la notion de juste prix

Industriels et distributeurs cherchent à reconquérir l'acheteur en jouant la carte du service, de la qualité et de la personnalisation

La modération de l'inflation (1,6 %) en 1994 est, en partie, le résultat de la baisse de certains prix. L'an passé, selon l'INSEE, les

appareils de radio et de télévision ont baissé de 5 %, les gros appareils ménagers de 1,5 %, les automobiles de 0,2 % alors que

les légumes ont baissé de 1,8 %, les produits laitiers de 0,6 % et les boissons non alcoolisées de 0,8 %. Exceptionnelle, cette

valse à l'envers des étiquettes modifie le concept même de prix et détermine les relations entre fabricants, distributeurs et

clients. Pris au piège des soldes et promotions en tout genre, les marques tentent de mieux faire valoir leur notoriété.

**RABAIS**, offres spéciales, dé-marchés... Pour attirer un consommateur pressé de ses sous, les distributeurs ont usé et abusé des vieilles ficelles commerciales pour doper les ventes en période creuse. Mais, au fil des mois, les baisses de prix se sont retournées contre eux car les clients, qui y ont pris goût, ne sont pas prêts d'y renoncer.

Les consommateurs qui, depuis des années, achetaient sans discernement ce qu'on leur vendait à grand renfort de publicité sont devenus regardants, soupçonneux, chipteurs. « *Fingres* », assurent certains en constatant que la course aux petits prix - et, même, le marchandage - est en passe de devenir un sport national. En 1992 et 1993, lorsque l'on lisait « *cheap is chic* » (« pas cher est chic ») dans la presse américaine, il était très « *mode* » pour les dames du septième arrondissement d'acheter chez Tati ou chez le soldeur du coin, ces chaînes importées d'Allemagne aussi austères que bon marché.

### LA MANIE DE ZAPPER

Cette pression sur les prix, suicidaire pour les marges des commerçants, a eu pour effet de perturber les rapports entre le vendeur et sa clientèle, qui se sont tendus. A un acheteur méfiant répondait un distributeur un peu méprisant, humilié de voir tous ses efforts réduits à une question d'étiquette. De chaque côté du comptoir est apparue comme une perte d'estime réciproque.

Plus grave encore, trop de baisses de prix ont fini par tuer les prix. Heureusement surpris dans un premier temps par les rabais qui leur permettaient de préserver leur pouvoir d'achat, les acheteurs en sont arrivés à s'interroger systématiquement sur chaque étiquette. Qu'est-ce qui peut fonder un prix susceptible de baisser de 50 % ou davantage en l'espace de quelques jours ? Jacques Perillat, délégué général de l'Institut du commerce et de la consommation, le reconnaît : « *Des soldes à moins 50 %, cela détruit l'idée même de prix* ». La remise en cause de la légitimité du prix a conduit les consommateurs à acheter autre chose, ailleurs, et à un autre moment. C'est ainsi que les marques

nationales ont été délaissées, que les petits commerces ont été désertés au profit des hypermarchés et des « casseurs de prix ». Et que les achats se sont décalés dans le temps, les acheteurs attendant les soldes ou les promotions.

Comment sortir de cette spirale infernale ? Pour le moment, la distribution semble décootencée. Comme le dit Jacques Perillat, « *tout le monde mesure le danger et tout le monde continue* ». Or, la question se pose d'autant plus que le divorce entre la reprise et la consommation confirme les analyses selon lesquelles « *tout ne redeviendra pas comme avant* » avec le redémarrage de l'économie. Faire le gros dos en attendant des jours meilleurs ne suffit pas. Les distributeurs doivent repartir à la conquête d'un consommateur durablement différent, qui zappe d'un commerçant à l'autre et traverse une crise de confiance.

Nombreux sont ceux qui voient le salut dans le service, une des deux grandes portes de sortie évoquées avec la qualité. Le consommateur en veut-il ? Pendant les deux dernières années de crise, il s'en est passé des choses. Entend-on, par le terme de service sous lequel on met les horaires ou jours d'ouverture, l'accueil, le conseil, le « *caddy-boy* » qui porte les pa-

quets etc., autre chose que le confort du client ?

La grande question est aussi de savoir si le service doit être gratuit. Le consommateur est devenu si exigeant qu'actuellement « *il ne veut pas payer plus cher mais demande un service plus grand* », remarque Olivier Gerardon de Vera, président-directeur adjoint de Secodip. Difficile donc d'imaginer qu'il est prêt à déboursier plus, au

moins dans un premier temps. On imagine alors la difficulté qu'auront des commerçants aux marges érodées à financer sur leurs dé-crochers ces nouveaux services... le temps que le consommateur y prenne goût au point d'accepter de les rémunérer !

Pour Jacques Dermagne, patron du CNC (Conseil national du commerce), il y a qu'une manière de sortir de la crise : « *Il faut*

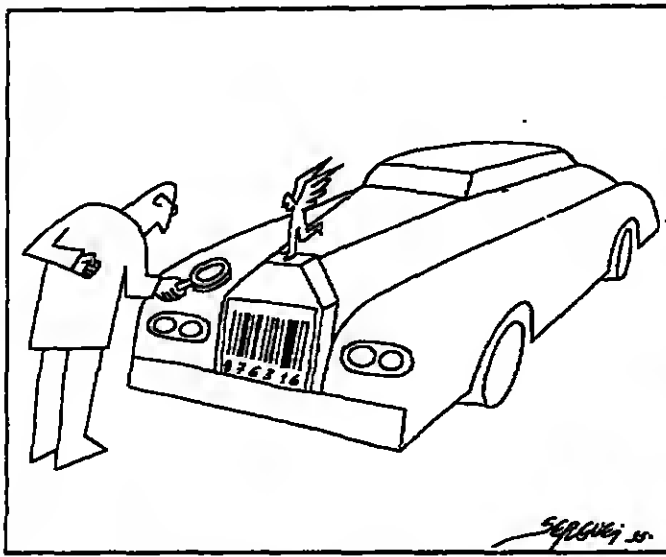
*avoir le courage de donner le choix au consommateur entre les petits prix et les grands services. Et regarder ce qui se passe* ». Il cite les pompes à essence, persuadé qu'une part de la clientèle a encore envie qu'on la serve en carburant, qu'on nettoie la pression des pneus. Et il pose clairement le problème : « *On dit que le consommateur ne veut que le prix, mais comme on ne lui offre pas le choix, on n'a aucune chance de s'en sortir* ».

### VRAIES PROMOTIONS

Tous, en tous cas, sont unanimes. Si service il y a, il doit s'agir d'un vrai service. Car, comme le dit Jacques Dermagne, « *le consommateur est aussi intelligent que l'offreur* ». S'ils se remettent à fréquenter les magasins, « *ça ne veut pas dire qu'ils abandonneront le prix pour je ne sais quel service qui n'existe pas* », avertit aussi Denis Stoclet, sociologue spécialiste de la distribution. Les propos sur les services rejoignent alors ceux sur la qualité, autre porte de sortie généralement citée : « *Le discours sur la qualité n'a de sens que si elle est perceptible, concrète et palpable* », note Olivier Gerardon de Vera. Dans les produits de grande consommation, en tous cas.

Mais ne faut-il pas d'abord reconstituer un rapport de confiance entre le distributeur et le client ? Lorsqu'il analyse les moyens de sortir des excès de ces dernières années, Denis Stoclet estime ainsi que les marchands de meubles - dont certains membres ont abusé des prix cassés - devront tout à la fois pratiquer des prix honnêtes et attractifs et rendre un service. Mais « *pour que ça marche, il faut que l'enseigne soit crédible quand elle affiche son prix* », rappelle-t-il. Dans le textile, pour restructurer l'équilibre saisonnier des ventes et éviter que les clients attendent les soldes, il faut revenir à des vraies promotions s'étalant sur une période donnée et portant sur des articles qu'on ne trouvera plus ensuite. Mais, comme le fait remarquer M. Stoclet, « *il est difficile d'être vertueux, car si on est le premier à le faire, on risque de perdre du chiffre d'affaires* ». Pour beaucoup de chaînes, il y a une autre façon de s'en sortir : « *lancer un rapport qualité-prix, et communiquer sur la performance de ce rapport* », explique Denis Stoclet. Mais « *en évitant que cette image de qualité-prix soit cassée par les soldes*... ». Toujours elles.

Françoise Vaysse



## Les marques se cherchent une nouvelle image

**QUELLE DIFFÉRENCE** fondamentale entre ce paquet de pâtes de marque bien connue et cet autre, meilleur marché, qui ne porte que le nom de l'hypermarché ? Quels ingrédients, quel savoir-faire, peuvent justifier un écart de prix de 50 % par rapport à cette troisième offre « *premier prix* » ? Depuis 1991, les années de vaches maigres se sont accompagnées d'une défiance du consommateur vis-à-vis des grandes marques. Refusant de payer ce qu'il a tendance à considérer comme une simple prime de notoriété liée aux frais publicitaires des industriels, doutant de la valeur intrinsèque des produits de marque nationale, il s'est souvent repêché sur les marques propres aux distributeurs et sur les produits premier prix. D'autant que la qualité des « *marques distributeurs* » ne cessait de s'améliorer et

que leurs emballages copiaient ceux des marques concurrentes.

En juillet 1994, un sondage Secodip réalisé pour le compte du magazine LSA (*Libre Services Actualités*) révélait que, pour 70 % des Français, les grandes marques sont trop chères et que, pour le même pourcentage de consommateurs, la qualité des produits de marque distributeur est équivalente à celle des marques nationales. Pas étonnant, donc, que marques distributeurs et premiers prix se soient aujourd'hui octroyé un peu plus de 36 % du marché des produits de grande consommation, selon les chiffres de l'Institut Nielsen.

### CONTRE-ATTAQUE

Soucieux de resserrer leurs liens quelque peu distendus avec les consommateurs, les industriels contre-attaquent aujourd'hui avec, comme arme absolue, le rapport qualité-prix. Après des années de course au petit prix, affinent-ils un peu, les Français seraient désormais davantage preneurs de produits de qualité, pour peu que la différence à la caisse ne soit pas trop importante. « *Il y a dans notre pays trois millions de chômeurs, donc dix millions de personnes pour lesquelles le prix est un déterminant principal* », affirme-t-on chez Nestlé-France, qui lançait, il y a tout juste un an, des

plats cuisinés surgelés à 10 francs. Nous devions répondre à cette demande et proposer des produits de qualité à prix modéré.

Une fois réduits, à coups de gains de productivité, l'écart de prix avec les marques distributeurs, le discours sur la qualité trouverait un écho, selon les industriels. « *Car les consommateurs ont un grand besoin d'être rassurés sur ce qu'ils achètent* », avance Philippe Kaas, directeur d'OC&C Strategy Consultants. Or les grandes marques offrent une qualité constante, alors que, pour les premiers prix, les hypermarchés changent tout le temps de fournisseurs afin d'obtenir, à un moment bien précis, le meilleur prix sur tel article en telle quantité. « *Par essence, la marque est un contrat de garantie : en cas de problème, on sait à qui s'adresser*... », plaide Jean Lier, président de Pro-mo (association pour la Promotion et la diffusion des marques). Les grands noms mettent aussi en avant leur capacité d'innovation. « *C'est en démodant les imitations que les produits de grandes marques peuvent justifier les écarts de prix* », résume M. Lier. Ces dernières années, conjoncture économique oblige, l'innovation s'était ralentie. Si les industriels y reviennent, c'est qu'ils sont convaincus de la présence, chez les consommateurs, d'une vraie attente de nouveauté,

dès lors que ce n'est pas de la poudre aux yeux, et que les conséquences sur les prix sont limitées », comme l'explique Christian Vivier, responsable des relations extérieures de Procter & Gamble France.

### SOLIDARITÉ PROMOTIONNELLE

Mais innover ne suffit pas. « *Encore faut-il le faire savoir* », avertit Philippe Kaas, persuadé que les marques nationales investiront beaucoup en communication dans les mois prochains. « *Pour justifier concrètement leur prix en faisant la démonstration de leur différence qualitative* ». Pour retrouver une identité également, et se redonner un peu de lustre, « *Certaines marques ont fait des bêtises. En produisant pour les distributeurs des produits qui ressemblaient étrangement aux leurs, elles ont perdu de leur crédibilité, ont fait perdre le doute quant à leur valeur réelle* », dit Bernard Petit, président de l'agence de publicité Grey. Pour limiter le coût de ces investissements en communication, la tendance semble être à la simplification des gammes de produits et des portefeuilles de marques. A l'instar du groupe Danone, qui a écarté l'Alsa, le client au profit de Belin et Lu, il s'agit de se recentrer sur les marques les plus connues, en répondant par ailleurs au désir des consommateurs de voir l'offre se clarifier.

Conséquence pour le moins paradoxale de ces efforts pour fuir la spirale des petits prix : la bonne vieille recette des promotions devrait plus que jamais être appliquée dans les mois qui viennent. Néanmoins, de nouveaux ingrédients vont pimenter cette pratique traditionnelle. Les firmes vont s'efforcer de personnaliser l'offre de rabais « *pour lier des liens plus étroits avec le consommateur* », note Jean-Georges Nicol, directeur des relations extérieures du groupe Danone.

Ainsi, l'opération « *Bingo des marques* » lancée pour la deuxième année consécutive par Danone se traduit par l'envoi au domicile d'une grille à compléter par des preuves d'achat. Les industriels en viennent également à une solidarité promotionnelle de crise. C'est le « *Caddy de cadeaux* » de la Biscuiterie nantaise avec sept autres fabricants indépendants ou le « *Cash des grandes marques* » du groupe Lever allié à cinq sociétés.

P. Kr.

**"GRAND JURY"**  
**RTL-Le Monde**

**DOMINIQUE STRAUSS-KAHN**

ANIMÉ PAR  
**OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC  
**DANIEL CARTON (LE MONDE)**  
ET  
**DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)**

**RTL**

**DIMANCHE 18 H 30**

**DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL-TV**

## Ces odeurs qui font vendre

Dernière trouvaille pour séduire : le marketing olfactif

« *SENTEZ, cela ne sent rien...* » Depuis plusieurs mois, les carburants de Total ne dégagent plus leurs relents d'hydrocarbures mais une subtile « *fragrance fruitée* » pour le gazole, ou « *vanillée* » pour l'essence. Chez Esso, le plein de diesel sent la fraise. Ce n'est pas tout. Certains établissements financiers, pour faire « *cosu* », laissent délibérément flotter des odeurs de cuir parfaitement artificielles. Il est vrai que, depuis que des banques parfument leurs carnets de chèques, l'argent a une odeur.

Aujourd'hui, tout doit sentir bon. Même les produits qui ne sentent rien. Déodorants WC, mouchoirs en papier, jouets ou sacs pour aspirateurs, peintures, moquettes, textiles synthétiques et, bien sûr, les intérieurs d'automobiles. Car les odeurs font vendre. On détermine désormais un « *logo olfactif* », dont la fonction est d'identifier le produit. Les fabricants de parfum ont flairé la bonne affaire. « *Après avoir exploité toutes les ressources de l'audiovisuel, c'est aujourd'hui le champ*

*des odeurs qui est exploré par les services marketing* », note Jacques-Marie Decazes, directeur de la recherche appliquée chez Givaudan-Roure. « *Le parfum est devenu un outil essentiel d'incitation à l'achat, remarque Isabelle Gourdon, acheteuse de parfum chez Unilever. Une lessive est une lessive. Si l'on achète Skip et non Ariel, c'est souvent uniquement pour son parfum* ». « *Dans les supermarchés, les clients se dirigent vers les produits "vus à la télévision"* ». Mais c'est en portant l'objet à leur nez qu'ils prennent finalement une décision », confirme André Slagmulder, professeur à l'Institut supérieur du parfum, de la cosmétique et de l'aromatique alimentaire (ISIPCA). « *On a vu une petite innovation se développer, on la souligne en changeant la senteur du produit. Cela suffit pour modifier l'interprétation du public, et faire passer une lessive pour plus efficace* », confie-t-on chez l'américain IFF (International Flavour and Fragrance). Certains industriels adeptes du marketing

olfactif en sont même venus à parfumer leurs emballages, comme les bouchons d'assouplissants ou de café instantané... avant de réaliser qu'il était tout de même moins coûteux de laisser un paquet ouvert en rayon.

### MÊME LE MÉTRO PARISIEN...

Censés rassurer et relaxer le consommateur, les parfums gagnent commerces et lieux publics. Hôtels, parkings ou cinémas se convertissent au parfum d'ambiance. Même le métro parisien prend ses odeurs très au sérieux. « *Avec le bruit, elles constituent l'un des paramètres essentiels de l'amélioration du confort de nos clients. Elles rassurent...* », analyse Christine Parfait, responsable de la qualité de l'air à la RATP. Toutefois, ajoute-t-elle, « *il faut faire très attention de ne pas générer une nuisance supplémentaire* ». Un très sérieux programme de recherche de trois années a donc démarré sur la « *caractérisation des odeurs et le traitement des nuisances olfactives* ».

Soucieuse de connaître le « *ressenti* » des voyageurs, la RATP a lancé une première enquête auprès de cinq cents voyageurs. Une seconde, à grande échelle, est en préparation.

Marc Pougalan, responsable commercial chez le parfumeur suisse Firmenich, redoute que l'on en fasse un peu trop. « *Il n'y a pas de raison d'odoriser systématiquement des endroits qui ne sentent pas spécialement mauvais* ». Attention, également, aux dérives frauduleuses rendues possibles par les progrès techniques. Diffuser une alléchante odeur de fraises au-dessus de ca-géants de fruits sans goût, répandre des effluves de pain chaud autour d'un simple dépôt-vente, imprégner un véhicule d'occasion d'un parfum de voiture neuve, projeter une senteur « *cuir* » sur des sièges ou des sacs en skaï. Prudence, tout cela est désormais un jeu d'enfant pour les parfumeurs...

Pascale Krémer

هنا من الاصل



nt vendre

STUDIOY BHOLO TENEVA / DESA OHTA-4

(3) Pour tous VP ou VUL immatriculés en France, au nom de l'acheteur, roulant et en règle (carte grise, vignette et assurance valides) au jour de la commande.

**RESEAU  
PEUGEOT**



## DISPARITION

## John Halas

Un grand nom du cinéma d'animation britannique

John Halas, cinéaste d'animation britannique d'origine hongroise, est mort vendredi 20 janvier à Londres. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

De l'intense activité déployée pendant plus de cinquante ans dans les studios anglais par John Halas et sa collaboratrice et épouse Joy Batchelor, subsistera avant tout le long métrage d'animation *La Ferme des ani-*

maux, qu'ils réalisèrent en 1954 d'après le roman de George Orwell.

Né le 16 avril 1912 à Budapest, Janos Halasz, qui a alors déjà fait paraître des dessins dans plusieurs journaux parisiens, débute dans le cinéma au côté du cinéaste d'animation hongrois George Pal, qui deviendra par la suite réalisateur de films de science-fiction à Hollywood. En 1935,

après deux années passées dans une école d'art graphique, il crée son propre studio et réalise plusieurs films publicitaires. L'année suivante, il est invité à Londres, où il rejoint les rangs de la British Animated Films. En 1940, il fonde avec son épouse la Halas and Batchelor Company.

Pascal Mériegeau

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 26 janvier sont publiés :

● Péages : un décret relatif aux péages autoroutiers. Ce texte prévoit que l'évolution des tarifs des péages autoroutiers est intégrée aux contrats de plan signés entre l'Etat et les sociétés concessionnaires. De cette façon, les tarifs sont établis pour cinq ans, au lieu d'être fixés chaque année. Leur augmentation devrait être comparable à celle de l'inflation, sur la période 1995-1999 (*Le Monde* du 12 janvier).

● Agriculture : un décret relatif aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs. Ce texte précise certaines

dispositions de la loi de modernisation de l'agriculture, censée faciliter l'adaptation de ce secteur aux nouveaux enjeux internationaux et communautaires. Il cherche à favoriser l'installation des jeunes agriculteurs, par le biais d'allègements fiscaux. Un arrêté modifie, en outre, le montant de la dotation d'installation attribuée aux jeunes agriculteurs.

Au Journal officiel du vendredi 27 janvier est publié :

● Agriculture : un arrêté instituant un comité scientifique auprès du ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Cette instance devra éclairer les choix politiques, scientifiques et pédagogiques du ministère, des éta-

bissements d'enseignement supérieur ainsi que des organismes de recherche publique.

## NOMINATION

## NATIONS UNIES

Henri Carsalade a été nommé sous-directeur général à la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, où il dirigera le département du développement durable qui vient d'être constitué. Agronome de formation, M. Carsalade a été, de 1990 à 1993, directeur général du Cirad, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

## AU CARNET DU MONDE

## Naissances

Nathalie RAMEL et Jean-Marie NEUMULLER sont heureux d'annoncer la naissance de

Chloé,

le 19 janvier 1995, à Basse-Terre (Guadeloupe).

## Décès

M. Marcel Belaiche, sa mère, M. José Belaiche, son épouse, Stéphane, Frédéric, Grégory et Nadia, ses enfants, M. Michel Davy et M. né Charlotte Belaiche, sa sœur, Agnès et David Caffin, Charles et Evelyne Heibronner, ses neveux et nièces, M. Suzanne Morjean et Lucienne Oualid, ses tantes, Le docteur Henri Oualid, son cousin, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

José Joseph BELAICHE,

né à Alger,

assassiné à l'âge de cinquante-six ans, à Alger, le dimanche 22 janvier 1995.

L'inhumation a eu lieu le mardi 24 janvier, en présence de M. l'ambassadeur de France en Algérie, dans le carré familial du cimetière israélite de Saint-Eugène, à Alger.

17, rue Agheno-Kouba, El Biar, Alger, 18, rue d'Annale, 75009 Paris.

Pierre Laurent, président, Et les membres du conseil d'administration de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, Le délégué général, Et le personnel de la Fondation nationale, Les directrices et directeurs des maisons, Et le personnel, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre DHOMBRES,

secrétaire général de 1966 à 1976.

La direction du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), La Fédération de Seine-et-Marne du MRAP, ont la tristesse de faire part de la disparition de

Robert GRIBENSKI,

le 23 janvier 1995.

Né en 1928, Robert Gribenski créa et développa les activités du Comité de Melun-Dammartin-les-Lys et de la Fédération de Seine-et-Marne. Il représenta son département au Conseil national du MRAP avec un engagement exemplaire.

Les obsèques auront lieu le samedi 28 janvier, à 11 heures, au cimetière de Moulignon, commune de Saint-Fargeau-Pontbriery (Seine-et-Marne).

Il avait fait sien cette pensée de Primo Levi :

" Qui n'a pas de mémoire n'a pas d'avenir."

Le MRAP s'associe à la douleur de sa famille.

François, Jacques, Vincent et Bernadette Marthelot, Et les membres du conseil d'administration de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, Et le personnel de la Fondation nationale, Les directrices et directeurs des maisons, Et le personnel, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre MARTHELOT,

directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, délégué général à la CIUP, de 1967 à 1977,

le 18 janvier 1995.

L'inhumation a eu lieu le 23 janvier, dans l'intimité, à Vézelay (Yonne).

Une messe à sa mémoire sera célébrée le 3 février, à 18 heures, au cimetière de Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13.

Résidence Melun, 65, rue du Javelot, 75013 Paris.

Pierre Laurent, président, Et les membres du conseil d'administration de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, Le délégué général, Et le personnel de la Fondation nationale, Les directrices et directeurs des maisons, Et le personnel, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre MARTHELOT,

délégué général de 1967 à 1977.

décédé le lundi 16 janvier 1995, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 19 janvier.

Une messe à son intention sera célébrée le jeudi 9 février, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. Michel Giteau, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, président du conseil régional d'Ile-de-France, Les vice-présidents, Les présidents de groupe, Et l'ensemble des conseils régionaux, Le personnel du conseil régional, M. Roger Courbey, président du Conseil économique et social de la région Ile-de-France, Les membres du bureau, Et l'ensemble des conseillers économiques et sociaux, Présentent leurs condoléances à M. Paul Delouvrier, et s'associent à la tristesse de la famille de

M. Paul DELOUVRIER, ancien délégué général du district de la région de Paris, ancien préfet de la région parisienne, ancien président de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris, grand-croix de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

décédé le lundi 16 janvier 1995, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 19 janvier.

Une messe à son intention sera célébrée le jeudi 9 février, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

(Le Monde du 18 janvier.)

Le 18, rue Falguère, 75001 Paris 18

Renseignements : 40-66-23-94 ou 40-66-23-98

Télégramme : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 95 F

Communications diverses : 110 F

Thèmes divers : 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

## Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt

JARD, DE L'OBSERVATOIRE  
M<sup>re</sup> ST-JACQUES 160 M<sup>2</sup>  
lv. cble, 3 chbres, cuis, 2 bns.  
1, rue Cassini  
Samedi, dimanche 14 à 17 h.

14<sup>e</sup> arrdt

ALÉSIA 20 R. + bureau  
CHAMPE DE L'ANCIEN  
2<sup>e</sup> et dernier ét., 4 appcs.  
Tels. 01-42-50-00 F.  
A SAISIR - 42-50-01-01

ALÉSIA

Bel immeuble 1900  
Av. Jean-Moulin  
Séjour d'été, 2 chbres, cuis.  
1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étages, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bns.  
prof. llo, possible  
FAIRE OFFRE  
PREBAIL  
43-80-35-04

15<sup>e</sup> arrdt

Convention locat. 88, dern. ét.  
gd 3 p. en duplex, locaux, bns.  
bureau 85 m<sup>2</sup> - 43-35-18-36

16<sup>e</sup> arrdt

PROX. INTERESSANT  
M<sup>re</sup> PTE DAUPHINE  
riche 1<sup>er</sup> ét., cuis., 42 m<sup>2</sup>, lv.  
double, bns. bns.  
2, rue de NOISE  
Samedi, dimanche 14 à 17 h.

18<sup>e</sup> arrdt

PLACE DU TERTRE  
1<sup>er</sup> studio, pied à terre  
110 000 F. Tel. : 42-27-38-30

province

Affaire unique, vds appc  
CANNES 97 m<sup>2</sup> + liv.  
vue impren., par. 1<sup>er</sup> bns. réduits  
2<sup>e</sup> p. possible d'échange pour  
Paris, contact 93-43-57-24  
93-43-84-90 - 33-29-53-33

appartements

achat

Recherche 2 à 4 p. PARIS.  
Préfér. RIVE GAUCHE  
PAE. CONTACT chez notaire  
48-73-34-42 même la soir

immobilier d'entreprise

parking

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATION  
à tous services 42-50-01-01

MERCREDI 1<sup>er</sup>

daté 2 FÉVRIER  
SPÉCIAL  
78, 92, 94

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE  
L'Agence Nationale pour l'Emploi  
vous propose une sélection de collaborateurs :

● INGÉNIEURS toutes spécialisations  
● CADRES administratifs, commerciaux  
● JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CAORE IMMOBILIER - 50 ans - Troisième cycle droit immobilier + ICH spécialiste mutations, locations, évaluations - 30 ans d'expérience gestion et transactions immobilières (négociations, montage dossiers financiers, expertises...) - Rompu relations haut niveau - grands comptes - Disponible.

PROPOSE : Compétences à toutes entreprises désirant créer ou développer activités nouvelles ou améliorer son patrimoine - Paris ou région parisienne (Section JC.B.2620).

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :  
5, rue Emile-Alex 75017 PARIS  
TEL. : 45-74-90-01  
FAX : 45-74-90-02

ANPE

ANPE

ANPE

ANPE

ANPE

ANPE

ANPE

ANPE

ANPE

ANPE

ANPE

ANPE

ANPE

## L'AGENDA

biographie  
BIOGRAPHIE PRIVÉE  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

au pair  
Roch. J.F. au PAIR pour un on-  
ne, permis de conduire,  
français, anglais et espagnol.  
Ecrite à Jony Zolopov  
au 4915, 1<sup>er</sup> av. SO  
Quai Foch  
33707 E.U.

Vacances,  
tourisme, loisirs  
SKI DE FOND  
HAUTJURA, 3 h de PARIS TGV

YVES ET BIANCA VOUS ACCUEILLONT  
dans une org. formée de 1000  
Grand confort, ambiance conviviale,  
table d'hôte, prod. local, et rég.  
chambre avec, 2 bns, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bns.  
Tels : 118 93 38 12 51 ou 42 21 11 11  
USCIBUO, 12500 ALONJUE

CADES et DRIGENTS  
Alimentation  
pour le commerce  
le CHINQ  
Vins et avec plaisir  
CHINA LANGUE EXPRESS  
Formation continue  
Tel. 42 21 11 11, fax 42 21 11 11

知道

CADES et DRIGENTS  
Alimentation  
pour le commerce  
le CHINQ  
Vins et avec plaisir  
CHINA LANGUE EXPRESS  
Formation continue  
Tel. 42 21 11 11, fax 42 21 11 11

知道

CADES et DRIGENTS  
Alimentation  
pour le commerce  
le CHINQ  
Vins et avec plaisir  
CHINA LANGUE EXPRESS  
Formation continue  
Tel. 42 21 11 11, fax 42 21 11 11

知道

CADES et DRIGENTS  
Alimentation  
pour le commerce  
le CHINQ  
Vins et avec plaisir  
CHINA LANGUE EXPRESS  
Formation continue  
Tel. 42 21 11 11, fax 42 21 11 11

知道

CADES et DRIGENTS  
Alimentation  
pour le commerce  
le CHINQ  
Vins et avec plaisir  
CHINA LANGUE EXPRESS  
Formation continue  
Tel. 42 21 11 11, fax 42 21 11 11

知道

CADES et DRIGENTS  
Alimentation  
pour le commerce  
le CHINQ  
Vins et avec plaisir  
CHINA LANGUE EXPRESS  
Formation continue  
Tel. 42 21 11 11, fax 42 21 11 11

知道

CADES et DRIGENTS  
Alimentation  
pour le commerce  
le CHINQ  
Vins et avec plaisir  
CHINA LANGUE EXPRESS  
Formation continue  
Tel. 42 21 11 11, fax 42 21 11 11

知道

CADES et DRIGENTS  
Alimentation  
pour le commerce  
le CHINQ  
Vins et avec plaisir  
CHINA LANGUE EXPRESS  
Formation continue  
Tel. 42 21 11 11, fax 42 21 11 11

知道

CADES et DRIGENTS  
Alimentation  
pour le commerce  
le CHINQ  
Vins et avec plaisir  
CHINA LANGUE EXPRESS  
Formation continue  
Tel. 42 21 11 11, fax 42 21 11 11

知道

CADES et DRIGENTS  
Alimentation  
pour le commerce  
le CHINQ  
Vins et avec plaisir  
CHINA LANGUE EXPRESS  
Formation continue  
Tel. 42 21 11 11, fax 42 21 11 11

知道

## ASSOCIATIONS

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

Appel  
Colloque International  
18, rue de Valenciennes  
Tel. : 42-52-32-16

## CASHMERE HOUSE

ALEXANDRE SAVIN

Depuis 1963

Le spécialiste du 100% pure Cashmere

SOLDE

POUR FEMMES POUR HOMMES

Le respect de la qualité, un investissement sur

2 rue d'Aguesseau - 75008 PARIS

Angle 60 Faubourg Saint-Honoré

## GUIDES

## Le Monde de l'éducation

GUIDES

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

Le Monde de l'éducation

مكتبة من الأدب



# HORIZONS

ENQUÊTE

**Dans les taxis collectifs de la capitale égyptienne, on parle boulot-métro-dodo, mort, amour et jalousie. Des millions de personnes empruntent chaque jour ces transports en commun, lieux de colères, de rires et de confidences**

**A**U volant de sa Toyota, Choukri, la djellabah grise et la moustache avenante, hèle, « fils de chaus-sure ! », un enfant accroché à l'arrière d'un bus. « Fils de chaus-sure, tu vas descendre de là ! » Il est 10 heures du matin et les rues d'El-Dokki, au nord de la ville, s'ankylo-sent comme d'habitude dans la douceur et la chaleur. Les voitures, les bus, les taxis, la foule de tous côtés vont, viennent, s'en-trechoquent et se ralentissent dans les injures, les moqueries. « Et toi, qu'est-ce que tu t'imagines ? Que tu vas t'envoler au-dessus des ba-gnoles ? », lance le chauffeur à ce-lui d'une Mercedes. A l'intérieur du minibus, le taxi collectif de Choukri, deux adolescents feuilletent la « La Motité du monde », hebdomadaire en couleur. L'une parle du ministre de l'Agriculture. « Tu sais que, en plus, il est peintre. » « Ah bon ? », fait l'autre. « Quoi ! tu ne connais pas ton mi-nistre de l'Agriculture ? » Les deux jeunes filles éclatent de rire.

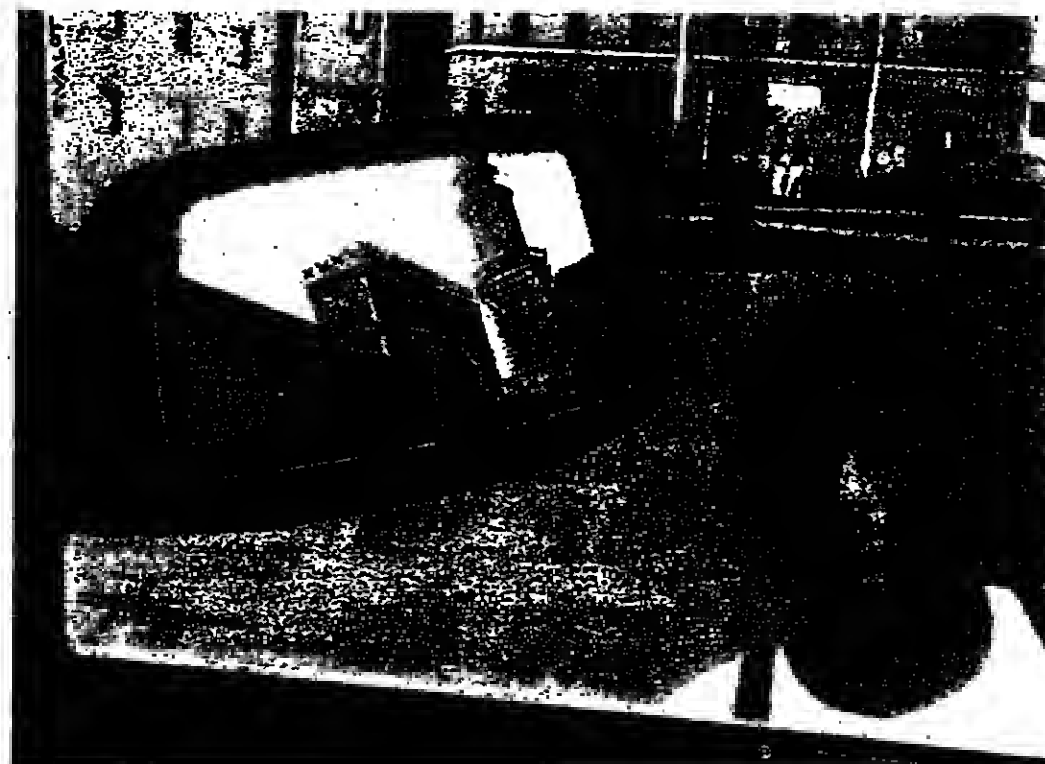
Une femme remarque dans la rue un piéton avec un beau blou-son en cuir. « Ma mère est grosse. Elle a essayé un blouson, ça la ren-dait encore plus grosse ; elle l'a acheté quand même ! ». Une autre femme secoue son enfant qui s'est endormi : « Réveille-toi. Regarde ! Regarde le maillon ! », dit-elle en désignant son mari. Choukri re-prend le refrain d'une chanson-nette dont il a mis la cassette : « Est-ce que c'est comme ça, au dé-but, quand tu restes debout toute la nuit et que tu chantes pour elle ? ».

On estime que sur les treize mil-lions d'habitants du Caire, près de huit millions de personnes em-pruntent chaque jour les trans-ports en commun. Huit millions pour une seule ligne de métro et 3 000 autobus en circulation. « On n'a pas vraiment le choix. Le bus, c'est mission impossible ; le taxi in-dividuel, c'est hors de prix. Sans mi-nibus, tu restes chez toi », explique Ahmed, un étudiant du centre-ville qui a envie de dormir chez sa copine, près des pyramides, c'est-à-dire à plus d'une heure et demie de route de la grande place Tahrir.

**D**eux cadres supérieurs arrivent justement, l'al-lure pressée, sur cette place centrale, l'une des prin-ci-pales stations de ces taxis-four-gonnettes privés dont on évalue le nombre à 15 000 dans la capitale. Elle, le brushing soigné : « C'est fou, ce matin, impossible de sortir de Ramsès [autre grande place du Caire] avec la voiture. » Lui, en complet-veston : « Moi, je n'avais pas la minne, aucun taxi n'a voulu m'amener ici. » Une vieille femme méridionale à travers la portière : « Que Dieu te protège des maladies et des scandales. » « Va travail-ler ! », lui répond la passagère. « Mais elle est pauvre ! », lui souffle son collègue. « Non, y a plein de travail, va travailler ! » répète-t-elle.

Le minibus démarre, quatorze personnes se partagent dix places sur trois banquettes recouvertes d'un plastique imitant l'alumi-nium. Un enfant assiste le conduc-teur, à tête dans la rue, annonçant à la fois sa destination aux pié-tonniers. « Maadi, Maadi ! », tout en allumant au-dessus des passagers une lampe qui tourne sur elle-même en émettant des lumières rouges, bleues, vertes. On aime, dans le véhicule, la jeul music, mu-sique métissée, pop égyptienne électrisée, interdite de radio et de télévision, dont les tubes se font et se défont dans les taxis collectifs et individuels, dans les cafés aussi : « Qui n'as pas fait perdre notre propre vie ? » « Euh... toi, éh... moi ? » « Amoureux blessés, on fait tellement de conneries... »

Le minibus longe un bras du Nil et un bateau de croisière désaffec-té, puis une sorte de marais, deux palmiers, un minaret, des grues à l'horizon, des immeubles en construction. Un palais maure, un autre arts déco, de petites mai-sons, une série d'immeubles rési-dentiels, un vieux village, un ac-quéduct, des cubes de planchers, de plafonds en béton, des routes, des pelouses, des highways, auto-rou-tes suspendues dans la ville. Des fontaines brouillent un mor-ceau de pelouse entre deux lampa-daires sous un échangeur routier. Les deux cadres supérieurs re-gardent, indifférents, à travers la



## Paroles du Caire

vitre. Elle lui parle d'hiver et de vi-tamine A. Puis les silences, la chanson.

Lui, d'un coup, raconte le fait di-vers du « garçon épileptique retrou-vé mort dans un orphelinat, mangé par les rats ». Il trouve incroyable que la presse ait tenté de dissimu-ler l'« attaque des rats » : « En France, ils ont eu une affaire de sang pollué, trois cents personnes ont été tuées : le ministre s'est pris quatre ans de prison. » Elle répond, le regard vague : « Bien sûr, là-bas on ne prend pas les gens pour des cons. » Le taxi traverse Maadi, quartier de villas et de jardins construits au début du siècle pour les étrangers. Le couple descend là pour aller travailler. Plus loin, au terminus, des ouvriers dorment des coups de pelle dans un mon-ticule d'ordures. Au-dessus d'eux, une publicité pour un congélateur consigne : « Ton premier et dernier choix, Electrostal. » Une quinzaine d'hommes attendent, accroupis, une camionnette qui voudrait bien venir les embaucher pour un tra-vail à la journée. Le café, en face, s'appelle Famille Heureuse Pepsi-Cola. Le minibus repart pour le centre-ville.

Loin, très loin dans le désert, les immeubles sont alignés au carré, les chantiers ne sont pas tout à fait terminés mais déjà des vendeurs de nougat, de saucisses et de foies grillés occupent l'espace de ce qui sera la grande place d'El Tahrir.

nouveau quartier, paradis des classes moyennes, encore hanté par les bulldozers et traversé par une « quatre-voies » qui se perd dans les dunes et l'horizon blanc. Les deux hommes qui ont pris place dans le taxi-fourgonnette ne prêtent guère attention aux danses du ventre de la comédie musicale qui passe sur une minifré. Non, ils sont plutôt déçus par leur cousin Said, parti travailler en Arabie saoudite et qui a fait la bêtise de placer ses économies ici dans un appartement du désert. « T'as vu quelque chose de bien vers Maadi ou au bord de l'autoroute. » Sur la banquette arrière, Yasmine, une lycéenne volée, confie à voix basse à sa copine que son ami « veut continuer à [la] connaître ». « Ça va vous mener à cette his-toire ? », s'inquiète l'autre. « Au début, c'était très intéressant, main-tenant j'ai peur, dit Yasmine. De toute façon, s'il se présente à mon père, je le connais, mon père n'acceptera jamais. » Et toi, quoi que ce soit d'autre tu n'acceptes rien, tu en-tends ? La jeune fille acquiesce, dit qu'elle a pensé désormais des-cendre de chez elle le matin avec son cousin : « Il n'osera plus se montrer. »

Dans la rue, une femme en veste imitation léopard est accompa-

gnée de son mari en djellabah, d'autres se promènent en tailleur, d'autres volées, d'autres en robe à fleurs. Un marchand de plafon-niers a incrusté ses modèles en stuc sur sa façade, son voisin a fa-briqué des arbres en assemblant les dizaines de pots d'échappe-ment qu'il vend. Des charrettes de roseaux, de sacs de farine, de têtes et de viscères de montons se mêlent aux vieilles Peugeot, aux nouvelles Toyota. Une camion-nette s'échappe avec une cargai-son de fauteuils dorés. Le chauffeur du minibus croise un collègue ami, s'arrête et lui demande, igno-rant les klaxons : « Alors, cet ac-cident, comment ça s'est terminé ? » Les lycéennes de la banquette ar-rrière regardent la rue, songeuses : « Tu as vu ce type ? Chaque jour, il enlève les fringues de sa vitrine et chaque jour, il en met des nouvelles comme s'il vendait tout dans la journée. »

**U**ne grosse dame, assise près de la portière, se prépare à descendre pour permettre à un jeune de sor-tir, mais celui-ci est déjà passé par la fenêtre. Elle se retourne, éton-née, vers les autres passagers qui, eux, attendaient sa réaction pour enfin rigoler. Une autre femme parle tout haut, dit qu'elle a envie de se faire du cocher, mélange de riz, de macarons et d'oignons grillés. Deux hommes se racontent que Said n'a pas eu de chance,

qu'« ils lui ont piqué sa dynamo, ses freins, ses pneus ». Le chauffeur montre aux passagers la rue d'à côté entièrement bloquée il y a six mois : « Eh bien ! tant pis, ils la re-font aujourd'hui ! Il y en a qui veulent vraiment croquer. »

Un poissonnier entre, le pantalon plein d'écaillés et ne trouve pas d'endroit où s'asseoir. Le conducteur invite sèchement un garçon assis sur la banquette du milieu à rejoindre le fond déjà sur-chargé. Le garçon s'écroule, prend le minibus à témoin : « Mais pour-quoi il me gueule dessus, je suis prêt à y aller, moi ? » Le poissonnier s'assoit en équilibre sur une demi-place. « C'est une chaise faite de vide, ça ! ». Une femme sort un kleenex, le pose discrètement sous son nez. Le chauffeur marmonne sa mauvaise humeur : « boulot de merde, fait chier de travailler comme ça », il hurle contre un pié-ton qu'il a failli écraser en le traitant de « monument ! ».

A Ashaoui, il n'y a pas de rues mais seulement des maisons, des immeubles qui ont poussé dans tous les sens, sortis de la terre bat-tue et formant un quartier de pe-tits employés, de nouveaux ar-rivés. Quatre vendeurs d'un ma-gasin d'Etat ont fini leur jour-née, s'installent dans le minibus qui mène à la place Ataba avec l'envie de se taquiner. « Tu as ter-miné plus tôt, toi ? Comment ça se fait que tu sois là ? ». « Je fais un extra. » L'un d'eux, Ossama, ra-

ces mêmes ne savent rien. Ce qui les intéresse, c'est la bouffe, les clopes, la drogue, le fric. »

Deux maçons parlent de leur chantier. Une femme, du mariage de sa fille qui est en train de capoter : « Elle est revenue chez moi ; un jour, il l'a obligée à lui donner un de ses bracelets, il dit qu'il la rembour-sera. » Des écolières rendent une visite à une amie, l'une avec des nringes, l'autre avec un chnu fleur. Un couple se dispute sur les avantages et les inconvénients d'un commerce sédentaire ou am-bulant. Une femme est décidée à reprendre les 300 livres (environ 230 francs) qu'elle a versées à l'Etat pour payer un emplacement de marché dont elle attend l'attri-bution depuis trois ans. Deux hommes commentent la réussite locataire d'un ami fabricant de chaussettes à Assouan : « main-tenant avec les tennis Arigo... ils ar-rivent à en faire en incrustant dans les semelles des petites ampoules qui s'éclairent, tout le monde en avait pour l'Aïd » (fête de la fin du rama-dan). Une adolescente raconte qu'elle a été harcelée au téléphone pendant trois mois : « Il me disait : je veux juste entendre ta voix » - jusqu'au jour où son père a menacé le plaisantin en criant : « Petit fou qui habite avec les fous, je sais qui tu es, je vais aller te trouver. » Une passagère plus âgée trouve que l'autre a bien de la chance parce que le sien « ne s'est jamais arrêté, il appelle à des heures im-possibles, 3 h, 4 h du matin. »

**U**ne autre parle d'une amie qui « n'est pas or-ganisée, elle a mis un ca-napé sous un escalier, un autre à côté des chaises, comment veux-tu qu'elle reçoive des invités ? » Le père de Helmi est mort, « on a fait venir un bulldozer, on a nettoyé la rue, on l'a recouverte d'un beau sable blanc ». Une mère trouve que sa fille de deux ans prononce

« Dieu seul sait ce qui se passe dans les maisons des gens, mais sa femme, vous avez vu comme elle est jalouse. Et en plus elle est grosse comme nous trois »

conte longuement une histoire de papiers qu'« un type, le genre à ar-rêter les bateaux en marche, ne veut pas donner à (sa) femme pour qu'elle arrête de travailler. » Four-tant, il « aimerait bien qu'elle reste à la maison », sa femme. Une col-lègue, plutôt jolie, maquillée, l'écoute d'une oreille distraite et lui lance, ironique : « On est arrivé à Malek El Saleh, tu descends là d'habitude. » « Ça va, faut le dire si je suis lourd avec mes histoires », dit Ossama en sortant.

« Il n'est pas normal en ce mo-ment. Dieu seul sait ce qui se passe dans les maisons des gens mais sa femme, vous avez vu comment elle est jalouse ? » commente la jeune fille. « En plus, elle est grosse comme nous trois » ajoute son amie. A Ataba, dans les lumières, les murs de robes et les montagnes de casseroles, une passagère loup-se sa sortie et la chute est specta-culaire, - un minibus s'arrête rare-ment, on le prend et on le quitte en marche - : « Ça va pas, non ? tu dois regarder ce que tu fais », crie-t-elle au chauffeur, étalée par terre. Les passagers s'esclaffent, un vieil homme prend à partie l'enfant qui seconde le chauffeur : « Toi aussi, tu dois faire attention. » L'enfant répond : « Je lui ai dit de s'arrêter, qu'est-ce que ça peut me faire ? ». La suite du trajet se transforme en jeu, le vieil homme faisant mine de jeter l'enfant dans le vide : « Fais gaffe, parce que si tu ne fais pas attention, je te fais bas-culer... ». Certains, devant, disent que « ce chauffeur est un paysan, (que) tant à l'heure, il voulait prendre des gens sur le toit », tandis qu'à l'arrière, un passager ne sup-porte pas les paroles de la chan-son, poussée à fond sur l'auto-ra-dio : « Mon destin, tu es devant moi mais je ne te vois pas. » « Tu vas baisser un peu, oui ? »

L'enfant met une cassette de la chanteuse Nagnat El Saghira, un classique moins risqué et le passa-ger mal hné engage la conversa-tion avec son voisin, un homme en cravate, lunettes fines, la barbe soigneusement taillée : « J'espère qu'on va tomber sur un policier et que ce chauffeur va se faire choper parce qu'on est beaucoup trop là-dedans. » L'homme barbu ac-quiesce. L'autre poursuit : « Tous

bien les « ! », « pas comme sa co-pine, on ne sait pas ce qu'elle a. »

Un homme a dépassé la station de police où il voulait s'arrêter mais les dix personnes du minibus le consolent : « Tu vas descendre là, tu verras, les gens connaissent, c'est certain, ils t'indiqueront. » L'homme descend et pendant quelques minutes, les passagers répètent qu'il, à la Isière de la Ci-té des Morts, il trouvera son che-min, « c'est certain ». Le minibus file sur Mostorod, roulant plus d'une heure à travers les entre-pôts, les usines, les chapelles et les mosquées. Les maisons construites les unes sur les autres donnent l'impression d'être des immeubles aux étages décapités, prêts à s'écrouler. Sur les murs, un slogan « ma saur est musulmane, le voile est un devoir » et à l'entrée d'une mosquée, l'inscription « l'is-lam est la solution ».

Le chauffeur crie contre la vo-ture qui hésite à contourner un bus recouvert d'une publicité pour le frigidaire « Idéal ». « Mais qu'est-ce tu fais ? Passe l'Idéal ! », dit-il désignant l'obstacle. Un homme de Mostorod a acheté une carcasse de voiture avec les roues, les pneus ; il dit que « le moteur viendra, peut-être un Toyota ». Deux sœurs jumelles étourdies demandent à s'arrêter au bout de cent mètres, ce qui fait dire au chauffeur : « Je n'aime pas les éco-lières ». Un bus apparaît énorme, fille de quelques centimètres, ar-rache un rétroviseur et disparaît aussi vite, le klaxon vibrant comme une corne de brume.

En bas, sans terre, dans le centre-ville, la station de métro « Sadate » est propre, neuve, par-sennée de policiers qui interdisent de fumer. Les rames sont sûres, ré-gulières, les passagers attendent sur les quais devant des écrans vidéo. Ils regardent Laurel et Hardy, La Panthère Rose, un bétisier d'images d'amateurs, de débâcles et de faux gags saisis dans des fa-milles d'Américains moyens. Les gens sourient, restent silencieux et montent dans le wagon, la tête en-core tournée vers l'image vidéo. Une dernière ligne de métro est en cours de construction.

Dominique Le Guilledoux



## Le pari de la République

par Philippe Séguin

**P**OURQUOI le cachet ? Charles Millon et moi n'avons pas toujours été d'accord sur nombre de sujets au cours des dernières années : du jugement sur la décentralisation aux dossiers européens, nous avons défendu des positions divergentes, voire opposées. Notre désaccord a culminé avec la campagne pour le référendum de Maastricht, au cours de laquelle il m'adressa une lettre ouverte pour me mettre en garde contre un rejet du traité.

Pour autant, le souvenir de nos joutes et de nos combats communs menés dans les premiers temps de l'expérience socialiste de 1981 ne s'est jamais dissipé et une estime réciproque nous a toujours liés, au-delà des vicissitudes de nos engagements. Plus important encore, ce respect mutuel trouvait sa source dans une adhésion partagée aux valeurs de la République. Et c'est précisément cette inspiration que j'ai retrouvée à la lecture de *La Tentation du conservatisme*.

Il est temps que cesse la mêlée confuse qui voit le président gouverner, le gouvernement légiférer, le Parlement enregistrer

Loin de moi l'idée de gommer ou de passer sous silence certains choix qui continuent à nous séparer de manière radicale, notamment en ce qui concerne le fédéralisme européen. Mais ce qui me frappe avant tout, c'est la convergence sur le diagnostic porté sur la situation actuelle de la société française ; c'est l'identité de l'objectif poursuivi, à savoir la restauration de l'État républicain ; c'est enfin une même volonté de réaffirmer l'autonomie et le pouvoir de décision du politique.

Le diagnostic en premier lieu. Comment ne pas reconnaître notre pays dans le tableau qu'en dresse Charles Millon ? Derrière les supposés fondamentaux mis en avant par les autorités monétaires se profilent des réalités bien différentes : près de trois millions et demi de chômeurs, dont les deux tiers sont victimes d'un chômage structurel ; deux millions et demi de personnes en dessous du seuil de pauvreté absolue ; cinq millions de mal-logés ; trois millions d'illettrés.

Encore ces statistiques ne retiennent-elles que partiellement l'ampleur de la crise. Car au-delà de l'explosion du chômage et de l'exclusion, au-delà de l'accroissement des déficits publics, c'est bien à un bouleversement complet de l'ensemble des équilibres politiques, économiques et sociaux, auquel nous nous trouvons confrontés.

C'est donc à bon droit que Charles Millon affirme que nous sommes en 1957, c'est-à-dire à un de ces tournants de l'histoire où le choix est entre le changement ou le déclin, un de ces tournants où le conservatisme est à la fois, comme il l'écrit, une tentation permanente et une promesse de mort.

Charles Millon ne se contente pas de nous livrer cet état des lieux, éclairé par ses convictions et son histoire personnelle. Il nous propose également une stratégie de changement, à travers la refondation de la République. La refondation de la République, c'est d'abord la remise en ordre des institutions de la V<sup>e</sup> République et l'instauration d'une réelle séparation des pouvoirs. Il est grand temps que cesse en effet cette mêlée confuse qui voit le président gouverner, le gouvernement légiférer, le Parlement enregistrer, la justice hésiter entre la soumission et l'opposition au pouvoir en place. Il est grand temps que

l'État républicain reprenne ses droits, ce qui passe, dans les semaines à venir, par une distinction nette entre les affaires de la France et celles des candidats. Mais la refondation de la République, c'est aussi une foi renouvelée dans la mobilisation collective contre cette montée de l'individualisme dans laquelle Tocqueville voyait à juste titre la menace d'un despotisme mou ; c'est l'affirmation que si le politique ne peut pas tout, il peut beaucoup dès lors qu'il se donne l'ambition et les moyens du changement ; c'est la conviction que l'élection présidentielle est le levier privilégié pour le changement.

L'immense mérite de ce livre consiste donc à redonner sa véritable dimension au politique, c'est-à-dire à la volonté mise au service d'une ambition collective et au débat d'idées tranché par le peuple, loin des brouettes d'arrière-cuisine ou des conciliabules d'alcôve, qui alimentent la chronique partisane.

Quand d'aucuns considèrent aujourd'hui la vie publique comme un jeu où l'essentiel consiste à miser au mieux pour augmenter ses gains, Charles Millon tranche en affirmant sa conception de l'intérêt général et en assumant toutes les conséquences de ce choix. Force est de constater que cette démarche est peu commune et que cette éthique de la responsabilité, qui est au cœur des valeurs républicaines, figure aujourd'hui, aux côtés du bon sens cher à Descartes, parmi les choses du monde les moins bien partagées.

Le renouveau de notre démocratie passe par la délibération publique, qu'elle soit le fait du Parlement, des partis ou des responsables de la cité. Et la vertu éminente de *La Tentation du conservatisme* est bien de rappeler que l'élection présidentielle ne se limite pas au choix d'un candidat, mais qu'elle est l'occasion pour la France et les Français d'une réflexion sur leur avenir. Face aux blocages des technocrates et à la surenchère des démagogues, Charles Millon nous rappelle que la politique dans une République, c'est d'abord une pédagogie à l'usage des citoyens.

Philippe Séguin est président de l'Assemblée nationale.

★ « La Tentation du conservatisme » de Charles Millon, Belfond, 157 pages, 92 F.

### AU COURRIER DU MONDE

#### COULEUR DE SANG

Il y a un quart de siècle, les « bombes à billes » américaines dispersaient leurs sinistres fragments dans le corps de femmes et d'enfants vietnamiens, inoffensifs pour le Pentagone.

Aujourd'hui, les « bombes à algues » russes dispersent leurs sinistres fragments dans le corps de femmes et d'enfants tchéchiens, inoffensifs pour le Kremlin. Quand le secrétaire d'État américain Warren Christopher propose de « dépasser l'incident » de Grozny (France-Inter, le 18 janvier), 50 FR est-ce pas un peu à lui-même et à son pays qu'il décerne rétroactivement un douloureux certificat de bonne conduite internationale, autant qu'à son partenaire russe ?

Le téléphone « rouge » entre Washington et Moscou a décidé ment la couleur du sang...

Jean Chesneaux  
Paris

#### L'ÂGE DU PRÉSIDENT

Les arguments développés par André Fontaine dans son article « L'âge du président » (*Le Monde* daté 25-26 décembre 1994) sont de bon sens. Un vieux pays ne devrait pas remettre son sort pour sept ou quinze ans entre les mains d'une personne trop âgée, étant donné la lourdeur de sa tâche et l'importance (excessive à mes yeux) de ses pouvoirs et responsabilités.

Et puis, c'est évident, il faut permettre, sans attendre 2002, aux « jeunes » d'être candidats avec une bonne chance d'être élus.

Oui, la France a beaucoup de défis

# La fin de l'idéal démocratique

par Michel Maffesoli

**O**N a beaucoup glosé sur ce qu'il est convenu d'appeler le « silence des intellectuels ». Manière pudique de reconnaître que, la plupart du temps, ces derniers, en général antopoclastes, n'ont plus grand-chose à dire. On peut, tout au contraire, reconnaître qu'ils sont bien bavards. Bavardage sans conséquence la plupart du temps, où la conviction, l'indignation, propres aux « belles âmes » tient lieu de réflexion.

Un tel bavardage est lassant, il est surtout totalement déconnecté de la réalité sociale. D'une part, parce qu'il continue à appréhender la vie sociale avec des catégories théoriques quelque peu datées. Si les « grands discours de référence » ont fait leur temps, leur pouvoir de nuisance n'en finit pas d'avoir des effets regrettables. Et d'autre part, car l'essentiel des analyses en cours est contaminé par la logique du devoir être normatif, judiciaire, considérant moins ce qui est, ce qui devrait être. Moralisme quand tu nous tiens !

En fait, essentiellement préoccupé par son désarroi devant un objet insaisissable, agacé par des recensements politico-idéologiques de tous ordres, la majeure partie de l'intelligentsia, universalitaires, journalistes et décideurs confondus, semble totalement incapable de comprendre, et peut-être même de voir, le changement qualitatif qui est en train de s'opérer dans nos sociétés. Tout au plus, devant un désenchantement politique et syndical des vagues massifs, devant la saturation évidente du « contrat social », on ressort une vieille hume de la philosophie politique du XIX<sup>e</sup> siècle, cette fameuse « société civile », ectoplasme aux contours indéfinis, qui a le double avantage d'éviter un effort d'analyse et de masquer la déshérence qui parcourt un corps social ne pouvant plus s'interpréter en termes de classes, de catégories socioprofessionnelles ou autre catégorie identitaire de la même eau.

Cette déshérence peut être comparée au « trou noir » décelé par l'astrophysique contemporaine : une autre forme d'énergie s'y condense qui échappe aux analyses classiques faites en fonction de l'espace-temps traditionnel.

Ainsi peut-on dire, fût-ce d'une manière hypothétique, que l'*homo economicus* tourné vers le lointain et la maîtrise de la nature, que l'*homo politicus* fasciné par le pouvoir et se déterminant pour ou

contre lui, pourraient bien laisser la place à ce que l'on peut appeler un *homo aestheticus* qui se soucie, avant tout, d'éprouver quelques émotions collectives, au sein des petites « tribus » auxquelles il participe.

Sous peine de perdre contact avec la réalité sociale, nous serions bien inspirés d'être attentifs à un tel processus. Celui-ci privilégie ce qui est *prache*, familier, quotidien. Il met l'accent sur le consensus dans son sens chronologique, *cum sensu*, c'est-à-dire : partage des sentiments. Ce consensus est, avant tout, recentré sur ce que l'on peut appeler la « proximité ». Dans tous les domaines (travail, culture, sexualité), priorité, pour le meilleur et pour le pire, est donnée au sentiment d'appartenance.

A l'encontre de ceux qui se lamentent sur la fin des grandes valeurs collectives, on peut supposer que le fait nouveau est la multiplication des petits groupes de réseaux

Il est évident qu'un tel consensus n'a plus rien à voir avec le modèle du contrat social, déterminé, avant tout, par un développement linéaire, rationnel et prévisible. Il fait davantage penser à une arborescence aux ramifications complexes et aux effets aléatoires. Ce sont les circonstances et le plaisir de vivre ensemble des moments d'intensité qui vont ainsi caractériser les diverses explosions sociales. On peut même supposer que celles-ci, sans être ni raison, vont se développer dans tous les domaines de la vie sociale. Grèves sans revendications « raisonnables », coordinations de tous ordres, qui ne veulent pas mourir une fois les négociations achevées, « mouvements » impromptus et divers sont là pour le prouver.

Dans une telle logique, tous les prétextes sont bons, indéfinissables aussi. En tout cas, devant un tel situationnisme généralisé, il est bien délicat de s'en tenir aux interprétations strictement mécaniques qui ont fait le succès de la

perspective économico-politique. On serait mieux avisé de suivre avec attention les méandres des passions et des sentiments collectifs qui ne se verbalisent pas dans des manifestes ou programmes classiques, mais s'expriment dans une pratique, parfois bien banale, qui toujours marque en profondeur le corps social.

Le social ne s'inscrit plus dans le cadre d'une Histoire en marche, il ne se situe pas non plus contre l'Histoire, il se met en marge de celle-ci. Plus exactement, il fait éclater le concept de centre historique en une multitude de *centrités* *souterraines* qui ont chacune leur histoire. Savoir prendre en compte une telle hétérogénéité est certainement la question essentielle de cette fin de siècle.

Cette hétérogénéité va traverser de part en part tous les domaines de la vie sociale. On la retrouve, du travail aux loisirs en passant par la consommation, dans les diverses situations caractérisant les sociétés. Elle va aussi se nichier, de la famille aux partis en passant par les associations, dans toutes les formes d'aggrégations que nous connaissons. On peut la repérer enfin, dans toutes les institutions qui, de l'école aux diverses organisations, structurent la vie sociale. Une telle hétérogénéité galopante fait que toute chose tend à échapper à un ordre purement mécanique, et dépasse ou à tout le moins ne se réduit pas à ce que l'on appelle, communément, les rapports sociaux.

Non pas que ceux-ci n'existent pas ou plus - il faudrait être bien aveugle pour les nier - mais peut-être est-il temps de montrer qu'ils reposent sur un *ethos*, une manière d'être que la modernité a tenue pour quantité négligeable. C'est cela que l'on peut appeler la *socialité*. Il s'agit de quelque chose de bien différent de la simple « sociabilité » que l'on concédait comme reliquat d'importance minime, dans le cadre des rapports sociaux. Au social appartient la solidarité mécanique, l'instrumentalité, le projet, la rationalité et la finalité. La socialité, par contre, voit le développement de la solidarité organique, de la dimension symbolique (communication), du souci du présent.

On assiste de nos jours à l'accroissement du sentiment collectif. A l'encontre de ceux qui se lamentent sur la fin des grandes valeurs collectives et le rétrécissement sur l'individu, qu'ils mettent en parallèle avec l'importance accordée à la vie quotidienne (ce qu'ils nomment le *cocaïning*), on peut émettre l'hypothèse que le

fait nouveau se trouve être la multiplication des petits groupes de réseaux existentiels.

On peut reprendre la question qui préoccupait en son temps Durkheim : « Comment tient une société que rien ne transcende mais qui transcende tous ses membres ? » Cette formule résume bien la thématique de la transcendance immanente. La politique finalisée ou l'utilitarisme économique ne peuvent, seuls, expliquer la pension à s'associer. Malgré les égoïsmes et les intérêts particuliers, il y a un ciment qui assure la durée. Peut-être faut-il en chercher la source dans le sentiment partagé. Suivant les époques, ce sentiment se portera sur des idéaux lointains, et par voie de conséquence de faible densité, soit sur des objectifs plus puissants parce que plus proches. Dans ce dernier cas, il ne pourra pas être unifié, *a fortiori* rationnalisé et universalisé. A ce moment-là, la solidarité qu'il engendre prend un sens concret.

C'est ainsi qu'une certaine indifférenciation consécutive à la mondialisation et à l'uniformisation des modes de vie et parfois de pensées abstraites peut aller de pair avec l'accentuation de valeurs particulières, qui, elles, sont investies, chacune, avec intensité, par quelques-uns. Ainsi peut-on assister à une mass-médiation croissante, à un habillage standardisé, à un fast-food envahissant et, dans le même temps, au développement d'une communication locale (réseaux câbles, TV, thématiques), au succès de gammes de vêtements spécifiques, de produits ou de plats locaux, quand il s'agit, à des moments particuliers, de se réapproprier son existence.

Le partage du sentiment est le vrai ciment social : il peut conduire au soudement politique, à la révolte ponctuelle, à la lutte contre l'exclusion, à la grève par solidarité ; il peut également s'exprimer par ou dans la banalité courante. Dans tous les cas, il constitue un *ethos* qui fait que, contre vents et marées, au travers des carnages et des génocides, le peuple se maintient en tant que tel, et survit aux péripéties politiques. Ce n'est pas parce que le terme a été galvanisé, dans une orientation politique de triste mémoire, que le populisme, qui est une autre manière de dire l'idéal communautaire, doit être diabolisé. On peut même dire qu'en le déniait on est sûr qu'il resurgira d'une manière perverse, c'est-à-dire par des voies détournées et donc de façon plus dangereuse.

Pour le sociologue essayant de comprendre le vitalisme de la société, le sésame pourrait être : « *Omnis potestas a populo* » (« Tout pouvoir procède du peuple »). On peut imaginer un pouvoir en voie de mondialisation, bi- ou triséculaire, se disputant et se partageant les zones d'influence économico-symboliques, jouant à l'intimidation atomique, et en deçà (ou à côté), la prolifération de groupements d'intérêts divers, de « *lobbies* », la création de baronnies spécifiques, la multiplication de théories et d'idéologies opposées les unes aux autres. D'un côté l'hétérogénéité, de l'autre l'hétérogénéisation.

Cette perspective est actuellement déniée par la majorité des observateurs sociaux. En particulier parce qu'elle contrevient à leurs schémas d'analyse issus des pensées positivistes ou dialectiques du siècle dernier. Une telle évolution ne manque pas d'être à bien des égards inquiétante, et on peut à juste raison éprouver la cruauté à l'œuvre dans les guerres entre voisins, entre tribus, dans la violence des bandes entre jelles, dans le rejet d'un idéal pacificateur. Mais cela existe, et avant de porter quelque jugement que ce soit, n'est-ce pas notre travail d'intellectuels d'établir d'abord un constat ? Ce constat devrait nous permettre de déceler dans cette tribalisation de la société non seulement les aspects destructeurs de l'ordre ancien mais aussi ceux qui annoncent un autre type d'harmonie.

Michel Maffesoli est sociologue

ils qu'en « gagnant » leur misère, les SDF ont perdu leur bon sens. Peut-être même pensent-ils, en leur for intérieur, qu'il faudrait supprimer le droit de vote des SDF pour cause de marginalité.

Il faudrait mieux se interroger sur les causes objectives de leur choix, en excluant la trop facile référence au « populisme », dont l'utilisation n'a pour but que d'évacuer par le mépris toute volonté de compréhension.

Merci au *Monde* de n'avoir pas fermé ses portes à celui que les SDF, dans leur majorité, se seraient choisis pour les représenter.

Jean Vidal  
Lauris (Vaucluse)

#### LE BILLET DE 50 FRANCS

L'article d'Arno Karstfeld, au demeurant fort intéressant et témoignant d'une large érudition, comporte cependant une inexactitude. En effet, Colbert n'a jamais orné le portrait de nos billets de 50 francs et l'auteur confond ce personnage avec Racine qui a figuré sur le billet de 50 francs type 1962 dû à M. Lambert et gravé par MM. Marliat et Fiel.

Jean-Louis Molochi  
Mulhouse

#### INJUSTE AGIRC

La décision de l'Agirc de réduire, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, les suppléments familiaux accordés au titre des retraites, est injuste. Elle procède de surcroît d'une mauvaise analyse marketing. J'ai

eu trois enfants qui tous trois cotisent aujourd'hui comme cadres à l'Agirc. Ils cotisent bien au-delà de la majoration familiale de ma retraite (10 %), au plus grand profit de la solidarité avec les retraités sans enfant. Si je n'avais pas fait « cet investissement humain et national », l'Agirc aurait trois cotisants de moins. L'argument de l'Agirc me précisant, par lettre circulaire, que l'avantage familial avait été « acquis sans cotisations particulières » est fallacieux.

J. Châtil  
Paris

#### L'EXCLUSION DU PÈRE

Le *Monde* du 11 janvier a rendu compte de l'arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux concernant la prise en charge des frais d'études de leur fille par des parents séparés. Je souhaiterais, en pensant aux enfants et à leur avenir, attirer l'attention sur une face cachée de ce délicat problème : dans les affaires de divorce, le parent qui a la « garde » de l'enfant abuse souvent de son autorité pour manipuler cet enfant afin de le couper de l'autre parent. (...) Celles et ceux qui sont à l'origine de l'exclusion d'un père doivent assumer leur responsabilité. Cet arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux ne fait que rappeler à la mère et au père adoptif les conséquences de l'exclusion du vrai père de l'enfant.

Marcel Klein  
Paris

هكذا من الأصل



# Le Monde

## Le sauvetage du Mexique

UNE fois encore, la panique provoquée par la crainte d'un effondrement brutal du système financier international a conduit les grands argentiers du monde à organiser un énorme plan de sauvetage en faveur du Mexique. Alors que le Congrès des États-Unis s'apprête à accorder à Mexico une garantie de crédit pour 40 milliards de dollars (220 milliards de francs), le Fonds monétaire international va lui décaisser une aide en trésorerie de 7,8 milliards de dollars (40 milliards de francs).

Pintôt que de procéder, comme aujourd'hui dans l'urgence, à des opérations chirurgicales ponctuelles, ne serait-il pas temps de mettre en chantier une véritable réforme du système monétaire et financier international ? Préconisée depuis longtemps par la France - par Edouard Balladur notamment - une telle idée a toujours été rejetée par les principaux dirigeants occidentaux. Elle s'est heurtée notamment à une opposition idéologique américaine forte. Aujourd'hui, la crise du peso mexicain perturbe le dollar, Washington et ses convictions libérales. Les déclarations de Bill Clinton, transmises jeudi 26 janvier à Davos par satellite, indiquent une évolution des esprits, timide certes, mais significative.

Plaidant en faveur du plan de soutien au Mexique mis au point par le Trésor américain, Bill Clinton expliquait que cette opération de sauvetage était indispensable non seulement pour l'Amérique, mais aussi pour l'en-

semble du monde. Par un effet de contagion redoutable, « ces marchés financiers qui fonctionnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre » et qui réagissent avec « une rapidité et une brutalité insupportables » - ce sont les mots de Bill Clinton - risquent de plonger la planète dans une grave crise financière.

C'est là l'une des conséquences d'un système monétaire et financier international qui fonctionne sans contrôle des changes et sans véritables règles. Bill Clinton a dénoncé, jeudi, les méfaits d'un tel « non système ». Il s'est déclaré favorable, avec un peu plus de conviction que l'été dernier à Naples, à une réforme des institutions monétaires internationales issues de Bretton Woods. Le cinquantième anniversaire des Nations unies et le sommet des chefs d'État du G7, en juin à Halifax, au Canada, devraient y travailler.

En Europe, la crise des monnaies du Sud (la lire italienne, la peseta espagnole et l'escudo portugais) a renforcé, ces dernières semaines, l'intérêt de nombreux responsables en faveur d'un système monétaire international plus stable. En Amérique, la crise du peso a les mêmes effets. Bill Clinton n'est certes pas encore un partisan d'un « SME mondial », loin s'en faut, mais il s'inquiète enfin des conséquences d'une instabilité monétaire et financière excessive sur l'économie réelle. Il ne faudrait pas que le remède de cheval administré au Mexique ne fasse croire que la maladie a disparu.

## Cauchemar à gauche

UN banquet républicain à A. Châteauneuf, pas sûr. Et avec un projet de mise en scène irrécusable : Henri Emmanuelli et Lionel Jospin entourant François Mitterrand. On croit rêver. Même si le véritable spectacle qui n'en finit pas, au-delà de quelques visions d'opérette programmées, prend chaque jour un peu plus une allure de cauchemar pour la gauche française, pour ce qui en reste...

Les scènes de genre devenues coutumières sur le champ de bataille de l'après-Mitterrand vont-elles se répéter à l'infinitif ? Le chef de l'État laisse s'organiser, s'il ne l'inspire pas, l'affrontement préalable ravageur, sous couvert de légitime processus de choix démocratique, entre Lionel Jospin et le premier secrétaire du Parti socialiste. En réserve - provisoire ? - de la lutte pour l'accès au ring présidentiel, Jack Lang prend ses marques pour des « reprises » ultérieures, en créant un nouveau mouvement dont l'instabilité même - « à inventer demain » - affiche involontairement la cruelle situation d'aujourd'hui.

Un pôle mitterrandien en outre de bataille, en dépit de l'extranéité de cette logique clanique, perpétuée face à des mouvements unifiés par une gamme de sentiments qui va de la réticence au dégoût pour les fruits amers du mitterrandisme, tandis qu'un Robert Vigouroux tire à Marseille la première saive de ralliements peu dignes à la victoire annoncée de la droite : décidément, la « famille » socialiste ne peut prendre place autour de la table d'un banquet républicain qu'à un prix

d'étranges contorsions. Et comme si ces arcanes ne suffisaient pas, Bernard Tapie va, encore et toujours, s'y imposer, même physiquement absent, avec la calme impudence de qui sait détenir les clés du garde-manger électoral et, s'il le juge nécessaire, les plus fortes recettes de soupe à la grimace.

Qu'importe au fond la guérilla judiciaire dans laquelle se débat le sauveur et maître de Rodolphe, dans laquelle il vient de perdre une bataille en se voyant refuser par le président de la cour d'appel de Paris la suspension des effets du jugement qui le met en liquidation judiciaire à titre personnel.

Cat Bernard Tapie - même inextinguiblement conduit à la déchéance de ses mandats électoraux et à l'incapacité - demeure le grand ordonnateur - si peu secret - des festivités à la gâchette forcée auxquelles s'obligent les socialistes. C'est lui qui peut « laisser passer » un candidat qui n'aura pas la désagréable prétention fondée d'incarner le retour à un peu plus de rigueur morale. Lui qui peut « empêcher » à gauche dans le cas contraire. Lui encore qui peut imposer ses conditions en décidant de téléguider ou non une « torpille » de son choix dans la guerre présidentielle.

En ce sens, l'issue de telle ou telle des nombreuses actions judiciaires pendantes liées au cas Tapie ne saurait être décisive pour le moment. C'est pourquoi les banquets républicains de la gauche socialiste ne laisseront subsister, pendant quelque temps encore, qu'un goût amer pour ses militants et ses sympathisants.

## L'exclusion par Tetsu



## Le pouvoir des deux cents gérants

Suite de la première page

Complication supplémentaire, la mondialisation des marchés de capitaux fait que l'épargne d'un pays ne fournit pas forcément à son économie les investissements... et les emplois. Ainsi les États-Unis, en dépit de déficits budgétaires et étonnants considérables (évalués respectivement à 200 milliards et 140 milliards de dollars l'an dernier) et d'un taux d'épargne parmi les plus faibles, ont été en 1994 les plus gros exportateurs de capitaux. Environ 120 milliards de dollars sont sortis des marchés américains pour s'investir au dehors en 1993 et 1994.

Dans la bataille entre les nations, ce sont moins les divisions ou les idéologies qui pimentent les investissements, le capital est synonyme d'investissement, de « croissance » et de développement. Mais cette richesse s'est aujourd'hui totalement affranchie des gouvernements. Elle est entre les mains de ces deux cents gérants et des milliers d'autres qui, sur les marchés, placent les capitaux des plus grandes banques, des plus grandes compagnies d'assurances ou des principaux fonds de retraite. Fidelity, le premier gestionnaire de fonds américain et du monde, incorpore les marchés de plus de 330 milliards de dollars (plus de 1 800 milliards de francs). Les autres géants que sont la PNC Bank, Bankers Trust, Merrill Lynch, Wells Fargo, associé au japonais Nikko Securities, State Street, Vanguard Group ou l'assureur Metropolitan Life, gèrent chacun entre 130 milliards et plus de 200 milliards de dollars. Ils le font tous sous la dictée des analystes des banques de marché que sont Salomon Brothers, le Crédit suisse, First Boston, Lehman Brothers, Goldman Sachs, Morgan Stanley et encore Merrill Lynch. Six banques qui trident les premières places des classements

mondiaux d'émission d'obligations et d'actions. Les grands investisseurs de la planète se sont octroyé au fil du temps un droit de regard permanent sur les pays, leurs économies et les politiques gouvernementales. Ils sont devenus les juges de paix de la pertinence des politiques économiques. Leurs avis, leurs commentaires sont étudiés à la loupe dans les banques centrales et dans les ministères des finances. Mais leurs exigences sont parfois contradictoires.

La crise financière mexicaine qui s'est déclenchée il y a un peu plus d'un mois, le 20 décembre 1994, en est une parfaite illustration. Pour avoir voulu se développer rapidement, le Mexique a cherché, avec succès, à attirer toujours plus de capitaux étrangers. Son secret a consisté pendant longtemps à rémunérer très généreusement l'épargne étrangère. Le Mexique est devenu l'eldorado des gérants de portefeuille américains. Des performances flatteuses... et pas de risques. Une situation forcément (intenable) ! Le Mexique s'est retrouvé « condamné » à peu à peu à préserver à tout prix la valeur de son monnaie afin d'empêcher une fuite des capitaux. La pression devenait d'autant plus forte sur le peso que l'endettement, financé sans coup férir par des investisseurs étrangers, a mis à mal les finances publiques du pays. Le gouvernement de Mexico a dû s'engager à diminuer les déficits, quitte à provoquer des tensions sociales. Cela n'a pas suffi à enrayer la méfiance grandissante des investisseurs, Mexico a fini par laisser filer le peso et les capitaux, après avoir épuisé en vain ses réserves de change.

### UN TERRAIN FAVORABLE

Certes, le Mexique est un cas extrême. Son incapacité à limiter son endettement avait déjà débouché en 1982 sur une secousse majeure. Mais, dans le monde financier unifié des années 1990, le mode de développement des crises n'a plus rien à voir avec celui du début des années 80. Tout est instantané ou presque. Les deux cents gérants qui font l'opinion des marchés et les milliers d'autres qui les suivent ont un

comportement moutonnier, des angoisses et des engagements partagés. Ils se sont tous brutalement interrogés sur la « qualité » de leurs engagements dans les pays dits émergents, et plus généralement dans les pays considérés comme trop endettés. Née au Mexique, la défiance des grands investisseurs à l'égard des monnaies dites « faibles » s'est répandue par vagues successives. La première a touché l'Amérique latine. Puis l'Europe du Sud fut atteinte et, pour finir, l'ensemble des pays endettés, y compris le Canada et l'Australie et, dans une moindre mesure, la France. La théorie des dominos appliquée à la finance. L'amalgame est contestable, mais la contagion n'en est pas moins réelle.

Elle a été d'autant plus rapide que le terrain était favorable : crises politiques en Italie et en Espagne, incertitudes sur le pouvoir en Chine - alors que le numéro un, Deng Xiaoping, serait mourant, selon des rumeurs insistantes - et, pour finir, le tremblement de terre de Kobe, qui pourrait inciter les investisseurs japonais à rapatrier une partie de leurs capitaux placés à l'étranger. Cette crise inédite souligne à la fois les conséquences de la mondialisation des marchés et celles de la concentration du pouvoir financier aux mains de quelques gérants. Les pays sont aujourd'hui contraints de se conformer au modèle préféré des deux cents gérants : celui du libéralisme et de l'orthodoxie. « Les gouvernements qui imposent des réglementations, des dépenses et des impôts excessifs et dont les banques centrales produisent des liquidités en excès violent et verront de plus en plus les capitaux se retirer à eux », explique un président de grande banque. Le héros malheureux du livre de Tom Wolfe, *Le Bâtard des variétés*, qui décrit l'univers impitoyable des golden boys de Wall Street, se prenait parfois pour un des « maîtres du monde ». Les deux cents plus puissants gérants de fonds d'investissement de la planète doivent avoir de temps à autre ce sentiment.

Eric Lecer

## AU FIL DES PAGES/INTERNATIONAL

### Les Falachas et l'identité juive

QUAND, dans les années 60, Golda Meir écarte d'un revers de main la question des Falachas, on s'exclame : « N'avons-nous pas assez de problèmes ? ». Elle est à l'unisson de ses compatriotes. Personne en Israël ne veut entendre parler de ces Éthiopiens qui se réclament d'une judaïté - non reconnue par les rabbins - pour bénéficier de la « loi du retour ». Le monde entier les découvre le 3 janvier 1985 lorsqu'est écarté le secret du pont aérien entre le Soudan et Israël, qui dure depuis déjà deux mois. Dix mille Falachas avaient entrepris une marche de l'exil de l'Éthiopie vers le Soudan, trois mille étaient morts en route ; les rescapés atteignent la Terre promise contre le paiement par Jérusalem de plusieurs dizaines de millions de dollars au gouvernement de Khartoum.

Parce qu'ils sont les seuls juifs parmi les Noirs et les seuls Noirs parmi les juifs, les Falachas (le mot - péjoratif - vient d'une racine qui signifie « émigrer » en langue guzé) ont été ignorés pendant des siècles. Selon la légende, ils sont les descendants de l'escorte qui accompagnait le prince Ménélik I<sup>er</sup>, fondateur de la dynastie éthiopienne et fruit des amours de

la reine de Saba et du roi Salomon. Pour certains, ils seraient venus de Jérusalem en passant par l'Égypte, pour d'autres par le Yémen. Dès 1867, l'orientaliste juif d'origine polonaise Joseph Halévy, futur vice-président de l'École pratique des hautes études, avait remarqué, après un voyage en Érythrée : « Le désir de retourner en Palestine s'est irrésistiblement emparé des Falachas ». Il leur faudra pourtant attendre 1973 pour se voir reconnaître pour la première

Pour les Israéliens, il fallait admettre qu'il existât « des juifs plus différents » que tous les autres

d'autres démocraties occidentales, avec des immigrants d'une couleur de peau différente et une pratique religieuse plus proche de celles des tribus africaines que de celles des chittels d'Europe centrale. Déjà, dans les années 50, les juifs orientaux avaient bousculé l'ethnocentrisme européen triomphant en Israël, mais la contestation, au moins théorique, apportée par les Falachas est encore plus radicale, parce que les juifs orientaux, eux, étaient reconnus pleinement

Quand les Falachas arrivent, les Israéliens oscillent entre la crainte de la « primitivité » et la mythification du « bon sauvage ». De dimension modeste, la communauté éthiopienne, qui compte quelque 55 000 personnes, a été reléguée, pendant des années, dans des cités de caravanes où les enfants fréquentaient des classes « ghettoïses ». Les rabbins les plus orthodoxes en ont profité pour les attirer dans les écoles religieuses afin de « normaliser » leur judaïsme. Daniel Friedmann s'interroge sur le sort de la deuxième gé-

nération, dont il craint la marginalisation, à l'instar de ce qui se passe en France pour des immigrants venus d'autres sociétés rurales africaines. Il cite une assistante sociale israélienne soucieuse d'éviter toute forme d'exclusion : « Si, dans vingt ou trente ans, il s'avère que nous avons échoué à réaliser l'intégration des Éthiopiens, que ce ne soit pas parce que nous aurions fait preuve de racisme ».

Raut-il céder au pessimisme ? A côté des tentatives de réconciliation religieuse par les plus dogmatiques, d'autres tentatives de la société israélienne sont à l'œuvre à propos des Falachas ; eux-mêmes ont appris à utiliser les ressources de la vie démocratique pour défendre leurs droits, tandis qu'une partie importante de l'opinion ne laisse passer aucune occasion de se mobiliser contre la « coercition religieuse ». Daniel Friedmann conclut sur cet espoir d'une société ouverte, non seulement en Israël mais dans l'ensemble du Proche-Orient. Nous sommes tous des juifs éthiopiens.

Daniel Vernet

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication. Directeur adjoint : Jean-Louis Baudouin, directeur de la rédaction. Rédacteur en chef : Anne Châteauneuf, directeur délégué. Rédacteurs en chef : Thomas Fournier, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Celles, Laurent Goussier, Danielle Heymann, Bernard Le Gendre, Luc Rosenzweig. Manuel Luchini, directeur du Monde des affaires ; Alain Koller, conseiller de la direction ; Daniel Verzet, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurens. Conseil de surveillance : Alain Jaffé, président ; Olivier Biffand, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1957), Jacques Pauvert (1957-1962), André Laurens (1962-1983), André Frenkel (1983-1991), Jacques Lacroix (1991-1994). Le Monde est édité par la SA Le Monde. Directeur de la société : Jean-Louis Baudouin. Capital social : 520 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Spectacles, Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance. RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGÈRE 75001 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 46-23-23-23 Télécopieur : (1) 46-23-23-23 Tél. : 206.8047. ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY 94822 IRT-SUD-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 46-23-23-23 Télécopieur : (1) 46-23-23-23 Tél. : 261.3117.



**ALLIANCES** Le groupe britannique Cable and Wireless et le conglomérat allemand Veba ont scellé, jeudi 26 janvier, une alliance dans le secteur des télécommunications.

Ce partenariat s'inscrit dans une longue liste d'initiatives internationales anticipant la déréglementation totale du téléphone, qui sera effective dans trois ans, le

1<sup>er</sup> janvier 1998. • **NOUVEAUX ACTEURS.** Des groupes étrangers au secteur, des compagnies ferroviaires, des compagnies d'électricité, des câblo-opérateurs, en-

tendent profiter de la nouvelle donne introduite dans ce domaine. L'effet d'attraction exercé par le marché européen promis à la libéralisation pousse les opérateurs

américains qui préparent activement leur arrivée. La conjonction de ces multiples appétits encourage une frénésie de partenariats sans précédent.

## L'Europe prépare la déréglementation des télécommunications

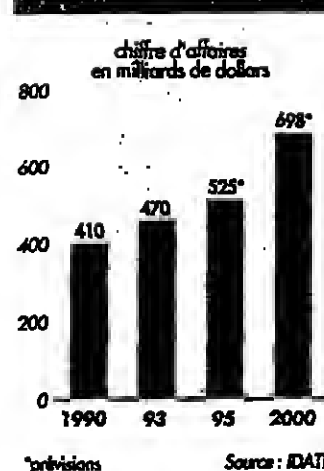
Les bénéficiaires de monopoles nationaux devront affronter de nouveaux concurrents lorsque les directives européennes de libéralisation entreront en vigueur en 1998. Une course aux alliances mondiales est engagée

A DÜSSELDORF, jeudi 26 janvier, un ancien « konzeru », le groupe Veba, annonce nouer une alliance stratégique avec le britannique Cable and Wireless pour attaquer le marché des télécommunications outre-Rhin. Quelques jours auparavant, deux autres conglomérats, Viag d'abord, Thyssen ensuite, l'avaient précédé, nouant de semblables associations, en choisissant pour partenaires respectifs BT (l'ancien British Telecom) et l'américain BellSouth. Quelques centaines de kilomètres plus loin, à Amsterdam, Unisource, un consortium réunissant les opérateurs de télécommunications suédois, suisses et néerlandais, auquel s'est joint l'espagnol Telefonica, baptise sa société commune avec le groupe américain ATT. Main dans la main, Unisource et son nouvel allié ATT discutent désormais avec Sita d'une société coopérative de droit belge, gérant les communications des principales compagnies aériennes.

Autre fuseaux horaires, mêmes mariages : à Singapour, les groupes de télécommunications de quatre pays du Sud-Est asiatique (Indonésie, Malaisie, Philippines et Singapour) annoncent la création d'une société commune pour proposer, depuis Kuala Lumpur, des services unifiés aux multinationales dans la région.

Cette chorégraphie des alliances annoncées ne condense que quelques jours dans le monde effervescent des télécommunicateurs. Des réseaux se tissent, des prises

Le marché mondial des services de télécom



Sous l'effet de la déréglementation, la progression atteint 60% en dix ans.

de participation se nouent, composant des pelotes de plus en plus inextricables et associant des entreprises aux métiers les plus divers (des opérateurs de téléphone, mais aussi des compagnies d'électricité, des compagnies d'eau, des groupes sidérurgiques, des sociétés de chemins de fer, des entreprises de travaux publics...), aux statuts fort différents (certaines jouissent encore d'un monopole, d'autres pas), au capital parfois public, parfois en voie de privatisation, parfois totalement privé.

L'agitation intense à laquelle est soumis le secteur des télécommunications révèle une rupture. Jusqu'au milieu des années 80, tout fonctionnait encore sur un mode simple. Un grand opérateur national par pays – en général (comme en France), une administration (celle des PTT) – gérant des services de téléphone, de télégraphe et de téléx peu complexes et disposait d'un monopole de droit.

Ce modèle classique appartenait aujourd'hui à un autre âge. L'évolution technologique, avec l'apparition du numérique, c'est-à-dire le codage de l'information quelle que soit la forme qu'elle revêt (voix, texte, image) en une suite de chiffres, a multiplié les types de services possibles en les unifiant techniquement. Les besoins des clients les plus importants – les grandes entreprises dont les activités se mondialisent – se sont considérablement diversifiés. La pression de la clientèle d'affaires en faveur d'une palette de services de télécommunications sans cesse plus complète, moins coûteuse et plus efficace, a dès lors été constante.

### OUVERTURE MAÎTRISÉE

La Grande-Bretagne, avec la mise en concurrence de BT, l'ancien monopole public simultanément privatisé, puis les États-Unis – avec le démantèlement d'ATT, l'opérateur privé mondial unique, en 1984 – et le Japon avec davantage d'ambiguïté, ouvrent les premières brèches et engagent un mouvement de démonopolisation.

et de changement des règles de contrôle par la puissance publique (ou « déréglementation »). Aux États-Unis, on compte trois opérateurs longue distance, ATT, MCI et Sprint. En Grande-Bretagne, Cable and Wireless rivalise désormais avec BT via sa filiale Mercury.

A Bruxelles, l'adoption de l'Acte unique en 1985 et les premières réflexions sur la création d'un marché homogène des équipements et des services de télécommunications à l'intérieur de la Communauté enclenchent le mécanisme. Celui-ci va déboucher, en 1990, sur une « ouverture maîtrisée » du secteur des télécommunications via une série de directives. La concurrence s'applique aux services dits « à valeur ajoutée », aux transmissions de données, mais préserve les monopoles des opérateurs nationaux sur les services dits « de base », le téléx, le téléphone et les infrastructures (le réseau physique terrestre).

Ces dernières barrières vont sauter. La fin du monopole sur les services de base a été programmée pour le 1<sup>er</sup> janvier 1998, ouvrant ainsi la voie à une concurrence totale sur le téléphone en Europe (l'Irlande, la Grèce et le Portugal disposant d'un délai supplémentaire de cinq ans). Et les infrastructures devraient être libéralisées à la même date.

L'échéance de 1998 est désormais dans toutes les têtes. La préparation force les alliances. Pour les opérateurs nationaux aujourd'hui encore monopoles, à l'instar de

France Télécom, de Deutsche Telekom, de Telecom Italia ou de Telefonica en Espagne, l'équation est relativement simple. D'ici à trois ans, leurs rentes seront attaquées. Et leur clientèle la plus rémunératrice – celle des entreprises, évidemment – plus gourmandes en télécommunications que les particuliers – sera à l'apremment courtisée. Pour compenser cette baisse prévue de recettes, différentes options sont possibles. Obtenir la gestion d'un grand réseau public à l'étranger en profitant de privatisations – comme l'ont fait par exemple France Télécom et Telecom Italia en Argentine, l'exploitant français opérant également au Mexique –, ou défendre coûte que coûte leur clientèle d'entreprises.

Les relations entre grandes entreprises et les opérateurs de téléphone ont constamment évolué au cours des vingt dernières années.

Jusqu'à la fin des années 70, ces gros utilisateurs passent par leur opérateur national. Puis l'informatique (la transmission de données) se développe et rares sont les opérateurs traditionnels de télécommunications qui proposent des services adaptés. Les grandes entreprises créent leurs propres réseaux privés spécialisés dont la gestion échappe aux exploitants du téléphone. L'américain General Electric (GE) installe ainsi un énorme réseau mondial desservant 155 000 postes téléphoniques, 42 000 terminaux informatiques, et 12 salles de vidéo-

conférence (Eric Brousseau, revue de l'Idem Communication, et Stratégies n° 2, 1991) ! Il se contente de louer des lignes aux opérateurs. Cette attitude de distance pousse les exploitants de téléphone à réagir, à adapter leur offre. La déréglementation les y encourage encore davantage.

### LE RÔLE DES AMÉRICAINS

Pour satisfaire les grands clients mondiaux, les alliances sont mondiales. Les Américains essaient de débarquer en Europe : ATT avec Unisource, Bell South aux Pays-Bas, MCI avec BT. Les Européens poussent quelques pions aux États-Unis : France Télécom et Deutsche Telekom avec Sprint. En Europe même, les barrières nationales ont sauté, mais le paysage est encore instable.

La levée du monopole sur les infrastructures va encore élargir le nombre d'acteurs possibles. Les compagnies ferroviaires, les câblo-opérateurs, les compagnies d'électricité qui disposent de bribes de réseaux de télécommunications pour pouvoir les exploiter commercialement. Elles doivent au préalable se regrouper, et constituent autant d'amis potentiels pour les Américains. Un, deux, trois, dix, opérateurs en Europe ? Il est trop tôt pour le dire. Les rapports de forces sont en train de s'établir et une concentration sera, à terme, inévitable. En attendant, des accords se signent tous les jours.

Caroline Monnot

### Unisource et AT&T veulent s'associer à Sita

#### AMSTERDAM

A peine plus d'un an après avoir annoncé leur alliance, Unisource et Sita renégocient actuellement les termes de leur collaboration. Sita (dont le chiffre d'affaires en 1994 est de 970 millions de dollars et dispose d'un réseau dans près de 220 pays) est, à l'origine, une société coopérative de droit belge regroupant les activités de communication de 550 compagnies aériennes ou actives dans le transport. Unisource, consortium formé à parts égales par les sociétés de télécoms néerlandaises, suisses, suédoises et espagnoles,

devait être son partenaire naturel. Mais, entre-temps, Unisource s'est allié au géant américain AT&T dans une société commune Unisource (chiffre d'affaires prévu : 1 milliard de dollars, soit plus de 5 milliards de francs). Voilà qui oblige à reprendre les discussions.

#### SIMPLE PARTENAIRE

Au siège d'Unisource, on indique que les discussions portent notamment sur une prise de participation dans le capital de Sita, « qui nous a approché en ce sens ». L'information est confirmée par Raoul Salama, vice-président de la division alliances de Sita : « Uni-

source-AT&T fait effectivement partie des candidats potentiels à la reprise d'environ 30 % de notre capital. » Même si ce tandem n'est plus aujourd'hui « qu'un porte-noir de négociations parmi d'autres ».

Lors de la publication des bans du mariage d'AT&T avec Unisource (Le Monde du 15-12-1994), le président d'Unisource, Viesluis Vucins, avait reconnu que l'alliance, qui intégrait la quasi-totalité de ses activités, empiétait sur le terrain couvert par l'accord de coopération avec Sita.

Alain Franco

### Cable and Wireless et Veba prospectent en Europe

LA NOUVELLE était attendue. Le conglomérat énergétique allemand Veba et l'opérateur britannique de téléphone Cable and Wireless ont annoncé, jeudi 26 janvier, la conclusion d'un accord stratégique pour attaquer le marché des télécommunications outre-Rhin, dont ils comptent détenir 10 % à l'horizon 2003.

L'alliance se fera sous forme de participations croisées. Veba va prendre 10,5 % des actions de Cable and Wireless (C and W), par acquisition en Bourse. « Cet achat dépend de la situation du marché et peut s'étaler sur un laps de temps assez long », a précisé Veba dans un communiqué. Dans le même temps, C and W doit prendre 45 % dans Vebacom, la filiale télécommunications de Veba par le biais d'une augmentation de capital. Veba conservera les 55 % restants.

Les deux groupes vont concourir pour l'obtention d'une licence d'exploitation de services téléphoniques en Allemagne après la suppression du monopole prévu

pour 1998. Vebacom aspire ainsi à devenir le principal concurrent de Deutsche Telekom en Allemagne, à déclarer lors d'une conférence de presse Hermann Karmar, administrateur de Veba. Veba et C and W sont déjà associés avec Bouygues pour l'exploitation du troisième réseau de radiotéléphone français.

Les deux groupes vont également créer une autre société conjointe, Cable and Wireless Europe, à parts égales. Elle offrira des services de téléphonie en Suisse et dans l'Union européenne, à l'exception de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, sous la direction de Cable and Wireless. Le président de C and W, Lord Young, a précisé que les deux sociétés comptent investir conjointement dans les dix ans à venir 2 milliards de livres (1,7 milliard de francs) dans Vebacom et 2 autres milliards dans C and W Europe.

C. M.

## Les constructeurs européens d'avions de moins de 100 places se regroupent

Six avionneurs se concurrençaient il y a deux ans. Hormis Saab, ils sont aujourd'hui organisés autour d'ATR et de DASA

La conclusion d'un protocole d'accord entre les partenaires d'ATR (Aérospatiale et Alenia, qui détiennent environ 20 % du marché mondial des avions de moins de 100 places) et British Aerospace (4 %), en vue de la création d'une société commune dans le domaine des avions de transport régional (Le Monde du 27 janvier) devrait déboucher sur un accord final « d'ici deux à trois mois », a estimé Louis Gallois, président d'Aérospatiale, jeudi 26 janvier. Mais durant cette période, les trois avionneurs ont conclu une clause d'exclusivité qui les empêche de négocier parallèlement avec d'autres industriels.

M. Gallois voit plusieurs avantages à la création d'une filiale commune dans le domaine des avions de transport régional. « Tout d'abord, cette alliance va nous permettre d'offrir une gamme de produits complète tant dans le domaine des avions turbopropulseurs que dans celui des avions à réaction », explique-t-il. Ainsi, la future société vendra les appareils développés par ATR (ATR42 et ATR72) en même temps que ceux de British Aerospace, qui voit du Jetstream 41 (un turbopropulseur de 29 places) aux avions à réaction. Le constructeur britannique a annoncé, jeudi, l'arrêt dans les douze mois de la pro-

duction du Jetstream 61, ce qui devrait conduire à la suppression de 850 emplois.

Deuxième avantage avancé par le président d'Aérospatiale : les économies concernant les frais fixes. « Vendre un ATR72 coûte presque aussi cher que de vendre un Airbus A340, selon lui. Et les frais fixes liés à la commercialisation d'un avion de transport régional sont, rapportés au chiffre d'affaires d'ATR, probablement deux fois plus élevés

que pour un Airbus ». D'autre avantage : « Nous avons maintenant la base de lancement de nos futurs avions, qu'il s'agisse de turbopropulseurs ou d'avions à réaction, déclare-t-il, sachant que les marchés de ces deux types d'appareils sont en train de se superposer. »

Ces dernières années, les avions à hélices et à réaction ont commencé à se concurrencer principalement sur des distances inférieures à 1 200 kilomètres, estime-t-on à Aérospatiale.

### British Aerospace recentre ses activités

#### LONDRES

En se rapprochant d'Aérospatiale, British Aerospace poursuit son recentrage sur l'industrie de défense en premier lieu et sur l'aéronautique commerciale ensuite. L'abandon de sa filiale d'aviation régionale Jetstream après des négociations avortées avec Taiwan fait partie de l'élégage des branches déficitaires. La vente l'an dernier des automobiles Rover à BMW témoignait des mêmes préoccupations.

Longtemps déficitaires (300 millions de livres de pertes en 1992), les activités aéronautiques civiles

de BAe devaient lui rapporter 20 millions en 1997, selon un analyste de S. G. Warburg ; en particulier grâce au développement d'Airbus, qui s'est arrogé plus de la moitié du marché mondial des avions moyen- et long-courriers en 1994. C'est peu par rapport aux quelque 480 millions escomptés du secteur défense.

Dans la défense, BAe continuera de se concentrer dans les avions de combat (Tornado, Hawk, Harrier et l'avion européen EFA), les munitions, les chantiers navals et les missiles. Dans ce domaine, les négociations pour une alliance stratégique avec Matra traînent en

longueur en raison de divergences financières. Enfin, BAe est engagé dans une lutte à mort avec GEC pour le contrôle des chantiers navals VSEL, qui fabriquent des sous-marins nucléaires, alors que deux nouveaux sous-marins doivent être commandés en 1996. BAe, dont l'offre dépasse le demi-milliard de livres et qui produit des équipements destinés aux navires de guerre, souhaite contrôler également les plates-formes qui les supportent... et devenir le numéro un incontestable de l'industrie de défense britannique.

Putrice de Beer

turbopropulseurs et prenant le leadership des « jets » avec le rachat de Fokker en 1993.

L'allemand Daimler-Benz Aerospace a accueilli froidement le projet d'alliance entre Aérospatiale, Alenia et British Aerospace, après les déclarations tonitruantes de Wolfgang Piller, membre du directoire de Daimler-Benz Aerospace, la semaine dernière (Le Monde du 20 janvier). Officiellement, DASA déclare même poursuivre ses pourparlers avec British Aerospace, Aérospatiale ainsi que « d'autres partenaires potentiels ». Il estime par ailleurs que les solutions « toutes-européennes » ne seront pas suffisantes et souhaite étendre sa coopération avec les Asiatiques.

Effectivement, tous les avionneurs européens, ainsi que Boeing qui ne fabrique pas d'avions de transport régional, regardent tous vers l'Asie, principalement la Chine, la Corée mais aussi Taiwan, dans la perspective du lancement d'un appareil de 100 places. Avec un taux de croissance actuel de 12,5 %, l'Asie devrait représenter en l'an 2008, plus de 50 % du marché mondial, ce qui est le cas des États-Unis actuellement, selon les experts. Dans ce contexte, Aérospatiale envisage déjà de nouvelles alliances. « Si nous décidons de

lancement d'un tel avion en partenariat avec l'Asie, nous souhaitons bien évidemment que DASA s'associe à cette affaire », estime de son côté Louis Gallois.

Le rachat de Fokker par DASA avait mis ce dernier en position de force. A l'époque, les partenaires d'ATR avaient refusé le stratagème que leur offrait l'industriel allemand. Aujourd'hui, l'alliance entre Aérospatiale, Alenia et British Aerospace renverse la vapeur et condamne les Européens à faire cause commune dans les avions de transport régional. On compte, il y a deux ans, dans cette région du monde, six constructeurs concurrents dans ce domaine avec ATR, Dornier (de Daimler-Benz Aerospace), le suédois Saab (24 % des avions de moins de 100 places), British Aerospace, le néerlandais Fokker et l'espagnol Casa. Bientôt devraient émerger deux pôles majeurs européens. Dasa-Fokker d'une part et les partenaires d'ATR avec British Aerospace d'autre part, concurrencés par le cavalier seul du suédois Saab, qui devra préciser sa stratégie. Et la restructuration ne pourra s'arrêter là face au canadien Bombardier-De Havilland (20 % du marché) et à l'américain Boeing.

Martine Laroché



## Les regroupements se multiplient dans le secteur de la pharmacie

La réduction des dépenses de santé accélère le phénomène partout dans le monde

Glaxo, qui vient de déclencher simultanément deux OPA, défie ses concurrents, les grands laboratoires mondiaux. L'objectif consiste à se préparer à l'apparition prochaine de produits dits « génériques » qui viendront concurrencer, à des prix inférieurs, les médicaments des marques grâce auxquels les grands groupes ont établi leur solidité financière. Et à supporter le coût des recherches sur de nouvelles molécules.

DEUX OFFRES publiques d'achat (OPA) lancées en moins d'une semaine par le même groupe, le cas est rare. Il s'agit même d'une première au regard des sommes engagées. Lundi 23 janvier, le britannique Glaxo n'hésitait pas à proposer 8,9 milliards de livres (74 milliards de francs) pour tenter d'acquiescer son compatriote Wellcome et devenir le numéro un mondial de la pharmacie. Le groupe lançait alors la plus importante offre de rachat dans ce secteur, laissant loin derrière le précédent record d'août 1994, établi par American Home Products, qui a dépensé 52 milliards de francs pour s'offrir American Cyanamid.

Trois jours plus tard, le 26 janvier, Glaxo récidivait en déposant une autre offre de 533 millions de dollars (2,8 milliards de francs) pour reprendre le laboratoire néerlandais Affymax, qui détient deux centres de recherches en Californie. Si cette acquisition présente par les deux parties comme « amicale » à toute chance d'aboutir, le rachat de Wellcome semble plus délicat. Le conseil d'administration de ce groupe a rejeté la proposition de Glaxo en recommandant à ses actionnaires de ne pas apporter leurs titres afin de « maximiser les chances d'une meilleure offre ».

### FLAMMÉE DES PRIX

Clairément, les dirigeants du laboratoire appellent de leurs vœux une contre-OPA et surtout espèrent que l'actionnaire principal, la fondation Wellcome Trust, détenteur de 39,5 % du capital, ne cédera pas comme convenu ses titres à Glaxo. Pour eux, le prix à payer pour devenir leader mondial n'est pas assez élevé. Sans doute comptent-ils que d'autres géants du secteur comme l'américain Merck, le suisse Roche ou l'allemand Hoechst cherchent à contrer

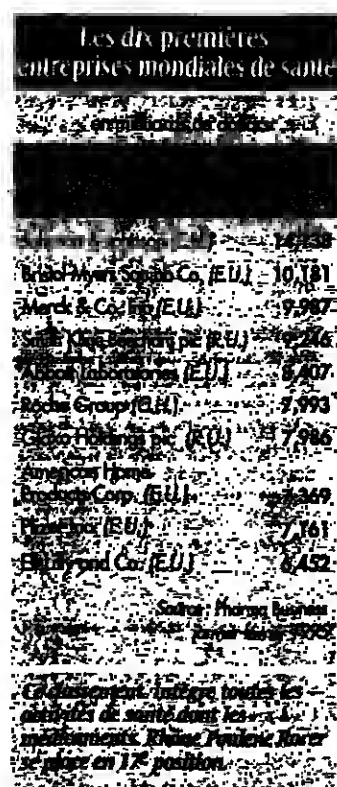
ce projet. L'accélération des acquisitions depuis maintenant plus d'un an et demi et la flambée des prix qui l'accompagne ont transformé le secteur pharmaceutique en un véritable monopole, avec pour scène principale les États-Unis, le premier marché mondial. Pas moins d'une quinzaine de rachats s'y sont opérés depuis l'automne 1993, et l'un des attraits de l'acquisition de Wellcome par Glaxo serait de se renforcer considérablement sur le marché nord-américain.

### ÉCONOMIES DE SANTÉ

Cette effervescence générale est née d'une conjonction de phénomènes que sont le durcissement des politiques de santé, l'accroissement de la concurrence, le coût élevé de la recherche et la chute dans le domaine public des grands brevets sur les médicaments. Ainsi, dans une industrie très morcelée où les dix premiers mondiaux détiennent moins de 30 % du marché mondial, estimé à 200 milliards de dollars, la tendance est-elle au rapprochement.

Le signal de ce mouvement a été donné au début des années 90 avec la fin de la hausse constante des prix des médicaments en raison des économies faites en matière de santé dans de nombreux pays. Les tarifs, qui progressaient de 10 % l'an jusqu'alors, suivent désormais le rythme de l'inflation (à peine 3 %). Conscients d'une baisse potentielle de leurs revenus, les laboratoires sont en outre confrontés à un double impératif apparemment contradictoire : continuer à innover et, dans le même temps, augmenter leurs présences dans les produits génériques, qui peuvent être vendus à des prix plus bas que les nouveaux produits.

Dans ce nouvel environnement, l'une des priorités reste l'innovation pour demeurer un acteur im-



portant. L'impératif est de concentrer au maximum la recherche, sachant que le coût d'un produit pharmaceutique oscille aux environs de 300 millions de dollars (1,8 milliard de francs) pour passer de la découverte à la mise sur le marché, avec seulement trois chances sur dix de récupérer les dépenses.

Le rapprochement Glaxo-Wellcome permettrait ainsi à la nouvelle entité de consacrer 10 milliards de francs à la recherche dans le traitement du sida, de l'hépatite, du cancer et de la migraine. L'acquisition d'Affymax, qui a développé une technologie capable de sélectionner les molécules les plus

innovantes, entre dans cette stratégie. Cet effort en amont se justifie par la brève durée de protection des produits, dont il faut sans cesse envisager la relève. Ainsi, Glaxo, qui a bâti sa fortune depuis trente ans sur son anti-ulcéreux, le Zantac, doit anticiper l'arrivée à échéance, à la fin de l'année, de son brevet aux États-Unis. Cela devrait se traduire par une chute des ventes du premier médicament vendu au monde, et une baisse de son prix pour résister aux copies qui seront faites par les concurrents.

### RÉDUCTIONS D'EFFETIVITÉ

Il en va de même pour Wellcome avec son anti-herpès, le Zovirax, dont le brevet tombera dans le domaine public en 1997. Chacun de ces deux médicaments représente un peu plus de 40 % des ventes de chaque groupe. Les deux laboratoires ont d'autres produits qui montent en puissance comme l'anti-migraïne Sumatriptan pour Glaxo et le Retrovir (AZT) destinés aux malades du sida pour Wellcome. Mais ils doivent continuer à alimenter leur portefeuille de découvertes.

Par ailleurs, pour affronter la concurrence, les groupes se redéploient vers l'aval en s'alliant à des réseaux de distribution. Dès juillet 1993, Wellcome et Glaxo ont signé chacun un accord avec Warner Lambert, le distributeur américain, spécialiste de l'automédication, la vente de médicaments sans ordonnance.

Enfin, ces intégrations et rachats provoquent d'importantes réductions d'effectifs. Dernier exemple, cette semaine, avec l'annonce d'American Home Products, concernant la suppression de 4 000 emplois aux États-Unis et dans le reste du monde suite au rachat d'American Cyanamid.

D. G.

## De nouvelles normes comptables menacent les groupes français

Elf subit de lourdes pertes pour 1994

LA PERTE NETTE record de 5,4 milliards de francs affichée par Elf (Le Monde du 27 janvier) risque d'être la première d'une longue série. D'ici deux ans, de nombreuses entreprises françaises vont sans doute plonger dans le rouge à cause de l'adoption de nouvelles normes comptables. Depuis des années, les groupes français adoptent volontiers des normes comptables américaines, celles du Federal Accounting Standard Board (FASB), ou internationales, celles de l'International Accounting Standard Committee (IASC). Ils n'ont guère le choix. Les textes français n'ont pas évolué depuis 1986 et ne permettent plus aux entreprises d'avoir une crédibilité suffisante sur les marchés financiers internationaux.

### ÉCARTS D'ACQUISITION

Cette année, Elf a ainsi appliqué par avance une nouvelle directive américaine, qui oblige, pour l'exercice clos en 1996, les entreprises à comparer les valeurs comptables et économiques de leurs actifs, et de les déprécier si nécessaire.

Cette opération ne se fait désormais plus globalement : il n'est plus possible de compenser les pertes de valeur d'un actif par l'appréciation d'un autre. Elf a ainsi dû déprécier ses champs pétroliers rachetés à Oxy en 1991, le raffinage-distribution en Grande-Bretagne ou les activités de carbonate de soude de Texas Gulf acquis en 1991. Total, qui n'appliquera cette norme qu'en 1996, sera moins touché : le second pétrolier français a toujours eu une politique comptable plus prudente.

La norme appliquée par Elf ne concerne pas les autres sociétés françaises. Le grand bouleversement, pour celles-ci, viendra de l'entrée en vigueur, l'année prochaine, d'une nouvelle norme in-

ternationale sur les « écarts d'acquisition ».

Lorsqu'un groupe rachète une société, il existe le plus souvent une différence importante entre la valeur comptable de l'acquisition et le prix réellement payé par la maison mère. Cette différence s'appelle « écart d'acquisition ». A compter des exercices clos en 1995, les entreprises qui adoptent les normes de l'IASB (Pechiney, Saint-Gobain, Schneider, Lafarge, Coppée, Thomson, LVMH...) devront raccourcir la durée d'amortissement de leurs écarts d'acquisition.

### PÉRIODE D'AMORTISSEMENT

Ceux-ci ne pourront plus être amortis sur quarante ans, mais sur vingt ans seulement. Résultat : les groupes français qui ont payé très cher leurs acquisitions à la fin des années 80 (Pechiney, Schneider, Saint-Gobain...) devront à posteriori rattraper tout le retard d'amortissement. L'opération risque de les faire plonger dans le rouge. Les entreprises qui adoptent des normes américaines (Rhône-Poulenc, Danone...) ont encore un répit. L'amortissement sur quarante ans est encore autorisé. Mais pour les acquisitions réalisées actuellement, la Securities and Exchange Commission, le gendarme de la Bourse américaine, impose désormais des durées plus courtes.

A compter de 1996 ou 1997, les marques et les parts de marché devront être à leur tour amorties, sur une période maximale de vingt ans. Là aussi, les groupes français vont devoir rattraper leur retard d'amortissement. Seule consolation : l'application de ces normes comptables n'aura pas d'impact sur la trésorerie des groupes concernés, les acquisitions ayant déjà été payées.

Arnaud Leparmentier

## Plaidoyer pour la réduction du temps de travail

Des expériences menées dans 131 firmes françaises

A l'heure où il faut utiliser toutes les armes pour limiter le chômage, la réduction du temps de travail est inscrite depuis longtemps dans la panoplie. Comment pratiquer les entreprises qui recourent à cette formule ? Des réponses éparpillées étaient données jusqu'ici. Voici enfin, sous la direction de Guy Aznar - dont on sait la part qu'il a prise depuis une quinzaine d'années dans l'approfondissement du sujet - un « répertoire » des expériences lancées en France par 131 firmes.

L'instrument de référence est précieux. On ne parle plus dans le vague mais de situations réelles. Les responsables qui cherchent encore leur voie auront ainsi sous la main un descriptif très varié où puiser peut-être une idée transposable dans leur entreprise.

L'auteur a classé les cas en trois types de stratégie. Dans les « stratégies défensives », on trouve ainsi bien pour sauvegarder l'emploi des processus de réduction

de salaire sans ou avec réduction du temps de travail, des dispositifs de temps partiel ou des initiatives beaucoup plus spécifiques. Sont analysées ensuite des « stratégies volontaristes ». Ici, des personnes ont décidé d'effectuer un arbitrage en faveur du temps partiel plutôt que de l'argent. Nous soumettons cette fois dans le domaine du temps choisi. Enfin sont présentées des « stratégies liées à une meilleure utilisation des équipements » (travail en équipes, annulation du temps de travail).

Ici et là sont reproduits in extenso des accords d'entreprise sur le sujet, des bilans de l'opération, des commentaires globaux. Un instrument de réflexion et de travail qui méritera d'être régulièrement tenu à jour.

P. D.

\* Répertoire 1994 des innovations du temps de travail. Sous la direction de Guy Aznar. Éditions du CATHAL (Agence régionale pour l'aménagement du temps), 16, boulevard Raspail, 75007 Paris. 152 p., 250 F.

## Contre la fraude communautaire

« MAIN BASSE sur l'Europe », titrait récemment François d'Aubert pour rendre compte des turpitudes qui jalonnent les affaires communautaires (Le Monde du 17 janvier). Moins anecdotique, certes, le livre de John A. E. Vervaele, professeur à l'université d'Utrecht (Pays-Bas), servira d'ouvrage de référence aux juristes qui se trouvent aux prises avec la fraude communautaire sous toutes ses facettes.

Non seulement le terrain est nouveau, mais il n'est pas encore très solide dans la mesure où les droits nationaux et communautaires interfèrent. Va-t-on vers une harmonisation du droit pénal des affaires ?

On estime généralement que 10 % du budget de la CEE est absorbé par des pratiques communautaires frauduleuses. Tant à Bruxelles que dans les États membres, ce chiffre, qui touche aussi bien les recettes que les dé-

penses, attire heureusement de plus en plus l'attention. L'auteur s'intéresse d'abord et dans l'extrême détail à l'intervention économique étatique et à la sauvegarde des droits communautaires sur la base des travaux des institutions européennes appropriées : Cour des comptes, Commission, Parlement, Cour de justice.

### QUATRE SECTEURS

Force est de constater que seul le droit allemand prévoit explicitement la protection des intérêts financiers de la Communauté. En France, le droit pénal des affaires n'a pas d'unité et de cohérence : il faut aller piocher ici et là dans le nouveau code pénal et l'on renvoie seulement à la réglementation de la CEE dans la loi sur les fraudes.

La fraude communautaire se situe essentiellement dans quatre secteurs : fraude à l'importation et

à l'exportation des marchandises ; fraude nationale sur la TVA ; fraude sur les interventions de marché dans la CEE ; fraude sur les subventions relevant des fonds structurels.

En attendant l'harmonisation du droit pénal des affaires, œuvre de longue haleine, John A. E. Vervaele note qu'il est grand temps que la sauvegarde du droit communautaire en général et des intérêts financiers de la Communauté en particulier soit envisagée sous l'angle de la loyauté réciproque, et ce en vue de l'intégration européenne.

Une voie généreuse, certes, mais il serait bien étonnant que les avocats voient sous peu leur chiffre d'affaires diminuer.

Pierre Drouin  
\* La fraude communautaire et le droit pénal européen des affaires, de John A. E. Vervaele. PUR 440 p., 280 F.

## Exxon veut rendre ses salariés plus autonomes

DANS UNE de ses usines situées sur le complexe pétrochimique de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime), Exxon Chemical expérimente, dans une grande discrétion, depuis environ trois ans, une organisation du travail fondée sur un très petit nombre de niveaux hiérarchiques et une grande autonomie des opérateurs.

L'origine du projet remonte à 1988. Le géant pétrochimique confié à Philippe Maisondieu la responsabilité de concevoir une usine de plastiques polymères qui doit employer environ 250 salariés. Cet ingénieur obtient que cet investissement de 2 milliards de francs repose sur deux principes : la qualité totale et la responsabilisation des hommes et des équipes. Bien que cette usine soit la plus importante qu'Exxon Chemical possède hors du continent américain, les dirigeants de Houston acceptent cette approche inhabituelle. Dès lors, les pièces du puzzle s'imbriquent parfaitement : afin d'avoir des équipes autonomes et des salariés polyvalents, Philippe Maisondieu embauche essentiellement des jeunes (moyenne d'âge : 27 ans), diplômés (CAP ou bac), recrutés par leur futur supérieur hiérarchique en fonction de dimensions personnelles comme le « goût pour le progrès continu ».

La formation joue un rôle majeur : chacun a droit à cinq mois de préparation avant le démarrage et les effectifs sont calculés afin que 10 % du temps de travail puisse être consacré à la formation. Pour assurer la polyvalence dans cette usine qui tourne en permanence, la quasi-totalité des opérateurs maîtrisent aujourd'hui deux métiers, certains trois et l'objectif est qu'ils en possèdent quatre.

Les niveaux hiérarchiques sont également au nombre de quatre : les opérateurs, les services communs, les responsables des opérations et le directeur. Le sys-

tème de gestion est cohérent avec l'organisation. Les augmentations sont partiellement individualisées : dans chaque équipe, la direction distingue les 10 % les plus performants, les 80 % « normaux » et les 10 % qui doivent progresser. Enfin l'intéressement repose sur trois critères : l'intervention des salariés a un impact ; la réduction des coûts variables, la qualité et la sécurité sont des facteurs de réussite. C'est ainsi que l'an dernier, malgré de mauvais résultats financiers dus à l'état du marché, chaque salarié a perçu une prime uniforme de 16 000 francs.

### UN PARI

Deux ans et demi après le démarrage, le premier bilan est satisfaisant. L'usine est une des plus performantes du groupe. Les opérateurs apprécient la polyvalence qui rend leur travail plus intéressant et les chefs d'équipe soulignent l'efficacité de leurs responsabilités sur le produit et sur les hommes. Néanmoins, quelques interrogations demeurent. Jacques Khelifi, secrétaire général de la CFDT-Chimie, seul syndicat présent, note que ce système est très sélectif à l'embauche et n'est donc pas généralisable. D'autres s'interrogent même sur sa pérennité. Si les structures avec très peu de niveaux hiérarchiques ont leurs adeptes, elles ont l'inconvénient de bloquer les carrières, un problème qu'accroît la jeunesse des salariés. Philippe Maisondieu reconnaît que « cette organisation repose sur le pari de la croissance », seule capable d'assurer un déroulement de carrière aux salariés. Il se veut résolument optimiste, même si les récents déboires d'Aluminium Dunkerque, qui fonctionne sur des principes comparables, l'amènent à rester prudent.

Frédéric Lemaître

## COMMENTAIRE LE CONQUISTADOR DÉPRÉCIÉ

LA MISE EN CONFORMITÉ des comptes d'Elf avec la nouvelle norme américaine FASB coûte 5,4 milliards de francs au groupe et fait plonger les comptes dans le rouge pour la première fois de son histoire. Parmi les trois acquisitions dépréciées, les deux principales ont été réalisées par l'ancien président d'Elf Aquitaine Loïc Le Floch Prigent : il s'agit des champs pétroliers en mer du Nord, acquis auprès d'Oxy en 1991 et dépréciés de 2,3 milliards de francs, et des actifs britanniques du raffinage-distribution, acquis entre 1990 et 1992, revus à la baisse pour 1,5 milliard de francs.

Ces deux acquisitions surpayées illustrent la stratégie de conquête menée par l'ancien président d'Elf, aujourd'hui à la tête de Gaz de France. « Le Conquistador », comme le surnommaient son entourage, n'a eu de cesse durant son passage à la tête de la première entreprise française, de 1989 à 1993, de révéler un groupe qu'il jugeait endormi. Ce qu'il a réussi. Par chance mais aussi par malheur pour la suite, le groupe était à l'époque très riche. Le président d'Elf pousse ses pions, dans tous les secteurs : exploration, production, raffinage, mais le fait sans trop compter. Le bénéfice record de 1990 (10,6 milliards de francs) l'a sans doute aussi grisé, d'autant plus que cette stratégie était saluée par la communauté financière. Les diversifications tous azimuts relèvent du même esprit. La reprise en main de l'entreprise par Philippe Jaffré, depuis août 1993, a fait l'effet d'une douche froide. Il est à craindre que le nettoyage ne soit pas fini.

Dominique Gallois



## Le séisme japonais coûterait 1,5 milliard de dollars au Lloyd's

Les dégâts subis par le port de Kôbé ainsi que les porte-conteneurs et leurs chargements alourdissent la facture des assureurs maritimes

**LONDRES**  
correspondance  
Entre 200 et 400 millions de dollars (environ de 1 à 2 milliards de francs) : tel serait le coût du séisme de Kôbé pour la Bourse d'assurances Lloyd's of London, à en croire son président David Rowland. Mais selon d'autres estimations, la facture des assureurs maritimes pourrait s'élever à 1,5 milliard de dollars en raison des dégâts importants occasionnés aux porte-conteneurs et à leurs chargements.

Les experts commandités par le marché de Limer Street ont entamé le 23 janvier, l'évaluation des dommages. A première vue, la Bourse mondiale des risques apparaît peu affectée par le tremblement de terre qui a frappé la ville de Kôbé le 17 janvier. Le Lloyd's est peu engagé au Japon dans la couverture des particuliers, assurés quasi exclusivement par des compagnies nipponnes, elles-mêmes réassurées en grande partie auprès des pouvoirs publics. Les compagnies japonaises pourraient être contraintes à débours plus de 7 milliards de livres au total (environ 56 milliards de francs).

En revanche, les destructions subies par le port de Kôbé risquent de se révéler coûteuses pour les groupes de souscripteurs du Lloyd's spécialisés dans les affaires maritimes. Certes, les installations proprement dites du deuxième port du pays étaient assurées à Tokyo et non à Londres, mais Kôbé est aussi l'un des plus importants ports au monde pour le trafic des conteneurs. Le Lloyd's affirme que plus de 70 % de la valeur des marchandises transitant par Kôbé sont dans des conteneurs. Or, les porte-conteneurs et leur chargement sont assurés

non seulement par le Lloyd's mais aussi par des grandes compagnies d'assurances britanniques.

De l'avis général, il est encore tôt pour faire la moindre estimation. La perte sera substantielle mais de toute façon gérable : tel est le leitmotiv de l'état-major du Lloyd's où l'on qualifie le chiffre de 1,5 milliard de dollars de « grossièrement exagéré ». Pessimistes, bon nombre de souscripteurs maritimes s'attendent toutefois à un afflux de demandes d'indemnisation de la part des loueurs de conteneurs. Si tel devait être le cas, le tremblement de terre ne manquera pas d'affecter le retour à la bonne santé financière d'une institution en crise dont les pertes ont totalisé 7 milliards de livres depuis 1988 (la Bourse annonce ses résultats avec trois ans de retard pour tenir compte du règlement des sinistres).

Marc Roche

## La précampagne présidentielle affecte le franc

La monnaie française a décroché vendredi en début de journée. Elle était à son plus bas niveau depuis quatorze mois.

Le franc, qui avait souffert au cours des dernières semaines des contre-coups des plongées de la lire et de la peseta, a démonté à nouveau sa fragilité, vendredi 27 janvier en début de journée. Il a été cette fois clairement attaqué pour des raisons politiques. Puisque c'est à la suite de la parution dans l'hébdomadaire *L'Événement* du jeudi d'un article indiquant qu'Edouard Balladur aurait pu bénéficier de financement par le tourage d'Alain Carignon que les marchés de change internationaux. Le franc a commencé à perdre du terrain face au deutschemark dans la nuit de jeudi à vendredi sur les places asiatiques, un mouvement qui s'est amplifié vendredi en Europe.

Le franc s'écroulait alors autour de 3,4680 francs pour un deutschemark au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,4605 francs jeudi soit. A un moment, le franc a même touché un plus bas niveau depuis

quatorze mois de 3,4715 pour un mark. Lors de la crise monétaire de l'été 1993, la devise française était tombée à un plancher historique de près de 3,55 francs pour un mark. Elle s'était depuis raffermie à des niveaux de 3,39 francs.

Les marchés craignent d'autant plus un affaiblissement d'Edouard Balladur qu'il entraînerait à leurs yeux un risque de remise en cause par la France de la logique de Maastricht et de la primauté accordée à la stabilité monétaire. Dans une étude publiée au début du mois, la première banque d'affaires britannique, SG Warburg, estimait que le franc français pourrait franchir la barre des 3,50 pour un deutschemark si le marché des changes venait à mettre en doute la capacité de la France à répondre aux critères de convergences nécessaires à son adhésion à l'union monétaire européenne.

E. L.

## Le CDE perdra près de 1 milliard de francs en 1994

Le Comptoir des entrepreneurs (CDE) a annoncé jeudi 26 janvier avoir enregistré en 1994 une perte nette, hors éléments exceptionnels, « proche » de celle de 1993, qui avait été de 825,2 millions de francs. En 1992, elle avait atteint plus de 1 milliard de francs. Le renouveau par les AGF et le Crédit foncier de France et une première opération de sortie de créances immobilières douteuses de 9 milliards de francs de son bilan n'auront pas suffi à assainir les comptes de la société.

Un deuxième plan prévoit la sortie de 7 milliards de francs auquel l'Etat est censé apporter un premier financement de 4,5 milliards de francs auquel s'ajouterait un financement subordonné à hauteur de 400 millions de francs par les AGF, actionnaires à 33 %. Seule certitude de ce montage, le Crédit

foncier de France, qui avait été contraint par les pouvoirs publics d'entrer au capital du CDE pour 200 millions de francs, tentera de rester à l'écart de cette opération. Il devrait à terme également tenter de sortir du capital du CDE. L'ancien gouverneur du CFF, Georges Bonin, avait posé ses conditions. Son successeur, Jean-Claude Colli, ne sera pas moins ferme. La première contrepartie de leur soutien vient d'être annoncée : le CDE va progressivement abandonner la distribution des prêts pour l'accession à la propriété (PAP) au profit du CFF. François Lemasson, le patron du CDE, l'a confirmé hier à l'issue du conseil d'administration. Cette décision ôte au CDE toute mission d'intérêt général et consacre la banalisation complète de l'établissement.

### COMMUNICATION

## « Libération » engage un plan d'économie de 50 millions de francs

Le quotidien de la rue Béranger revoit ses effectifs et sa pagination à la baisse

Quatre mois jour pour jour après le lancement de « Libé III », le conseil d'administration de la société éditrice du quotidien *Libération*, la SAJF, qui examinait, jeudi 26 janvier, les conditions de souscription par les actionnaires de 75 millions de francs en obligations convertibles (*Le Monde* du 21 décembre), a décidé un plan d'économie de 50 millions de francs. Ce plan passe par une réduction de la pagination (de 80 à 60 pages) et une réduction d'effectifs. Une centaine de salariés pourraient être concernés par cette mesure.

Dans un communiqué, la direction de *Libération* a indiqué, à l'issue du conseil, que les pertes prévues en 1995 par le plan de développement adopté en juin 1994 ont été revues à la baisse : 61 millions de francs contre les 113 millions prévus dans le plan de développement de juin 1994. Les ventes du nouveau quotidien ont progressé, si on en croit les résultats présentés lors du conseil d'administration de *Libération* : « + 13,6 % sur les quatre derniers mois de l'année, après un - 4,3 % au cours des huit premiers mois » de 1994. Cette progression est plus spectaculaire en province que sur Paris-Ile-de-France, où le quotidien réalise traditionnellement 60 % de ses ventes.

Pourtant, les nouvelles recettes liées à cette progression de la diffusion ne suffisent pas à faire contrebalancer à l'explosion des dépenses, notamment salariales, liées à la nouvelle formule. Directeur général de *Libération*, Jean-Louis Péninou insiste sur le coût des retards de distribution : « *Libé III* », pendant plus de quinze jours, est arrivé en retard dans les kiosques (*Le Monde* du 5 octobre). La reprise publicitaire, tant attendue, a été vraisemblablement su-

révaluée, analyse également un membre du conseil d'administration.

Pour enrayer l'hémorragie financière - le journal perd aujourd'hui entre 13 et 14 millions de francs par mois, confirme Serge Joly, directeur-gérant de la publication - le conseil d'administration a donc exigé des mesures d'économies. Plusieurs pistes se sont ouvertes. Une augmentation du prix de vente - de 6 à 7 francs - est depuis quelques semaines à l'étude, « mais aucune décision n'a encore été prise », dit Serge Joly. Les représentants des actionnaires ont en revanche imposé, jeudi 26 janvier, « un allègement de la pagination et des coûts de structure » : de 80 pages, le journal passera ainsi à « 60 pages environ ». Soit « quinze à vingt pages de plus que le *Libération* de l'ancienne formule », tient à préciser Jean-Louis Péninou. Ni la section « Métro », ni la section « Vous » ne devraient être touchées. La réduction de la pagination s'effectuera à doses « homéopathiques » sur l'ensemble du journal. Le magazine du samedi subsiste lui aussi. Ce dernier devra néanmoins trouver au plus vite « une identité précise », explique un membre du conseil d'administration.

« En somme, la réalité économique a rejoint les demandes de nos lecteurs », explique Jean-Louis Péninou. Des études menées après le lancement de la nouvelle formule ont confirmé, comme le courrier, que les fidèles de *Libération* n'étaient pas encore prêts à ce journal self-service où l'on picore, explique-t-on au journal. « En innovant un peu trop, nous avons pris un risque trop important avec les lecteurs fidèles de *Libé* », dit un membre du conseil d'administration. « Nous sommes obligés de piloter extrêmement fin pour ne pas

les perdre, et continuer d'en séduire de nouveaux. » Serge Joly pourrait confirmer, mardi 31 janvier, le retour à *Libération* de Claude Magliori, le directeur artistique de l'agence Éditorial qui avait réalisé la maquette de *Libé II*, et dont les réserves à l'égard de la nouvelle formule lancée en septembre étaient connues.

### Ce n'est pas l'échec de la nouvelle formule mais du plan de développement

C'est « l'allègement des coûts de structure » évoqué dans le communiqué, qui a évidemment provoqué la plus grande émotion à *Libération*. Mercredi soir, un communiqué de la direction, affiché dans les salles de rédaction, indiquait qu'une stabilisation des effectifs autour de « 400 à 405 employés » était nécessaire. Selon Serge Joly, les salariés représentaient aujourd'hui 510 personnes, dont 80 contrats à durée déterminée (CDD). « Les départs concerneront en priorité ces derniers, qui avaient été engagés dans des conditions de précarité très claires », explique le directeur. Un chef de service confirmait hier qu'une « centaine de personnes » seraient touchées par ces départs, qui devaient être évoqués, vendredi 27 janvier, au cours d'une rencontre entre la direction de la rédaction et les chefs de service.

« L'échec n'est pas le nôtre, pas plus d'ailleurs que celui de la nouvelle formule rédactionnelle », expliquait-on à la rédaction. « L'échec est celui du plan de développement ». Le nouveau mode de

financement par obligations (75 millions de francs, convertibles en actions) qui est venu remplacer la deuxième tranche d'augmentation de capital, prévue à 125 millions de francs avec de nouveaux actionnaires, n'avait pas soulevé l'enthousiasme des salariés (*Le Monde* du 21 décembre). Approuvée le 26 janvier par le conseil d'administration, la souscription provoque quelques réserves : ce mode de financement ne permet pas d'alimenter le fonds de rachat des salariés mis en place après l'adoption de nouvelles structures juridiques.

La société Soparic (groupe Chargeurs), déjà actionnaire à hauteur de 12 % de la SAJF, société éditrice de *Libération*, s'est portée garante de l'émission obligatoire, en principe réservée aux actionnaires. Selon M. Péninou, le personnel (45 %) ne suivra pas cette émission et la participation de Chargeurs devrait progresser, dans la limite du plafond de 20 % imposé à chaque actionnaire extérieur. BSN (12,5 %), la Macif (3 %) et le groupe André (3 %) devraient eux, accompagner Chargeurs.

Les onze membres du conseil ont décidé, enfin, la création d'une filiale commune entre *Libération* et le groupe de Jérôme Seydoux et d'une filiale 50-50 multimédias (télématique, produits on line, CD-ROM). Cette alliance avec Chargeurs, dont on précise à *Libération* qu'il possède, via sa filiale Pathé Interactive, une « bonne connaissance » du secteur conforte encore un peu plus la position de Jérôme Seydoux dans *Libération*. Le vice-président du groupe, Edouard Malone, est entré, le 26 janvier, en compagnie de Gérard Desportes, journaliste à *Libération*, dans le conseil d'administration.

Ariane Chemin

## Compaq devient le numéro un mondial des micro-ordinateurs

LE CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE TEXAN Compaq a annoncé mercredi 25 janvier un quasi-doublement de son bénéfice net pour 1994 à 867 millions de dollars (4,5 milliards de francs) contre 462 millions (2,5 milliards de francs) en 1993. Le chiffre d'affaires s'est établi à 10,86 milliards de dollars (57,5 milliards de francs). Le groupe a détrôné en 1994 les géants IBM et Apple à la tête des livraisons mondiales de micro-ordinateurs. Compaq s'est assuré en 1994 une part de marché de 10,3 % (contre 8,1 % en 1993). IBM a vu ses ventes chuter de 6 % et sa part de marché se restreindre à 8,5 % (contre 10,8 %).

■ **FORTE** : le groupe britannique d'hôtellerie et de restauration, qui a racheté la chaîne *Méridien* à Air France au mois de septembre 1994 (*Le Monde* du 16 septembre 1994), a annoncé jeudi 26 janvier à Londres qu'il allait prochainement présenter un plan de restructuration pour la chaîne d'hôtels. Rocco Forte, qui dirige le groupe fondé par son père, a précisé lors d'une conférence de presse à Londres que cette « importante restructuration » pourrait être présentée dès la semaine prochaine et s'accompagnera de « certaines suppressions d'emplois ». Le britannique entend malgré tout conserver « une présence significative » à Paris où il possède déjà le Georges V.

■ **LE DIMANCHE** : une association qui porte ce nom et est favorable à l'ouverture dominicale des commerces, a lancé, jeudi 26 janvier, une campagne d'information sur une « charte sociale associant patrons et salariés » affichée à l'entrée des magasins concernés. Chaque entreprise voulant ouvrir le dimanche, estime Christian Liagre, président de l'association, devrait négocier un accord direction-salariés garantissant à ces derniers, le « strict respect du volontariat » et « des avantages précis » : un doublement du salaire, deux jours de repos consécutifs ainsi qu'un engagement de l'employeur sur des embauches liées à l'ouverture dominicale. L'association revendique une vingtaine d'enseignes adhérentes (*Chaussures André, Eram, Conforama, Leroy-Merlin*), des franchisés (*Mc Bricolage*) ainsi que le groupe Usines Center (magasins d'usines).

■ **JP MORGAN** : La cinquième banque américaine, basée à New York, a annoncé jeudi 26 janvier la réduction de 10 % de ses coûts, qui pourrait entraîner jusqu'à 1 700 suppressions d'emplois dans le monde. Le nouveau président de la banque, Douglas Warner, a précisé dans une note interne que la chute des bénéfices l'année dernière et « la situation difficile des marchés » le contraignait à réduire ses dépenses. Le bénéfice net total de JP Morgan a chuté de 29 % à 1,21 milliard de dollars en 1994 par rapport à 1993.

■ **HOCHTIEF** : le numéro trois européen du bâtiment-travaux publics, ne peut porter à 35 % ses parts dans son concurrent Philipp Holzmann AG. L'office allemand de la concurrence a interdit, jeudi 26 janvier, cette opération, soulignant qu'elle déboucherait sur une position dominante des deux sociétés avec une part de 34 % du marché des gros contrats, outre-Rhin. Filiale du groupe électrique RWE, Hochtief, qui détient depuis 1981 20 % de Holzmann, a décidé de faire appel de cette décision auprès de la cour d'appel de Berlin.

■ **INDUSTRIE AUTOMOBILE** : selon l'Organisation internationale des constructeurs d'automobiles, la production automobile mondiale a augmenté en 1994 de 6,1 %, pour s'établir à 49,5 millions de véhicules. C'est en Europe occidentale que la croissance a été la plus forte puisqu'elle s'est élevée à 13,3 %. En France, la production a augmenté de 12,9 % en 1994.

■ **SAINT-GOBAIN** : le groupe a confirmé le lancement de deux OPA sur les titres détenus par les actionnaires minoritaires de sa filiale italienne Vetri cotée à Milan et de sa filiale allemande Oberland cotée à Frankfurt et à Munich. Les montants de ces opérations sont de respectivement 140 millions et 350 millions de francs.

## Notre collaboratrice Annick Cojean, lauréate de la Fondation Mumm

La Fondation Mumm pour la presse écrite a récompensé, jeudi 27 janvier, Annick Cojean, grand reporter au *Monde*, pour un article sur les vétérans du jour J (publié du 17 mai au 6 juin 1994), ainsi que pour une longue série d'enquêtes sur les quotidiens les plus prestigieux de la planète (du 9 au 17 décembre 1994). Trois autres lauréats ont été sélectionnés par le jury Mumm : il s'agit de Patrick de Saint-Exupéry (*Le Figaro*), récompensé par un article sur le Rwanda (« Les récits des tueurs fous »), d'Angelo Rinaldi (*L'Express*), primé pour un article sur Violette Leduc (« Impériale Violette »), et d'un groupe de jeunes journalistes du quotidien *Nord Éclair*, que le jury a distingués pour leur longue enquête collective « Le scandale du chômage des jeunes ».

Chacun des lauréats se verra remettre, jeudi 2 février, en présence du ministre de la communication Nicolas Sarkozy, un chèque de 50 000 francs. Le jury, présidé par Françoise Giroud, réunit quelques-uns des grands noms de la presse française, notamment André Fontaine, Jean d'Ormesson, Jean Dauterive, Alain Genestier, Franz-Olivier Giesbert, Claude Lambert, Ivan Leval, Christine Ockrent, Bernard Pivot, Patrick Poivre d'Arvor, Philippe Tesson et Roger Théron.

■ **PRESSE** : une dispute a éclaté entre les deux repreneurs du « Quotidien de Paris », Nicolas Mignet et Robert Lafont, qui se sont affrontés par voie de communiqué, avant même la reparation du titre, prévue le 14 février. Nicolas Mignet avait annoncé, mardi 24 janvier, qu'une augmentation de capital de 300 000 francs, nécessaire au redémarrage du *Quotidien* et non suivie par Robert Lafont, portait du même coup sa participation et celle de sa société Bourse SA à 99 % de la SARL Le Nouveau Quotidien de Paris. Robert Lafont a réaffirmé jeudi 26 janvier, dans un communiqué, « qu'il est toujours propriétaire de 50 % de la SARL Nouveau Quotidien de Paris », car, selon lui, « aucune augmentation de capital n'a été portée à sa connaissance et aucune augmentation de capital ne peut intervenir sans son accord ». Il ajoute que ses avocats sont chargés de « diligenter toute procédure pour [qu'il soit] rétabli dans ses droits ».

### CORRESPONDANCE

## Associated Press à Grozny

Nous avons reçu les précisions suivantes de Pierre Legros, directeur du service français de l'agence américaine Associated Press (AP) : « Nous avons été vivement surpris de lire dans *Le Monde* daté du 10 janvier, dans l'article que vous avez consacré à l'AFP, que, « le 1<sup>er</sup> janvier, l'AFP était la dernière agence encore présente à Grozny ».

« Ceci laisse supposer que l'Associated Press n'était pas et ne serait pas présente à Grozny, ce qui est faux [...]. »

« L'Associated Press a des journalistes à Grozny depuis le 11 décembre. Ont participé à la couverture des événements dans la capitale tchétchène : Chris Bird, notre correspondant à Tbilissi ; Sergueï Chagorodsky, l'un de nos correspondants à Moscou ; Maxime Korjov, correspondant à Saint-Petersbourg ; Tom Ginsberg, rédacteur en chef du bureau de Stockholm ; Barry Rayfrew, directeur du bureau de Moscou... »

« De plus, nous avons fait des photos quotidiennement à Grozny depuis le 11 décembre, et nos équipes de télévision y ont tourné des images qui ont été diffusées notamment par CNN. »

هكذا من الأطل







## RÈGLEMENT MENSUEL

**VENDREDI 27 JANVIER**

**Liquidation : 21 février**

Taux de report : 5,25  
Cours relevés à 12 h 30

**CAC 40**  
  
**PARIS**

**-0,19 %**

CAC 40 :  
1827,83

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% ±	Quotité négo- ciation (1)	Dérogation 1
EDF-COF 3%	6260	6240	+ 0,16	5	Des A.N.P. + Collé 2
B.N.P. (T.P.)	1010	1015	- 0,15	5	Des A.N.P. + Collé 2
C.R. Lyonnais (T.P.)	910	910	-	10	Dynacoin 1
Renault (T.P.)	1840	1891	- 1,95	10	Rafège 1
Reunis Poitiers (T.P.)	1987	1990	+ 0,51	10	Ef Aquitaine 1
Edif Colobert (T.P.)	1140	1140	-	10	Des A.N.P. + Collé 2
Thomson SA (T.P.)	1080	1080	-	10	Sollor Int 1
Accor 1	334	345	+ 2,96	25	Rafège Int ADP 1
Alp Légière 1	729	729	- 0,54	10	Esso 1
Alcatel Alcatel 1	4652	4652	-	10	Burroughes 1
Alcatel Cable 1	41610	4149	+ 2,86	10	Esso 1
Alpi 1	344	338	- 1,74	50	Esso RSCG W 1
ACF-Ass. Com. France	17720	18040	+ 1,58	10	Europe 1 1
Aut. 1	2860	2842	+ 0,19	5	Flam 1
Banque 1	415	415	-	10	Flam 1
Banque (Cie) 1	47950	47850	- 0,21	1	Flam 1
Bayer Cabot Cils 1	95	95,10	+ 0,11	25	Flam 1
Bayer Hef. Ville 2	539	-	-	50	Flam 1
Bayer (M) 2	1430	-	-	50	Flam 1
BIC 1	668	667	- 0,15	25	GAN 1
BIS 1	332	330	- 0,60	25	Gan 1
B.N.P. 1	23780	23610	- 0,71	10	Gan 1
Boulogne Technico 1	268	260,40	- 0,71	10	Gan 1
B.P. 1	274	274	- 0,57	10	Gan 1
Bor Morte (Au) 1	581	580	- 0,79	1	Gan 1
Boulogne 1	337	332	- 0,31	25	Gan 1
Cantel 1	104	109	- 1,86	5	Gan 1
Central Invest. Sociétés	188	188	-	10	Gan 1
Central Invest. 1	180,20	179	- 0,11	30	Gan 1
Carrefour 1	2071	2045	- 0,29	5	Gan 1
Central Guidard 1	115,80	113,10	- 0,46	50	Gan 1
Central Guidard ADP 1	118	116,50	- 1,27	50	Gan 1
C.C.F. (C) 1	199	199	+ 1,31	10	Gan 1
C.C.F. 1	199	199	-	10	Gan 1
CGM (Cie) 1	56	56	+ 3,57	100	Gan 1
CGM (Cie) 1	400	400	-	10	Gan 1
CGM Communication 1	455	450	- 1,10	50	Gan 1
Cinéma Euro-Réun 1	54	54	-	10	Gan 1
Cinéma 1	865	880	+ 1,73	10	Gan 1
CCIP 1	1004	1004	-	10	Gan 1
Chargers 1	1114	1132	+ 1,61	25	Gan 1
Chargers 1	223	223	- 0,72	10	Gan 1
Chargers (P.N.B.) 1	283	287	+ 1,79	25	Gan 1
Charges 1	331	390	+ 2,36	10	Gan 1
Chap Mediacenter 1	405	405	-	10	Gan 1
Chap 1	270	264	- 0,74	1	Gan 1
Chap 1	912	912	+ 0,77	10	Gan 1
Compair Editor 1	219	-	-	10	Gan 1
Compair Mod. 1	1287	1293	+ 0,47	10	Gan 1

327	326	-0.31	25	Lyonaise Saint-E	417	411	-0.43
693	691	-0.29	10	Marine Wende I	344	346	+1.16
377/170	378	+0.24	19	Mazza-Hachette I	115/70	114/60	-1.12
369/90	362	-2.14	25	Metatrumpet I	75/48	74	-1.86
327	340	+1.30	10	Musical Inter-I	208/80	212/80	+4.00
322	331	+0.25	25	Nichifini I	208/80	207/80	-0.48
4889	4909	+0.61	1	Moulines I	182	181/18	-0.88
728	727	-0.14	10	Navigation Music 1	375	376	+0.72
406	406	0.00	10	Nord-Exp I	136/50	136	0.00
348	345	-1.33	10	Nord-Exp II/2	327	326	-0.50
2745	2745	0.00	1	NRG I	455	456	+1.10
379	379	0.00	1	Oliper I	1,380	1,385	+0.57
78/25	85/50	+5.43	30	Ortal I	1,081	1,081	0.00
379	379	0.00	1	Parvizi I	329/50	327	-0.75
668	665	-2.54	25	Peddyday CIP I	386	383	-0.56
122/50	122/40	+0.08	25	Peddyday Inc I	140	145/50	+1.70
484/90	481/50	-0.70	10	Pernod-Hard I	30/10	30/20	+1.00
990	990	0.00	1	Pierrot I	710	711	+1.13
590	593	+0.51	25	Pinkette I	960	962	+0.21
791	794	+0.38	10	Plastic-Omn (L) I	339	356	+0.18
378/10	382/20	+1.08	1	Poker I	375	374	-0.51
684	684	0.00	1	Polka I	863	867	+0.79
736	725	-0.41	25	Promoter I	921	923	+0.22
490/10	488	-0.43	25	Publicis I	395	428	+2.89
643	644	+0.16	50	Publicistie I	1,640	1,640	0.00
736	735	-0.01	25	Rampy Coudrains I	1,650	1,650	0.00
122/50	123/20	+0.41	100	Remate I	170/50	170	-0.29
476	475	-0.39	10	Renzel I	679	679	0.00
1360	1352	-1.85	1	Rhone-Polcar A1	2,000	2,000	0.00
34/25	34/25	0.00	50	Rhone-Polcar (L) I	37/40	36/40	-1.74
875	875	0.00	1	Rousseau Udit I	649	648	-0.15
89	89/50	-0.79	100	Rue Impatierte (L) I	3450	3440	-0.90
455/10	455/10	0.00	50	Sade (Op) I	179	179	0.00
2097	2097	0.00	1	Saint-Gobain I	2620	2610	-0.90
200/50	200/50	+0.49	10	Saint-Louis I	611	622	+0.16
527	527	0.00	1	Salomon (L) I	1342	1354	+0.60
1728	1727	-0.23	10	Salomon (L) I	2080	2089	+0.75
200	200	0.00	1	Sand (Op) I	4300	4300	0.00
370	375	+1.35	10	Sanel I	235/50	257/50	+2.20
500	499/50	-0.02	10	Sax-Z	1860	1885	+1.34
691	690	-0.02	10	Schneider (Op) I	1192	1225	+1.53
320	320	0.00	1	Schneider (Op) I	1810	1810	0.00
440	434/50	-1.41	30	SCOR SA I	194	182/50	-1.44
1228	1228	0.00	5	S.E.B.I	501	495	-1.20
381/40	381/40	0.00	5	Serfing I	342/60	348/38	+0.26
147	145	-1.36	50	S.F.M. Z	112	120	+0.72
515	509	-1.17	25	SGE I	1072/50	1170/50	+1.35
361	364	+0.81	10	Sied I	1180	1190	+1.05
445/50	51	-1.49	25	S.I.T.A. I	410	405	-0.50
87/40	87	-0.13	25	S.I.T.A. II	632	630	-0.32
352	348	-1.14	25	Sis Rasseigné I	1820	1895	+0.82
520	515	-0.96	10	Sigot I	375	376	+0.33
320	322	+0.16	18	Sigot-Sale A1	511	511	0.00
540	540	0.00	1	Sichon I	850	850	0.00
746	744	-0.27	25	Sommer-Aubert I	1780	1780	0.00
360/80	369	+0.87	1	Sogolia I	400	401	+0.22
119	118/40	-0.10	1	Sovac I	351/50	360	+0.43
261	261	0.00	1	Sovac-Sovac I	220	220	0.00
273	270	-0.77	25	Strat Cominco I	480	480	0.00
6360	6340	-0.31	5	Stratir Facom I	599	604	+0.83
4308	4327	-0.21	5	Suez I	229/50	236/90	-0.23
320	320	0.00	1	Suzanne I	221/20	221/20	0.00
943	860	-2.82	25	Tecnicap SA I	252	254	+0.79
829	831	+0.24	10	Thompson-CSF I	136/50	139/50	+0.71

[illegible]

182,95	1157	0,76	25
302,60	362,60		60
62,10			10
250,20	422,60	0,68	50
150,50	229,10	1,68	100
75,55	16,35	2,61	50
133,10	182,20	4,62	100
202,10	202,50	1,22	25
298	274	1,86	50
61,20			100
417,40	453,30	- 0,85	100
319,10	319,50	- 0,52	25
4936	4936	0,33	5
263,50			100
67,30	204,90	2,49	100
158	598	3,75	25
39,50	30	0,61	5
137,10	169,60	- 10	100
134	103,50	- 5,42	10
202,20	320,45	102,25	5
39,95	39,95	- 1,18	100
195	196,10	0,56	50
64,50	64,50	0,17	25
9,25	9,40	0,12	100
262,50			10
362	41		10
282	284	0,77	100
190,50	131	0,15	1
39,35	59,50	0,62	200
226,20	226		100
87	84	- 1,69	100
226,30	244	0,45	82
64,50	64,75	0,78	100
45,45	33,30	- 0,55	50
615	618	0,29	5
318	342,50	1,33	10
407	405	- 0,25	100
97,10	1378	2,51	10
165,20	144	- 1,39	100
105,50	162,10	1,54	130
3,85	7,25	0,40	200

Lx = Lyon; M = Marseille  
 100 = sans déduction; 250 = 25  
 (T) :  
 31/12  
 montant du coupon  
 montant des versements  
 31/12  
 montant des versements  
 31/12  
 montant des versements

**ABRÉVIATIONS**  
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille  
N = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**  
1 ou 2 = catégories de cotation ; sans indication : cotation ;  
■ coupon détaché ; ● droit détaché.

**DERNIÈRE COLONNE (1) :**  
Lundi daté mardi ; % variation 31/12  
Mardi daté mercredi ; montant du coupon  
Mercredi daté jeudi ; paiement dernier cours.  
Jeudi daté vendredi ; compensation  
Vendredi daté samedi ; quantité de négociation

**COMPTANT**

Une sélection Cours relevés à 12h30

**VENDREDI 27 JANVIER**

OBLIGATIONS	du % nom.	du coupon	
BFCF 9% 01-02	104,35	2,071	QAT 5,50% 07/01 CA
CEPMF 6,50% 08 CA	102,35	4,850	QAT 5,50% 08/08 CA
CEPMF 7% 01-02	104,05	3,078	QAT 5,50% 08/08 CA
CEPMF 7% 01-02 TFR	102,25	3,078	QAT 5,50% 08/08 CA
CFD 9% 90 CA	106,60	1,236	QAT 5,50% 09/01 CA
CFD 6,50% 01	101,31	0,261	QAT 5,50% 09/01 CA
CFD 10% 08-09 CA	106,60	2,036	QAT 5,50% 09/01 CA
CFD 9% 08-07 CA	106,60	2,036	QAT 5,50% 09/01 CA
CFD 10% 09-00 CA	102,25	1,236	QAT 5,50% 09/01 CA
CLF 6,50% 01-02	103,77	5,590	QAT 5,50% 10/01 CA
CLF 9% 08-09 CA	105,35	3,077	QAT 5,50% 10/01 CA
CLF 9% 07/01 CA	102,25	6,638	LYO 11,25% 05 CA
CLF 10,00% 02-03 CA	101,31	4,951	LYO 11,25% 05 CA
CRN 10% 07-08 CA	102,25	2,638	LYO 11,25% 05 CA
EDF 6,50% 08-09 CA	102,25	6,152	
EDF 6,50% 92 CA	102,60	6,904	

		ACTIONS	Cours précéd.	Dernières cours	Fidélité/Financier/2
46	3,523				Finlandia
47	3,065.1				F.L.P.P.
48	5,823				Fondère (Cie)
49	4,995.5	Bains C.Montana 2	620	630	Fondère Eurp
50	5,86	B.A.U. Interpore 2	288	288	Gardnia
51	9,719	Bidermann Ind 2	119	—	Gaz. S.A.R.D.
52	5,030	B.T.P. (la Cie) 2	110	118.50	France S.A.1
53	1,271	Cambridge	010	015	Frans. Paul-Renaud
54	0,001	Carbone Lormaine 2	729	712	Crampont 1
55	2,167	CBCI 2	247	265	—
56	5,622.0	Centraire Mariny	375	—	—
57	0,032	Ceragen Holdings	3	—	G.T.V. (Transport)
58	5,098	Chances (Nv)	21	—	Immobila 2
59	1,710	C.I. (C.I. 1987) 2	312.60	312.60	—
60	6,375.6	C.I. (C.I. 1987) 2	20.17	20.17	—
61	6,712.4	C.I. (C.I. 1987) 2	378	378	Invest. (Cie Cie)
62	0,001	C.I. (C.I. 1987) 2	793	800	Lie Bonnières
63	0,001	C.I. (C.I. 1987) 2	17.25	—	Local Finance
64	2,189	Credit Com. Ind.	50	—	Louvre 1
65	4,454	Darby	330	—	Lucis
66	1,794	Debut Berlin	626	—	Machines Bul.
67	6,055.1	Edis Rassin Vichy	250	—	Meyrign
68	—	Eclat 1	865	878	Metal Develop
69	—	Em. Arap. Paris	3801	—	Mors 2
70	—	Ericardia Berghin Cl	650	630	Navigation (NHE)

75	136	Chang-Chienfeng	1870	1330	Wang 2
105		Palau Island	375	375	Wang 2
105		Pang-Chienfeng(M)	1400		
105		Parfennine 2	180	182	
160		Pari Orleans	243,80		
474	185,90	Pau Heichou's	850		
21		Porchor	222	225,10	
23	715	Promotees (C)	600		
150		Rochefortaine Com	203	195,10	
280		Rouman 2	358	237,50	
		Rouquier 2	778		
		S.A.F.I.C. Alcan	394	299	
88	450	Saga	320	340	
308		Sale de Midi 2	430,20	432,30	
781		Saint-James M.	156		
5500		Saks 2	460,60		
4400		S.I.P.H.	591		
1406		Serfal	190		
466		S.I.P.H.	317	318,80	
210		Sofarm A.C.L. Reg.	75,10	75,10	
65,20		Sofragi	3738	3738	
22,10		Soudouze Autogene	962		
75	142	Soukoun 2	405		
75		Vandinger 1	2050	2050	
16		Yaro Edmond	262,50		
80		Eyo 2	285	250	

**ABREVI**  
**B = Border**  
**My = Affair**  
**SYMBOL**  
 1 ou 2 =  
 categories  
 o = offer  
 & = demand

IONS  
Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille.  
ds = Nantes.

5  
sories de cotation - sans indication  
coupon détaché; ● droit 200/100.  
= demandé; † offre réduite;  
duite; # contrat d'arbitrage.

**ABRÉVIATIONS**  
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille.  
N = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**  
1 ou 2 = catégories de location - sans indication  
catégorie 3; M = coupon détaché; ● = droit détaché.  
O = offert; d = demandé; T offre réduite;  
\$ demande réduite; # contrat d'animation.

## SECOND MARCHÉ

**Une sélection Cours relevés à 12h30**

**VENDREDI 27 JANVIER**

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours	ONIM Cae Coteaux Coteaux, Bure-TOT
Adal (Nt) #	53	73	Confiança S.A.
AFE 21 #	440	448	C. de la 2 <sup>e</sup> 72
Alge 2	250	255	C.A. Gironne
Alain Marouk (L) 2 #	95	95	C.A. Haute Normand
Albers S.A. (L) #	126,10	126,10	C.A. J. & Vallée
Albray Tote 1 #	44,50	44,50	C.A. J. & Vallée
Almari Aspects	449	449	C.A. Paris (DF)
Adime (ex Seglin)	246,30	259	C.A. P. & L.
B.A.C.	26,70	28,70	C.A. Loire Nat (N)
Boue Pincheu (L) 2	375	387	C.A. d'Alsace (L)
Boue Soignes (L) 2	475	475	C.A. d'Alsace (L)
Boue Tarnoux (B) 2	205,50	205,50	C.A. Morbihan (N)
Boue Vernes	640	650	C.A. du Nord (L)
Boutet 2 #	410	410	C.A. C. O. C.
B I M P	109,20	100,20	C.A. P. de C. & C.
Bouge (L) 1 #	464	464	C. de la 2 <sup>e</sup> 72
Boisot (L) 2 #	252	252	C.A. Toulouse (B)
Brinche Pess (N) 2	577	586	Chaine et Tride
But S.A. 1	880	880	C.A. Midi (C) (L)
Cardif SA 1	612	620	Oreil de Fes
CDM-Cae des Alpes 2	157,90	153	Oreil de Fes

50	109	Damir Espinoza?	52	\$2,30	CCB Group # 2
	165	Daphnia QTA	280	280	LCB 2
50	69,80	Delta Prosa C2 Ly	276,00	275	Idonara
	104	Do-Quemada CTA	140	140	Instanbul C1
	69	Devanaty 2	590	391	Instanbul Ly(2)
	226	Devenau(Ly)	590	600	Inst. Computer f
	662	Devenau(Ly)	400	400	Inst. Computer f
	372	Dhruv Singh Bagde	94	94	J&B
	253	Eco Trav. Tempio 1	289	250	J. Clairbourn
	257	Eduardo Beltrami	90	90	Lambert-Riviera
	147	Ezra Inc. 1	34	34	Mid-Metropole TV2
	590	Erin-Leydler (Ly)	523	520	Minotaur 20
	355,80	Ernest 2	377	377	Muroran
	431	Euro-Estern(Ly)	256,40	226	Marka Brizand 2
50	590	Euro Populacion 2	273	273	Meda 100 Prof.
	226	Expat 2	325	325	Melodyme
	302,80	Facterum	468	468	Melody 2 (Ly)
	780	Fahney #2	243	244	MEX 2 Counter 2
	658	Finnish 2	129	129	Milieu Thierier 2
	353	Finnaz 2	134	134,30	Mormon Joust 1
	273	Finnlay	460	462	Nat-Nat 1
	79	Franchise 1	600	600	Northern Dancers
	344	Gander France 2a	330,50	533	OLG Schmitt 2 by
	40	Gen 2000 2	9,90	95	OSG Amr Gest.Fin.
50	238	GP Industries #	355	355	OSG 2
	402,30	Groder 2 (Ly)	40	40	P&A Pradisa 1
	238	GUM 5A	375	375	Phet 2
	648	Grandopoli Photo 1	385	382	Pink Boy #
	182	Gus Gollins 1	131	121,20	Play Import
	135	Hdny 1	280	190	Recher
	108	Hermes 2	287	287	Republika Dc (N)
	108	Hermes Internat. 1	558	560	Ruffian 20

60	159,50	Royed Indust.Li2.	950	945	
61	174	Robatel	1060	1060	
62	65,30	Robinson-Goldhard 2.	405	415	
63	120	Sagorant 2. A.	95	96,30	
64	110	510	Sediver 2.	225	225,70
65	146	Serbo 2.	406,50	409	
66	130	Serpaux (L) 1.	75,50	75,10	
67	63	Smexy (L) 2.	510	510	
68	112,10	Softco (L) 1.	135	137	
69	170	470	Softco 2.	421	421
70	316,10	Sogepar 2.	122	123,60	
71	47	300	Sogepar (P) 1.	370	373
72	395	Sopra 2.	287	288	
73	50	1190	Sopra-Hidien 1.	112	115
74	34	624	Sylco 2.	469,60	476
75	175	Tcheco-France	222	226,20	
76	116	TFI-1	470	470	
77	535	Thermador Hdd(L) 1.	358	360	
78	291	Transver Crefin 2.	159,80	160	
79	97	Unilog 2.	275	270	
80	72,20	96	Union Ind.France 1	540	531
81	32,50	95	Unicredit(Bangor) 1.	151,70	151,70
82	113	1010	Vie et Cie 1.	151	150
83	73	675	Vincent et Cie 2.	365	365
84	25	1100	Vitrac	505	495
85	269,20	11650			
86	64,40	94,40			
87	95	105			
88	96	96			
89	170	1871			
90	210	210			
91	87	295*			

**ABRÉVIÉS**  
# = Bordereaux  
C = CMA

**SYMBOLS**  
1 ou 2 = 2 = catégorie de tache  
d = deniers  
réduite ; #

**ONS**  
L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
S = Nantes.

Horaires de cotation - sans indication  
♦ cours précédent; ■ coupon  
droit détaché; o = offert;  
; † offre réduite; ‡ demande  
hors d'animation.

**ABRÉVIATIONS**  
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**  
1 ou 2 = catégories de cotation ; sans indication  
catégorie 3; \* cours précédent; @ coupon  
détaché; @ droit détaché; o = offert;  
d = demandé; † offre réduite; ‡ demande  
réduite; # contrat d'animation.

**SICAV**

**Une sélection**  
**Cours de clôture le 26 janvier**

Valeurs de clôture le 30 avril 1997		Cred. Mut. Eur. Quotité		
COEURS	Emission Prats Ind.	Rachet net	Debt Isoc.	
Accimontaire C	34461,84	34461,84	Eur. Actions futur	♦
Accimontaire D	39191,32	39191,32	Eur. Capitoir	♦
Amitr-jon	7089,69	7089,69	Eur. Capitalisation	♦
C	10763,16	10763,16	Eur. Capitalisation	♦
Amplitude Monde D	666,31	666,32	Eur. Expansion	♦
Angotone Triondre	79453	79453	Eur. Growalers	♦
Artic. Court Terme	8794,28	8794,28	Eur. Investement	♦
Asic	340,30	340,30	Eur. Investement	♦
Asicor	1079,20	1079,20	Eur. Investement	♦
Autout Americ	99,49	97,06	Eur. Triondre	♦
Autout Asia	399,07	39,07	Eur. Triondre	♦
Autout Emerg	312,63	312,63	Eur. Triondre	♦
Autout Futur C	519,63	506,13	Eur. Triondre	♦
Autout Futur D	99,51	408,26	Emergenter Post D	♦
Aurealis	1719,80	1719,80	Eur. Triondre	♦
Avenir Allens	1879,80	1784,12	Eur. Triondre	♦
Asta Values PER	144,08	139,68	Eur. Triondre	♦
Cadence 1	1023,67	1023,51	Empire-Unit	♦
Cadence 2	1261,65	1261,55	Empire-Unit	♦
Cadence 3	1125,04	1125,04	Empire-Unit	♦
Capimontaire	7509,27	7509,27	Eur. Leaders	♦
Capitallity	7385,11	7311,99	Burroly	♦
Capitic	1515,31	1497,25	Burroly	♦
Cleomond	1125,04	1125,04	Burroly	♦
Coponic	1556,28	1537	Pran-jan	♦
Comptavator	4254,99	4248,62	Pran-jan	♦
Credit Mutual Capital	1467,23	1438,38	Pran-jan	♦

[illegible]

177,675	757,244	SHI-CHP Assoc.	730,332	687,494	Télex Plus
178,415	115,254	SCS France export, C.	731,263	389,749	Treim Tires
178,415	115,254	SCS France import, C.	731,263	1,354,541	Tridonic
178,415	922,071	SCS Monde export, C.	931,741	913,677	Trillon
178,415	184,944	SCS Monde export, D.	931,741	913,677	Uni-Associé
184,222	128,065	Shen Associations	223,515	223,515	Uni-Fonction
184,222	113,139	Shen Associations	452,918	452,918	Union-France
184,222	714,243	S.I. Est.	122,945	201,533	Union-Grange
184,222	108,041	Shimizu	732,044	717,719	Uni-Garanties
184,222	148,646	Silverline	614,522	406,319	Union Régionale
184,222	75,815	Silverline	813,527	813,527	Union Régionale
184,222	621,421	Silverline	465,422	426,135	Unives Assoc.
184,222	1,074,491	Sogentec France	1,256,491	1,276,101	Unives Obsoles
184,222	287,383	Sogentec France D.	1,074,254	1,071,411	Unives Obsoles
184,222	402,214	Sogentec France D.	1,074,254	1,071,411	Unives Obsoles
184,222	383,214	Sogentec	1,074,254	1,071,411	Unives Obsoles
184,222	265,439	Sogentec	1,074,254	1,071,411	Unives Obsoles
184,222	1,602,791	Soltek Investments	1,328,241	1,649,271	Unives Obsoles
184,222	157,521	Soltek Investments	650,915	650,915	Unives Obsoles
184,222	157,521	Soltek Investments	220,915	220,915	Unives Obsoles
184,222	508,336	State Street Act. Fran.	1,184,450	1,185,611	Unives Obsoles
184,222	1,469,107	State Street Act. Fran.	1,060,222	1,060,222	Unives Obsoles
184,222	362,491	State Street Act. Japan	1,340,011	1,340,011	Unives Obsoles
184,222	139,191	State Street Act. Monde	1,340,011	1,340,011	Unives Obsoles
184,222	32,961	State Street Act. Monde	1,340,011	1,340,011	Unives Obsoles
184,222	480,913	State Street Africa France	992,114	967,319	Unives Obsoles
184,222	1,174,028	State Street Amer.Latine	719,916	975,318	Unives Obsoles
184,222	1,093,941	State Street Amer. Mex.	1,479,916	1,479,916	Unives Obsoles
184,222	97,121	State Street Asia-Latine	1,479,916	1,479,916	Unives Obsoles
184,222	507,122	State Street OMT Plus	1,264,618	1,264,618	Unives Obsoles
184,222	159,119	State Str. OMTs, Monde	941,315	952,271	Unives Obsoles
184,222	513,191	State Street Sphère 2.	1,161,318	1,161,318	Unives Obsoles
184,222	979,519	State Street Tech. France	1,244,618	1,244,618	Unives Obsoles
184,222	2,093,241	Strategic Associates	557,401	930,934	Unives Obsoles
184,222	12,344,671	Strategie Rendement	1,234,618	1,234,618	Unives Obsoles
184,222	1,674,811	Synthesis	1,900,319	1,900,319	Unives Obsoles
184,222	31,044,691	Techno-Can	6,297,719	6,297,719	Unives Obsoles

1	1543,98	1524,69
2	1006,78	995,81
3	1397,40	1391,07, 28
4	5070,16	5008,39
5	119,43	119,43
6	1214,48	1184,86
7	376,10	362,13
8	1418,49	1372,04
9	1231,30	1206,54
10	1417,61	1383,03
11	281,46	291,06
12	1487,64	1461,11
13	1034,60	1058,77
14	2072,41	2270,14
15	3219,93	3209,23
16	235,34	226,67

**SYMBOLES**  
 ◊ cours du jour; ♦ cours précédent.

---

**TOUS LES COURS DE LA BOURSE**  
 Accès par minitel : 3615 code LÉMONDE

---

**Publicité financière Le Monde :** (1) 44 43 76 26

هكذا من الأصل



# AUJOURD'HUI

SPORTS

**FOOTBALL** Auteur d'une spectaculaire agression contre un supporter de Crystal Palace, mercredi 25 janvier, Eric Cantona a été suspendu, vendredi 27 janvier, jusqu'à

la fin de la saison par son club Manchester United et encourt de sévères sanctions de la part de la fédération anglaise (FA).  
● **LE CAPITAINE** de l'équipe de

France, dont le geste a fait la « une » des quotidiens britanniques, a deux semaines pour s'expliquer devant une commission de discipline de la FA. Son contrat à Man-

chester United pourrait ne pas être renouvelé. Le joueur pourrait également faire l'objet de poursuites pénales.  
● **EN FRANCE**, la commission de

discipline de la Ligue nationale a interdit, jeudi 26 janvier, à Jean-Louis Leveau, vice-président de l'OM, d'exercer toute fonction officielle pour un an.

## Eric Cantona est suspendu par son club jusqu'à la fin de la saison

Désormais, le joueur de Manchester United a quatorze jours pour s'expliquer devant la Fédération. La carrière anglaise du footballeur français semble compromise

**LONDRES**  
de notre correspondant  
Pour la deuxième journée consécutive, toute la presse anglaise a consacré sa « une », vendredi 27 janvier, à l'affaire Cantona, avec la photo du joueur de Manchester United au lendemain de la plus violente incartade de sa carrière. Y compris, plus modestement il est vrai, le très sérieux *Financial Times*. Car, s'il y a quelques choses que les Britanniques prennent vraiment au sérieux c'est bien le football. Et même en Irlande, où un député, qui venait d'être prié de quitter le Dail (Parlement) après un rappel au règlement, a été traité par un de ses collègues de « Cantona du Dail ».

En se jetant pieds et poings en

avant sur un supporter de l'équipe de Crystal Palace, qui le provoquait délibérément du verbe et du geste alors qu'il quittait le terrain sous le coup d'un nouveau carton rouge, celui que les commentateurs ici traitent à la fois de diable et de génie a, sans doute, donné un coup de pied de trop dans sa longue carrière. Il venait d'être exclu pour un de ces incidents dont il est familier et, longant les tribunes pour regarder les vestiaires, il a agressé ce spectateur, aidé en cela par l'international anglais Paul Ince. D'autres joueurs et des membres du service d'ordre se sont interposés, tout cela en direct à la télévision.

La police a ouvert une enquête

et fait appel à témoin, un de ses responsables affirmant qu'il n'avait rien vu de pareil au cours d'un match. La Fédération anglaise (FA) a rendu public, jeudi soir, un communiqué donnant au joueur français quatorze jours pour s'expliquer sur un comportement qualifié de « tache sur notre jeu ». « Si une infraction est prouvée, le joueur devra être sévèrement puni ». Il s'agit, pour la FA, d'un incident sans précédent dans notre jeu qui fait honte à ceux qui y ont été impliqués et, pire que tout, au jeu lui-même. Le communiqué ne mentionne à aucun moment Paul Ince.

elle, cela pourrait bien être la fin de sa carrière en Angleterre, voire de sa carrière tout court. Cantona avait séduit un public anglais qui, lui aussi, a sa réputation de violence, comme on l'a vu il y a quelques années dans les stades. Sa virtuosité, son génie – un mot qui est très souvent employé – lui ont permis de remporter trois fois la « Cup » en trois ans, une fois avec Leeds, deux avec Manchester United (dont une fois le doublé coupe-championnat) et d'être, la saison dernière, le premier étranger couron-

né meilleur joueur de l'année. Semaine après semaine, on lui pardonnait ses gestes qui n'avaient rien à voir avec le fair-play en raison du beau spectacle et du plaisir qu'il donnait sur les stades. Ses coups de pied de génie lui valaient les louanges de tous, et il était le principal atout de Manchester United, auquel il va dramatiquement manquer cette saison. Il est clair qu'un tel comportement aurait été aussi inacceptable, et également condamné, s'il avait été le fait d'un joueur national. Qu'il soit

étranger, et surtout français, n'a fait qu'ajouter au scandale. Les sportifs français n'ont pas, en Angleterre, une réputation sans tache. On l'a vu ces derniers jours avec l'affaire du rugbyste Olivier Merle. Et le fait qu'ils cèdent si facilement à la provocation n'ajoute rien à l'affaire. Dans un pays où l'on cultive le sang-froid, on comprend encore moins ces débordements latins, et on a, aussi, tendance à en profiter pour entretenir le polémisme.

Patrice de Beer

### Sept années de frasques

- 20 août 1988 : Eric Cantona, alors joueur de l'OM, insulte gravement le sélectionneur national Henri Michel. Il est suspendu de toute sélection nationale pendant un an.
- 28 janvier 1989 : il jette son maillot et quitte le terrain en plein match amical contre le Torpedo Moscou à Sedan. L'OM le suspend et le prête quinze jours plus tard à Bordeaux.
- 21 octobre 1989 : sous le maillot de Montpellier, il insulte et agresse son coéquipier Jean-Claude Lemoult dans les vestiaires après une défaite à Lille. Il est suspendu pour deux matches par le président du club.
- 7 décembre 1991 : à club de Nîmes, il jette le ballon sur un arbitre dont il conteste une décision et sort du terrain avant même d'en avoir été exclu. Dans les vestiaires, il agresse un adversaire : deux mois de suspension. Il annonce alors qu'il met un terme à sa carrière avant de partir jouer en Angleterre à Leeds puis Manchester United.
- Novembre 1992 : la commission de discipline de l'UEFA lui inflige quatre mois de suspension ferme pour avoir insulté l'arbitre à la fin du match retour des 8<sup>e</sup> de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, Galatasaray-Manchester United (0-0).
- 1993 : il crache sur un supporter de Leeds qui ne lui pardonnait pas d'avoir quitté ce club pour Manchester. Il est condamné à 1000 livres d'amende et doté d'un garde du corps pour ses déplacements à Leeds.

## Le football français met la dernière main à sa réforme

La Ligue nationale et la Fédération vont avaliser la nouvelle répartition du pouvoir au sein des instances fédérales

**LA RÉVOLUTION** du football français, promise au lendemain du cataclysme de l'élimination des Bleus face à la Bulgarie, a accompli d'une sage réforme, dont les grandes lignes ont été adoptées par l'Assemblée générale de la Fédération française de football (FFF), le 28 mai 1994. Aujourd'hui, au terme d'après négociations, ce sont, selon les mots de Claude Simonet, président de la FFF, « les décrets d'application » que l'Assemblée générale de la Ligue nationale de football (LNF), samedi 28 janvier, puis celle de la Fédération, le 4 février, vont être amenées à entériner. Elles vont aussi déterminer la répartition des voix et sièges dans les nouvelles instances ; ce que M. Simonet, en vaine de comparaisons politiques, appelle « la nouvelle loi électorale ». Sur le champ de ruines laissé par le président Jean Fournet-Fayard, au soir de sa démission, en novembre 1993, devait naître un réajustement des pouvoirs à l'intérieur de la Fédération.

La réforme répond aux aspirations des deux composantes du football français, résume Jacques Thébaud, le directeur de la LNF. Depuis longtemps, les responsables du football de masse, dans les ligues et les districts, se plai-

naient d'être les laissés-pour-compte d'une fédération ombragée par le haut niveau. Non seulement on faisait peu de cas de leurs problèmes, eux qui ont la charge de vingt mille clubs et de plus de deux millions de licenciés, mais ils avaient le sentiment que l'argent brassé à millions par l'élite ne leur profitait guère.

### Professionnels et amateurs traiteront leurs affaires séparément

Les reproches du secteur professionnel à l'égard des structures fédérales n'étaient pas moins virulents. Certes, la LNF ne représente que quarante-deux clubs et quelques centaines de joueurs, mais elle arguait de son poids économique (3 milliards de francs de chiffre d'affaires) pour réclamer davantage qu'un strapontin dans les instances dirigeantes de la Fédération.

Le futur organigramme de celle-

ci traduit le pouvoir accru du secteur professionnel. Désormais, ses représentants détiendront 40 % des sièges du nouveau Conseil fédéral, l'instance suprême de la fédération, contre 60 % aux représentants du football amateur. Le président de la Ligue, Noël Le Graët, qui bataillait pour obtenir la parité, n'a pas obtenu tout à fait gain de cause, mais la montée en puissance de la LNF dans les affaires du football est nette : jusque-là, elle n'avait que 7 représentants sur 22 au Conseil fédéral. De même, lors des assemblées générales, le secteur professionnel pesera désormais 25 % des voix, contre à peine 12 % par le passé. Pour Noël Le Graët, lancé avec quelque succès depuis trois ans dans la remise en

ordre du football professionnel, ce nouvel état des lieux satisfait une vieille revendication : que la Ligue puisse assumer pleinement son autonomie et n'ait de comptes à rendre qu'à posteriori. Toutefois, le principal objet de la réforme n'était pas de laisser les courées franchies aux professionnels, mais de prendre en compte la formidable expansion du football amateur, passé en vingt ans de moins d'un million de licenciés (950 000 en 1973) à plus de deux millions. Dorénavant, les animateurs du football de masse auront, dans le giron fédéral, leur propre structure : un Conseil national du football amateur (CNEA), qui sera aux amateurs ce que la LNF est aux professionnels (exception faite de l'autonomie fi-

nançière). Cette instance nouvelle aura en charge la gestion des championnats nationaux amateurs (N1, N2, N3) et des compétitions de ligues et de districts, ainsi que la multitude des problèmes qui encombraient naguère l'ordre du jour des quatorze ou quinze réunions annuelles du Conseil fédéral. « C'était comme si les retraités de permis de conduire étaient examinés par le conseil des ministres », remarque Claude Simonet.

Le nouveau Conseil fédéral, présidé par le président de la FFF, Claude Simonet, sera flanqué des présidents de la LNF et du CNEA, ne se préoccupera plus que « des problèmes présentant un intérêt supérieur pour le football ». Selon les nouveaux textes, ses dix-sept membres auront

à traiter les questions relevant de l'éthique, des relations internationales, de la promotion commerciale, du contrôle économique, de la Coupe de France et des sélections nationales. L'épineux problème de l'équipe de France relèvera donc toujours d'un périlleux consensus entre les deux présidents. A la LNF qui peut faire valoir que la sélection nationale est composée de joueurs professionnels, Claude Simonet oppose qu'elle est le joyau d'un patrimoine commun à tout le football : « C'est le sommet de la pyramide ».

Hormis les quelques domaines communs gérés par le Conseil fédéral, professionnels et amateurs traiteront donc séparément leurs affaires.

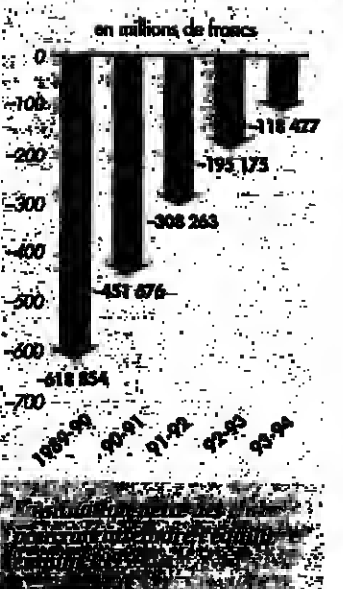
En échange de son pouvoir accru, la LNF a fait des concessions financières aux amateurs. Elle abandonnera à la Fédération, dans les trois ans qui viennent, se quote-part des recettes publicitaires de la Coupe de France et des rencontres de l'équipe de France, soit 12 à 15 millions de francs par saison, à charge pour la Fédération de redistribuer cette manne.

De plus, la situation financière redressée de la Ligue (lire ci-contre) lui permet aujourd'hui d'être plus généreuse pour les petits clubs, régulièrement pillés par les recruteurs des clubs pros. Noël Le Graët a annoncé, le 17 décembre 1994, que l'indemnité de formation versée par les clubs de première division sera de 60 000 francs (dont 25 000 francs au district formateur) et de 35 000 francs pour les clubs de deuxième division au lieu des 16 000 francs versés actuellement. De surcroît, cette indemnité sera due dès que le jeune footballeur deviendra aspirant, sans attendre la signature du contrat professionnel, ce qui pouvait prendre plusieurs années.

Jean-Jacques Bozonnet

## Une situation financière redressée

La santé économique de la première division



J.-F. B.

### RÉSULTATS

#### BASKET-BALL

##### CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS

Poule des demi-finales

3 tour retour

POULE A

Berlino (Yougoslavie) (Yougoslavie) 77-75

Real Madrid (Esp.)-Tel Aviv (Isr.) 76-64

Olympique Lyonnais (Fra.)-Pinar (Tur.) 84-87

Parahimlikos (Grèce)-CSKA (Russ.) 101-77

Classement : 1. Pinar, 18 pts ; 2. Parahimlikos et Real Madrid, 17 ; 3. CSKA Moscou et Nicosia Tel Aviv, 15 ; 4. FC Lokomotiv et Olympique Lyonnais, 13 ; 5. Berlino, 12.

POULE B

Bologne (Ita.)-Cibona Zagreb (Cro.) 84-86

Le Pote (Grèce)-Bardonia (Esp.) 84-53

Limoges (Fra.)-M.C. Barcelone (Esp.) 69-57

CS Istanbul (Tur.)-Levassan (Alg.) 77-66

Classement : 1. Olympiques La Prie et CS Istanbul, 17 ; 2. Bologne, Limoges et FC Barcelone, 16 ; 3.

Levassan et Cibona Zagreb, 14 ; 4. J. Bardonia, 10.

#### BIATHLON

##### COUPE DU MONDE

Epreuves de Ruhpolding (All.)

20 km masculin

1. R. Bally-Salins (Fra.) ; 2. F. Kuopila (Sué.) ; 3. R. Gross (Aut.) ; 4. W. Pothhuber (Aut.) ; 5. J. Stenroos (Fin.)

15 km féminin

1. S. Paranygina (Bul.) ; 2. R. Baverel (Fra.) ; 3. N. Sarter (Aut.) ; 4. E. Kristiansen (Norv.) ; 5. U. Diehl (Aut.)

#### TENNIS

##### INTERNATIONAUX D'AUSTRALIE

Simple messieurs

Demi-finale

A. Agassi (E.U.) n° 23 b. A. Kildashin (E.U.) 6-4, 6-4, 3-0, abandon.

Double dames (finale)

J. Novotna-A. Sanchez (Rép. Esp.) n° 2 b. G. Fernandez-S. Zvereva (E.U.) 6-3, 6-7 (3-6), 6-4.



## Alberto Tomba skieur invincible

Vainqueur de neuf courses cette saison, dont tous les slaloms, le champion italien peut convoiter la Coupe du monde

L'ONDE de fureur déferle, s'amplifie : la star dévale, pourfend les piquets ; il laisse dans son sillage des cris de groupes amoureux, les exclamations de spécialistes ébahis. Il n'est plus homme, il glisse, s'envole porté par sa violence ; il va tomber, la foule se pâme. Un coup de rein, il se redresse et laboure sa trace encore plus vite. Il finit en trombe. Il en est ivre. Alberto Tomba slalom comme on se bat sur un ring, on aperçoit contre ce piquet, une

temps : le slalom géant et le slalom. Il aime la vélocité et dédaigne la vitesse. Sa vitalité est son secret. Haut de 1,82 mètre pour 92 kilos, on le dit replet. Il est tout en muscles. Ses proches le définissent comme un garçon instinctif, gourmand de l'existence. Bon vivant et infatigable bûcheur. Les Italiens ne l'appellent plus la « Bomba », surnom des années 86-87, lorsqu'il profita, un temps, des recettes du docteur Francesco Conconi, le médecin, spécialiste

A dix ans, Alberto est fasciné par le slalom. Il court avec son grand frère, Mauro ; Franco chronomètre. Dans les compétitions, il agace les montagnards que lui, le petit citadin, bat déjà : « Ils attendaient que je tombe, ils pouvaient alors espérer cette victoire que je leur volais tout le temps ». Et la vie de champion le prend dans son tourbillon. De nouvelles rencontres, des championnats italiens, des courses. Et le triomphe olympique. Les médailles et les coupes, son père Franco les enferme dans le coffre-fort, à la banque. On les sort parfois comme des reliques, un pèlerinage familial.

Gargantuesque, Alberto est habileur, mangeur ou gourmet. Grand séducteur aussi. Au bord des pistes, il sabre le spumante à chaque victoire. Ses admirateurs lui réservent quelques tranches de saucisson dans l'air d'arrivée. Qu'il accepte encore. A Tignes, à la veille de sa victoire dans le slalom, le 3 décembre 1994, à l'orée de sa prodigieuse série, on l'avait rencontré quelques heures avant l'aube. Il se rinçait la gorge avec des amis ou des tifosi. Il avait une joie d'enfant et une tregne d'homme heureux. Il gagnerait demain.

« J'aime la victoire par-dessus tout », dit-il. Homme hors normes, il l'a donc attrapée à la gorge, avec ce ski fureux. Championnisme très mégalom, il a fait craquer les

coutures de l'équipe italienne. Depuis 1989, Tomba vit loin de ses chambrées, entouré d'une équipe de six hommes dévouée à ses performances. Performances si étonnantes qu'il fanfaronna un jour, jurant qu'il pourrait défier l'infidèle Christie, le champion du monde du 100 mètres. « Il a des pieds de sprinter de haut niveau, un physique de décatlonien et des quadriceps monstrueux », explique Giorgio d'Urbano, entraîneur physique du champion depuis six ans. Je l'entraîne dans un sprinter. J'ai concentré mes recherches sur l'activité physique liée à la vélocité, l'élasticité, la puissance et la résistance musculaire.

« Es-tu le plus fort ou les autres sont-ils plus faibles ? »

C'est surtout sur les jambes d'Alberto que porte aujourd'hui son entraînement. La course à pied jugée désuète, Tomba joue au basket pour s'amuser et affûter ses réflexes. Quand il court, il est retenu par un élastique. Quand il sprinte, 15 mètres suffisent : il les engloble en 2 secondes 15 centièmes. « Nous travaillons sur la qualité de l'impulsion neuromusculaire et de la contraction des muscles afin d'éviter la fatigue, les

crampes. Ainsi, Alberto est un extraordinaire finisseur. Il se rue sur les dernières portes quand les autres marquent déjà le coup. » Le reste est laissé à la discrétion du bonhomme : « Sur les skis, Alberto n'a pas besoin de moi. On ne peut rien enseigner à un champion et surtout pas modifier son style. »

L'italien s'amuse des canons du slalom. Lui, s'assoit presque en course, son centre de gravité placé si bas, son torse bombé de fierté. Un ski rugueux et brutal, truffé d'incroyables bévues qui feraient rougir un débutant - une faute de trajectoire ou une fesse flirtant avec la neige - souvent rattrapées, dans un éclair de frayeur, par ces cuisses de levreur de fonte. Foin de la mode des skis longs, Tomba a adopté des lattes plus courtes de 2 à 3 centimètres, 2,01 mètres pour les slalom et 2,05 mètres pour le slalom-géant.

Et cette confiance qui croît à chaque victoire. A vingt-huit ans, fort de quarante et un succès et de ses quatre titres olympiques, Alberto Tomba peut espérer remporter la Coupe du monde générale qui sacrera le meilleur skieur du monde. Le globe de cristal lui avait échappé en 1987, pour quelques portes manquées. Il serait le premier spécialiste depuis le Suédois Ingemar Stenmark, vainqueur en 1977 et 1978, à accrocher ce trophée réservé depuis près de vingt ans aux skieurs polyvalents comme Pirmin Zurbriggen ou Marc Girardell.

Il y verrait une revanche sur son passé proche. Depuis février 1993, rien n'allait plus. Aux championnats du monde de Morioka, il était passé à côté des portes et des podiums pour une grippe. Après, une grosse colère ou bien le trac avaient gâché sa saison. Les journalistes italiens l'avaient jugé fini, terminé. La bombe désarmée. Il leur avait fait une bonne scène de ménage, comme à chaque fois. Et s'en était allé son gros cœur en bandoulière. Même les tifosi se moquaient de lui, amoureux d'eux : « On ne veut toujours qu'une seule chose de moi, la première place, disait-il. Le reste ne compte pas. »

Il s'en était retourné à ses nombreuses activités de promotions, accorder son temps à ses sponsors. Il s'était rendu compte que

les Italiens l'aimaient toujours un peu, rentrant dans les magasins pour acheter les skis de Tomba - heureuse firme française Rossi - ou bien achetant la marque de pâtes vantées par Tomba - la gamme Barilla devenue une potion magique. Il était encore allé au Japon où sa popularité est encore plus grande qu'en Italie. Il avait embrassé quelques filles, serré la main des champions locaux et s'éto était retourné skier, au Chili, en Suisse et chez lui. Sur toutes les neiges. Pour tant savoir d'elles. Et un beau jour des Jeux olympiques de Lillehammer, tout recommença comme avant. Il fut Tomba, l'Alberto aimé et tant craint.

C'est le dernier dimanche de la quinzaine norvégienne. Tout le monde est un peu fatigué ce matin, déjà enclin au farniente. Lui aussi. La première manche se dispute à 9 h 30. Trop tôt, a-t-il ronchonné la veille. Alberto est de très mauvaise humeur. Mercredi, il est sorti du slalom géant et ne pourra pas espérer un troisième doublé. De cette première manche glacée, il se tire douzième. La fête italienne est finie. Il est 13 heures, maintenant, il est plus que réveillé. Il réalise le meilleur temps de la manche devant un public ébahi.

Et le miracle. Là-haut, dans la cabane, il sont onze à descendre, encore. Ils ont entendu la clameur. Ils ont peur. Les uns s'emmêlent les spatules ; Kjell-Anders Aamodt ou Thomas Sykora ne passent pas la deuxième porte. Ils plissent, déquillent. En bas, à mesure que le désastre s'étend, la foule gronde et les yeux de Tomba s'agrandissent. Il passe de la douzième à la deuxième place. Et la route s'est ouverte, la vie redevient gène. Le ciel ne lui permettra pas d'être champion du monde, cette année, encore, les championnats sont reportés. Cet or-là s'est toujours dérobé à ce chasseur de victoire. Mystérieuse faiblesse. Tomba l'avoue comme une concession à lui-même, l'espace de se sentir parfois humain. Jamais bien longtemps : son rêve le plus cher n'est pas loin du plus fou. Un matin, Alberto Tomba aimerait courir dans un silence total, comme les joueurs de tennis, à Wimbledon.

Bénédicte Mathieu

### Les Mondiaux reportés en janvier 1996

Les organisateurs et la Fédération internationale de ski (FIS) ont annoncé, jeudi 26 janvier, le report à février 1996, sur le même site, des Mondiaux de ski alpin qui devaient se disputer à Sierra Nevada du 30 janvier au 12 février. L'absence de neige naturelle et surtout les températures trop élevées ont été à l'origine de la décision (Le Monde du 25 janvier). La FIS et les organisateurs n'ont pas voulu courir le risque de suspendre les épreuves. La météo prévoit en effet une nouvelle montée des températures. La Sierra Nevada connaît sa pire sécheresse en vingt ans. L'organisation des championnats du monde a coûté plus de 6 milliards de francs.

droite contre celui-ci. Et à l'arrivée laisse ses adversaires KO. Il salue. Embrasse la neige à pleine bouche. « Es-tu le plus fort ou les autres sont-ils plus faibles ? », glisse un briscard italien. Il bougonne : « Je suis en forme ».

Sur onze courses, l'italien en a remporté neuf : deux géants et, surtout sept slaloms, discipline dans laquelle il s'est révélé invincible depuis le début de la saison. Inaisissable, faisant la nique à l'Autrichien Thomas Stangassinger, champion olympique de la spécialité, ou au Slovène Jure Kosir, l'un de ses dauphins.

Tomba est un sprinter. Son art à lui est la course-blink et en deux

de résistance organique, notamment attaché à Tony Rominger. Il est A. T. ou Terminator ; le fruit de six ans d'une préparation frisant la haute technologie.

Cela avait commencé banallement, une histoire comme le sport les connaît par cœur. Alberto, né le 19 décembre 1966, monte sur des skis à six ans, poussé par un père qui a une revanche à prendre sur son destin. Franco Tomba était skieur de compétition. Il est tombé amoureux et sa carrière s'est arrêtée là. Ils sont citadins, de Castel de Britti, banlieue de Bologne. Franco trimbalait son bambin de montagne en montagne, à la recherche de ce qu'il n'a pu faire.

### HIPPISME

#### Défi américain au Prix d'Amérique

L'épreuve permet au trot français de se mesurer à la concurrence étrangère

A L'ARRIVÉE du Prix de Belgique (11 724) et trois fois plus qu'en France, le nouveau président de la Société d'encouragement au cheval français, Paul Essartier, devait faire contre mauvaise fortune bon cœur. Récemment élu à ce poste pour que soient mieux défendus les intérêts des éleveurs français de chevaux de trot, il lui fallait remettre le premier trophée international de l'année au propriétaire norvégien d'un concurrent pratiquement inconnu, Shan Rags. Comble de malheur, le deuxième et le troisième, Houston Laikio et Bicycle, portaient également les couleurs d'écuries scandinaves. Nos représentants étaient, eux, radicalement dominés. Avec les mêmes postulants en piste dimanche 28 janvier, le Prix d'Amérique, considéré comme le championnat du monde de la spécialité, peut-on s'attendre à un résultat différent ?

La réponse des professionnels normands, principaux dirigeants du trot en France, est embarrassée. Depuis qu'il existe et prospère les courses qu'ils ont créées sur les plages de la Manche il y a cent cinquante ans, ils poursuivent un rêve tautologique souvent réalisé : endiguer l'invasion des « Américains ». Par cette appellation, on désigne pratiquement tous les chevaux « étrangers », car la plupart sont issus à une ou deux générations au maximum d'une filiation d'outre-Atlantique ayant essaimé dans toute l'Europe, France exceptée.

Grâce à une production qualitative et quantitative remarquable et à un refus de brassage des sangs a été implantée, dans tout le grand ouest de l'Hexagone, une véritable race indigène. Ces chevaux dits à l'origine « de carrosse, robustes, pouvant également porter l'homme » (trot monté) ont remporté l'an dernier plus de 98 % d'un total d'allocations d'environ 835 millions de francs.

La formule pour s'opposer aux ambitions importatrices est simple : le nombre des naissances (13 201 en

1993) - plus qu'aux Etats-Unis (11 724) et trois fois plus qu'en France - permet de vivre en autarcie. Avant la guerre, pour obtenir des champions parfaits, une dose homéopathique dans les croisements avait été autorisée par l'ouverture pendant quelques années de notre stud book aux géniteurs étrangers. Sous l'Occupation, la porte s'était refermée. Certains tentent de la rouvrir maintenant. Les Haras nationaux, pourtant vigilants gardiens du sérial, ont autorisé l'importation, sous réserve et sous conditions, de quelques champions made in USA. Aussitôt la demande a été considérable : 1 500 juments ont été candidates à la saillie de Workaholic, champion importé des Etats-Unis. En quelques saisons de monte, il a généré en France une production brillante, composée surtout de jeunes sprinters précoces.

#### L'ESPOIR, VOIRASIE

Les Etats-Unis, où le nombre d'épreuves d'ambie s'accroît au détriment des vrais trotteurs, développent une politique exportatrice tournée délibérément vers l'Europe. Devant ce danger, les responsables de la Société du cheval français ont pratiquement obtenu de la Commission de Bruxelles que nos compétitions soient quasiment interdites aux trotteurs ne possédant pas la carte d'identité.

Seules sont offertes à la concurrence les courses dites de groupe, comme le Prix d'Amérique. Impliquant des flux financiers importants (4 millions d'allocations et plus de 230 millions d'enjeux au PMU), cette épreuve est d'importance pour le patrimoine trotteur français. Le seul grand espoir pour le défenseur s'appelle Voirasie. Cette sœur d'Oursi, cheval considéré comme l'un des meilleurs de tous les temps, quadruple vainqueur du Prix d'Amérique, pourra-t-elle relever le terrible défi américain ?

Guy de la Brosse

### TENNIS

#### La mémoire de Brad Gilbert trace l'avenir d'André Agassi

Finie, l'image de dilettante : le numéro deux mondial s'est attaché les services d'un des plus fins stratèges du circuit. Les résultats sont spectaculaires, comme le confirme l'Open d'Australie

#### MELBOURNE

Longtemps André Agassi a cherché conseil auprès de John McEnroe. Instinctivement, les deux talentueux enfants terribles du tennis américain s'étaient reconnus. Réunis par leur équipe nationale de Coupe Davis, ils avaient appris à s'apprécier mutuellement. Au point que Mac fasse parfois office de conseiller intermédiaire au bord du court, après la séparation entre André et son entraîneur de toujours, Nick Bollettieri. Puis, un beau soir de mars, l'an passé, Agassi s'est démarqué de l'ascendant de McEnroe. En appelant à la rescousse à Key Biscayne, sous prétexte d'un dîner entre copains, l'un de ceux que John méprisait le plus sur un court : Brad Gilbert.

McEnroe n'est pas prêt d'oublier cette soirée au Madison Square Garden où il faillit perdre un match du Masters face à celui qu'il considérait comme « le plus mauvais de tous ». « Tu ne mérites pas d'être sur le même court que moi », lui souffla-t-il aux changements de côtés. Et d'en rajouter en conférence de presse : « Si je commence à perdre contre quelqu'un de son niveau, il faut que je m'interroge sur mes véritables raisons de pratiquer ce sport ».

Gilbert n'en a cure. Cet homme loquace aux tempes argentées a tenu, sans rien dans la raquette ou si peu, son rang parmi les dix premiers mondiaux pendant cinq bonnes saisons. Jusqu'au début de la décennie, il a barré la route aux plus grands, mais sans jamais dépasser les quarts de finale d'un tournoi du Grand Chelem (US Open 1987 et Wimbledon 1990).

Comme n'a d'ailleurs pu digérer sa défaite au Masters face au Californien en 1987. « Tu ne me battais jamais, Gilbert », hurlait-il, fou de

rage et encore incrédule, alors que Brad, vainqueur en deux sets, rangeait tranquillement ses affaires. Même David Wheaton, connu pour ses bonnes manières, faillit en venir aux mains avec Brad en demi-finale de la lucrative Coupe du Grand Chelem en 1990. Car Gilbert profite comme un usurier des erreurs des autres.

Pendant des années, dans un carnet, il a consigné consciencieusement le nombre de fautes commises par ses adversaires potentiels sur chaque coup et dans toutes les situations. Maintenant, il lui suffit de faire appel à sa prodigieuse mémoire pour mettre Agassi sur la bonne voie lors du briefing d'avant-match. Il jure ses grands dieux qu'il n'a jamais cherché à agacer ses adversaires. « Une fois sur le court, je ne reconnais que trois mots : jeu, set et match. Alors seulement, je sais que la situation est irréversible, mais c'est tout. » Avant d'ajouter, une lueur de malice dans les yeux : « Ça doit en inquiéter plus d'un que j'entraîne André, parce qu'ils savent tous que je vois exactement ce qu'il faut faire pour les battre. »

#### UN NOUVEAU DÉFI

A trente-trois ans, Gilbert vient sans doute de jouer son dernier Open d'Australie. Sa défaite au premier tour ne lui soucie guère. Il n'a pas attendu que sa carrière se termine pour se lancer un nouveau défi : guider le plus doué des dilettantes vers les sommets qu'on désespérait de le voir atteindre. Les résultats ahurissants de la philosophie simpliste de Brad - vingt titres en treize ans - ont convaincu Agassi de la finesse tactique du joueur que les stars considéraient comme un tordard. « Il a gagné beaucoup de matches qu'il aurait dû perdre et moi j'en ai perdus

beaucoup que j'aurais dû gagner », remarque-t-il fort à propos. Personne, en effet, n'aurait jamais misé le moindre dollar sur Gilbert. Pas même son coach de l'équipe universitaire de Pepperdine qui dressait à l'époque de la fac, un constat affligeant : « Pas de coup droit, pas de revers, pas de volée, faible service. »

#### UNE MANIE DU PARI

Gilbert n'est pas du genre à s'arrêter à des détails. « Quand on veut vraiment quelque chose et qu'on est prêt à tout donner pour l'obtenir, c'est déjà assez. Ce qui m'a sauvé, c'est que je me croyais bien plus fort que je n'étais », estime Brad à propos de ses années d'études. Gilbert, c'est aussi son irréductible mental de gagnant et une incorrigible manie du pari. Comme il passe moins de temps sur les courts, il vide les poches de ses copains en jouant les bookmakers sur le circuit. D'abord couteux, puis ébahi par l'efficacité de son jeu d'usure, Chivington a accepté de l'accompagner sur le circuit. L'aveugure a duré treize ans au cours desquels Brad a appris « qu'on est sur le court seul responsable de sa victoire ou de sa défaite. »

Ce principe avait déjà été assimilé par Agassi au moment de leur association, trois mois après une opération au poignet dont le résultat aurait pu mettre en danger la suite de sa carrière. « Il avait fait beaucoup d'introspection et travaillait dans la bonne direction », dit Brad. Il avait enfin découvert qu'il jouait pour lui seul, sans devoir faire plaisir à quelqu'un d'autre. Et je pense qu'il apprécie que je ne me mêle que de ce qui concerne le tennis. Il est assez grand pour vivre sa vie. »

Depuis presque un an, en effet, le

circuit a retrouvé un Agassi transformé. Sa tendre liaison avec Patricia Brooke Shields fait bien encore la une de la presse à sensation, mais il s'est acheté une crédibilité auprès de la chronique sportive américaine. L'appelaient-on « l'homme qui a promis de changer autant de fois que Richard Nixon » ? Il fait taire ses détracteurs avec des preuves tangibles de sa métamorphose : victoire à l'US Open et sur quatre tournois du circuit ATP Tour, dont Bercy, le tout ponctué d'une place de numéro deux mondial. Il a aussi sacrifié sa tignasse emmêlée pour arborer une stricte coupe de G. « Il s'entraîne dur et le fait d'avoir gagné l'US Open ne lui suffit pas, il ne pense qu'à améliorer son jeu et à gagner un tournoi du Grand Chelem. Ce genre de gars ne joue que pour ça. Il veut devenir numéro un », affirme Gilbert.

Dans un ouvrage co-signé avec un journaliste intitulé « Winning ugly » (Gagner d'horrible manière), Gilbert s'était taillé un franc succès en librairie il y a deux ans. Livrant aux aficionados, à travers de croustillantes anecdotes, son art de faire mal jouer les plus brillants adversaires, il adressait un pied de nez au New York Times qui avait un jour qualifié son jeu en ces termes. Mais Agassi n'a pas lu son livre. « A son niveau, c'est inutile, rigole Brad, nous avons travaillé son service et sa volée, mais il est assez solide sur tous les plans pour faire ce qu'il veut de ses adversaires. On complique souvent trop le tennis. Moi, je teste simple, je m'en tiens à l'amenage au bout de son potentiel. La psychologie sportive, c'est du bidon. En oit-on s'occuper sur un divan, au risque d'apprendre des choses dérangeantes sur soi-même. »

Patricia Jolly

هكذا من الأصل



## Les chercheurs réclament une transparence totale sur les données issues du génome humain

Les progrès enregistrés dans la technologie des séquenceurs de gènes pourraient menacer la libre circulation de l'information scientifique

Le programme « Génome humain », qui prévoit le décodage intégral de notre patrimoine héréditaire, est définitivement

entré dans sa phase industrielle. Certaines firmes américaines seraient en effet sur le point de posséder des séquenceurs auto-

matiques capables de décrypter, chaque jour, jusqu'à 40 millions de paires de bases. Une évolution qui inquiète grandement les

scientifiques, soucieux de garder le libre accès à cette connaissance essentielle pour l'avenir de l'humanité, même s'il est néces-

saire de reconnaître les droits de propriété des groupes industriels qui investissent dans cette recherche.

**ACCESSIBILITÉ TOTALE** aux données issues de notre patrimoine génétique, ou prise de contrôle par quelques grands groupes industriels ? Tel est l'enjeu du débat sur la propriété intellectuelle dans le domaine du vivant, qui a mobilisé, les 26 et 27 janvier, les tenants internationaux des recherches sur le génome humain. Réunis sous l'égide de l'Académie des sciences, cette centaine d'experts, biologistes, juristes ou industriels, se sont attelés à une tâche aussi ambitieuse qu'essentielle : s'entendre sur les principes de base qui permettraient de concilier « l'éthique des recherches sur le génome et leurs applications, la nécessité de préserver la libre circulation de l'information scientifique, la reconnaissance des droits de propriété et l'attachement aux critères généralement admis de brevetabilité ».

« On assiste actuellement à une évolution très dangereuse, qui menace l'accessibilité à l'ensemble des données issues de la génétique », affirme François Gros, professeur au Collège de France et secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. Les Américains, qui furent les premiers promoteurs du programme « Génome humain », ont en effet bien mené leur barque. L'un de leurs objectifs prioritaires, qui était de développer des séquenceurs de gènes réellement performants, est désormais en passe d'être atteint. Avec une bonne longueur d'avance sur l'Europe, et même sur le Japon.

Plusieurs grandes firmes seraient ainsi sur le point de posséder des

séquenceurs automatiques capables de décrypter, chaque jour, jusqu'à 40 millions de paires de bases (les « briques » élémentaires des gènes). Quand on se souvient que l'ensemble du génome humain comporte seulement 3,5 milliards de paires de bases, on mesure sans peine le pouvoir que détiendra bientôt cette poignée d'industriels, dépositaires d'une connaissance potentielle gigantesque pour la recherche et la santé publiques.

**Plusieurs entreprises américaines continuent de déposer des demandes de brevet sur des séquences génétiques partielles**

Lancé en 1989, le programme « Génome humain » prévoit le décodage intégral, dans les dix ans à venir, de notre patrimoine héréditaire. Les résultats accumulés ces dernières années, notamment par l'équipe française du Génométhron, ouvrent d'ores et déjà d'innombrables perspectives pour la compréhension, le diagnostic, voire le traitement de multiples maladies à composante héréditaire. C'est dire

l'enjeu scientifique, médical et économique de ces recherches. Des recherches dont le bon déroulement implique avant tout, rappelle l'Académie des sciences, « que les entreprises (...) puissent intervenir efficacement, sans freins inutiles, dans le plein respect d'une éthique salvant les droits de l'homme ».

Car le programme « Génome humain », ce colloque en témoigne, a définitivement bouleversé l'univers de la biologie, jusqu'alors relativement protégé, de la loi du marché. Des exemples ? Ils abondent. C'est, en 1992, l'affaire du National Institute of Health (NIH) américain, qui provoque un tollé dans la communauté scientifique en déposant des demandes de brevets sur plusieurs milliers de séquences génétiques « partielles », dont on ne connaît ni la nature ni la fonction (Le Monde du 26 août 1992). C'est encore, en 1994, une polémique qui éclate entre des chercheurs français et une firme américaine, autour d'un contrat portant sur des gènes du diabète et de l'obésité (Le Monde du 24 mars 1994).

C'est enfin, chaque mois ou presque aux États-Unis, un accord passé entre un grand laboratoire (le plus souvent pharmaceutique) et une jeune entreprise de biotechnologie financée par des capitaux à risque qui s'engage à fournir, clés en main et en exclusivité, les gènes de telle ou telle maladie... C'est, en un mot, un véritable marché qui se met en place.

« Si le NIH semble décidé à ne pas

poursuivre son offensive [l'Institut a annoncé, en février 1994, renoncer à faire appel du refus de l'Office fédéral des brevets], plusieurs entreprises américaines continuent de déposer régulièrement des demandes de brevets sur des séquences génétiques humaines », indique-t-on de source autorisée. Ces demandes coûtant fort cher (entre 20 et 45 000 francs par demande), les sociétés les plus

biennes qui soulève cette démarche, tant le flou, éthique et juridique, subsiste en matière de propriété intellectuelle sur le vivant.

Face à la gigantesque bataille qui pourrait ainsi se livrer autour de nos gènes, deux positions diamétralement opposées s'affrontent actuellement. La première, défendue par quelques grands groupes américains, revendique la propriété exclu-

La fondation américaine Merck, parmi les défenseurs les plus acharnés de cette transparence, vient d'annoncer qu'elle était prête à dégager jusqu'à 55 millions de francs pour mettre en place un gigantesque centre de séquençage à l'université Saint-Louis. Ces résultats, à l'instar de ce que pratique depuis sa création le laboratoire français Génométhron, seraient immédiatement diffusés dans le domaine public.

« La libre circulation de l'information est d'autant plus essentielle qu'une partie importante des données génétiques déposées dans les banques proviennent de personnes atteintes de maladies, et que des problèmes de confidentialité mais aussi de propriété intellectuelle peuvent en résulter », précise François Gros. Président d'un groupe de travail sur la protection intellectuelle des données génétiques mis en place en mars 1994 par le ministère français de la recherche, Pierre Louvet, directeur de recherche à l'Inserm (U 189, Lyon), rappelle pour sa part que la création et l'utilisation des collections d'échantillons biologiques humains sera désormais, en France, « sous le contrôle d'une commission spécifique », et que « l'agrément préalable du ministère de la recherche doit être sollicité par tout organisme qui veut promouvoir soit seul, soit en collaboration avec d'autres organismes, de telles collections ».

Catherine Vincent

### Les conclusions de l'Académie

Si transparence des données génotiques il y a, restera à trouver un accord international pour protéger les retombées industrielles de ces recherches. L'Académie des sciences, sur ce point, s'en tient à la proposition déjà émise par le ministère de la recherche en 1992, qu'elle réitère dans un rapport rendu public à l'occasion du colloque sous le titre « La brevetabilité du génome ». « La protection de la propriété industrielle, par voie de brevet, ne serait envisageable que lorsqu'on a affaire à la séquence d'un gène dont la fonction a pu être déterminée, permettant soit de l'intégrer en tant que réactif à un procédé (test diagnostique), soit d'en faire le matériel de départ d'un produit (généralisant une protéine) dont l'utilité peut être identifiée », précise-t-elle. Le rapport souligne par ailleurs qu'une réflexion concernant la publication des données scientifiques est désormais indispensable dans ce domaine, sujet pour lequel « des solutions comme les possibilités de copyright, ou une protection semblable au droit informatique, devraient être étudiées de toute urgence ».

offensives, telles que Human Genome Science (Rockville, Connecticut) ou Incyte Pharmaceuticals Inc. (Palo Alto, Californie), les réservent désormais à des séquences génétiques complètes (contenant l'intégralité d'un gène) et non plus partielles. Des demandes dont aucune n'a abouti jusqu'à présent - ce qui ne résout pas pour autant les pro-

sive, pour elles-mêmes ou leurs filiales, de ces fabuleuses banques de données. La seconde, soutenue par la majorité des scientifiques et une bonne partie des industriels, estime au contraire que la libre circulation des informations génétiques est une condition sine qua non, dans le respect des droits de l'homme, au progrès de la science et de la santé.

## Les enfants adhèrent au PC

En vedette au Salon du jouet, des micro-ordinateurs, éducatifs ou ludiques, sont destinés aux moins de douze ans. A des prix attractifs

DEPUIS TROIS ANS, une nouvelle catégorie de jeux a pris son essor en toute discrétion : les jeux électroniques éducatifs. Ils se sont enrichis techniquement pour se transformer en véritables petits micro-ordinateurs sans en avoir le prix. Pendant que les consoles de jeux vidéo et les micro-ordinateurs domestiques occupaient le devant de la scène, ces jeux se sont dotés de véritables claviers, d'écrans à cristaux liquides, de souris, à l'instar des portables pour cadres ou journalistes en vadrouille.

Les constructeurs semblent avoir bien saisi l'intérêt du phénomène.

enfants de 2 à 12 ans, les jeux éducatifs électroniques se déclinent sur une gamme. Les modèles destinés aux plus petits n'ont souvent d'ordinateurs que l'apparence et le nom. Qu'il s'agisse de l'Ordi baby de Nathan ou du Genius Poussin de Vtech, même si ce dernier a intégré un petit écran pour cette classe d'âge. Les jeux proposés initient les enfants à la reconnaissance des couleurs ou des formes. Tous « parlent » pour permettre à l'enfant de jouer seul. Plus on progresse en âge, plus la ressemblance avec les « vrais » ordinateurs s'accroît : clavier alphabétique, puis

ordinateur. Évolué pour cette tranche d'âge. Son Super-computer, vendu 690 francs, comprend un traitement de texte, une petite palette graphique et une imprimante thermique pour afficher textes, dessins et des jeux, etc. Son succès a permis à Vtech de doubler son chiffre d'affaires sur les jeux électroniques en 1994.

Mais le numéro un mondial, Vtech, dont ITMC était d'ailleurs le distributeur jusqu'en 1992, lui emboîte le pas. Désormais implanté directement en France, ce fabricant chinois, créé à Hongkong en 1978, s'arroge les deux tiers du marché américain des jeux éducatifs électroniques toutes catégories, et sa progression est rapide sur le Vieux Continent. Son Genius 4000, une nouveauté du Salon, inclut, outre les jeux et quiz en tout genre, un traducteur français-anglais de 11 000 mots, une calculatrice, un petit module d'apprentissage de la programmation en Basic, et une connexion à une imprimante de la marque ou compatible PC, pour un prix public de 700 francs.

Sur le même créneau, le français Lansay amoncelait aussi au Salon de Villepinte son Micro-Master, avec également clavier, écran et souris, petit traitement de texte, possibilité de stocker trois fois 28 pages de textes en mémoire et un correcteur orthographique de 35 000 mots (record pour sa catégorie). Sa conception et sa fabrication sont signées du chinois Team Concepts, ancien partenaire de Nathan. Le prix du Micro-Master, de l'ordre de 890 francs, sera légèrement plus élevé que celui de ses concurrents mais reste néanmoins bien inférieur au bas de gamme des micro-ordinateurs.

Certes, les caractéristiques de ces machines n'ont rien à voir avec celles de leurs aînées. Ils ne peuvent mémoriser que de très petits textes, leurs capacités de calcul et de tri sont extrêmement limitées, mais sans doute largement suffisantes pour la classe d'âge visée. Les écrans ne permettent d'afficher que quatre à cinq lignes, soit quatre fois moins que pour les « vrais ». Les microprocesseurs utilisés sont des 8 bits et non 16, 32 ou 64 bits comme pour les consoles de jeux ou les micro-ordinateurs. Ils

« aserty », comme les machines d'adultes. Plus intéressants techniquement, les modèles haut de gamme, s'adressant aux enfants de plus de 9 ans, permettent non seulement de jouer, mais aussi d'écrire de petits textes, de les afficher sur un écran à cristaux liquides de quelques lignes, de les mémoriser, de les sortir sur une imprimante thermique.

**FABRICANT CHINOIS** A cet âge, la reconnaissance vocale n'est plus nécessaire. Le prix gagné sur ce dispositif est mis à profit pour inclure des dispositifs donnant plus d'« intelligence » à la machine.

Le pionnier en la matière à diffuser dans l'Hexagone est le français ITMC, concepteur des jeux vendus sous la marque Yeno. Il était le seul, en 1994, à proposer un jeu-

valent de 1 à 5 dollars l'unité, à comparer à près de 4 000 francs pour le fameux Pentium, cœur des micro-ordinateurs de haut de gamme. La capacité de la mémoire vive des jeux se chiffre en milliers de mots (et non en millions, comme sur les vrais micros).

Autant de restrictions qui laissent d'ailleurs Nathan sceptique. A la différence de ses concurrents, le numéro un français des jeux, avec plus de 50 % du marché, n'a pas voulu se lancer dans ce créneau des plus de 9 ans. « Ce marché de produits hybrides, en concurrence avec les jeux vidéo et les micro-ordinateurs familiaux, ne connaît pas de réel développement », pronostique Roland Vigneron, directeur du marketing de Nathan. En revanche, Nathan est le seul à fabriquer ses jeux en France, et non en Chine comme les trois autres, « pour des raisons de confidentialité et de qualité ».

Armie Kahn

### La technologie dans la hotte du Père Noël

Selon un enseignant de Chambéry, Patrick Longuet, auteur d'une enquête auprès de 1 100 élèves des classes primaires, 74 % des enfants jouent régulièrement aux jeux vidéo. C'est le temps consacré à la télévision qui diminue au profit de cette activité, et non le temps dédié à la lecture. La pratique des jeux vidéo n'a pas d'effet sur le niveau scolaire : les redoublants jouent plutôt moins que les autres car, souvent issus de classes sociales moins favorisées, ils volent leurs parents hâter devant les prix (200 à 400 francs) des nouveaux logiciels.

Si, à Noël dernier, on eut l'impression que les grands classiques du loisir enfantin - poupées, jeux de construction, etc. - revenaient en force, il ne s'agissait certainement pas d'une victoire définitive. « Les enfants sont habitués à la présence des écrans dans leur vie quotidienne », déclare Martine Guillaume, du Centre pédagogique du jouet, à Lyon. Il est aussi absurde d'imaginer qu'ils pourront s'en éloigner, que de prévoir, à propos de leurs parents, un renoncement à l'usage de l'automobile. »

Les ventes de jeux électroniques éducatifs auraient triplé aux États-Unis et connaîtraient une forte progression en Europe, selon Sophie Prestalat, directrice générale de la société ITMC, l'une des quatre firmes présentes en France sur un marché représentant quelque 300 millions de francs en 1994, soit 10 % environ du chiffre d'affaires réalisé par les jeux vidéo.

Alors que seul un constructeur de jeu vidéo, Atari, est présent au 34<sup>e</sup> Salon du jouet, organisé pour les professionnels du 25 au 30 janvier à Paris-Nord Villepinte, les quatre principaux fabricants (ou distributeurs) de jeux électroniques éducatifs (Nathan, Vtech, Lansay et ITMC-Yeno) y ont chacun un stand. Leurs nouveautés, encore la plupart du temps malheureusement à l'état de prototypes, seront fin prêts pour le prochain Noël. S'adressant aux

### « Horripilant » Palais de la Découverte

LES AMATEURS de physique et d'électronique peuvent se réjouir. Le Palais de la Découverte vient d'ouvrir à nouveau au public sa salle dédiée à l'électrostatique. A l'entrée, une chambre à étincelles réalisée par le CERN (laboratoire européen pour la physique des particules) donne à l'exposition sa touche de modernité. Mais les expériences horripilantes, au sens premier du terme, y ont toujours une place d'honneur. Les cheveux se dressent sur la tête de tout volontaire déclenchant l'illuminé générale.

Debout, sur un plateau porté à 300 000 volts, le cobaye reçoit une charge massive d'électrons. Comme l'avait prévu le physicien français Charles de Coulomb, qui devait donner son nom aux lois bien connues des collégiens, ces électrons se repoussent les uns des autres. La surface du crâne du visiteur repousse ses cheveux qui eux-mêmes se repoussent entre eux. Il suffit qu'une cage de Faraday ruilante se replie autour de l'individu, pour qu'il se retrouve à l'abri des courants électriques, et que sa chevelure retrouve sa position normale.

Au 19<sup>e</sup> siècle, ce genre d'expérience était fort apprécié des précieux et précieuses d'autant que l'on

ne savait encore expliquer ces phénomènes. Pour actionner la machine électrique de Halsen, un valet de cour tourne une manivelle entraînant indirectement un globe de soufre. Une marquette électroscopique, en y apposant sa main. Le courant est transmis aux pieds du jeune homme qui de sa main charge à son tour celle d'une demoiselle. De l'autre main, celle-ci attire de petits morceaux de papiers posés dans une coupe. Un moyen nettement plus complexe que le jeu bien connu des potaches et qui consiste à froter une règle en plastique pour attirer papiers et poussières. Dans les deux cas, les papiers « s'influencent » c'est-à-dire que leurs deux extrémités se polarisent : les charges négatives contenues dans le papier sont repoussées loin de la main (ou de la règle) elle-même chargée négativement en électrons ; tandis que les charges positives s'accumulent du côté proche de la main, qui, du coup, attire les papiers.

A. K.

★ Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. 40-74-80-00. Ouvert tous les jours sauf le lundi de 9 h 30 à 18 heures ; dimanche et jours fériés, de 10 heures à 19 heures.

**Courrier**

GETTE SEMAINE



**AUSCHWITZ**  
Pourquoi les alliés n'ont rien fait

Enquête : pourquoi le camp de la mort n'a jamais été bombardé

THE JERUSALEM REPORT

Roosevelt envisageait d'intervenir, les militaires américains refusèrent

NEWSWEEK

Et aussi...

UN SUPPLÉMENT GRATUIT  
QUELLE LANGUE POUR L'EUROPE ?

En vente chez votre marchand de journaux

CHAQUE JEUDI, L'ESSENTIEL DE LA PRESSE MONDIALE EN FRANÇAIS



## JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

### MOTS CROISÉS

Problème n° 849

#### HORIZONTALEMENT

1. Monsieur Jourdain lui donne peu de satisfactions. - II. Préjugé. Va vers le Pô. - III. Maison publique. Réclament un soutien. - IV. Datent une vie. S'opère ce que la vie a uni. - V. Possessif. Finit l'hiver. Pronom. - VI. Napoléon. Embusqué. Leurs parents ont beaucoup voyagé. - VII. S'élargit à l'est et au sud. A la table de trépassé. Manque de prestance. - VIII. Sources de dépressions. Fils pieux. - IX. Pousses son cri de bête. Pour un bel ombrage. - X. Impossible de le prendre seul.

#### VERTICALEMENT

1. L'élève du I rêvait de l'être. - 2. Un privilège exclusif. Préposition. - 3. Pas toujours à l'œil. Reprise. - 4. Doit aller droit au but. Se dit à Marseille. Syndicat. - 5. Gourmé. Porté jadis en signe de deuil. - 6. Mettent à plat.

7. Dans l'auxiliaire. Dans l'auxiliaire. - 8. C'est l'exercice I pénètre dans la terre. - 9. S'attache par nature. Participe. - 10. Travail de l'esprit. Avatar divin. - 11. En place. On en joue en Orient. - 12. Elle englobe notre temps. Attribut royal à Versailles. - 13. Ainsi on la remettra à nos pieds.

#### SOLUTION DU N° 848

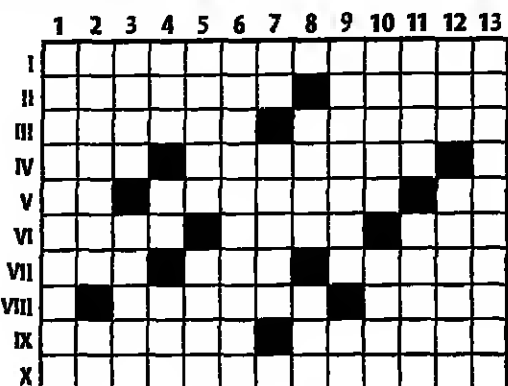
##### Horizontalement

I. Gratification. - II. Rejeton. Carme. - III. Icônes. Accroc. - IV. Plut. Soluté. - V. Putatives. Ers. - VI. Es. Tolérables. - VII. Sèver. Tif. Ta. - VIII. Out. Bée. Roi. - IX. Upérisé. Namur. - X. Sous-lotaire.

##### Verticalement

1. Grippe-sous. - 2. Recluse. Pô. - 3. Ajout. Vœu. - 4. Tentateurs. - 5. Ite. Tortil. - 6. Fossile. SO. - 7. In. Ove. Bec. - 8. Alerte. - 9. Accusaient. - 10. Tact. BF. Aa. - 11. Irréel. RML. - 12. Omo. Retour. - 13. Nécessaire.

François Dorlet



### SCRABBLE (R)

Problème n° 464

#### EN EFFEUILLEANT LA MARGUERITE

Suite à notre 460<sup>e</sup> chronique « Mazarinades », nous sommes certains que chaque matin vous effeuilliez votre éphéméride le cœur battant, en espérant que le prénom du jour sera votre prochain « top ». En voici quelques-uns.

DAPHNÉ, arbrisseau à feuilles rouges; l'étymologie (en grec, le mot signifie laurier) rappelle que la nymphe éponyme se transforma en laurier pour échapper aux assiduités d'Apollon - DIANE, roulement de tambour exécuté à l'aube (cf. le mot latin *dies*, « le jour », et la déesse Diane, « la lumineuse ») - DOUGLAS, confère américain, du nom d'un botaniste - ÉMILIEN, ENNE, de l'emille (Italie); saint Emilien, soldat de l'empereur Julien l'Apostat, renversa les idoles et fut brûlé - EUSTACHE, couteau de poche; Eustache Dubois était coutelier à Saint-Etienne au XVIII<sup>e</sup> siècle - FANNY, inv. qui n'a marqué aucun point aux boules (le maladroit était censé en-

brasser un panneau de bois exhibant les fesses de la susnommée) - FANCHON, fachu sur la tête - FLORENCE, tufféus, autretrois fabriqué dans la ville éponyme, puis *crin pour la pêche* - FRITZ, « GÉRONTE » (« vieux » en grec), personnage de la comédie classique - GILLES est l'un des solitaires prénoms masculins les plus portés actuellement; on a sans doute oublié qu'un GILLE est un niais, voire un bouffon, dans le nord de la France - GISELLE, mousseline - GLORIA, café arrosé, premier mot du verset final des psaumes, employé par de joyeux buveurs pour rendre hommage à leur boisson favorite - GOLIATH, coléoptère, énorme comme on s'en doute - HENRI, unité d'inductance électrique, du nom d'un physicien américain - HERCULE - HERMÈS, tête au statue de MERCURE - HERVE, fromage, du nom d'une commune belge; Hervé était un ermite breton aveugle - HILAIRE, relatif à un hile; Hilaire, évêque de Poitiers, bien que censé être gai (cf. hilaire), était un champion de l'orthodoxie.

Voici les anagrammes que génèrent trois de ces prénoms : ÉMILIE - LÉCHEUR - RIGOLA.

Michel Charlemagne

Championnat des Vosges 1994, à Épinal (9 janvier 1994)

Première partie

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquet du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'« Officiel du Scrabble » (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1	FRMSIAE	FERMAIS	H 4	80
2	LSUOIOA	SURLOUAI (a)	G 6	62
3	MNIEEEE	EUMINEE	M 2	72
4	CTPGDEI	CEPE	F 1	33
5	TTMYREU	MYRTES (b)	F 1	36
6	TU+TLAK7	RALES (c)	F 1	66
7	TUT+SAWO	TUTOYAS	F 2	32
8	W+NNAAE	EX	I 1	39
9	NNAA+TZ	WITZ	A 1	64
10	NNAA+NOE	TENONNA	O 2	16
11	A+SBPLOT	OPESLES	O 6	61
12	FRBEOO	FOIRER	G 9	25
13	ORSLEUA	SOLERA	A 5	84
14	CBGNIAU	NUI	H 13	37
15	GOVTEEE	VEGETER	I 2	30
16	D+VGTAI	ENVIDAT	I 3	30
17	GI+DIOAR	QUI	K 5	20
18	GOIAR+NE	OEGAINER	B 6	66
19	JHHSBDE	HADJ	L 12	46
20	HSB+UC	JUBE	L 1	39

(a) louai trop cher; (b) ou PUY, N 8; (c) glans.

Tous les films au bout du fil

36-68-03-78

3.19 F/mn

### ANACROISÉS (R)

Problème n° 850

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'« Officiel du Scrabble » (Larousse).

#### HORIZONTALEMENT

1. AABLMLR. - 2. AEGIOPRS (+1). - 3. AELOSIV. - 4. ANNOPT (+2). - 5. AEGSSX. - 6. ADEGIR (+1). - 7. ADINORST (+2). - 8. EENRRV (+1). - 9. EIQSTU (+2). - 10. AEIPRVV. - 11. CDEFIIS. - 12. EEEIPST (+1). - 13. EEIMNORT (+1). - 14. EELRIT. - 15. BEELOU. - 16. AEEINNST (+1). - 17. EEEQTU. - 18. ACFFLOT. - 19. ELLINSU. - 20. EIMMOTV. - 21. EINRSSU.

#### VERTICALEMENT

22. AEIMOQSU. - 23. EEEGLIM. - 24. BEHIOQU. - 25. AAEITLV. - 26. AAEILR (+1). - 27. DEIMPRUU. - 28. ABEGILST. - 29. LLOOUU. - 30. DEELLT. - 31. EORSSST (+4). - 32. EEEIMNS (+1). - 33. EIMNORR (+1). - 34. CEIMOTV. - 35. AEIRSTV (+7). - 36. FIUNNS. - 37. AENNSTT. - 38. DEEPT. - 39. AAEEPR. - 40. CEFITV.

### ECHECS

Problème n° 1622

TOURNOI DE GRONINGUE, DÉCEMBRE 1994

Blancs : R. Yousoupov.

Noirs : L. Van Wely.

Gambit-D. Système Botvinnik.

1. d4... 2. f3... 3. c3... 4. c3... 5. f3... 6. f3... 7. f3... 8. f3... 9. f3... 10. f3... 11. f3... 12. f3... 13. f3... 14. f3... 15. f3... 16. f3... 17. f3... 18. f3... 19. f3... 20. f3... 21. f3... 22. f3... 23. f3... 24. f3... 25. f3... 26. f3... 27. f3... 28. f3... 29. f3... 30. f3... 31. f3... 32. f3... 33. f3... 34. f3... 35. f3... 36. f3... 37. f3... 38. f3... 39. f3... 40. f3... 41. f3... 42. f3... 43. f3... 44. f3... 45. f3... 46. f3... 47. f3... 48. f3... 49. f3... 50. f3... 51. f3... 52. f3... 53. f3... 54. f3... 55. f3... 56. f3... 57. f3... 58. f3... 59. f3... 60. f3... 61. f3... 62. f3... 63. f3... 64. f3... 65. f3... 66. f3... 67. f3... 68. f3... 69. f3... 70. f3... 71. f3... 72. f3... 73. f3... 74. f3... 75. f3... 76. f3... 77. f3... 78. f3... 79. f3... 80. f3... 81. f3... 82. f3... 83. f3... 84. f3... 85. f3... 86. f3... 87. f3... 88. f3... 89. f3... 90. f3... 91. f3... 92. f3... 93. f3... 94. f3... 95. f3... 96. f3... 97. f3... 98. f3... 99. f3... 100. f3... 101. f3... 102. f3... 103. f3... 104. f3... 105. f3... 106. f3... 107. f3... 108. f3... 109. f3... 110. f3... 111. f3... 112. f3... 113. f3... 114. f3... 115. f3... 116. f3... 117. f3... 118. f3... 119. f3... 120. f3... 121. f3... 122. f3... 123. f3... 124. f3... 125. f3... 126. f3... 127. f3... 128. f3... 129. f3... 130. f3... 131. f3... 132. f3... 133. f3... 134. f3... 135. f3... 136. f3... 137. f3... 138. f3... 139. f3... 140. f3... 141. f3... 142. f3... 143. f3... 144. f3... 145. f3... 146. f3... 147. f3... 148. f3... 149. f3... 150. f3... 151. f3... 152. f3... 153. f3... 154. f3... 155. f3... 156. f3... 157. f3... 158. f3... 159. f3... 160. f3... 161. f3... 162. f3... 163. f3... 164. f3... 165. f3... 166. f3... 167. f3... 168. f3... 169. f3... 170. f3... 171. f3... 172. f3... 173. f3... 174. f3... 175. f3... 176. f3... 177. f3... 178. f3... 179. f3... 180. f3... 181. f3... 182. f3... 183. f3... 184. f3... 185. f3... 186. f3... 187. f3... 188. f3... 189. f3... 190. f3... 191. f3... 192. f3... 193. f3... 194. f3... 195. f3... 196. f3... 197. f3... 198. f3... 199. f3... 200. f3... 201. f3... 202. f3... 203. f3... 204. f3... 205. f3... 206. f3... 207. f3... 208. f3... 209. f3... 210. f3... 211. f3... 212. f3... 213. f3... 214. f3... 215. f3... 216. f3... 217. f3... 218. f3... 219. f3... 220. f3... 221. f3... 222. f3... 223. f3... 224. f3... 225. f3... 226. f3... 227. f3... 228. f3... 229. f3... 230. f3... 231. f3... 232. f3... 233. f3... 234. f3... 235. f3... 236. f3... 237. f3... 238. f3... 239. f3... 240. f3... 241. f3... 242. f3... 243. f3... 244. f3... 245. f3... 246. f3... 247. f3... 248. f3... 249. f3... 250. f3... 251. f3... 252. f3... 253. f3... 254. f3... 255. f3... 256. f3... 257. f3... 258. f3... 259. f3... 260. f3... 261. f3... 262. f3... 263. f3... 264. f3... 265. f3... 266. f3... 267. f3... 268. f3... 269. f3... 270. f3... 271. f3... 272. f3... 273. f3... 274. f3... 275. f3... 276. f3... 277. f3... 278. f3... 279. f3... 280. f3... 281. f3... 282. f3... 283. f3... 284. f3... 285. f3... 286. f3... 287. f3... 288. f3... 289. f3... 290. f3... 291. f3... 292. f3... 293. f3... 294. f3... 295. f3... 296. f3... 297. f3... 298. f3... 299. f3... 300. f3... 301. f3... 302. f3... 303. f3... 304. f3... 305. f3... 306. f3... 307. f3... 308. f3... 309. f3... 310. f3... 311. f3... 312. f3... 313. f3... 314. f3... 315. f3... 316. f3... 317. f3... 318. f3... 319. f3... 320. f3... 321. f3... 322. f3... 323. f3... 324. f3... 325. f3... 326. f3... 327. f3... 328. f3... 329. f3... 330. f3... 331. f3... 332. f3... 333. f3... 334. f3... 335. f3... 336. f3... 337. f3... 338. f3... 339. f3... 340. f3... 341. f3... 342. f3... 343. f3... 344. f3... 345. f3... 346. f3... 347. f3... 348. f3... 349. f3... 350. f3... 351. f3... 352. f3... 353. f3... 354. f3... 355. f3... 356. f3... 357. f3... 358. f3... 359. f3... 360. f3... 361. f3... 362. f3... 363. f3... 364. f3... 365. f3... 366. f3... 367. f3... 368. f3... 369. f3... 370. f3... 371. f3... 372. f3... 373. f3... 374. f3... 375. f3... 376. f3... 377. f3... 378. f3... 379. f3... 380. f3... 381. f3... 382. f3... 383. f3... 384. f3... 385. f3... 386. f3... 387. f3... 388. f3... 389. f3... 390. f3... 391. f3... 392. f3... 393. f3... 394. f3... 395. f3... 396. f3... 397. f3... 398. f3... 399. f3... 400. f3... 401. f3... 402. f3... 403. f3... 404. f3... 405. f3... 406. f3... 407. f3... 408. f3... 409. f3... 410. f3... 411. f3... 412. f3... 413. f3... 414. f3... 415. f3... 416. f3... 417. f3... 418. f3... 419. f3... 420. f3... 421. f3... 422. f3... 423. f3... 424. f3... 425. f3... 426. f3... 427. f3... 428. f3... 429. f3... 430. f3... 431. f3... 432. f3... 433. f3... 434. f3... 435. f3... 436. f3... 437. f3... 438. f3... 439. f3... 440. f3... 441. f3... 442. f3... 443. f3... 444. f3... 445. f3... 446. f3... 447. f3... 448. f3... 449. f3... 450. f3... 451. f3... 452. f3... 453. f3... 454. f3... 455. f3... 456. f3... 457. f3... 458. f3... 459. f3... 460. f3... 461. f3... 462. f3... 463. f3... 464. f3... 465. f3... 466. f3... 467. f3... 468. f3... 469. f3... 470. f3... 471. f3... 472. f3... 473. f3... 474. f3... 475. f3... 476. f3... 477. f3... 478. f3... 479. f3... 480. f3... 481. f3... 482. f3... 483. f3... 484. f3... 485. f3... 486. f3... 487. f3... 488. f3... 489. f3... 490. f3... 491. f3... 492. f3... 493. f3... 494. f3... 495. f3... 496. f3... 497. f3... 498. f3... 499. f3... 500. f3... 501. f3... 502. f3... 503. f3... 504. f3... 505. f3... 506. f3... 507. f3... 508. f3... 509. f3... 510. f3... 511. f3... 512. f3... 513. f3... 514. f3... 515. f3... 516. f3... 517. f3... 518. f3... 519. f3... 520. f3... 521. f3... 522. f3... 523. f3... 524. f3... 525. f3... 526. f3... 527. f3... 528. f3... 529. f3... 530. f3... 531. f3... 532. f3... 533. f3... 534. f3... 535. f3... 536. f3... 537. f3... 538. f3... 539. f3... 540. f3... 541. f3... 542. f3... 543. f3... 544. f3... 545. f3... 546. f3... 547. f3... 548. f3... 549. f3... 550. f3... 551. f3... 552. f3... 553. f3... 554. f3... 555. f3... 556. f3... 557. f3... 558. f3... 559. f3... 560. f3... 561. f3... 562. f3... 563. f3... 564. f3... 565. f3... 566. f3... 567. f3... 568. f3... 569. f3... 570. f3... 571. f3... 572. f3... 573. f3... 574. f3... 575. f3... 576. f3... 577. f3... 578. f3... 579. f3... 580. f3... 581. f3... 582. f3... 583. f3... 584. f3... 585. f3... 586. f3... 587. f3... 588. f3... 589. f3... 590. f3... 591. f3... 592. f3... 593. f3... 594. f3... 595. f3... 596. f3... 597. f3... 598. f3... 599. f3... 600. f3... 601. f3... 602. f3... 603. f3... 604. f3... 605. f3... 606. f3... 607. f3... 608. f3... 609. f3... 610. f3... 611. f3... 612. f3... 613. f3... 614. f3... 615. f3... 616. f3... 617. f3... 618. f3... 619. f3... 620. f3... 621. f3... 622. f3... 623. f3... 624. f3... 625. f3... 626. f3... 627. f3... 628. f3... 629. f3... 630. f3... 631. f3... 632. f3... 633. f3... 634. f3... 635. f3... 636. f3... 637. f3... 638. f3... 639. f3... 640. f3... 641. f3... 642. f3... 643. f3... 644. f3... 645. f3... 646. f3... 647. f3... 648. f3... 649. f3... 650. f3... 651. f3... 652. f3... 653. f3... 654. f3... 655. f3... 656. f3... 657. f3... 658. f3... 659. f3... 660. f3... 661. f3... 662. f3... 663. f3... 664. f3... 665. f3... 666. f3... 667. f3... 668. f3... 669. f3... 670. f3... 671. f3... 672. f3... 673. f3... 674. f3... 675. f3... 676. f3... 677. f3... 678. f3... 679. f3... 680. f3... 681. f3... 682. f3... 683. f3... 684. f3... 685. f3... 686. f3... 687. f3... 688. f3... 689. f3... 690. f3... 691. f3... 692. f3... 693. f3... 694. f3... 695. f3... 696. f3... 697. f3... 698. f3... 699. f3... 700. f3... 701. f3... 702. f3... 703. f3... 704. f3... 705. f3... 706. f3... 707. f3... 708. f3... 709. f3... 710. f3... 711. f3... 712. f3... 713. f3... 714. f3... 715. f3... 716. f3... 717. f3... 718. f3... 719. f3... 720. f3... 721. f3... 722. f3... 723. f3... 724. f3... 725. f3... 726. f3... 727. f3... 728. f3... 729. f3... 730. f3... 731. f3... 732. f3... 733. f3... 734. f3... 735. f3... 736. f3... 737. f3... 738. f3... 739. f3... 740. f3... 741. f3... 742. f3... 743. f3... 744. f3... 745. f3... 746. f3... 747. f3... 748. f3... 749. f3... 750. f3... 751. f3... 752. f3... 753. f3... 754. f3... 755. f3... 756. f3... 757. f3... 758. f3... 759. f3... 760. f3... 761. f3... 762. f3... 763. f3... 764. f3... 765. f3... 766. f3... 767. f3... 768. f3... 769. f3... 770. f3... 771. f3... 772. f3... 773. f3... 774. f3... 775. f3... 776. f3... 777. f3... 778. f3... 779. f3... 780. f3... 781. f3... 782. f3... 783. f3... 784. f3... 785. f3... 786. f3... 787. f3... 788. f3... 789. f3... 790. f3... 791. f3... 792. f3... 793. f3... 794. f3... 795. f3... 796. f3... 797. f3... 798. f3... 799. f3... 800. f3... 801. f3... 802. f3... 803. f3... 804. f3... 805. f3... 806. f3... 807. f3... 808. f3... 809. f3... 810. f3... 811. f3... 812. f3... 813. f3... 814. f3... 815. f3... 816. f3... 817. f3... 818. f3... 819. f3... 820. f3... 821. f3... 822. f3... 823. f3... 824. f3... 825. f3... 826. f3... 827. f3... 828. f3... 829. f3... 830. f3... 831. f3... 832. f3... 833. f3... 834. f3... 835. f3... 836. f3... 837. f3... 838. f3... 839. f3... 840. f3... 841. f3... 842. f3... 843. f3... 844. f3... 845. f3... 846. f3... 847. f3... 848. f3... 849. f3... 850. f3... 851. f3... 852. f3... 853. f3... 854. f3... 855. f3... 856. f3... 857. f3... 858. f3... 859. f3... 860. f3... 861. f3... 862. f3... 863. f3... 864. f3... 865. f3... 866. f3... 867. f3... 868. f3... 869. f3... 870. f3... 871. f3... 872. f3... 873. f3... 874. f3... 875. f3... 876. f3... 877. f3... 878. f3... 879. f3... 880. f3... 881. f3... 882. f3... 883. f3... 884. f3... 885. f3... 886. f3... 887. f3... 888. f3... 889. f3... 890. f3... 891. f3... 892. f3... 893. f3... 894. f3... 895. f3... 896. f3... 897. f3... 898. f3... 899. f3... 900. f3... 901. f3... 902. f3... 903. f3... 904. f3... 905. f3... 906. f3... 907. f3... 908. f3... 909. f3... 910. f3... 911. f3... 912. f3... 913. f3... 914. f3... 915. f3... 916. f3... 917. f3... 918. f3... 919. f3... 920. f3... 921. f3... 922. f3... 923. f3... 924. f3... 925. f3... 926. f3... 927. f3... 928. f3... 929. f3... 930. f3... 931. f3... 932. f3... 933. f3... 934. f3... 935. f3... 936. f3... 937. f3... 938. f3... 939. f3... 940. f3... 941. f3... 942. f3... 943. f3... 944. f3... 945. f3... 946. f3... 947. f3... 948. f3... 949. f3... 950. f3... 951. f3... 952. f3... 953. f3... 954. f3... 955. f3... 956. f3... 957. f3... 958. f3... 959. f3... 960. f3... 961. f3... 962. f3... 963. f3... 964. f3... 965. f3... 966. f3... 967. f3... 968. f3... 969. f3... 970. f3... 971. f3... 972. f3... 973. f3... 974. f3... 975. f3... 976. f3... 977. f3... 978. f3... 979. f3... 980. f3... 981. f3... 9



## Pluie à l'Est

Le matin, on retrouve un temps très nuageux de la Normandie au Nord, au Centre, aux Charentes, au Pays de la Loire et à la Bretagne avec seulement quelques éclaircies et également des averses au nord d'une ligne Nantes-Rouen. Le pourtour méditerranéen reste à l'écart des précipitations, mais des nuages élevés viendront voiler le ciel, de même, de belles éclaircies subsisteront de la Côte d'Azur à l'île de Beauté.

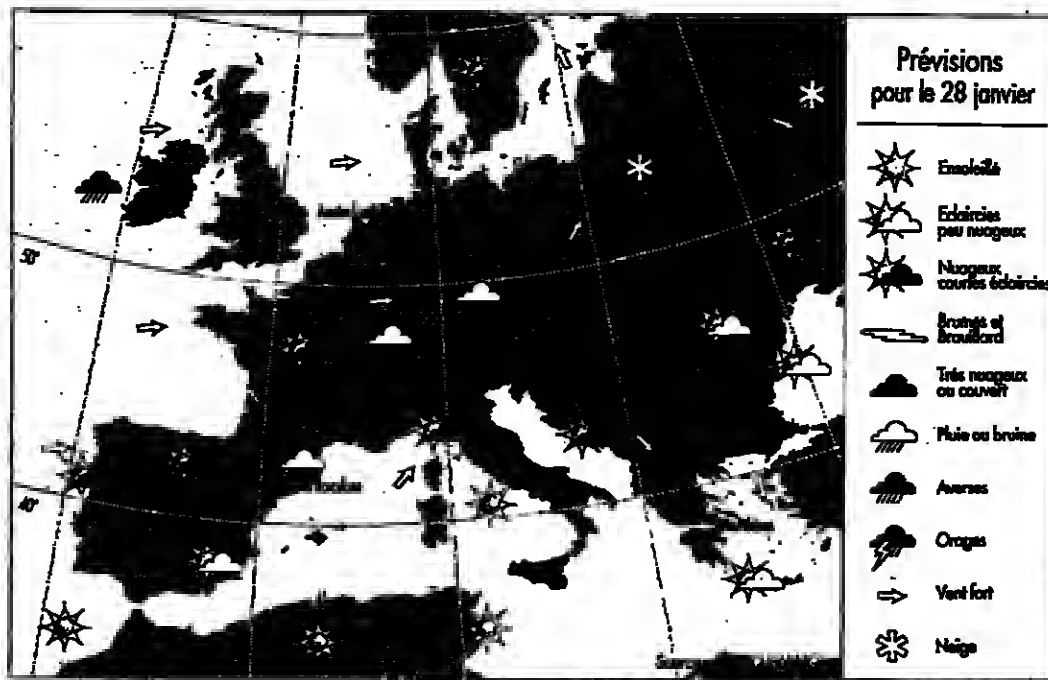


Prévisions pour le 28 janvier à 12h00



Partout ailleurs, c'est-à-dire de la Champagne au Nord-Est, à la Bourgogne, aux Alpes, au Massif Central et au Sud-Ouest, la couverture nuageuse restera très importante avec des pluies faibles à modérées. En montagne, il neigera à moyenne altitude, au-dessus de 1 400 mètres sur le Jura, 1 000 mètres sur les Alpes et à partir de 1 800 à 2 000 mètres sur les Pyrénées. L'après-midi, des pluies persistent du Nord-Est au Massif Central, aux Alpes et aux Pyrénées avec de la neige au-dessus de 1 500 mètres, avant que la limite pluie-neige ne redescende aux alentours de 1 000 mètres au cours de la soirée. Près de la Méditerranée, après un léger passage pluvieux à la mi-journée, des éclaircies reviennent alors que le ciel se charge sur la Corse. Des Ardennes au Centre, au Poitou, au sud de la Bretagne et à l'Aquitaine, les nuages resteront nombreux avec quelques averses et seulement de timides éclaircies. Enfin les autres régions garderont un ciel chargé avec de fréquentes ondées. Le vent de secteur sud-ouest soufflera assez fort tout au long de cette journée, avec des rafales pouvant atteindre jusqu'à 60 ou 70 km/h du Nord à la Lorraine, à la Bourgogne, aux Charentes et à la Bretagne, jusqu'à 80 ou 90 km/h le long des côtes de la Manche et entre la Corse et le continent. Enfin la tramontane se lèvera en fin d'après-midi. Les températures seront douces pour la saison, avec un mercure qui indiquera au petit matin de 4 à 8 degrés dans l'intérieur des terres et de 7 à 11 degrés le long du littoral. En cours de journée, la douceur restera sensible, avec 8 à 10 degrés sur le Nord-Est, 10 à 13 degrés du Nord au Centre, à l'Ouest et au Sud-Ouest et jusqu'à 17 degrés près de la Méditerranée et en Corse.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 28 janvier

- Ensoleillé
- Éclaircies peu nuageux
- Nuageux, courtes éclaircies
- Forêt et brouillard
- Tout nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES du 28 janvier 1995 maxima/minima

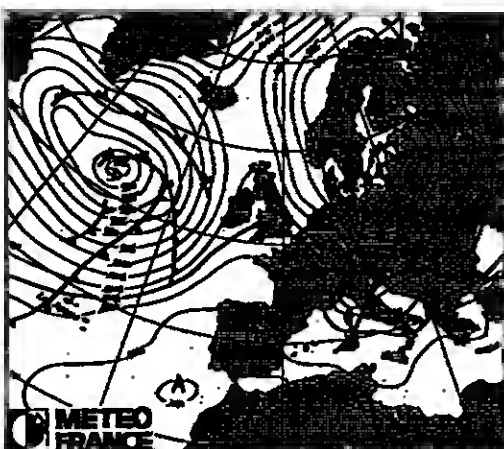
FRANCE	16/11
ALPES	12/17
BOULGARS	12/17
BRETAGNE	12/17
CHARENTE	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17

TEMPÉRATURES du 28 janvier 1995 maxima/minima

FRANCE	16/11
ALPES	12/17
BOULGARS	12/17
BRETAGNE	12/17
CHARENTE	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17

TEMPÉRATURES du 28 janvier 1995 maxima/minima

FRANCE	16/11
ALPES	12/17
BOULGARS	12/17
BRETAGNE	12/17
CHARENTE	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17
CHARENTAIS	12/17



Situation le 27 janvier 1995



Prévision pour le 29 janvier 1995

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au jeudi 26 janvier. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél.: (1) 47-42-23-32), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel: 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

### HAUTE-SAVOIE

Avoriaz: 80-215; Les Carroz d'Arache: 65-220; Chamonix: 70-445; Châtel: 40-205; La Clusaz: 50-240; Combins: 55-230; Les Contamines-Montjoie: 60-280; Flaine: 100-uc; Les Gets: 65-180; Le Grand-Bornand: 50-160; Les Houches: 50-154; Megève: 75-205; Morillon: 30-170; Morzine-Avoriaz: 30-200; Praz-

de-Lys-Sommand: 90-130; Praz-sur-Arly: 80-210; Saint-Gervais: 80-180; Samoëns: 50-210; Thonon-Les-Bains: 50-100.

### SAVOIE

Les Aillons: 30-120; Les Arcs: 140-300; Arêches-Beaufort: 50-250; Aussois: 60-100; Bessans: n.c.; Bonneval-sur-Arc: 95-300; Le Corbier: 72-160; Courchevel: 75-230; Tignes: 75-230; Crest-Voland-Cohommor: 70-120; Flumet: n.c.; Les Karellis: 90-250; Les Menuires: 70-260; Saint-Martin-Bellefleur: 50-260; Méribel: 80-220; La Norma: 80-170; Notre-Dame-de-Bellecombe: 70-170; Peisey-Vallandry: 140-185; La Plagne: 150-250; Pralognan-la-Vanoise: 70-150; La Rosière: 1850-175-250; Saint-François-Longchamp: 120-250; Les Saisies: 160-195; Tignes: 175-260; La Toussuire: 90-150; Val-Cenis: 60-170; Valfréjus: 70-150; Val d'Isère: 128-350; Valloire: 70-200; Valmeinier: 70-

## ABONNEMENTS

Le monde	France	Europe, Afrique, Amérique, Océanie, Japon, Australie	Autres pays
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

« LE MONDE » (ISSN 0000-0000) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 11, rue de la Harpe, 75005 Paris, France. Annual subscription price (including postage) is 18 000 F (1995). Single copies 100 F. For advertising rates, contact: LE MONDE, 11, rue de la Harpe, 75005 Paris, France. Tel: 01 43 33 33 33. Fax: 01 43 33 33 33. E-mail: lemonde@lemonde.fr

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements, 1, place Robert-Desnos, 92011 Nanterre Cedex - Tél.: (1) 47 42 23 32.

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Pays: \_\_\_\_\_

Cl-joint mon règlement de: \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bleue n° \_\_\_\_\_

Signature et date obligatoires \_\_\_\_\_

Changement d'adresse: \_\_\_\_\_

• par écrit 10 jours avant votre départ.

• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Remarques: Portage à domicile • Suspension vacances.

• Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 47 42 23 32 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

## PARIS EN VISITE

### Samedi 28 janvier

■ **HÔTEL DE LASSAY**, demeure du président de l'Assemblée nationale (carte d'identité, 50 F), 10 h 20, angle de la rue de Lille et de la rue de Courty (Christine Mercier).

■ **LA COUR DES COMPTES** et son fonctionnement (50 F), 11 heures, 13, rue Cambon (Elisabeth Roman).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (34 F + prix d'entrée): les thèmes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures; l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **ARCHIVES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE** (40 F), 14 h 30, 1 bis, rue des Carmes (Approche de Paris).

■ **LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE** et ses anciens salons privés Louis XV (45 F), 14 h 30, 58, rue de Richelieu (S. Rojko-Kan).

■ **L'HÔTEL DE BOURBON-CONDÉ** (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, 12, rue Monsieur (Moments historiques).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (45 F), 14 h 30, sortie du métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).

■ **MONTMARTRE** (50 F), 14 h 30, en haut du funiculaire devant le restaurant panoramique (Connaissance de Paris).

■ **MONTMARTRE** (50 F), 14 h 30, en haut du funiculaire (Paris autrefois).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE**: Exposition Derain (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DU LOUVRE**: les nouvelles salles, de la sculpture au mobilier (55 F + prix d'entrée), 14 h 45, sous la pyramide, devant le piliers central (Mathilde Hager).

■ **L'ACADÉMIE FRANÇAISE** (55 F), 15 heures, 23, quai Conti devant l'Institut (Paris et son histoire).

■ **LE Cimetière du Père Lachaise** (37 F), 15 heures, entrée principale boulevard de Ménilmontant (Monuments historiques).

■ **LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CALAIS**. Depuis le 23 janvier, l'Eurostar reliant Paris à Londres par le tunnel sous la Manche dessert la nouvelle gare de Calais-Fréthun. Mais, pour des raisons de sécurité, aucun passager ne peut y descendre, du moins dans le sens Paris-Londres. - (AFP)

■ **DUBAÏ**. L'émirat de Dubaï a rétabli des liaisons téléphoniques avec l'Irak. Ces liaisons avaient été interrompues au moment de la guerre du Golfe en 1991. - (AFP)

■ **SUÈDE**. La Suède a accueilli près de 2,5 millions de touristes pendant l'été 1994, parmi lesquels 730 000 Allemands, 435 000 Norvégiens, 415 000 Danois, 276 000 Finlandais, 70 000 Britanniques, Néerlandais et Américains, 40 000 Français, 40 000 Polonais, 30 000 Suisses et 30 000 Italiens. - (AFP)

■ **SERBIE**. Depuis plus d'un mois, les Serbes vivent au rythme de coupures d'électricité de plus en plus longues, le système ne pouvant satisfaire une demande accrue en raison du froid hivernal.

■ **Belgrade**, des magasins, des bureaux, des restaurants doivent souvent fermer leurs portes faute de courant et de chauffage. - (AFP)

■ **ANDALOUSIE**. Plus de deux millions d'Andalousiens, victimes de la sécheresse qui sévit depuis le début des années 90, attendent la pluie. A Cadix et dans les municipalités qui entourent le port, des restrictions sont imposées de 23 heures à 7 heures. Dans les hôtels, les clients sont invités à ne pas gaspiller le précieux li-

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

### La lande de Lear

PLUSIEURS traductions, un film, un drame que jouait Lucienne Bogaert, ont déjà fait du génial roman d'Emily Brontë un classique franco-anglais. Ce qu'il y a de shakespearien, de trépidant, de romantique dans l'original, c'est le parallélisme des coïncidences de la nature et des fureurs de la passion. Les Hauts répondent à la lande de Lear. Revoyez les « orages déchaînés » qui fouettent la cape de René; les rafales autour du galop de Rast. L'atmosphère et le paysage ne sont pas seulement des témoins, un « choeur » qui s'accorde aux désespoirs humains. Ils sont les instruments de la volonté divine.

Peut-on transporter à la scène de tels miracles poétiques? Charles Lamb déclarait Lear injonable, et il avait tort. M<sup>lle</sup> Villiers, notre auteur de ce soir, déclare avoir voulu « dé-pouiller » le sujet jusqu'à ne plus garder que l'essence même. Mais l'essence, c'est ce que je viens de dire, et qui a disparu. Les deux protagonistes, que M<sup>lle</sup> Villiers dépeint symboliques et humains, paraissent plutôt des postulats. Le mutuel amour de Cathy et d'Heathcliff, on accepte d'y croire; et à sa fatalité, et à son impossible violence. Mais il n'est pas plus explicable que ne le serait, sans le breuvage magique, l'amour de Tristan et d'Iseult. Leur breuvage magique, c'était l'enfer sur les Hauts de Hurlevent.

Néanmoins, ce qui demeure forme encore un bloc solide. L'angoisse, dès le début, vous prend à la gorge. Deux « intérieurs » - la campagne est réduite à des ouragans musicaux et à des toiles de fond changeant avec les saisons, - une salle paysanne, un salon de château, délicatement composés, enveloppent bien l'action. Et l'interprétation est remarquable, grâce à M<sup>lle</sup> Holt, si pathétique, et à M. Marchal, le véritable Heathcliff. (...)

Robert Kemp

(28-29 janvier 1945.)

quide, et les ventes d'eau minérale grimpent en flèche. - (AFP)

■ **ALLEMAGNE**. Le groupe Lufthansa, qui regroupe les compagnies Lufthansa AG, Lufthansa CityLine (transport régional) et Condor (vois charter) a transporté 37,7 millions de voyageurs en 1994, soit une progression de 5,8 % par rapport à l'année 1993. - (AFP)

■ **SHANGHAI**. Selon le quotidien chinois Libération, le tout nouveau boulevard périphérique de Shanghai enregistre environ un accident ou une panne par heure.

Il est en outre tellement encombré aux heures de pointe que les automobilistes le qualifient de « parking découvert ». - (Reuters)

■ **DJAKARTA**. Le gouvernement indonésien va étudier la possibilité de construire un métro dans le centre de Djakarta. Long de 13 kilomètres, il devrait pouvoir transporter 140 000 personnes par jour. - (AFP)

## LES SERVICES DU Monde

Télématique 3615 code LE MONDE

Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM: (1) 43-37-66-11

Index et microfilms: (1) 40-65-29-33

Abonnements Minitel: 3615 LE MONDE accès ABO

Cours de la Bourse: 3615 LE MONDE

Films à Paris et en province: (1) 43-37-66-11

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 11, rue de la Harpe, 75005 Paris.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN: 0955-2057

Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gensbourg, 94052 Ivry-sur-Seine

PRINTED IN FRANCE 1995

Président-directeur général: Jean-Marie Colombani

Directeur général: Gérard Mordac

Membres du comité de direction: Dominique Aillaud, Ghislain Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris Cedex 08

Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

Louanges ou Craques  
dites-nous  
ce que vous inspire  
le nouveau Monde.

3615 LE MONDE  
2,19 F la minute



**GRAND STADE** Présentés comme une panacée et crédités du renouveau architectural en France, les concours obligatoires pour tous les marchés publics, et dont l'organi-

sation vient d'être précisée, sont désormais remis en question. Les maîtres d'ouvrage s'écartent de plus en plus souvent des choix des jurys. ● LA CONSULTATION pour le Grand

Stade qui doit s'élever dans la Plaine-Saint-Denis a mis le feu aux poudres. Le projet de l'équipe pilotée par Jean Nouvel, lauréate du jury, a été écarté au profit de celui de

Macary-Zublena-Regimbal. L'architecte compte introduire une action en justice. ● UN AUTRE CONCURRENT, Alain Sarfati, dénonce une procédure bâouée. Les

projets sont, jusqu'au 28 février, exposés au Pavillon de l'Arsenal. Deux participants au concours, Jean Nouvel et Francis Soler, ont décidé de boycotter l'exposition.

## Les concours d'architecture en question

La formule d'attribution des chantiers, spécifique à la France, est actuellement remise en cause. La consultation pour la construction du Grand Stade a ouvert la polémique

EN 1971, Georges Pompidou, si abertant que lui parût le projet de Piano et Rogers, s'était incliné devant la décision du jury, pour le centre qui porte désormais son nom. Un quart de siècle plus tard, on ne sait qui, du jury, du premier ministre ou d'un quelconque membre de son gouvernement, a choisi le dessin du Grand Stade. Ni pourquoi Maitignan n'a pas suivi la décision du jury. Les architectes protestent et le principe même des concours est remis en cause, après une cascade de « faux pas » (lire ci-contre).

Jusqu'à la crise des années 90, et plus précisément jusqu'au milieu de 1994, une majorité de professionnels se satisfaisait pourtant du système des concours. Il était de bon ton de chaoter en France les éloges d'un renouveau architectural, si peu compréhensible qu'il soit par le grand public, et donc les louanges des concours, procédure sur laquelle repose toute commande publique d'un montant supérieur à 900 000 francs.

Aujourd'hui tout a changé : certains architectes ne cachent plus leur hostilité : « J'ai toujours été critique à l'égard des concours », déclare Paul Chemetov, qui en a pourtant gagné un certain nombre, dont celui du ministère des finances, à Bercy. Pourquoi ? D'abord parce que le système qui assimile une opération intellectuelle à une affaire commerciale a été mis en place à la demande du ministre du budget. Ensuite, parce que, si l'on peut lacer un concours ouvert à tout le monde, sans sélection préalable, pour un grand projet étatique – et cela peut donner de bons résultats,

comme le Centre Pompidou ou l'Arche de la Défense – on ne peut faire plus d'une dizaine d'opérations de ce type par an. Aujourd'hui, il y a deux mille concours en France, dont mille sont sérieux. C'est la porte ouverte à tous les « renvois d'ascenseurs ». Un jour, un architecte est dans un jury, le lendemain il est de l'autre côté de la barrière. Or, dans une telle procédure, le concours doit être insoupçonnable. C'est loin d'être le cas. Au XIX<sup>e</sup> siècle, dans les grands concours d'architecture – il y en a eu quelques-uns –, il y avait, d'un côté du jury, un architecte élu par tous les concurrents, non pour participer à la décision, mais pour surveiller la déontologie des débats. Enfin, un secteur doit impérativement échapper à la compétition, c'est le logement. Sinon on aboutit d'un concours de façade. L'une des meilleures réalisations dans ce domaine n'est-elle pas, de l'avis de tous, le ZAC Bercy, réalisée sans concours ? »

Les dés étaient pipés, un trop grand nombre de concours étaient organisés pour ratifier un choix préalable

Paul Chemetov n'est pas le seul à réclamer la fin du système unique, et surtout des présélec-



tions, « qui servent d'habillage d'une décision déjà prise ». A réclamer aussi le relèvement du seuil financier au-delà duquel la procédure de concours est obligatoire ainsi qu'une composition de jurys « irréguliers ».

L'ordre national des architectes, qui avait naguère la réputation de se comporter en défenseur d'un mandat archaïque, ne mâche pas ses mots. Le 17 janvier, son président, Régis Lopez, dénonçait devant le ministre de l'équipement, Bernard Bosson, l'aggravation des dysfonctionnements de la commande publique et ses « conséquences néfastes sur la santé économique de la profession ». Il précisait que « de plus en plus souvent, à l'issue des concours, les maîtres d'ouvrage confient la réalisation d'une opération à un candidat autre que le lauréat désigné par le jury ». Comment expliquer la multiplication de telles volte-face, alors que la loi vient de préciser la règle d'or des concours ? (lire ci-contre).

La première raison tient à la réfraction de la commande, qui avait naguère la réputation de se comporter en défenseur d'un mandat archaïque, ne mâche pas ses mots. Le 17 janvier, son président, Régis Lopez, dénonçait devant le ministre de l'équipement, Bernard Bosson, l'aggravation des dysfonctionnements de la commande publique et ses « conséquences néfastes sur la santé économique de la profession ». Il précisait que « de plus en plus souvent, à l'issue des concours, les maîtres d'ouvrage confient la réalisation d'une opération à un candidat autre que le lauréat désigné par le jury ». Comment expliquer la multiplication de telles volte-face, alors que la loi vient de préciser la règle d'or des concours ? (lire ci-contre).

pas ratifier ce choix, il y avait toujours moyen de s'entendre, entre gens bleus élevés. Le lauréat éconduit se voyait confier un lot de consolation, ou rattrapé à l'occasion d'un autre concours.

Voulant jouer la carte de ce qu'elle estimait être la qualité architecturale – en fait, un vertige avant-gardiste aux résultats aléatoires –, la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP) n'a pas peu contribué à entretenir l'ambiguïté, non des concours eux-mêmes, mais des jurys qu'elle se donnait pour tâche de constituer, selon des dosages savants – mais « gros comme des maisons » pour tout homme du métier. Des jurys appelés à choisir entre un petit nombre d'architectes aux noms tout aussi éloquentes.

Trouvait-on Hauvette ou Nouvel dans un jury ? Ou se s'étonnait guère alors qu'un Soler ou un Petrucci sorte du chapeau, avec tous leurs attributs de métal et de verre. Trouvait-on Ciriani ou Yves Lion dans un autre ? Et il y avait de fortes chances que surgisse tel ou tel défenseur de la tendance béton blanc aux arêtes épurées. Cela fit bien des malheureux. Certains, malgré leur talent, se retrouvaient dans des rôles de Poullidor. D'autres, comme Soler, se virent abandonner par pénalité, la plupart de leurs projets primaires restant dans les cartons.

Éminence grise de la profession, Joseph Belmont, surnommé

« le père Joseph » en raison du rôle occulte qu'il jouait, a « eu la chance » de vivre les concours pendant vingt-cinq ans. Comme architecte, comme membre de jury puis comme grand maître de la MIQCP. Pour lui, ce système a, finalement, des effets positifs : « En dépit des offrites, il faut maintenir le principe des concours. C'est comme la démocratie, le pire des régimes d'exclusion de tous les autres. Ce n'est pas un hasard si les étrangers nous envient cette procédure. »

Joseph Belmont en énumère les avantages : le système des concours a rompu avec les groupes de pression et les mandarins. Il a donné sa chance à une nouvelle génération d'architectes et a favorisé le débat sur l'architecture. Il a donc fait monter le niveau de la profession. Belmont en reconnaît toutefois les inconvénients : avec la systématisation des concours, les maîtres d'ouvrage se sont mis à tourner la réglementation. Le système de rémunération et l'abandon des concours ouverts ont conduit une poignée d'architectes à grimper sans cesse sur le podium, tandis que d'autres, plus nombreux, s'en voyaient systématiquement écartés. Et d'abord les plus jeunes. D'où la naissance d'un nouvel académisme. « Les concours sont en passe de devenir une spécialité, avec ses tics et ses trucs, fondée sur la pure séduction », admet Joseph Belmont, qui suggère quelques solutions pour corriger leurs excès et en limiter le nombre.

« Le problème des architectes, c'est qu'ils sont coincés dans leur petit ghetto libéral »

Lesquelles ? Augmenter le seuil financier (1,4 million de francs, ce qui est la norme européenne, au lieu des 900 000 francs prévus par la France). Accroître le nombre des dérogations, pour faciliter les commandes directes. Ainsi il propose qu'un architecte lauréat de trois concours puisse avoir le droit d'obtenir un marché passé de gré à gré, une instance nationale surveillant l'opération pour éviter les dérapages. Il faudrait également, indique Joseph Bel-

mont, organiser des concours spécifiques aux jeunes architectes. « Le problème des architectes, c'est qu'ils sont tous coincés dans leur petit ghetto libéral, explique-t-il. Ils rêvent tous de devenir Jean Nouvel, plutôt que d'investir l'énorme secteur architectural en friche (celui de la maison individuelle, des bâtiments industriels, des Bâtiments de France, etc.). Il faut sortir du rêve de l'architecture exceptionnelle. »

Mais, justement, cette politique de grands concours, liée à des bâtiments d'exception, avec roulements de tambours et apothéose de stars médiatisées à outrance, n'est-elle pas responsable du rêve que dénonce Joseph Belmont ? Ce dernier plaide pour une nouvelle politique de la ville, qui, seule, sortira l'architecture de l'ornière où elle s'est enfoncée après une décennie glorieuse : « Il faut cesser d'imaginer les villes nouvelles dans des champs de betteraves. La ville nouvelle doit se bâtir sur des champs de béton. La ville doit se reconstruire sur elle-même. On o tous les atouts pour le faire, soyons volontés. Il faut d'abord orner un nouveau ministère de la ville en lui confiant l'architecture, qui échappera ainsi à l'équipement comme aux Monuments historiques. »

S'il faut effectivement réinventer un ministère regroupant l'environnement, l'architecture et la protection du patrimoine, ne serait-ce que pour endiguer certains désordres nés de la décentralisation, le profil de son titulaire reste capital. S'agira-t-il d'un fonctionnaire habile, malléable, ou rector ? D'un grand commis appliquant sans état d'âme une politique urbaine et architecturale déterminée « plus haut » ? Ou d'une personnalité forte, assez courageuse pour soutenir des administrations affaiblies, et capable enfin de s'atteler à ces grands travaux que deux septennats n'auraient pas suffi à susciter : la renaissance des villes et de l'urbanité ?

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

### La législation

En 1986, un décret systématisait la mise en compétition des marchés publics immobiliers, qui n'étaient pas obligatoires auparavant. ● Les décrets du 29 novembre 1993 – dits « décrets MOP », qui sont entrés en application le 1<sup>er</sup> juin 1994 –, et le code des marchés publics, précisent à nouveau la règle du jeu.

● Les concours sont obligatoires pour les marchés passés par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics, les villes nouvelles, les organismes privés d'HLM et les Sociétés d'économie mixte pour les logements à usage locatif aidés par l'Etat.

● La loi MOP redéfinit les conditions de la compétition, en particulier le rôle du jury (composé d'un tiers, au moins, de maîtres d'œuvre) où tous les membres ont voix délibérative. Les décisions du jury doivent être motivées. Les candidats ayant remis des prestations sont obligatoirement indemnisés.

● La loi MOP fixe également les conditions de recours, par le maître d'ouvrage public, des consultations de type conception-construction – qui associent un entrepreneur et un maître d'œuvre (un architecte). On ne peut recourir à cette procédure que si « l'association de l'entrepreneur aux études est nécessaire pour réaliser l'ouvrage, en raison des motifs techniques liés à sa mise en œuvre ».

● Le seuil financier pour lequel un concours est obligatoire est fixé à 900 000 francs. Le maître d'ouvrage n'est pas tenu de suivre l'avis du jury, mais doit notifier sa décision.

### Protestation contre la disqualification du film « Rouge » de Krzysztof Kieslowski aux Oscars

NEW YORK

Trois ans après le débat déclenché autour d'Europa, Europa, d'Agneska Holland, une nouvelle polémique remet en question les critères de sélection imposés par l'Académie des arts et techniques du cinéma aux films désirant concourir pour l'Oscar du Meilleur film étranger. Couronné par les associations de critiques de Los Angeles, de New York et de Boston, Rouge, de Krzysztof Kieslowski, s'est vu disqualifier... pour n'être pas assez suisse.

Co-production franco-polonaise, avec Marcin Karmiz comme maître d'ouvrage, mais battant pavillon helvétique, le troisième volet de la série tricolore fut pourtant entièrement tourné à Genève, dans une des langues officielles du pays, les deux tiers de la distribution (dont Irène Jacob) et les trois-quarts de l'équipe de production étant citoyens de la Confédération. Mais ce n'est pas le cas des principaux créa-

teurs du film (Jean-Louis Trintignant, Kieslowski...), rétorque Arthur Hiller, président de l'Académie.

L'argument n'a guère convaincu, et une soixantaine de grands noms du cinéma américain ont adressé une pétition au président de l'Académie, Robert Altman à Raquel Welch en passant par Glenn Close, Willem Dafoe, Robert de Niro, Jody Foster, Martin Scorsese, Oliver Stone et Quentin Tarantino notamment se déclarent « bouleversés par votre décision de disqualifier Rouge ». Ils ajoutent : « Selon les règles et les critères sur lesquels vous fondez votre action, cette co-production entre la Suisse, la Pologne et la France n'aurait pu représenter aucun des trois pays. Nous sommes convaincus que ces règles n'ont pas été instaurées pour disqualifier les films de qualité, et pensons que vous pourriez souhaiter les amender afin d'éviter d'y avoir ce type de films « orphelins ».

H. B.

### 1994, année terrible

EN JUIN 1994, c'est Jean-Pierre Buffi qui avait été choisi par un jury pour refondre le Palais des Congrès de la Porte Maillot. Le 13 janvier, c'est finalement Christian de Portzamparc qui a été retenu par la Chambre de commerce de Paris, organisme privé, il est vrai. Jean-Pierre Buffi avait connu la même déconvenue à Montpellier, pour un projet urbain local, alors qu'il avait été sélectionné par un jury. C'est ici, l'équilibre entre professionnels et élus qui a, semble-t-il, altéré le jugement final du jury. A Toulouse, le concours pour le Palais des Congrès, gagné par François Deslaugiers a été annulé, sans autre forme de procès, par la ville, qui a relancé une autre compétition. A Bordeaux, le jury pour la Cité judiciaire, qui avait élu Jacques Hondelatte, a finalement été désavoué par la chancellerie au profit d'un bâtiment de Richard Rogers, dont la construction a commencé en juillet 1994. Sur un mode similaire, l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing a ignoré la proposition de Jean-Michel Wilmotte, pour le Musée des volcans en Auvergne, sélectionnée par le jury au printemps 1994, pour lui substituer le nom de Hans Hollein, coqueluche du microcosme international de l'architecture.

Parfois ce sont les conditions financières ou techniques imposées aux candidats qui sont modifiées pendant le déroulement même des concours, comme parait le montrer le choix du maître d'œuvre pour l'hôpital de Fréjus, en décembre 1994, entraînant la colère de deux candidats écartés, Paul Chemetov et Adrien Fainsilber, l'un et l'autre Grand Prix national d'architecture.

Le dernier exemple en date en est aussi le plus

manumement puisqu'il concerne la consultation pour le Grand Stade de Saint-Denis. La polémique née à la suite de la décision d'Edouard Balladur de choisir, pour cet équipement sportif, l'équipe Macary-Zublena-Regimbal plutôt que de retenir le projet Nouvel, élu par le jury, n'a pas fini de rebondir. D'autant qu'Alain Sarfati, autre concurrent black-boué, dénonce les irrégularités qui ont, selon lui, accompagné la deuxième phase du concours. L'opacité des délibérations, les manifestations diverses d'un interventionnisme déjà habituel dans les concours français, l'ambiguïté des liens professionnels ou d'amitié entre certains concurrents, certains membres du jury, voire les organisateurs de la consultation et ceux qui se sont employés à doser la composition du jury, tout cela a conduit à jeter le doute sur la valeur des résultats.

Mais les conditions mêmes de la consultation ont été elles-mêmes l'objet de vives critiques. Ce concours s'inscrivait en apparence dans le droit fil de la loi MOP (lire ci-contre) régissant un type de procédure associant la conception (une équipe d'architectes) et la réalisation (le constructeur appelé à fixer les conditions financières du projet).

Cependant il prévoyait que soit également désigné un exploitant, qui devait permettre à l'Etat de minimiser son engagement financier. On sait que ce « troisième larron » n'avait toujours pas été choisi au moment du dépôt de permis de construire. D'où de nouvelles polémiques et un surcroît de scepticisme sur la validité du système des concours.

F. E. et E. de R.

**LA JACQUERIE**  
DU 27 JANVIER  
AU 17 FÉVRIER  
Théâtre Romain  
Rolland-Villejuif  
49 58  
17 00  
mise en scène Alain Mollet  
**ECOUTEZ VOUS**

الطريق الى



# Les républicains américains s'attaquent aux subventions pour les arts

Le changement de majorité au Congrès fait renaître la polémique : le gouvernement doit-il jouer un rôle en matière de politique culturelle ? Les conservateurs profitent du débat budgétaire pour tenter d'imposer leurs idées

Institution officielle chargée d'accorder et de répartir les subventions fédérales dans le domaine artistique, le National Endowment for the Arts (Fondation nationale pour les arts, NEA) affronte, depuis les

élections partielles du 2 novembre 1994, les assauts de la nouvelle majorité républicaine au Congrès. Les discussions budgétaires qui devraient s'étaler sur le premier semestre de l'année, font l'objet d'une

après bataille autour de la question-clé : quel rôle doit tenir le gouvernement dans le financement des arts ? La polémique financière tend à occulter en partie le débat de fond sur la « moralité »

des œuvres et des artistes qui reçoivent l'aide de l'Etat. Face aux risques de privatisation qui pèsent sur la NEA, la communauté intellectuelle adopte une position prudente, se retranchant derrière une image

conservatrice de l'art populaire, alors que ce sont les conservateurs qui abordent paradoxalement le problème de fond : la caractéristique subversive de la recherche et de la création en matière artistique.

NEW YORK

Il n'existe pas de ministère de la culture aux Etats-Unis. Depuis sa création en 1965, le National Endowment for the Arts (NEA) fonctionne comme une Fondation agissant pour le compte de l'Etat fédéral. La répartition des fonds, attribués par le Congrès, est déterminée par des commissions d'artistes et d'experts qui sélectionnent les bénéficiaires sur des critères de qualité, sans toutefois porter de jugement sur le contenu des œuvres. En principe, le Congrès est amené tous les cinq ans à renouveler la charte du NEA. Jusqu'à présent, cela se faisait par reconduction presque tacite.

Depuis longtemps, les conservateurs s'opposent au soutien fédéral aux activités artistiques, pour des raisons idéologiques, financières et morales. Leur position de force leur donne désormais les moyens de couper les vivres au NEA, au nom de la réduction du déficit budgétaire et du contrôle

de l'usage qui est fait de l'argent du contribuable, voire de transformer l'institution en fondation privée. L'enveloppe « subsides » du NEA a pourtant déjà été revue à la baisse ces dernières années. Elle s'élève aujourd'hui à 167,4 millions de dollars, soit le tiers, à peine, de ce que la France consacre uniquement à la musique, à la danse et au théâtre. Somme inférieure à ce que le Pentagone dépense en soutien des orchestres militaires ! La contribution globale au NEA coûte 66 cents au citoyen américain : deux tiens pour courir ordinaire. La passion, la violence du débat pour si peu indique clairement que le problème n'est pas seulement d'ordre budgétaire. La polémique n'est pas nouvelle. En 1983, déjà, Tom DeLay, représentant du Texas, avait protesté contre la participation du NEA au budget d'un Festival de New York qui osait programmer *Je vous salue, Marie*, de Jean-Luc Godard. Mais c'est en 1989 qu'un premier scandale prit une dimension

nationale. Il mettait en cause deux photographes subventionnés par le NEA : Andres Serrano, auteur d'une photo montrant un crucifix dans un verre d'urine, et Robert Mapplethorpe, avec ses hommes nus et ses fous. Les conservateurs firent valoir haut et fort qu'il ne s'agissait pas là d'œuvres d'art mais d'une « entreprise de démolition systématique des valeurs fondamentales de notre société ». Le directeur du Musée de Cincinnati (Ohio) fut traîné en justice pour avoir exposé les tirages de Mapplethorpe. Sénateur de Caroline du Nord, Jesse Helms, aujourd'hui président de la commission des affaires étrangères du Sénat, montrait du doigt le foyer de l'infection : le NEA, « mecène des blasphémateurs, des pornographes et des malades mentaux ».

Helms réussit à imposer au NEA une clause « antihomosexualité », que la communauté artistique rapprocha vite du « serment de loyauté » exigé par les maccarthystes des années 50. La clause fut bientôt

abolie, mais les conservateurs avaient posé les données du débat. Aujourd'hui les arguments budgétaires occultent la divergence morale.

AUTO-CENSURE ?

La communauté artistique, se situant elle aussi sur le terrain financier, a récemment entrepris de faire comprendre aux parlementaires que les arts, loin de coûter cher au contribuable, constituent en fait un excellent investissement : le Metropolitan Museum, Carnegie Hall, le Lincoln Center... sont de hauts lieux du tourisme international qui font marcher le commerce et créent des emplois. La contribution de l'Etat fédéral est infime en regard des bénéfices dégagés par la vente des billets, tee-shirts, blousons, tasses, etc., et des contributions privées ou corporatives. Les activités artistiques génèrent également plusieurs milliards en impôts et taxes divers. Pour minimiser que soit la contribution du NEA, elle n'en est pas

moins essentielle. Elle donne à une initiative artistique une sorte d'aval permettant de déclencher l'afflux des fonds privés, étatiques, départementaux, municipaux.

Mais ces arguments ne parviennent pas à cacher le malaise qui règne à l'intérieur même du NEA. Depuis l'affaire Mapplethorpe-Serrano, l'institution est sur la défensive. Comme le déclarait John Frohnmayer, son président d'alors, « l'essentiel de [mon] travail consiste à attraper des grenades dès qu'elles franchissent le mur et à les relancer avant qu'elles n'exploient ». Sa remplaçante, Patricia Jane Alexander, nommée par Bill Clinton, s'efforce elle aussi de parer au plus pressé, diffusant les projets les plus audacieux, contre l'avis, parfois, des experts, chez qui elle provoque désormais la méfiance. Alors que certains parlent d'autocensure, elle s'emploie à donner des arts dans la société une image positive, quasi consumériste : la culture dispensatrice de plaisir, sinon de bonheur.

Pour sauver l'institution, les supporters du NEA se retranchent paradoxalement derrière une image des arts « objet de consommation populaire », laissant à leurs opposants conservateurs le soin d'aborder le problème de fond : celui de l'art-subversion.

Paul Golderberger résume bien la situation dans le *New York Times* du 11 janvier 1995, en écrivant : « L'ultime paradoxe réside dans le fait que (...) l'establishment artistique promeut ce qui est fondamentalement une vision anti-intellectuelle de la culture, alors que l'opposition de droite a une approche plus sophistiquée. Si hostile [soit-elle] aux messages esthétiques véhiculés par les photos homo-érotiques de Robert Mapplethorpe et le crucifix dans l'urine d'Andres Serrano, [elle] est en fait plus ouverte à l'idée que l'art, ce n'est pas que de jolies images, et que, plus que simple distraction, il aspire à remettre en question les canons de la société ».

Henri Béhar

## Nicolas Frize fait chanter l'hôpital

PATIENTMENT, de Nicolas Frize, le 28 janvier à 20 heures et le 29 à 18 heures à l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis. Réservation nécessaire par tél. : 48-20-12-50.

On a retenu de Nicolas Frize le caractère insolite de ses concerts de baisers, de pierres, et de sirènes, son goût des mélanges et la mobilisation à grande échelle de choristes amateurs mêlés à des musiciens professionnels.

Longues interventions chez Renault, au lycée technique de Clichy, à la centrale de Fleury-Mérogis, jusqu'à Saint-Denis (93) où il sut mettre en place une entraînante pédagogie musicale au plus près d'une collectivité et de son environnement... Un virtuose du traitement social ?

Le « musicien citoyen » Nicolas Frize est aussi militant d'une médecine acoustique égalitaire et joyeuse. Il est persuadé que le dispositif sonore qu'il a installé depuis un an dans la station de métro Saint-Denis-Basilique est cause de l'absence d'agressions.

Il est ravi, après quatre mois de résidence à l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis, de ses enregistrements sur la mémoire sonore des lieux, et des échos et débats qui

entourent sa dernière création sur place, *Patientment*.

« Je suis une espèce de trublion, ni patient ni traitant, qui n'a pas de rôle », prétend-il, affirmant dans le même temps sa double vocation : politique, de « transformation des consciences », et artistique : « faire gagner des points à la musique contemporaine ».

« BRUITS HUMAINS »

Il a promené ses stéthoscopes dans les différents services : Pantalon vert, poumon et obassures cernées, ce quadragénaire adolescent a tendu ensuite son miroir sonore aux blanches roses. Sans commentaires : « Votre oreille est un outil de travail constamment en alerte, alors que votre œil peut se reposer », note-t-il devant la multiplicité et la violence des repères sonores auxquels elles sont soumises.

Chaque bruit est analysé dans son contexte, dans son histoire. Il prolonge son écoute jusqu'au fond des couloirs pour prématurés. Ce « compositeur qui n'est pas à sa place de compositeur » ne milite aucunement pour le silence, mais pour les « bruits humains » dont les patients ont besoin, et conclut à la nécessité de rééquili-

brer les niveaux sonores pour que l'hôpital, « ne soit pas vécu comme un lieu de l'exil, mais comme un espace de vie ».

Volubile, partagé entre poésie et jargon, entre lyrisme et slogan, il assigne à la musique, à sa pratique, le soin de « recoudre l'hôpital et la ville ».

Pour interpréter et entendre *Patientment*, il a fait le pari, réussi, de faire revenir sur place le personnel après le travail et des patients après les soins.

« Etrangement, dans le silence nocturne, c'est alors l'hôpital qui semble se réveiller dans sa mise en scène et en sons ».

Le prétexte, mobile, fait passer par un labyrinthe obscur peuplé de plaintes et de proclamations, pour déboucher sur une pseudo-salle d'opérations.

Et dans la seconde partition, entonnée avec une inébranlable santé par une centaine de choristes novices par six instrumentistes professionnels, une soprano et un ténor, il est impossible de ne pas tressaillir au retour de ces « bruits humains » qu'il aime tant triturer. Des échos de la vraie vie, la vraie ville.

Jean-Louis Perrier

## Lucia dans l'arène à l'Opéra Bastille

LUCIA DE LAMMERMOOR, de Donizetti, mise en scène André Serban, direction Maurizio Benini, avec June Anderson, Roberto Alagna, Gino Quilico, Gérard Carboni, Francesco Eltero d'Artegna, Martine Mahé, Christian Jean. OPÉRA BASTILLE, tél. : 44-73-13-00. Jusqu'au 17 février, 19 h 30, le 29 janvier à 15 heures, de 60 F à 570 F.

« La voix de la chanteuse ne lui semblait être que le retentissement de sa conscience... » Ainsi, Flaubert, dans *Madame Bovary*, mettait le doigt sur la qualité essentielle de Lucia de Lammermoor, opéra romantissime de Donizetti : toute femme passionnée et mal mariée ne peut que s'identifier à l'héroïne du roman de Walter Scott, ses débordements fussent-ils quelque peu édulcorés par les clichés de l'adaptateur Victor Ducange relayé par le librettiste Salvatore Cammarano.

Convaincu à reprendre les choses là où l'Opéra de Paris les avait laissées il y a trente-cinq ans - production en costume d'époque, John Sutherland mettant le public à genoux dans l'air de la folie -, le metteur en scène roumain André Serban a rompu avec ces mécanismes d'identification démodés. Lucia n'est pas folle mais, dans un décor conçu comme un asile et une caserne, encerclée par le regard des hommes et, de ce fait, contrainte à toutes les transgressions. L'espace réservé à l'action pourrait ainsi évoquer une cour de prison, ou encore une arène, une tombe même, creusée dans l'attente du dénouement. Des hommes en frac et chapeau claqué (le choeur) observent et commentent les épisodes de la mise à mort, comme des enfants regardant des ours se battre dans une fosse. Sous leurs yeux, tout peu à peu se dégingle sur le plateau. Si l'on reconnaît au premier acte des lits su-

perposés et une sorte de portique muni de cordes, les structures métalliques sur lesquelles les personnages montent et descendent ne tardent pas à ressembler à un Meccano briguebant, bientôt recouvert d'un filet rappelant, en très grand, ceux que les gladiateurs jetaient sur les lions. Au soir de la première, jeudi 26 janvier - un gala très habillé de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris, il est vrai -, le public a montré sa désapprobation. Pour Lucia, les femmes du monde ont toujours les yeux d'Emma.

Mené sans anicroche mais dans un style peu personnalisé par Maurizio Benini (déjà au pupitre de l'Orchestre de l'Opéra de Paris pour *Adrienne Lecouvreur* de Francesco Cilea), la distribution a effacé tous les regrets. June Anderson, châtie, trop, dit-on, et dans des tessitures qui ne lui sont pas destinées. La Bostonienne trouve ici le rôle exactement fait pour elle, tragique dans l'expression, léger pour le timbre et si elle garde, dans sa robe blanche ensablée, une sorte de distance et de « bienséance », c'est que la mise en scène lui interdit, nous l'avons dit, de sombrer dans la folie (ou, du moins, dans une folie telle qu'on la conçoit à l'Opéra, regard fixe et corps ployé). On ne se souvient pas d'avoir entendu Gino Quilico mal chanter. Le baryton canadien a, cette fois, chanté mieux que bien le rôle sombre d'Enrico, avec l'élégance sans affecteries qu'on lui connaît. S'il est dans l'histoire un amant malheureux, Roberto Alagna est le ténor le plus envié du moment puisqu'il a les aigus, la puissance, l'agilité, et qu'il est français. Triomphe pour le trio de tête, et pour le choeur. Excès d'honneur mérités. Mais Serban ne méritait pas, lui, autant d'indignité.

Anne Rey

hector zazou / CHANSONS DES MERS FROIDES

avec les voix de

björk  
värtina

suzanne vega &  
john cale

lena willemark  
vimme saari

jane siberry

siouxsie

catherine-ann macphée  
tokiko kato

lioudmila khandi  
kilabuk & nooveya ...



Sibérie  
Alaska  
Groenland  
Canada  
Islande  
Iles Hébrides  
Suède  
Finlande  
Japon  
(Hokkaido)

Un long voyage autour du pôle  
en écoute à la Fnac du 27 janvier au 18 février 1995



Autour de «matériaux bruts» enregistrés dans les pays du Grand Nord, Hector Zazou construit une architecture subtile en s'appuyant sur le talent d'artistes venus du monde entier.

COLUMBIA







# Boulez en images

Conférences et projections accompagnent le cycle des six concerts qui organisent le Théâtre des Champs-Élysées pour les 70 ans du chef et du compositeur

C'est finalement Michel Béroff qui remplacera Maurizio Pollini dans le *Second concerto pour piano* de Bartok, œuvre centrale du concert du 2 février, qui verra pour la troisième fois Pierre Boulez au pupitre du London Symphony Orchestra au TCE. Le concert du 1<sup>er</sup>, avec Jessye Norman, affiche complet. Le cycle, qui débute le 31 janvier avec le *Premier* de même Bartok joué par Barenboim, est précédé de projections de longs-



metrages et d'une conférence de Dominique Jameux, auteur d'un ouvrage essentiel sur le musicien, publié chez Fayard.

\* « Boulez compositeur », conférence de Dominique Jameux, Comédie des Champs-Élysées, 18 heures, le 27. Entrée libre. Tél.: 49-52-50-50.

## UNE SOIRÉE A PARIS

Pilobolus Dance Theatre  
Moses Pendleton et ses danseurs illusionnistes ne sont pas venus en France depuis dix ans. Ils s'arrêtent deux jours à Nanterre. Danse physique, vive, sère d'ellemême comme du reste du monde. Américaine en un mot. Réjouissante aussi.

Maison de la musique, 8, rue des Anclennes-Mairies, Nanterre (92) (M RER Nanterreville), 20 h 45, les 27 et 28. Tél.: 41-37-94-20 ou 21. De 70 à 120 F.

Jamiroquai  
La blancheur de sa peau n'empêche pas Jason Kaye de danser et chanter un funk nerveux nimbé de jazz et de musique latine. Ses convictions - savons la forêt vierge, les baleines et les fumeurs de joints - lui donnent une énergie bondissante.

Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès (M RER Nanterreville), 20 heures, le 27. Tél.: 42-08-00-00.

Placé sous la direction de John Rocco, le Big Band du Conservatoire royal de La Haye convoque, pour un programme consacré à Duke Ellington, ce qui deviendra peut-être son équivalent français, la classe de jazz du Conservatoire national supérieur de musique dirigée par le saxophoniste François Jeannet.

Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès (M RER Nanterreville), 20 h 30, le 27. Tél.: 42-00-14-14. 100 F.

Sabah Kakhri  
L'Institut du monde arabe continue de rendre hommage à Ziryab. Ce musicien à la cour de Cordoue, inventeur du style arabo-andalou au IX<sup>e</sup> siècle, a laissé de profondes traces de Bagdad à Casablanca. Le Syrien Sabah Kakhri est un chanteur de haute volée, qui chante les poètes classiques et la tradition d'Alep.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (M RER Jussieu), 20 h 30, les 27 et 28. Tél.: 40-39-80-81. 150 F. www.imar.fr

## RÉGIONS

Une sélection musicale, danse, théâtre, et art en région

### MUSIQUE CLASSIQUE

**BORDEAUX**  
Les Muses de Figo (Figo), Vincent Le Tard (le 2<sup>e</sup> concert), Charlotte Margiono (la contesse du marquis), Linda Kitchen (Suzanne), Brian James (Chérubin), Angelo Romero (Bartholo), Henna Scheer (Marcelline), Alexander Oliver (Belle), Béatrice Berst (Cléopâtre), Chœur du Grand Théâtre de Bordeaux, Orchestre national Bordeaux-Aquitaine, Uwe Mun (direction), Robert Carlen (mise en scène). Grand Théâtre, 20 heures, le 3 février. 14 h 30, le 28. Tél.: 56-48-58-54. De 100 F à 300 F.

**LYON**  
Madame Butterfly de Puccini. Michèle Nakamaru (Madame Butterfly), Franco Farina (Pinkerton), Victor Torres (Sharpless), Mika Shigematsu, Zheng Cao (Suzuki), Chœur et Orchestre de l'Opéra de Lyon, Kent Nagano (direction), Kiju Yoshida (mise en scène), Tomoe Shizune (chorégraphie). Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 20 h 30, les 9 et 11 février. 17 heures, le 29 janvier et le 5 février. 19 h 30, le 31 janvier et le 7 février. Tél.: 72-00-45-45. Location Fnac. De 70 F à 350 F.

**NANCY**  
Roméo et Juliette de Gounod. Luca Lombardo (Roméo), Nuccia Focile (Juliette), Patrick Vilet (Mercutio), Pierre Thau (frère Laurent), Desmond Byrne (Capulet), Patricia Schell (Gertrude), Chœur de l'Opéra de Nancy et de Lorraine, Orchestre symphonique et lyrique de Nancy, Jérôme Kaltenbach (direction), Yves Lefebvre (mise en scène). Opéra de Nancy et de Lorraine, 1, rue Sainte-Catherine, 20 h 30, le 31; 14 h 30, le 29. Tél.: 83-85-30-60.

**LA ROCHELLE**  
Adèle et Galatée de Handel, Francesca Congiu, Cyrille Gerstenhaber, Christophe Ehrhard, François-Nicolas Geslot, Ensemble Mensa Sonora, Yvon Repérant (direction), Philippe Berling (mise en scène). La Course, 4, rue Saint-Jean-du-Perron, 20 h 30, le 2 février. Tél.: 46-51-20-20. 45 F.

**ROUEN**  
Parsifal de Wagner. Mark Baker (Parsifal), Frode Olsen (Gurnemanz), Max Wittgen (Amfortas), Jean Ségani (Klingsor), Chœur du Théâtre des Arts, Orchestre symphonique de Rouen, Quatuor à cordes de Rouen.

(direction), Philippe Godefroid (mise en scène). Théâtre des Arts, 22, place de la Bourse, 19 heures, le 31 janvier et le 3 février. 15 heures, le 28. Tél.: 35-15-33-49. De 45 F à 295 F.

### DANSE

**BLOIS**  
Drap housse Compagnie La Camionnette, Hélène Cathala, Fabrice Ramalingom. Halle aux grains, place de la République, 20 h 30, le 2 février; 19 heures, le 3 février. Tél.: 54-56-19-79. De 50 F à 110 F.

**CAEN**  
Prémonitions Jean-Claude Gallotta. Théâtre, 135, boulevard du Maréchal-Lederg, 20 h 30, le 28. Tél.: 31-30-76-20. De 80 F à 110 F.

**METZ**  
Her Body Doesn't fit her Soul Wim Vandekeybus. Arsenal, avenue Ney, 20 h 30, le 31. Tél.: 87-39-32-01. De 95 F à 140 F.

**ROUBAIX**  
Ballets du Nord John Tarras: Dessin pour six. David Barley: Sentinelle. Roland Petit: La Chambre. Françoise Adret: Symphonie de pasmes. Collège, 33, rue de l'Épée, 20 h 30, le 28. 16 heures, le 29. Tél.: 20-24-65-68. 130 F.

**STRASBOURG**  
Ballet du Rhin Carolyn Carlson: Slow, Heavy and Blue. Georges Balanchine: Les Quatre Tempests. David Parson: L'Enveloppe. Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 20 heures, les 28, 30 et 31; 15 heures, le 29. Tél.: 88-75-48-23. De 30 F à 170 F.

**CENDRIION**  
Ballet du Théâtre national de Prague Palais des fêtes, rue Sellenick, 20 h 30, le 2 février. De 120 F à 210 F.

### THÉÂTRE

**MARSEILLE**  
La Bonne Aïe du Se-Tchouan de Bertolt Brecht, mise en scène de Gildas Bourdet, avec Marianne Epin, Olivier Crueville, Martine Sarcey, Roger Geronzi, Daniel Langlet, Christian Druaud, Christian Ruché. La Crise, 30, quai de Rive-Neuve, Marseille (13), les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30; le mercredi à 19 heures; le dimanche à 15 heures. Tél.: 91-54-70-54. Durée: 2 h 30. De 95 F à 150 F.

**LYON**  
La Femme changée en renard d'après David Garnett, mise en scène

de Didier Bezace, avec Serpentine Teyssier, Christophe Grundmann et Benoît Murecok. Théâtre des ateliers, 5, rue du Petit-David, Lyon (69), le 31 janvier, 20 h 30. Tél.: 78-37-46-30. Durée: 1 h 30. De 65 F à 110 F.

**LILLE**  
Je ne suis pas Frankenstein d'après Mary Shelley, mise en scène de Philippe Fauré, avec Claire Cathy, Paul Descombes, Philippe Guini, Olivier Hemon, Christian Pégault et Emmanuel Robin. La Métaphore, 4, place du Général-de-Gaulle, Lille (59), Matinée dimanche 29 à 15 heures. Tél.: 20-40-10-20. Durée: 1 h 45. De 50 F à 130 F.

**ALBI**  
Le Jour de fête de Mladen Materic, mise en scène de l'auteur, avec Haris Kurina, Haris Resic, Thibaut Vujic, Jelena Covic, Keta France, Gaby Etcheberne, Jacques Obert et Sylvain Perrier. Théâtre municipal, rue Saint-Antoine, 81 Albi, Le mardi 31 à 20 h 30. Tél.: 63-54-00-25. Durée: 1 h 35. 100 F.

**TOULOUSE**  
Sa maison d'été de Jane Bowles, mise en scène de Robert Cantarella, avec Romain Bonnin, Christophe Braut, Céline Chénée, Sophie Delage, Hélène Foubert, Florence Giordetti, Chantal Garrigues, Judith Henry, Patricia Jeannette, Milla Simon et Nathalie Vidal. Théâtre Sorano-Sorane nationale, 35, allée Jules-Guesde, 31 Toulouse. Matinée dimanche 29 à 16 heures. Tél.: 61-25-66-67. Durée: 2 h 30. 105 F et 120 F.

**THYESTE**  
de Sénèque, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Maria Verdi, Bernard Frey, Aurélien Recoing, Sébastien Jacobs, Vincent Schmitt et Lidio Da Silva. Théâtre du Gymnase, 4, rue du Théâtre-Français, 13 Marseille, les 28 et 29 janvier, 20 h 30. Tél.: 91-26-35-24. Durée: 2 heures. De 50 F à 160 F.

**MONTLUÇON**  
La Valse des gounelles d'Olivier Perrier, mise en scène de l'auteur, avec Abdallah Badis, André Guérin, Dominique Héroulet, Simone La Gourrière, Florence Limoges, Olivier Mathieux, Clémentine Sedrin et André Torres. Les Fédérés-Centre dramatique national, rue des Fauchoux, 03 Montluçon. Le 28, et du 2 au 4 février à 20 h 30. Tél.: 70-03-86-18. Durée: 2 heures. 70 F et 90 F.

**TROUVILLE**  
La Vierge et le Cheval de Marielise Heister, mise en scène de Béatrice Bonvoisin, avec Béatrice Bonvoisin, un trapéziste et une cantatrice. Théâtre, place du Maréchal-Foch, 14 Trouville. Matinée dimanche 29 à 17 heures. Tél.: 31-81-39-36. Durée: 1 heure.

## ART

**GRENOBLE**  
Téat & Média Centre national d'art contemporain. le magasin, 155, cours Berlioz (38), Tél.: 76-21-95-84. De 12 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Du 28 janvier au 19 mars, 15 F.

**MONTBELLARD**  
Les Saisons mortes de Boltanski et les dessins des enfants de Thérèse Centre d'art contemporain, hôtel de Sponek-54, rue Clémenceau (25), Tél.: 81-91-37-11. De 10 heures à 19 h 30; lundi de 12 heures à 19 h 30; dimanche et fêtes de 15 heures à 19 heures. Du 28 janvier au 2 avril.

**AGEN**  
De Fortuny à Picasso, trente ans de peinture espagnole 1874-1906 Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (49), Tél.: 41-88-64-65. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février, 25 F.

**ANGERS**  
Autour de David d'Angers Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (49), Tél.: 41-88-64-65. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 3 mars, 10 F.

**CHALON-SUR-SAÛNE**  
Henri Alkan Espace des arts, 5 bis, avenue Népce (71), Tél.: 85-42-52-00. De 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 5 mars.

**CHARTRES**  
Jean Bazaine Centre international du vitrail, 5, rue du Cardinal-Ric (28), Tél.: 37-21-65-72. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 19 mars, 15 F.

**MARSEILLE**  
Les Visites Musée d'art contemporain, galeries contemporaines, 63, avenue d'Haifa (13), Tél.: 91-25-07-07. De 11 heures à 17 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 6 mars.

**METZ**  
Georges Rousse La Cour d'or, Musée de Metz, 2, rue du Haut-Poirier (57), Tél.: 87-75-10-12. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 février, 20 F, entrée gratuite; mercredi et dimanche matin.

**NANTES**  
Nantes et le surréalisme Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau (44), Tél.: 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures; vendredi jusqu'à 21 heures; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 2 avril, 20 F.

**SAINT-ETIENNE**  
La Donation François et Ninon Robelin Musée d'art moderne, La Terrasse (42), Tél.: 77-99-59-58. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 avril, 26 F.

## CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection de films en exclusivité

### NOUVEAUX FILMS

**AINS SOIENT-ELLES**  
Film français de Patrick et Lisa Alessandri  
Forum Horizon, handicapés, 1<sup>er</sup> (36-68-51-25); Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-68-70-14); George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47); Paramount Opéra, handicapés, 1<sup>er</sup> (47-42-56-31); 36-68-81-09; 36-68-70-14; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33); UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-22-77); Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

**LES CENT ET UNE NUITS**  
Film français d'Agnes Varda  
Film français de Fabien Onteniente  
Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>er</sup> (36-65-70-67); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (36-68-37-42); UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-68-70-14); George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47); Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-71-44); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

**VA MOURIR**  
Film français de Nicolas Boukhrief  
Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (36-65-70-67); Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-71-44); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

**COUPS DE BUN BROADWAY**  
de Woody Allen, avec John Cusack, Chaz Palminteri, Dianne Wiest, Jennifer Tilly, Rob Reiner, Tracy Ullman. Américain (1 h 38). VO: Forum Horizon, handicapés, 1<sup>er</sup> (36-68-51-25); Reflet Médias, 1<sup>er</sup> (36-68-51-25); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-68-70-14); George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47); Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-71-44); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

disqués, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55); Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41); 40-30-20-10; Miramax, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39); 40-30-20-10; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (36-68-10-96); 36-65-71-44; 40-30-20-10.

**OURLE-MOI**  
Film français de Noémie Lvovsky  
Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); 40-30-20-10; Saint-André-des-Arts, 1<sup>er</sup> (46-42-56-31); George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47); Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13); 40-30-20-10; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

**TAK TAK**  
Film polonais de Jacek Gasiorowski  
VO: Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (44-07-20-20); L'Entreprise, handicapés, 14<sup>e</sup> (43-41-65); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

**TOI ET MOI**  
Film français de Fabien Onteniente  
Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>er</sup> (36-65-70-67); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (36-68-37-42); UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-68-70-14); George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47); Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-71-44); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

**VA MOURIR**  
Film français de Nicolas Boukhrief  
Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (36-65-70-67); Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-71-44); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

lins, handicapés, 13<sup>e</sup> (36-68-22-77); Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41); 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); 36-68-62-24; Gaumont Kirpananjan, handicapés, 15<sup>e</sup> (43-06-30-50); 36-68-75-15; 40-30-20-10; Majestic Passy, 18<sup>e</sup> (42-24-46-24); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22); UGC Opéra Impérial, handicapés, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; Saint-Lazare-Passy, 18<sup>e</sup> (43-07-35-43); 36-65-71-88; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33); Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-71-44); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

**LE FILS PRÉFÉRÉ**  
de Michel Garza, avec Gérard Lormin, Benjamin Brault, Marc Barthe, Roberto Herlitzka, Margherita Buy, Pierre Mondy. Français (1 h 50). Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55); 40-30-20-10; Bretagne, 6<sup>e</sup> (36-65-70-37); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-68-70-14); George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47); Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-71-44); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

**AMÉRICAIN (1 h 40)**  
de Andy Morahan, avec Christophe Lambert, Mario Van Peebles, Deborah Unge, Mako, Raoul Trujillo, Jean-Pierre Pélissier. Américain (1 h 40). VO: Forum Horizon, handicapés, 1<sup>er</sup> (36-68-51-25); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-68-70-14); George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47); Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-71-44); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

**COUPS DE BUN BROADWAY**  
de Woody Allen, avec John Cusack, Chaz Palminteri, Dianne Wiest, Jennifer Tilly, Rob Reiner, Tracy Ullman. Américain (1 h 38). VO: Forum Horizon, handicapés, 1<sup>er</sup> (36-68-51-25); Reflet Médias, 1<sup>er</sup> (36-68-51-25); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-68-70-14); George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47); Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-71-44); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

**COUPS DE BUN BROADWAY**  
de Woody Allen, avec John Cusack, Chaz Palminteri, Dianne Wiest, Jennifer Tilly, Rob Reiner, Tracy Ullman. Américain (1 h 38). VO: Forum Horizon, handicapés, 1<sup>er</sup> (36-68-51-25); Reflet Médias, 1<sup>er</sup> (36-68-51-25); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (36-68-34-21); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-68-70-14); George-V, 8<sup>e</sup> (36-68-43-47); Gaumont Opéra Impérial, 1<sup>er</sup> (36-68-71-44); 40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31); Pathé Wepler, handicapés, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

## Le Monde

LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINTEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200.000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc...

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoyez par courrier ou par fax, l'adresse par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (pour tous sur Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

### REPRISES

**FOULIES DE FEMMES**  
de Erich von Stroheim, avec Erich von Stroheim, Maude George, Mae Bush, Rudolph Christians, Miss Dupont, Dale Fuller. Américain, 1921, noir et blanc. VO: L'Entreprise, 14<sup>e</sup> (43-41-65-63).

**L'HOMME D'ARABIE**  
de Robert Joseph Flaherty, avec Colman Tiger King, Maggie Dillane, Michael Dillane, Pat Mullin, Big Patheon. Britannique, 1934, noir et blanc (1 h 20). VO: Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (44-07-20-49).



## Le football américain s'installe sur les écrans français

Aux États-Unis, depuis longtemps l'événement sportif a fait place au phénomène de société. Comme en 1994, plus de cent trente millions de téléspectateurs américains, près de la moitié de la population du pays, devraient suivre le Super Bowl, la finale du championnat de football américain qui doit opposer, dimanche 29 janvier à Miami, l'équipe de San Francisco à celle de San Diego. En France, comme chaque année depuis dix ans, le coup d'envoi de la rencontre sera aussi donné sur Canal Plus. A partir de minuit, George Eddy, ancien joueur professionnel, et le journaliste Philippe Chatelet commentent le match pour les abonnés de la chaîne cryptée.

Selon George Eddy, le football américain « a été un des tout premiers sports diffusés par Canal Plus » lors de son lancement en novembre 1984. Cette retransmission marquait « la volonté de la chaîne d'offrir des sports qu'on ne voit pas ailleurs ». Avec la finale du Super Bowl, la chaîne cryptée devrait attirer 14 % de ses abonnés contre un peu plus de 6 % pour le magazine hebdomadaire de cinquante-deux minutes consacré chaque semaine à ce sport. Mais avant cette heure tardive les passionnés ont les curieux ant la possibilité de suivre sur Arte, à partir de 20 h 40, une soirée thématique sur le football américain. Une comédie inédite de 1968, *Le Lion de papier*, d'Alex March, et deux documentaires racontent cet univers à grand spectacle.

## Vives réactions au reportage de TF 1 sur l'euthanasie

La Société française d'accompagnement et de soins palliatifs (SFAF) « déplore » la diffusion sur TF 1 d'un reportage sur l'euthanasie d'un malade néerlandais (*Le Monde Radio-Télévision* daté 22-23 janvier). « Ces domaines relèvent de l'autonomie et du choix personnel de chacun et ne peuvent être évoqués ou débattus qu'avec circonspection, humanité et pondération, toutes qualités incompatibles avec une exploitation médiatique », souligne la SFAF qui s'est assurée du soutien d'une quarantaine de personnalités, dont le docteur Louis René, ancien président du conseil national de l'Ordre des médecins, le professeur Alain Sobel, président du conseil national du sida, et Patrick Verspieren, directeur du département d'éthique biomédicale du Centre Sèvres.

Le conseil national de l'Ordre des médecins s'est ému, jeudi 26 janvier, de « l'exploitation médiatique d'une situation douloureuse et intime », rappelle que l'euthanasie est « formellement contraire au droit français et aux règles de l'exercice médical ». Bernard Barataud, président de l'Association française contre les myopathies, a estimé, sur France-Info, que ce programme était « puant, ignoble, épouvantable ». M. Barataud a précisé qu'il avait écrit au Conseil supérieur de l'audiovisuel et que l'AFM recevait des lettres et des appels de gens « complètement paniqués et effrayés ».

## « Dream On » fait zapper les mémoires

John Landis a recyclé dans son feuilleton les séries mélodramatiques d'avant 1960 tournées avec des acteurs connus. Un produit typique du câble plein d'irrévérences

LA GENÈSE de « Dream On » agacera ceux qui préfèrent croire que mercantilisme et talent sont mutuellement exclusifs, et qu'un ne saurait être créatif en cherchant tout simplement à faire de l'argent. Pourtant, John Landis, qui produit cette série américaine pour HBO en association avec MCA Television Entertainment, explique sans fard comment lui vint l'idée de « Dream On » : « Toutes ces images en noir et blanc de la télévision d'avant 1960 appartenant à MCA Universal, mais on ne pouvait pas les rediffuser en syndication ». Il y avait là huit cents demi-heures de programme, essentiellement du mauvais mélodrame, mais avec des acteurs connus, et je voulais exploiter ce matériel de façon créative ».

Ainsi naquit l'histoire d'un New-Yorkais qui regardait trop la télévision dans les années 50. Marié dans les années 80, père d'un enfant, divorcé, bientôt remarié, confronté à la vie moderne (son travail, ses conquêtes...), Martin Tupper a la mémoire qui zappe. Comme d'autres se font leur cinéma, il se fait sa télévision (« rêve toujours ») est d'ailleurs une traduction possible de l'expression « dream on ». Un problème à résoudre, une vague réminiscence, une idée saugrenue, une arrière-pensée inavouable, et voilà sa télécommande psychique qui plonge dans la mémoire collective des premiers téléspectateurs américains et retrouve aussitôt un petit clip en noir et blanc joliment adapté à la



situation. Du moins l'espère-t-il ! Si l'effet comique de ces inserts est souvent irrésistible pour le téléspectateur, on comprend vite que les flash-back de notre héros ne l'aident guère à vivre.

MULTIPLIÉS RÉCOMPENSES Entre clips et scénario, comment les producteurs travaillent-ils ? « On écrit un épisode », expliquent les co-créateurs David Crane et Marta Kauffman, « en fonction des sentiments de Martin, on recherche le clip qui contient la bonne émotion. Nos chercheurs ont répertorié les vieilles séries sur ordinateur, réplique

par réplique. Mais parfois, il nous arrive de travailler à partir d'un clip. On a vu beaucoup de scènes d'archives où les personnages buvaient du café, alors on a écrit l'épisode « Death takes a coffee break / La mort fait la pause-café », dans lequel Martin renonce à la caféine ».

Mais en matière d'innovation, « Dream On » a un autre atout : comme le degré de censure que doivent s'imposer les chaînes de télévision américaines est inversement proportionnel à leur audience potentielle et à la facilité d'accès du téléspectateur, une chaîne câblée payante comme

HBO a une plus grande latitude : nudité, langage osé, scènes érotiques, thèmes abordés (les relations au bureau, la drogue, les inhibitions sexuelles, les problèmes du couple...), toutes ces irrévérences sont permises qui ne seraient jamais tolérées sur une chaîne généraliste à une heure de prime-time. « HBO ne nous a jamais rien interdit », confirme Marta Kauffman. Parodiant le film *Sexe, mensonges et vidéo*, un épisode diffusé récemment sur Canal Jimmy s'intitule « Oral sex, lies and videotape ». « Nous sommes une comédie pour adultes », précise John Landis. Mais les réalisateurs de « Dream On » tournent deux versions des scènes osées, pour convenir au public des rediffusions en syndication et pour la vente à des pays moins tolérants. D'ailleurs, depuis le début janvier, la chaîne américaine Fox diffuse le dimanche soir une version habillée de « Dream On », où certaines répliques et certains mots ont été censurés.

Depuis sa création en 1990, « Dream On » est bien sûr couronné d'Ace Awards (les Emmys du câble américain), qui ont été attribués à la série elle-même, à ses réalisateurs, à ses scénaristes, à Brian Benben (meilleur acteur de comédie), à Wendie Malick (qui interprète Judith), à Dorian Wilson. Denny Dillon, qui tient le rôle de la secrétaire impossible, a reçu l'Ace de la meilleure actrice le 15 janvier dernier.

Claudine Mulard

VENDREDI 27 JANVIER

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<b>13.35</b> Feuilleton : Les Fêtes de l'amour. <b>14.30</b> Série : Côte Ouest. <b>16.15</b> Série : Les Aventures de... <b>16.45</b> Club Dorothée. <b>17.55</b> Série : Premiers baisers. <b>18.25</b> Série : Les Filles d'à côté. <b>19.00</b> Série : Beverly Hills. <b>19.30</b> Le Bébé Show (et à 1.05). <b>20.00</b> Journal. <i>La Minute hippique et Météo.</i>  <b>20.45</b> Téléfilm : Le Prix du serment. <i>De Stuart Margolin, avec Carol Alt (2<sup>e</sup> partie).</i>  <b>22.45</b> Magazine : Combien ça coûte ? <i>Présenté par Jean-Pierre Pernaut et Annie Lemoine. Invité : Roland Giraud.</i>  <b>0.10</b> Série : Agence tous risques. <b>1.10</b> Journal et Météo. <b>1.20</b> Jeu : Millionnaire. <b>1.50</b> TF 1 nuit (et à 2.50, 3.55, 4.30). <b>2.00</b> Programmes de nuit. <i>L'Équipe Cousteau en Amazonie ; 3.00, Histoires naturelles (et à 5.05) ; 4.05, Mémoires (et à 4.40, Musique.</i>	<b>13.50</b> Série : Un cas pour deux. <b>15.05</b> Série : Dans la chaleur de la nuit. <b>15.55</b> Série : La Chance aux chansons (et à 5.05). <b>16.45</b> Des chiffres et des lettres. <b>17.15</b> Série : Seconde II. <b>17.45</b> Série : Cooper et nous. <b>18.15</b> Série : La Fête à la maison. <b>18.45</b> Jeu : Que le meilleur gagne ! <b>19.15</b> Studio Gabriel. Yves Dutail. <b>19.59</b> Journal, Météo et Point route.  <b>20.50</b> Série : Nestor Burma. <i>Les Éaux troubles de Javel, d'Alain Bloch d'après Léa Malet, avec Guy Marchand, Nelly Alard.</i>  <b>22.30</b> Magazine : Bouillon de culture. <i>Présenté par Bernard Pivot. Pourquoi tant d'esprits aveuglés ? Invité : François Furet (Le Passé d'une illusion, essai sur l'idée communautaire au vingtième siècle). Alexandre Adler, Alain Finkielkraut, Philippe Herzig, Pierre Rigoulet.</i>  <b>23.35</b> Variétés : Taratata. <i>Météo et Journal des courses.</i> <b>0.45</b> Journal. <b>1.10</b> Programmes de nuit. <i>Envoyé spécial (rediff.) ; 2.50, Dessin animé ; 4.30, Studio Gabriel (rediff.) ; 5.45, Dessin animé.</i>	<b>13.05</b> Magazine : Vincent à l'heure. <i>Invités : Christian Millaud, Guy Savoy.</i> <b>14.50</b> Série : La croisière s'arrête. <b>15.40</b> Série : Magnan. <b>16.30</b> Les Téléthon. <i>Les Aventures de Tintin et les Picaros (2<sup>e</sup> épisode). Denver, il était une fois les Amériques.</i> <b>17.40</b> Magazine : Une pêche d'enfer. <b>18.20</b> Questions pour un champion. <b>18.50</b> Un livre, un jour. <i>Je connais des îles lointaines, de Louis Braquès.</i> <b>18.55</b> Le 19-20 de l'information. <i>De 19.09 à 19.31, Journal régional.</i> <b>20.10</b> Jeu : Fa si la charité. <b>20.35</b> Tout le sport. <b>20.45</b> INC.  <b>20.50</b> Magazine : Thalassa. <i>Un petit cabanon, de Delphine Reynard et Jean-Michel Vennemann.</i>  <b>21.50</b> Magazine : Faut pas rêver. <i>Invité : Yves Dutail.</i> <b>22.50</b> Météo et Journal. <b>23.20</b> Magazine : Passions de jeunesse. <i>Invité : Philippe Noiret.</i> <b>0.15</b> Court métrage : Libre court. <i>Jarzan, l'homme de la ville, de Nicolas Charlier.</i> <b>0.25</b> Musique : Cadran lumineux. <i>Dindin de Jobin, par l'Orchestre municipal de Rio, dir. John Oernain (15 min).</i>	<b>13.30</b> Téléfilm : A force d'amour. <i>De Marc Daniels.</i> <b>17.00</b> Variétés : Wix Machine. <b>17.30</b> Série : Minidimension. <b>18.00</b> Série : Equalizer. <i>18.54 Six minutes première édition.</i> <b>19.00</b> Série : Haven. <b>19.54</b> Six minutes d'informations. <b>20.08</b> Magazine : 20.05 Série : Une noume d'enfer. <b>20.35</b> Magazine : Capital.  <b>20.45</b> Téléfilm : Kidnapping. <i>De David Green.</i>  <b>22.30</b> Série : Mission impossible, vingt ans après. <b>23.25</b> Magazine : Sexy Zap. <b>0.00</b> Série : Chapeau melon et bottes de cuir. Chasse au trésor. <b>2.30</b> Rediffusions. <i>Fréquentar ; 3.25, L'Histoire, voyage au pays des géants ; 4.20, Coup de griffes (Jean-Louis Scherrer) ; 4.45, Jazz 6 ; 5.40, La Tête de l'emploi ; 6.05, Culture pub.</i>  <b>Depuis 1894 DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT</b> <b>LEGRAND Tailleur</b> <i>Hommes et Dames</i> <b>27, rue du 4-Septembre PARIS 2<sup>e</sup></b> <b>Tél : 47.42.70.61</b> <b>M<sup>o</sup> OPERA</b>	<b>13.30</b> Le Journal de l'emploi. <b>13.35</b> Cinéma : Bodyguard. ■ <i>Film américain de Mick Jackson (1992).</i> <b>13.40</b> Le Journal de l'emploi. <b>16.15</b> Téléfilm : Chien et chat 3, la faute. <i>De Marc Simenon, avec Roland Glau.</i> <b>18.00</b> Canaille peluche. <i>En clair jusqu'à 20.35</i> <b>18.30</b> Ça cartoon. <b>18.40</b> Magazine : Nulle part ailleurs. <b>19.20</b> Magazine : Zélorama. <b>19.55</b> Les Guignols. <b>20.30</b> Le Journal du cinéma.  <b>20.35</b> Téléfilm : Le Prix de la vengeance. <i>De Dick Lowry, avec Michael Gross, Dean Cainwell.</i>  <b>22.05</b> Documentaire : Chiens et chats, princes domestiques. <i>De Robin Lehman, Tom McMahon et Thom Beers.</i> <b>22.55</b> Flash d'informations. <b>23.00</b> Cinéma : Jennifer 8. ■ <i>Film américain de Bruce Robinson (1992).</i> <b>1.05</b> Cinéma : Lune de miel à Las Vegas. ■ <i>Film américain d'Andrew Bergman (1992, v.o.).</i> <b>2.40</b> Cinéma : Evil Dead. ■ <i>Film américain de Sam Raimi (1982).</i> <b>4.00</b> Cinéma : Dancer, planète inconnue. ■ <i>Film britannique de Robert Parrish (1969, v.o.).</i> <b>6.10</b> Documentaire : Bruce Lee. (45 min).	<b>13.30</b> Magazine : Défi. <b>14.00</b> L'Age de la découverte. <i>Christophe Colomb, 6. Vers le mélange des races (rediff.).</i> <b>15.45</b> Les Éléments du savoir. <i>Les Éléments du savoir : demain ; Allô la Terre ; Les Grandes Inventions ; Question de temps ; Langue : espagnol et anglais (rediff.).</i> <b>17.30</b> Magazine : Les Enfants de John. <b>18.00</b> Documentaire : Le Corps humain. <i>Les yeux.</i> <b>18.30</b> Le Monde des animaux. <i>Les chimpanzés.</i>  <b>ARTE</b>  <b>19.00</b> Magazine : Confetti. <i>Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach.</i> <b>19.30</b> Documentaire : Le Train des maharadjahs. <i>De Werner Fend.</i> <b>20.27</b> Chronique : Chaque jour pour Sarajevo. <b>20.30</b> 6 1/2 Journal.  <b>20.40</b> Téléfilm : Le Gardien du feu. <i>De Michelle Porte, avec Nathalie Bouteff, André Marcon.</i>  <b>22.10</b> Documentaire : Passages de la recherche. <i>De Francis Reusser et Emmanuelle de Redmatten.</i>  <b>23.10</b> Cinéma : La bête s'éveille. ■ ■ ■ <i>Film britannique de Joseph Losey sous le nom de Victor Hanbury (1954). Avec Dirk Bogarde, Alexis Smith, Alexander Knox (v.o.).</i> <b>0.35</b> Chronique : Chaque jour pour Sarajevo. (rediff.) (3 min).

## CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 L'Hebdo. 21.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 15 janvier. 22.50 Pulations. Rediff. de la RTBF du 17 janvier. Médecins sans frontières au Tchad. 23.50 Journal de France 3 (25 min). PLANÈTE 19.00 Pierre Mendès France. De Jean-Christophe Rozès. 20.35 Du roi pour Jimmy. De Fred Grunewald. 21.00 Les lés aux trésors. De Deydy Williams. 6. Les trésors de l'île d'Elbe. 21.25 Force brute. De Robert Kirk. 19. Le Génie. 22.15 Planète océan. D'Hugh Piper. 8. Sauver la mer. 23.10 W. Street. D'Anne George et Christophe de Pontilly (55 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 23.40). 19.15 Paris modes haute couture (et 20.30, 23.10). Le défilé Christian Lacroix printemps-été 1995. 19.45 Café-théâtre. 20.00 Musiques en scènes (et 22.00). 21.00 L'imbonnetillage. Depuis le film. 22.30 Concert : Montserrat Caballé et Marilyn Horne. 2<sup>e</sup> partie. Enregistré à la Philharmonie de Berlin en 1990.

CANAL J 17.35 Les Triplets. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. Émission en direct. A 17.55, C'est comme moi ; à 18.00, Monsieur Bogus ; à 18.20, Futé-nuit ; à 18.25, Fantôme ; à 18.55, Tip top clip ; à 19.00, Bêtes pas bêtes ; à 19.15, Tip top clip ; à 19.20, Rébus. 19.30 Série : Océane (30 min). CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : Leo Sayer. 20.30 Série : Les Envahisseurs. 21.25 Série : Le Prison vert. 21.55 Destinées séries. 22.20 Chronique moscovite. Préparé par Pavel Lounguine. 22.25 Série : Dream On. 22.55 Série : Seinfeld. 23.25 Country Box. Mary Chapin Carpenter. 23.50 La Semaine sur Jimmy. 0.00 Série : New York Police Blues. 0.50 Série : Les Chevaliers du ciel (25 min). SÉRIE CLUB 20.05 Série : Les Années coup de cœur. 20.30 Série : Le Temps des copains. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 0.00). 22.20 Le Club. 22.25 Série : Embarquement immédiat. 23.10 Série : Agence Acpulco (50 min). MCM 20.00 MCM découvertes. 20.30 MCM Mag. 21.00 MCM Backstage. The Cult. 21.30 Autour du groove. Histoire du groove : la goulaille pangote. 22.30 MCM Dance club. 0.30 Rave on (90 min). MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wen-

ted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 Cinéma. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 Party Zone (10 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00 International Motorsport. 21.00 Motors. 22.00 Tennis. International d'Australie, résumé. 23.00 Catch. 0.00 Golf. Johnny Walker Classic. 2<sup>e</sup> jour. A Manilla (Philippines). 1.00 Tennis. En direct. International d'Australie (240 min). CINÉ CINÉMA 19.00 Deux lettres anonymes. ■ ■ ■ Film italien de Mario Camerini (1945, N.I.). 20.30 Le Secret de Charlie Chan. ■ ■ ■ Film américain de Gordon Wiles (1936, N, v.o.). 21.40 La Splendeur des Amberson. ■ ■ ■ Film américain d'Orson Welles (1942, N, v.o.). 23.10 La Symphonie pastorale. ■ ■ ■ Film français de Jean Delannoy (1946, N). 0.55 J'avais cinq fils. ■ ■ ■ Film américain de Lloyd Bacon (1944, N, v.o., 105 min). CINÉ CINÉMAS 18.40 Téléfilm : Mise en quarantaine. De Charles Wilkinson, avec Béatrice Boegge, Garwin Sanford. 20.15 Le Bazar de Ciné-Cinéma. 21.00 Bob Roberts. ■ ■ ■ Film américain de Tim Robbins (1992). 22.40 L'Élu. ■ ■ ■ Film américain de Jerry Paul Kagan (1981, v.o., 105 min). 0.25 Venni. ■ ■ ■ Film britannique de Piers Haggard (1981, 95 min).

## RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Gilles Lapouge et Philippe Moreau à propos de Vie d'Adrien. Vie d'Héliogabale. 19.30 Perspectives scientifiques. L'épilepsie. 2. Avec le professeur Naquet 20.00 Le Rythme et la Raison. 20<sup>e</sup> anniversaire de la disparition de Michel Corette (5). 20.30 Le Banquet. Conversations philosophiques. La promesse. 21.32 Musique : Black and Blue. De quelques raretés. Avec Henri Renaud. 22.40 Les Nuits magnétiques. Les hauts murs ou 4 variations pour des mondes clos. 4. Cité de banlieue ou Stairs, tous les 10. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda. Beatles jazz (5).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courchelle, journaliste. 20.00 Concert Franco-Allemand (transmission simultanément sur Saarländischer Rundfunk et Mitteldeutscher Rundfunk). En direct de l'André Opéra de Francfort avec l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. Dimitri Kitaisko ; Rainald und Adelsia (prelude), de Wagner ; Concerto pour piano et orchestre op. 17, de Komogold, sol. David Li-vely ; Symphonie n° 2 op. 27, de Radmaninov. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Penderecki, Bowie, Glass. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Weill, Bach. 0.00 Jazz club. En direct de la Villa. Terry Tyne Carrington, Niels Lan Doky et Chris Mink Doky.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Tous les films.  
**36 15 Le Monde**  
 2.19 F la minute

Tous les programmes  
 T.V. câble.  
**36 15 Le Monde**



# Les politiques arpentent les boulevards de la FM

Les « forums » de Fun Radio ou de Skyrock sont devenus les nouveaux préaux d'éventuels candidats en mal d'électeurs

TABATHA CASH est ravie. Ce 23 janvier, dans son forum du soir, « Tabatha et le toboggan », l'animatrice de la tranche 19-22 heures de Skyrock reçoit un « invité de marque », qui fait honneur à l'émission, à un réseau musical tout entier.

Franchement, assure l'ex-vedette du cinéma porno, il n'y a « pas beaucoup de politiciens qui auraient les... de se déplacer dans mon émission ». Tabatha dit politicien pour homme politique, c'est dire tout le mal qu'elle pense de ces professionnels. Mais celui-là, juge-t-elle, est un peu particulier. « A mon niveau, explique-t-elle à l'antenne, je vois aucun homme qui aurait le courage de se pointer ici, surtout en période d'élection, et participer à cette émission, à savoir que c'est mon émission ».

Cet homme providentiel s'appelle Jack Lang. Ce 23 janvier, il est candidat à la candidature. Ségolène Royal n'a pas encore démissionné de la présidence du conseil national du PS, et Jack Lang n'a pas encore annoncé au Parti socialiste qu'il renonçait à se présenter à l'élection présidentielle du 23 avril et du 7 mai. Il a donc des choses à dire, des auditeurs à convaincre.

Comme dans « Love in fun », l'émission nocturne animée par « le Doc » et Difool sur Fun Radio, le réseau concurrent, il est accueilli en prince, parce qu'il est venu, en prince et « le premier », défend le réseau jeune lors de ses défilés avec le conseil supérieur de l'audiovisuel (Le Monde du 7 janvier). Pour Jack Lang, la sen-

tion infligée par le CSA à la radio des 15-24 ans, après que l'animatrice de la tranche 19-22 heures de « bonne nouvelle » la « mort d'un fic », est disproportionnée. Tabatha a apprécié. « J'espère que vous allez vous présenter, parce que vous êtes le seul qui s'intéresse aux jeunes », lance l'animatrice.

Quelque 8 millions de « plus de quinze ans » écoutent les réseaux jeunes

Trois heures d'antenne, belle tribune pour un candidat. Derrière chaque réponse aux auditeurs, Jack Lang lance, dans le désordre, quelques idées sur ces petits riens qui font la vie. La drogue ? L'ancien ministre de la culture a fumé une fois « à seize-dix-sept ans, au Maroc ». Ben d'effet. « J'ai l'impression qu'on m'avait refilé du foin ». L'âge des danseuses du Crazy Horse ? « Elles sont belles, elles savent se mouvoir... est-ce que ça ne suffit pas ? ». Mgr Gallot, démis de sa charge d'évêque et sous les feux de la rampe ? « C'est un type que je connais un peu, c'est un type bien. C'est un homme engagé dans la vie, avec cœur, bonté et gentillesse ».

Les auditeurs, curieusement, préfèrent parler politique que vie privée. Que pense « M. Lang » des sondages, qui donnent Balladur grand vainqueur, alors que, dans

leur entourage, ils ne connaissent personne qui ait l'intention de voter pour lui ? « Je peux en parler d'autant plus librement des sondages qu'ils m'ont toujours été favorables. Disons que c'est une photographie à un moment donné ».

Plus difficile, voilà qu'on l'interroge sur le questionnaire « jeunes » d'Édouard Balladur. Qu'en ferait-il, s'il parvenait au pouvoir ? « Ce questionnaire, il ne faut pas le négliger, parce que les jeunes ont dit des choses assez belles, assez fortes, assez engagées dans la vie. Il faut tenir compte de la réponse de tous ceux qui ont pris la peine d'écrire ». Grésillement dans le micro : un photographe s'est pris les pieds dans les fils. « Comment vous vous expliquez votre popularité en ce qui concerne les jeunes ? », demande encore Tabatha.

Jack Lang, finalement, est parti. Mais, nous précise Pierre Bellanger, le patron de la station, Skyrock fera « d'autres spéciales avec d'autres invités » : peut-être Bernard Tapie, peut-être... Charles Pasqua. Après Fun Radio et son « Viendra, viendra pas » matinal, qui tente de bousculer les hommes politiques au saut du lit (Le Monde Radio-Télévision daté 30-31 octobre 1994), Skyrock serait-elle à son tour saisie par le démon de la politique ?

L'apparition, il y a deux ou trois ans, de ces nouvelles tribunes où les radios « jeunes » pratiquent la libre antenne, semble en tout cas avoir achevé la rupture de ces réseaux musicaux avec l'idéologie des années 80, quand triomphaient

« la musique avant toute chose » et le modèle NRJ. « Le discours, sur NRJ, n'est pas un discours pour les marginaux : il prétend être le reflet d'une certaine hygiène de vie, tournée vers l'effort, la compétition, la vie saine et le sport », précisait à sa création, en 1981, les déclarations d'intentions des dirigeants de la station.

Les politiques ont bien compris l'intérêt qu'ils avaient à se produire sur ces réseaux jeunes, écoutés chaque jour, en France, par plus de huit millions d'auditeurs de plus de quinze ans. « Certains, comme Édouard Balladur, Simone Veil, François Léotard, ou François Bayrou ont refusé de participer à mon émission », explique Caulet, l'animatrice de « Viendra, viendra pas », sur Fun Radio. « Mois dans quelques semaines, avant la présidentielle, ils vont tous accourir, et je me ferai un plaisir de rappeler leur refus ».

Pour une population qui ne demande que « de dire des choses à l'antenne », témoignent les standards de toutes les FM françaises, un petit coup de fil à un homme politique invité de sa radio peut aussi devenir le premier mode d'une « participation politique » - à la manière d'un premier meeting de militants.

Comme disait un auditeur de Jack Lang, sur Skyrock : « J'ai mis dix ans avant de m'inscrire sur les listes électorales. Aujourd'hui, j'ai fait, entre guillemets, le premier pas ». Vers l'isoloit.

Ar. Ch.

## Rupture de pacte

par Daniel Schneidermann

De l'eau, encore de l'eau. Verte, grise, brune, courante, stagnante, boueuse. A voir gonfler les rivières françaises, les unes après les autres, de la Meuse à la Mayenne, de Quimper à Charleville-Mézières, à compter les gouttes sur les cartes météo, à écouter Alain Giliot-Pétré soupirer : « C'est grave », et témoigner de son « impuissance devant le ciel », on songeait que nul village français ne serait épargné.

Entrevue au dernier journal de France 3, une infortunée inondée aggrave cette inquiétude : « On plaignait les pauvres gens qu'on voyait à la télé, et maintenant c'est nous qui y sommes », soupire-t-elle, incrédule, les pieds dans l'eau. Cette dame n'en revenait pas : hier encore elle se trouvait du bon côté, bien au sec, du côté des spectateurs. Et du jour au lendemain elle avait plongé dans les eaux stagnantes et dans l'intérieur du poste. Hier compatissante, elle était brutalement devenue elle-même objet de compassion. Du coup, elle nous touche davantage que toutes les autres victimes des inondations. Cette dame ne nous apparaît pas seulement dans le présent de son malheur. En quelques mots, elle nous avait laissé deviner son proche passé d'insouciance, ce proche passé qui la rattrait encore à nous.

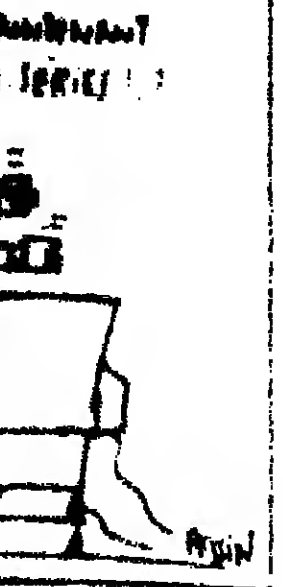
Mais si cette dame nous touchait davantage que les autres victimes, cela signifiait-il que nous fussions indifférents à la douleur des autres ? Nous pouvions pourtant nous considérer honnête-

ment compatissants. Soir après soir, nous ne marchions pas notre pitié aux victimes qui défilent. Anciens déportés, combattants tchécoslovaques, assiégés bosniaques, affamés africains, malades euthanasiés, vieilles dames inondées : notre compassion leur est acquise.

Elle leur est d'autant plus acquise qu'ils sont de purs, de parfaites victimes. Ils apparaissent dans notre vie en même temps que leur malheur. Parfois, ils nous ressemblent. Mais un fil invisible les sépare de nous. Nous ne les connaissons pas auparavant, au temps de l'insouciance, et nous ne les reverrons sans doute jamais plus. Cinq minutes après avoir été au centre de nos plaintes, ils ne sont déjà plus que des souvenirs. Ils ne sont que cela, de la chair à plaindre tranquillement.

Comme quand elle avait été des nôtres, la dame de France 3 rompait le pacte. Elle crevait l'écran de verre, pour venir nous faire toucher son malheur. Mais le malheur des gens de la télévision - pas davantage que les autres victimes des inondations. Cette dame ne nous apparaît pas seulement dans le présent de son malheur. En quelques mots, elle nous avait laissé deviner son proche passé d'insouciance, ce proche passé qui la rattrait encore à nous.

per les mémoires  
séries mélodramatiques d'avant 1960  
typique du cinéma d'époque



### CANAL +

13.15 Magazine : Reportages. Stups. Juste une affaire de plus, de Georges Beutler.  
13.50 Série : Sydney Police.  
14.50 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones.  
16.35 Série : Superboy.  
17.05 Série : 21, Jump Street.  
18.00 Magazine : Trente millions d'amis.  
18.30 Divertissement : Vidéo gag.  
19.05 Série : Beverly Hills.  
20.00 Journal, Tiercé.  
La Minute hippique et Météo.

### ARTE

20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Présenté par Philippe Bouvard.  
22.45 Magazine : Ushuaïa. Cracheurs de feu ; Nager n'est pas jouer, de Gil Kebali ; Le Géant et l'Homme, de Didier Leroux ; Chiens de glace, d'Éric Proulx et Volker Raus.  
23.50 Magazine : Fumaine foot.  
0.30 Journal et Météo.  
0.40 Magazine : Les Rendez-vous de l'Antenne (rediff.).  
1.00 TF 1 nuit (et à 2.05, 3.15, 3.55, 4.35).  
1.10 Programmes de nuit. L'Équipe Couteau en Amazonie ; 2.15, Le Vignoble des maraîchers ; 3.25, Histoires naturelles (et à 5.05) ; 4.05, Intrigues ; 4.45, Musique.

### CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 La Méthode des cinq continents (et 20.55). 19.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleson : Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Perdu de vue. Rediff. de TF 1 du 9 janvier. 23.40 J'ai un problème... Rediff. de France 2 du 21 janvier. 0.35 Le Journal de France 3. Édition Soir (25 min).  
PLANNIÈRE 19.40 Quand les Romains rêvent l'Amérique. De Viviane Memrod-Gasser et Claudio Tonetti. 20.20 Gentlemen Racers. D'Hervé Tiberghien. 20.35 Les Altes de la légende. De Barry Canthorn. 12. F14 Tomcat. 21.35 Pierre Mendès France. De Jean-Christophe Rozé. 23.10 Du rail pour Jimmy. De Fred Gremesaux. 23.35 BD : spécial Angoulême 94. De Christophe Heil. 0.05 Force brute. De Robert Kirk. 19. Le génie. 0.35 Planète océan. D'Hugh Ripet. 8. Sauver la mer.  
PARIS PREMIÈRE 19.00 Ecran total. 19.30 Paris modes homme. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Billard à 3 bandes. Coupe du monde. Finale. A Gand (Belgique). 22.30 Embouteillage. 23.35 Johnny Hollywood dans

la chaleur de Bercy. Concert enregistré en 1990. (125 min).  
CANAL J 18.00 Bêtes pas bêtes. 18.15 La Véritable Histoire de Malvra. 18.30 Série : La Baie des fugitifs. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Phares d'ouest. 19.30 Raconte-nous une autre histoire. 20.00 Moby Dick.  
CANAL JUMBO 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Allemagne, août 1916. 21.50 Série : Au nom de la loi. 22.20 Nonante. 23.20 Série : L'homme Dove. 0.15 Road Test. 0.40 Série : Seinfeld (30 min).  
SÉRIE CLASH 19.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Série : Les Boussardel. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Belphégor ou le fantôme du Louvre. 1<sup>re</sup> époque : Le Louvre (70 min).  
MCM 20.30 MCM EuroMusiques Nordica. 21.30 Naked City. 22.00 Best of Player One. 22.30 MCM Dance Club (210 min).  
MTV 19.00 European Top 20. 21.00 Sting Unplugged. 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Y1 MTV Raps (120 min).  
EUROSPORT 17.25 Football. En direct de Toulouse. Championnat de France D2 : 26<sup>e</sup> journée. Toulouse-Gueugnon. 19.30 Saut à skis. En direct. Coupe du monde. A

Lahli (Finlande). 20.30 Biathlon. En direct. Coupe du monde. A Ruhpolding (Allemagne). 21.00 Golf. En direct. Johnny Walker Classic : 3<sup>e</sup> jour. A Manille (Philippines). 22.00 Tennis. Résumé de la finale simple dames des Internationaux d'Australie de Melbourne. 23.00 Bore. En direct d'Afrique du Sud. Championnat du monde des poids mi-mouche WBO. Baby Jake Matia le-Alberio Jimenez. 1.00 International Motorsport. 4.00 Tennis. En direct de Melbourne. Finale simple messieurs des Internationaux d'Australie.  
CINÉ CLASH 10.25 1<sup>er</sup> Le Dernier Tour. 11.00 Le film français de Pierre Chenal (1939). 18.05 Actualités Pathé n° 1. 19.00 Actualités Pathé n° 2. 19.50 Actualités Pathé n° 3. 20.40 Le Club. Invité : Robert Evans. 22.00 Documentaire. 23.00 Les cow-boys ne pleurent pas. 23.45 Film américain d'Anne Wheeler. 20.00 Hollywood 26. 20.30 Sources rivales. 23.45 Film américain de Paul Wendkos (95 min). 23.00 Au-delà de la peur. 1<sup>er</sup> Film français de Yannick Andrei (1974). 0.30 Le Vice dans la peau. 18.00

### RADIO

FRANCE-CULTURE 19.32 Poésie sur parole. Récital Petr Kral. 20.00 Le Temps de la danse. Théâtre de la ville : Les rendez-vous chorégraphiques de Sceaux ; Strasbourg. 20.30 Photo-portrait. François Lesage, brodeur. 20.45 Fiction. Giacomo le lyrique, de Giuseppe Maninelli. 22.35 L'Air du temps. Splendeurs et misères des compositeurs contemporains. 0.05 Clair de nuit. Jean-Marc Aubert, écrivain.

FRANCE-MUSIQUE 19.15 Soliste. Clara Haskil, piano. Concerto pour piano et orchestre n° 3 op. 37, de Beethoven, par l'Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. Igor Markevitch ; Concerto pour piano et orchestre K 271, de Mozart, par l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Paul Sacher. 20.00 Soliste lyrique. Donné le 13 juillet 1994 au Covent Garden de Londres, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra Royal de Covent Garden, dir. Colin Davis, Menon, de Massenet, Léontine Vadoue (Ménon), Rosemary Joshua (Poussette), Yvonne Barclay (Votie). 0.05 Musique pluriel. Concert donné le 14 novembre 1994 à la salle Favart de l'Opéra Comique, par l'Ensemble Tonikins et l'Ensemble Modern, dir. Peter Eötvös. What is the world op. 30, de Kurtág, Maria Kurtág et György Kurtág, pianos. 0.05 Autoportrait. Marc Minkowski, directeur des Musiciens du Louvre.

### LA CINQUIÈME

13.30 Documentaire : A tous vents. La saga du Lloyd's.  
14.30 L'Age de la découverte. Christophe Colomb. 7. Sur les traces de Christophe Colomb. 15.30 Documentaire : Méta-musique. Un siècle de danse : De l'académisme au classique abstrait (rediff.).  
16.30 Les Grands Châteaux d'Europe. Les châteaux des Highlands (rediff.).  
17.00 Les Grands Séducteurs Steve Mac Queen (rediff.).  
18.00 Magazine : Arrêt sur images. Présenté par Daniel Schneidermann et Pascale Clark. La prise d'otages à bord de l'Albatros Alger-Paris. Invité : Marc Augé, anthropologue.

### ARTE

19.00 Série : Black Adder. 4. Black Adder et la princesse espagnole, de Martin Sharwood, avec Brian Blessed, Peter Benson.  
19.35 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Populations en danger. 1. Les conflits en 1994 (rediff.).  
19.40 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités allemandes et soviétiques de la semaine du 28 janvier 1945, commentées par Marc Ferro et August von Kagenack.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Téléfilm : Les Taupes. Bienvenue à la maison. De Geoffrey Sax, avec Nigel Havers, Warren Clarke (4<sup>e</sup> partie). Les services secrets du KGB en Grande-Bretagne. Une série décapante.  
21.40 Documentaire : Balagan. D'André Vaisé. Une réflexion sur l'actualité et l'avenir des relations entre Juifs et Arabes au Proche-Orient.  
23.10 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Patrice Blanc-Francard. Frog Mouth : Mégamix : le rap et le slam.  
0.25 Série : Johnny Staccato. 4. La Boutique des quatre vents, avec John Cassavetes, Eduardo Ginepro (v.o., 20 min). Enquête à Chinatown sur un homme mystérieux qui tue des Japonais.

Calculez vos impôts.

36 15 Le Monde



Sic transit Cantona

par Pierre Georges

IL Y A CERTAINEMENT dans la vie et dans le monde des choses plus importantes, des soucis plus urgents. Voilà bien pourquoi on pourrait avoir quelque scrupule à traiter ici du cas Cantona. Pour autant d'ailleurs que ce cas ne relève pas de la faculté. Mais l'affaire faisant le bruit qu'elle fait, au-delà du tunnel, et contribuant largement à consolider l'estime en laquelle l'Anglais de base tient le Français d'ordinaire, une sorte de gongnifier continental à ses yeux, il serait imprudent de la tenir pour négligeable. Ainsi donc, Crazy Cantona a encore disjoncté. Il a joué des pieds et du poing pour, chevaleresquement, en découvrant avec un petit voyou anglais présumé supporteur. Ce fut beau comme une bagarre de rue entre deux poètes du ruisseau, un règlement de comptes entre loubards au sortir d'un bouge. Ce fut grand comme ces questions d'honneur qui se règlent, cédant, sur le pré et le stade. Ce fut, abominablement, délicieusement, choquant. Définitivement choquant, n'est-il pas ? Crazy Cantona, c'est ainsi qu'ils le nomment et ainsi qu'ils l'aimaient, a enfin répondu à l'attente gongnifier de tout un peuple. Vaniteux comme un pou, boursofflé comme un coq, mal élevé comme un Français, génial de ce génie qu'on prête d'ordinaire aux rustres latins, Eric Cantona avait tout pour leur plaisir. Et il leur plut comme il était, pirate cracheur, frappeur, cogneur, insulteur et même créateur. Ils l'ai-

maient comme on peut aimer un être étrange, d'une autre planète, sauvage et séduisant, la France. Ils l'aimaient, et Eric Cantona, qui ne se déteste pas, le leur rendait bien : « Je ne sais pas pourquoi je vous aime, mais je vous aime », déclara-t-il un jour à ce qu'il faut bien appeler ici la cantonade. Bref, il était le roi des Français en ce pays bizarre qui n'aime rien tant que mépriser secrètement ce qu'il adore. Et le voici devenu le concentré du Français, l'animal même plus digne de brouter les verts gazons de la douce Albion. Sic transit Cantona. Leur seule excuse, à eux qui se prirent ainsi d'une passion délirante pour notre génie des crampons, c'est qu'ils ne savaient pas. Nous, et quand on dit nous il s'agit des dirigeants de la Fédération française de football, association à but nettement laudateur, saviors. Nous savions que Cantona est bon footballeur et exécrable personnage, se prenant régulièrement les pieds dans le génie qu'il s'accorde. Nous savions, dans la succession des pitoyables affaires Cantona, que le joueur, tout à sa propre entreprise suicidaire de démolition, oscille en permanence entre ses pieds et sa tête. Nous savions, en somme, qu'il fut et reste l'anti-modèle à proposer aux enfants des écoles de football. Et, sachant tout cela, nous, c'est-à-dire eux, en fines le capitaine de l'équipe de France. Le football français, dans ses multiples débordements, a le capitaine qu'il mérite.

La cour d'appel donne tort à M. Tapie

Le député reste virtuellement inéligible et déchu

LE PREMIER PRÉSIDENT de la cour d'appel de Paris, Myriam Ezratty, a rejeté, vendredi matin 27 janvier, la demande de « suspension des effets provisoires » du jugement du tribunal de commerce plaçant Bernard Tapie en liquidation judiciaire à titre personnel. Le 14 décembre 1994, la juridiction consulaire avait pris cette décision après avoir estimé que l'insuffisance des actifs des sociétés de M. et Mme Tapie se montait à plus de 300 millions de francs - auxquels s'ajoute une dette estimée par les experts judiciaires à 273 millions de francs - et constaté que « la comparaison avec la valeur des seuls actifs connus de M. et Mme Tapie [rendait] illusoire la couverture d'un tel passif ». Le député (République et liberté) des Bouches-du-Rhône ayant interjeté appel de ce jugement, la cour d'appel réexaminera ce dossier le 3 mars, et devrait rendre une décision sur le fond avant la fin du mois de mars.

Dans l'intervalle, Bernard Tapie avait demandé, par référé, la suspension des effets du jugement, mettant en avant ses conséquences politiques, compte tenu des ambitions affichées par l'ancien président de l'OM dans la perspective des élections à venir, présidentielle et municipales. L'article 194 de la loi du 25 janvier 1985 sur les procédures collectives stipule en effet que la liquidation à titre personnel « emporte l'incapacité d'exercer une fonction publique élective », ce qui signifie non seulement l'impossibilité de se présenter à la moindre élection, mais encore la déchéance d'éventuels mandats en cours.

Lors de l'audience de ce référé, le 13 janvier, les défenseurs de M. Tapie, passant outre les conséquences économiques de la gestion de ses sociétés, toutes en graves difficultés aujourd'hui, avaient plaidé que « les conséquences du jugement relatives à l'incapacité [étaient] excessives et anormales », tant il est vrai que leur client ne fonde plus guère d'espoirs que sur son activité politique. Mme Ezratty, dans sa décision de vendredi, a rétorqué : « L'incapacité dont il est fait état n'est pas un élément de la décision dont l'arrêt d'exécution nous est demandé, mais un effet otocoché de plein droit par la loi de la liquidation judiciaire. » S'agissant des causes de cette liquidation personnelle, elle précisait que M. Tapie « n'apporte aucun élément » propre à contraindre les conclusions du tribunal de commerce et qu'il « ne prétend pas, même pour son passif personnel, qu'il serait en mesure de présenter un plan d'apurement ». En rejetant la demande de de Bernard Tapie, la présidente de la cour d'appel le prive à l'évidence

d'un effet d'annonce qui lui aurait permis de perturber à sa guise le jeu présidentiel, déjà fort troublé à gauche. Le député a eu beau affirmer, en manière de provocation, qu'il pouvait « tout de même [se] présenter à l'élection présidentielle », mais que, s'il était élu, il « ne pourrait exercer ce mandat », il se retrouve désormais virtuellement inéligible et déchu. M. Tapie étant député, il appartiendra encore à la chancellerie de saisir le Conseil constitutionnel, afin que celui-ci prononce la déchéance du parlementaire. M. Tapie siégeant en outre au Parlement européen, le garde des sceaux devra signer un décret afin que son mandat européen lui soit retiré par l'Assemblée de Strasbourg. M. Tapie étant aussi conseiller général des Bouches-du-Rhône, les juristes planchent encore pour savoir quel cheminement devra suivre, dans ce cas, la requête venue de la chancellerie. En tout état de cause, il paraissait vraisemblable, vendredi 27 janvier, que le garde des sceaux ne souhaiterait pas précipiter le mouvement, préférant attendre la décision de la cour d'appel sur le fond du dossier, dès lors que celle-ci devrait statuer avant la fin du mois de mars, c'est-à-dire avant la clôture des candidatures à l'élection présidentielle.

Hervé Gattegno

James Grant quitte la direction générale de l'Unicef

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL de l'Unicef, James Grant, a annoncé, jeudi 26 janvier, sa démission pour raison de santé. Agé de soixante-deux ans, M. Grant, de nationalité américaine, estime, dans une lettre adressée au personnel de l'Unicef, que, en dépit « de succès, parfois considérables, au profit des enfants et des femmes de presque tous les pays du monde il n'en reste pas moins que les tâches qui demeurent à accomplir sont immenses ». Richard Jolly, directeur général adjoint, assurera l'interim dans l'attente de la nomination du successeur de M. Grant par le secrétaire général des Nations unies. Quelle image gardera-t-elle de celui qui a dirigé tambour battant l'Unicef pendant quatorze ans ? Celle de l'Américain sans complexe, infatigable et toujours jovial, brandissant devant appareils photo et caméras un des petits sachets de sel de réhydratation orale qu'il gardait toujours sur lui ? Celle de l'homme profondément humain, persuadé que tout est possible quand il s'agit de sauver un enfant, même d'arrêter une guerre pendant une semaine pour procéder à une campagne de vaccination ? Ou celle encore du diplomate qui s'efforça de travailler de concert avec les autres organisations multinationales et n'hésita pas à critiquer les politiques de réajustement structurel qui, en réduisant dramatiquement les budgets sociaux, sapent les longs et patientes efforts menés par son organisation en faveur des enfants du monde ?

commencé sa carrière, en 1946, au sein de l'administration de secours et de réhabilitation créée par les Nations unies pour aider les pays les plus touchés par la seconde guerre mondiale. En 1959, il devient directeur adjoint des programmes au département de la coopération internationale, qui devait devenir l'Unicef (Agence des Nations unies pour l'enfance). Le 1er janvier 1980 il fut nommé, par Kurt Waldheim, alors secrétaire général de l'ONU, à la tête du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Le style de James Grant a, dans un premier temps, déconcerté les représentants de cette institution jusqu'à alors plus habituée aux débats théoriques qu'à l'action spectaculaire. Dès son arrivée, il a choisi de donner la priorité à des mesures simples et peu coûteuses permettant de sauver des enfants et de les protéger contre des maladies invalidantes. En 1978, l'Unicef et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avaient reçu pour mission de mettre en place, d'ici l'an 2000, un système de santé pour tous et de procéder à la vaccination des tout-petits contre la polio myélite, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la tougeole et la tuberculose. Grâce à ses efforts, la Convention internationale des droits de l'enfant fut finalement adoptée en 1989 (à ce jour, elle a été ratifiée par 170 États). Enfin, en 1990, James Grant parvint à réunir 71 chefs d'État et de gouvernement, au siège des Nations unies, à New York, pour leur faire adopter solennellement 27 objectifs à mettre en œuvre d'ici à l'an 2000 dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection des enfants.

Christiane Chombeau

Le cinquantenaire de la libération d'Auschwitz

THE NEW YORK TIMES « Cette usine de mort et ce qu'elle signifiait fut si terrifiante que le mythe et la politique vinrent bientôt s'y mêler. Ouvert en 1947 sur le site, un musée allait être au cœur de débats échauffés. Sous le régime de la Pologne communiste, le nombre des victimes fut gonflé à quatre millions, tandis qu'était minimisée leur indéniable identité juive. (...) La mémoire est le seul moyen d'éviter la répétition d'Auschwitz. C'est pourquoi le gouvernement polonais a eu si tort dans sa décision initiale d'empêcher la récitation de la prière juive

aux cérémonies commémoratives, et c'est pourquoi Elie Wiesel et ses compagnons ont en tellement raison d'insister pour qu'elle ait lieu. »

EL PAIS « Le nom d'Auschwitz signifie la plus grande horreur qu'un homme est capable d'infirmer à ses semblables. C'est un avertissement permanent de la nécessité de combattre à la racine toute discrimination raciale et toute velléité totalitaire. En effet, tout mépris d'un être humain en raison de sa différence recèle le germe de cette immense honte de l'espèce. (...) Les arrogances nationalistes, le racisme et le fascisme, sont à nouveau des options politiques en vogue dans plusieurs parties du continent européen. D'où la nécessité de raviver parmi les nouvelles générations la mémoire de l'horreur d'Auschwitz, pour que plus jamais elle ne puisse se répéter. »

LIBÉRATION « En « nationalisant » Auschwitz, en refusant d'y reconnaître avant tout le symbole le plus atroce du génocide juif, Lech Walesa s'inscrit dans le droit fil du patriotisme de clocher le plus étroit. Il abonde

aussi dans le sens de la Conférence épiscopale polonaise, qui vient de condamner péle-mêle, avec une bonne conscience confondante, « le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'ontopolonisme » ! (...) 90 % des victimes assassinées industriellement à Auschwitz étaient juives. Faut-il que les juifs l'oublient, pour ne pas heurter la sensibilité polonaise ? Faut-il accepter que soit déformé ou voilé cet implacable miroir qui renvoie à chaque homme, comme un avertissement solennel, tout ce qu'il peut y avoir de pire dans l'homme ? »

Jacques Amalric

FRANCE-INTER « La spécificité du génocide des juifs (...) tient au fait qu'il était et demeure totalement incompréhensible. Tous les autres massacres que l'on peut citer sont aussi injustifiables et inexcusables que le crime d'Auschwitz, mais on arrive à en cerner l'enchâssement. (...) Le crime d'Auschwitz donne le vertige car il renvoie à une interrogation sur l'homme, sur la faillite morale de l'humanité, sur une faillite collective devant le crime absolu. »

Bernard Guetta

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Russie : Effondrement du double 2
Auschwitz : Les malentendus d'un cinquantenaire 3
Europe : Les difficultés du passage à l'euro monétaire 4
Mexique : Le plus gros prêt de l'histoire du FMI 5
Afghanistan : Les « étudiants-soldats » islamistes marchent sur Kaboul 6

FRANCE

PR : Soutien massif du parti à la candidature du premier ministre 7
Présidentielle : Suite de la controverse Chirac-Balladur 8
Régions : Les restructurations hospitalières attendent les municipales 9

HORIZONS

Enquête : Paroles du Caire 15
Débats : La fin de l'idéal démocratique : Le pari de la République ; Au courrier du Monde 16
Editoriaux : Le sauvetage du Mexique ; Cauchemar à gauche 17

SOCIÉTÉ

Accident : A Toul, la sécurité du chantier mise en cause 10
Drogue : La consommation du crack en hausse à Paris 11
Consommation : Les soldes remettent en cause la notion de juste prix 12

ENTREPRISES

Télécoms : L'Europe se prépare à la

déréglementation 18
Industrie : Bagarre mondiale dans l'industrie pharmaceutique 19
Finances et marchés : Le franc affecté par la pré-campagne présidentielle 20

AUJOURD'HUI

Sports : La carrière anglaise d'Eric Cantona menacée ; Agassi et Sempras en finale des Internationaux d'Australie de tennis 23-24
Sciences : Les chercheurs réclament une transparence totale sur les données issues du génome humain 25

CULTURE

Architecture : Les concours en question 28
États-Unis : Les républicains s'attaquent aux subventions pour les arts 29
Disques : Les critiques 30

RADIO-TÉLÉVISION

Séries télé : « Dream On » fait zapper les mémoires 32
Radio : Les politiques arpentent les boulevards de la FM 33

SERVICES

Carnet 14
Annonces classées 14-22
Marchés et finances 21-22
Jeux 26
Abonnements 27
Agenda 27
Météo 27
Guide culturel 31
Radio TV 32-33

BOURSE

Cours relevés le vendredi 27 janvier 1995, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei -8,20	Cours au 24/01
Hong Kong Index -10,74	Paris CAC 40 1826,28 +1,32
	Londres FT 100 2999,40 +0,38 -2,35
	Milan MIB 30 -2,43
	Frankfurt Dax 30 2094,67 +0,39 -3,41
	Bruxelles 1959,76 +0,43 -2,58
	Suisse SMI -6,54
	Madrid IBEX 35 -1,95
	Amsterdam CBS -1,35

DEMAIN dans « Le Monde »

La République à une voix près : Il y a cent vingt ans, le 30 janvier 1875, le député Henri Wallon faisait adopter par 353 voix contre 352 un amendement précisant que le « gouvernement de la République se compose de deux Chambres et d'un président ».

Tirage du Monde daté vendredi 27 janvier : 529 869 exemplaires.

Le Serveur Judiciaire
Renseignements sur 2 500 000 sociétés
Fiches d'identité, procédures collectives (sauvées), bilans et analyses, biographies, salaires, filiales et participations.
minitel 3617 154
Annonces à détail Ventes Aux Enchères judiciaires et volontaires notariales.
minitel 3617 VAE

CARNEGIE®

Leader mondial de la formation

STAGES DE QUALITÉ



Comment progresser en
\* relations humaines
\* confiance en soi
\* communication
\* leadership
\* mémoire
\* enthousiasme
\* maîtrise du stress
\* épanouissement
\* expression en public, en réunion, en entretien

Venez voir :

CONFÉRENCES GRATUITES

« L'Art de Communiquer »

de 19h30 précises à 17h15

Lundi 6 et Mardi 7 Février

de 19h précises à 20h45

Lun 6, Mar 7, Mer 8 Février

90 Champs Elysées, 75008

Immeuble « Club MED », 78 Et.

de 19h précises à 20h45

Mardi 7 Février

Parti 2 Bureaux, 2 rue de Marly

Immeuble « Club MED », 78 Et.

de 19h précises à 20h45

Mardi 7 Février

Parti 2 Bureaux, 2 rue de Marly

Immeuble « Club MED », 78 Et.

de 19h précises à 20h45

Mardi 7 Février

Parti 2 Bureaux, 2 rue de Marly

Immeuble « Club MED », 78 Et.

de 19h précises à 20h45

Mardi 7 Février

Parti 2 Bureaux, 2 rue de Marly

Immeuble « Club MED », 78 Et.

de 19h précises à 20h45

Mardi 7 Février

Parti 2 Bureaux, 2 rue de Marly

Immeuble « Club MED », 78 Et.

de 19h précises à 20h45

Mardi 7 Février

Parti 2 Bureaux, 2 rue de Marly

Immeuble « Club MED », 78 Et.

de 19h précises à 20h45

Mardi 7 Février

Parti 2 Bureaux, 2 rue de Marly

Immeuble « Club MED », 78 Et.

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde